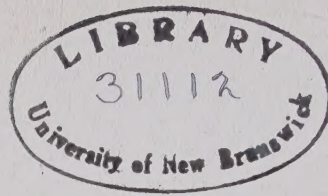


UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK LIBRARIES



3 9950 00997510 4

940.3493
S559
V.2





Digitized by the Internet Archive
in 2024

Publications de la
Dotation Carnegie pour la Paix Internationale
Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR :

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia (U. S. A)

Série Belge

DIRECTEUR-ADJOINT :

HENRI PIRENNE

Professeur d'Histoire à l'Université de Gand

*(Voir à la fin de ce volume la composition des Comités étrangers
et la liste des monographies se rapportant à chaque pays).*

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE
(SÉRIE BELGE)

L'INDUSTRIE BELGE
PENDANT
L'OCCUPATION ALLEMANDE
1914-1918

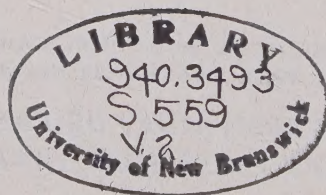
PAR LE

Comte Charles de KERCHOVE de DENTERGHEM

Secrétaire général de la Commission Belge d'Enquête
sur les Violations aux Règles du Droit des Gens

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.



31112

9/48

PREFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Economie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911 et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclenchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi celles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité grandissante — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu

nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Economie et d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division Economique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation non seulement la communication des documents, mais la collaboration des spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*) fut convoquée à Paris par la Division d'Economie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale, mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre.

Visiblement la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela il fallait une enquête menée d'abord par une organisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays. Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'état, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'Etat, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux Gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs, et en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette

première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez courageux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient. Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux impressions et aux souvenirs personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui au cours de la guerre ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation » au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existants comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités

de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est, dans bien des cas, une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais d'autre part elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité ; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs, c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays, qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable :

d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

*
* *

Le présent ouvrage traite de l'exploitation industrielle d'un pays par son envahisseur, exploitation qui met en évidence une conséquence économique, et même sociale, de la guerre. S'il est arrivé déjà que l'occupation d'un territoire par l'ennemi ait eu une durée aussi longue que celle de l'occupation de la Belgique pendant la guerre, jamais encore la consommation du matériel nécessaire aux combats n'avait été assez considérable pour inciter un envahisseur à utiliser complètement toutes les forces économiques du territoire occupé par lui, au bénéfice de sa propre puissance combattive. Le principe défendu et accepté par toutes les nations civilisées, et consacré par le droit international, était que le pouvoir occupant devait administrer le pays au mieux des intérêts de la population paisible, et qu'il ne pouvait faire de réquisitions que pour les besoins de son armée occupante et en tenant compte des possibilités de l'habitant. Mais la grande guerre a démontré que si des faits de guerre ou le jeu des alliances isolent un combattant des sources de matières dont il a besoin, sous l'impulsion de la nécessité, il s'estime obligé de prendre où il le peut l'arme qu'il croit nécessaire à son succès, quand bien même son geste détruirait pour des années le gagne-pain d'une partie de la population dont il a momentanément la garde. Il est donc évident que les phénomènes étudiés dans cette monographie sur l'occupation allemande de la Belgique la rendent beaucoup plus intéressante qu'une simple page d'histoire d'un pays envahi; car s'il est probable que l'invasion d'un territoire entraînera la victime dans les souffrances et les pertes qui vont être décrites ici, la seule ressource des nations menacées par de telles épreuves est d'en finir avec la guerre même.

James T. SHOTWELL.

NOTE

Les ordonnances et arrêtés mentionnés dans cet ouvrage ont paru dans une série de recueils officiels allemands :

1. *Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire de la Belgique* (Gesetz und Verordnungsblatt für die Okkupierten Gebiete Belgiens) en trois langues : allemand, français et flamand. Il y est renvoyé sous la mention « Bull ».
 2. *Bulletin officiel des arrêtés pour le rayon des étapes de la IV^e Armée*, en trois langues. Il y est renvoyé sous la mention « Bull. Et ».
 3. *Gesetz und Verordnungsblatt für Flandern* (paru après la séparation administrative du pays), en deux langues : allemand et flamand. Il y est renvoyé sous la mention G. Fl.
 4. *Gesetz und Verordnungsblatt für Wallonien* (paru après la séparation administrative du pays) en deux langues : allemand et français. Il y est renvoyé sous la mention G. W.
-

Les documents de la « Commission d'Enquête » auxquels il est fait allusion dans ce travail se trouvent déposés aux « Archives de la Guerre » à Bruxelles.

INTRODUCTION

Depuis le Moyen âge, les provinces qui constituent aujourd'hui la Belgique, qu'elles aient été séparées sous des gouvernements différents ou réunies sous un même sceptre, ont occupé, grâce au commerce et à l'industrie, une place éminente parmi les peuples d'Occident.

En effet, si l'activité de leurs citoyens n'avait été consacrée qu'à l'exploitation des ressources naturelles du sol, les villes de Bruxelles, Gand, Bruges, Ypres, Anvers, n'eussent été que de misérables bourgades de paysans besogneux au lieu d'être de fières et libres cités, véritables foyers de civilisation et d'art.

La prospérité qui régna de tous temps dans ces contrées heureuses, malgré les guerres et les conquêtes, y stabilisa une population dont la densité est devenue aujourd'hui à tel point considérable que la fertilité, d'ailleurs relativement faible du sol, ne peut en aucun cas suffire à son alimentation. Les trois-quarts des denrées alimentaires nécessaires proviennent d'une importation en échange de laquelle la Belgique ne peut offrir, comme produit naturel, qu'un peu de charbon d'extraction difficile et quelques produits de carrière. Sans la manufacture, sans la transformation industrielle de matières premières, importées pour la plupart, en produits fabriqués exportables et appréciés à l'étranger, le royaume serait dans l'incapacité absolue de nourrir ses sept millions et demi d'habitants, il cesserait d'occuper dans la société des nations civilisées le rang qu'il a conquis par son travail et dont il s'enorgueillit à bon droit. C'est l'usine qui aujourd'hui constitue l'instrument indispensable à la vie économique de la nation belge à son existence même comme état prospère et indépendant.

Cet instrument si précieux, ce gagne-pain, peut-on dire, des trois-quarts de la population belge, l'Allemagne l'a détruit pendant la guerre mondiale de 1914-1918, lors d'une occupation du territoire qui se prolongea pendant plus de quatre longues années.

Le sol de la Belgique a été pendant cette période le théâtre de combats sanglants et de scènes de destruction. Au cours de l'invasion la ville de Visé fut incendiée, Namur fut incendié en partie ainsi que

Louvain, Aerschot et Termonde furent presque totalement détruits. Lorsqu'après la bataille de l'Yser, les armées française, britannique et belge luttèrent ensemble sur le front des Flandres où elles se stabilisèrent, les ruines s'accumulèrent : les villes de Nieuport, de Dixmude et d'Ypres furent anéanties et tout le pays fut réduit à l'état de désert sur une profondeur de plusieurs kilomètres de part et d'autre du front.

Enfin, au cours de la retraite précédant la débâcle allemande de 1918, des destructions profondes eurent lieu dans toute la région des Flandres jusqu'à l'Escaut.

Mais la ruine de l'industrie belge ne fut pas l'œuvre du canon ou des bombes, elle ne fut pas consommée dans l'effervescence de batailles, aussi longues qu'acharnées, au cours desquelles les armées aux prises s'arrachent tour à tour la possession de lambeaux de territoire où tout est bouleversé, ruiné, déchiqueté et nivelé au ras du sol par les convulsions de la lutte. Ce fut un travail de l'arrière, de très longue haleine, et savamment conduit. L'outillage économique du pays fut démonté comme le serait une mécanique compliquée par un mécanicien désireux d'en conserver certains rouages pour un autre usage : chacune de ses parties fut examinée, puis utilisée, conservée ou détruite suivant les convenances de l'Allemagne. C'était enfin un des aspects de son système de guerre.

En agissant de la sorte le Reich poursuivait-il un autre dessein que celui de ravitailler sa propre industrie de guerre en matières premières de fabrication et en machines indispensables ? Un grand nombre d'industriels victimes des spoliations allemandes répondent à cette question par une nette affirmative, et cette manière d'envisager les choses est explicable.

En effet, les vexations sans nombre subies pendant l'occupation, les multiples menaces, les violations continuelles du droit de propriété, l'aspect enfin, après l'armistice, des usines dévastées, d'où bien souvent depuis des mois les propriétaires avaient été chassés, l'évidence de ces abus de la force brutale d'une guerre plutôt économique firent naître en Belgique, contre l'auteur de tant de misères, un sentiment violent de haine et de rancune. A la fin des hostilités tout manquait à la fois pour reprendre une activité indispensable : les matières premières, les machines, les transmissions, les moyens de transport, sans compter une quantité de bâtiments industriels en ruine.

Bien des exploitations se trouvaient en outre dépouillées d'objets essentiels à leur entreprise : ici des collections importantes d'échantillons, d'ailleurs sans utilité militaire, avaient été réquisitionnées ; là, des collections de dessins, résultats d'années d'efforts avaient été enlevées ; ailleurs encore on avait surpris des secrets de fabrication,

volé des plans de machines, pillé et dispersé des archives, changé la disposition des ateliers. Il n'y avait pas jusqu'à de toutes petites entreprises, exploitant une spécialité presque familiale, qui ne fussent dépouillées de machines pour elles infiniment précieuses.

Les installations qui avaient été exploitées par les Allemands eux-mêmes, dans un intérêt militaire, et qui, par conséquent, avaient été maintenues en ordre de marche, se trouvaient dans un état de délabrement et d'usure valant la ruine. Seule l'usine dont le propriétaire avait consenti à travailler pour l'ennemi était, tout comme les usines allemandes, en état de satisfaire une clientèle qui ne pouvait manquer d'être nombreuse dès le rétablissement d'une circulation plus ou moins normale sur les voies de communication.

Le peuple belge fut impressionné par les proportions du désastre, par l'énorme effort à faire pour relever les ruines accumulées. Lorsqu'il eut constaté que pendant la période d'activité consécutive à la guerre il devait rester improductif et se voir distancé, impuissant sur les marchés du monde, faut-il s'étonner qu'il attribuât à des motifs de concurrence déloyale les mesures destructives prise par les Allemands, pendant l'occupation, à l'égard de l'industrie belge ? Dans de nombreuses circonstances des voix autorisées se sont fait l'écho de cette opinion.

Le pouvoir occupant, au contraire, fait un tout autre tableau de son attitude à l'égard des richesses économiques du pays occupé par ses troupes et soumis pendant quatre ans à son administration. Tout d'abord, il décrit complaisamment les conditions éminemment funestes dans lesquelles il trouva l'industrie des contrées envahies : les ouvriers instruits et les employés étaient, dit-il, pour la plupart dans l'armée repoussée ; d'autres s'étaient enfuis devant l'invasion, ou avaient été entraînés, sans considération du reste de la population, dont un facteur économique avait ainsi été délibérément supprimé. La main directrice et la main créatrice faisant défaut à la fois, la plupart des usines étaient réduites au chômage. Les Allemands prétendent avoir tout mis en œuvre pour remédier à cet état de chose et s'étonnent de ce qu'on veuille leur reprocher d'avoir tenu compte, dans leurs efforts, des intérêts allemands. Ceux-ci d'ailleurs exigeaient le maintien d'une certaine prospérité en Belgique : un pays florissant pouvait seul en effet donner des prestations importantes, payer de larges contributions de guerre et supporter une part intéressante des frais de la guerre soutenue par l'Empire.

Les industriels belges, dans leur immense majorité, se refusèrent à collaborer avec la soumission, et même la reconnaissance à laquelle on paraissait s'attendre, à une œuvre qui, si elle assurait leur prospé-

rité matérielle, servait à forger, directement ou indirectement, des armes destinées à combattre leur patrie. Malgré l'attitude hostile des Belges en général, l'autorité allemande se flatte d'avoir réussi à ranimer, un temps, la vie économique dans le pays occupé. Elle fait valoir que les exploitations les plus diverses étaient remises en action suivant les besoins locaux des troupes d'occupation; on distinguait, dit-elle, des exploitations gérées par l'administration militaire elle-même, des exploitations qui sur la base d'accords privés travaillaient pour l'administration militaire sous la direction d'habitants du pays, et, finalement celles « qui travaillaient exclusivement dans l'intérêt des habitants ».

Nous verrons ce qu'il faut penser de ce tableau trop optimiste. Dans tous les cas les projets allemands d'un relèvement, d'une partie tout au moins, de l'industrie belge pendant la guerre ne se réalisèrent pas. Le problème posé était insoluble : du moment où l'Allemagne s'apprêtait à exploiter la Belgique au profit de son armée combattante, du moment où elle ne donnait pas l'assurance, et des garanties suffisantes, qu'elle ne s'approprierait ni les objets fabriqués avec la matière première importée, ni l'argent provenant de la vente des produits exportés, le blocus exercé par les puissances de l'Entente devait comprendre la Belgique dans son cercle infranchissable et y paralyser tout essor industriel.

L'Allemagne déclara ce blocus contraire au droit des gens, et par le fait se considéra comme dégagée des conventions internationales qui limitaient son droit de réquisition aux besoins de l'armée d'occupation et aux capacités de prestation des habitants. L'ennemi l'empêchant de se procurer les matériaux nécessaires à son industrie de guerre, elle invoqua la « Kriegsraison », le « jus necessitatis », pour s'arroger le droit de prendre ces objets partout où ils se trouvaient, sous quelque forme qu'ils se présentassent, et quelles qu'en puissent être les conséquences pour l'avenir économique du pays soumis à un pareil régime.

* * *

Il n'entre pas dans nos intentions de discuter la valeur de l'argument du « jus necessitatis », non plus que la légitimité du blocus maritime tel qu'il fut exercé au cours de la guerre par les puissances belligérantes appartenant aux deux partis en présence. De telles considérations sortiraient du programme que nous nous sommes proposé, et ont été exposées avec une clarté et une autorité que nous ne pourrions approcher dans le beau livre *Le Droit Moderne de la Guerre*, que M. Albéric

Rolin a dédié à la Fondation Carnegie pour la Paix internationale (1). Nous avons cherché pour notre part à faire un exposé aussi exact que possible, et en toute sincérité, des différents problèmes économiques qui se sont posés, au cours de l'occupation, à l'administration allemande dans notre pays, et de la manière dont cette administration s'est crue autorisée à les résoudre. Chacune des mesures prises par l'Allemagne, considérée isolément, peut sembler être un témoignage de sa bonne ou mauvaise intention vis-à-vis de l'industrie belge ; elle prendra, pensons-nous, son vrai sens dans un récit continu, rapprochant les multiples circonstances qui ont influencé l'envahisseur dans l'exercice de son pouvoir temporaire.

La vérité est particulièrement difficile à atteindre pour les époques de guerre pendant lesquelles le secret des intentions et l'excitation des passions continuellement fouettées concourent à la dissimuler. Elle semble, dans le cas qui nous intéresse, être comprise dans cette simple formule : l'ennemi s'est évertué à utiliser l'industrie belge en tenant uniquement compte des intérêts allemands. Ceux-ci ont été le guide et le soutien de toute la politique économique de l'administration allemande et principalement de celle du Freiherr von Bissing, qui, par son caractère et la durée de ses fonctions, est celui des trois gouverneurs généraux dont l'influence personnelle sur la direction des affaires en Belgique a été la plus marquante.

L'intérêt allemand varia au cours de la guerre, et c'est son évolution imposée par les circonstances de la lutte dans laquelle le Reich était engagé, qui dicta au fur et à mesure de son développement les différentes mesures, d'une gravité croissante, prises par l'administration occupante à l'égard de l'industrie belge. La lettre que von Bissing adressa au maréchal von Hindenburg, le 25 novembre 1916 (v. p. 153), marque très nettement les deux phases principales au moment précisément où l'administration civile du gouvernement général, cédant aux influences militaires, passa d'une méthode d'exploitation plus ou moins rationnelle et ménagère de l'avenir, à une exploitation outrancière et ruineuse.

De tous temps cette administration avait eu à lutter contre des politiciens à courte vue, des militaires à poigne, ou des industriels intéressés et influents, qui voulaient qu'on traitât la Belgique en pays conquis, exploitable à merci, pour le plus grand bien immédiat de l'Allemagne. Von Bissing n'était pas de cette école. Plein de confiance dans la victoire finale de l'Allemagne, ses vues politiques étaient nettement dirigées vers l'annexion de la Belgique à l'Empire : il voyait

(1) Alb. ROLIN, *Le Droit Moderne de la Guerre*. Alb. Dewit, éditeur, Bruxelles, 1921.

dans une exploitation modérée et une administration aux dehors bienveillants, le double avantage de faire travailler le pays occupé au succès de l'Allemagne pendant la guerre et d'apporter à sa patrie, à la conclusion de la paix, un véritable accroissement de force économique.

Pendant l'été de 1916, lorsque le maréchal von Hindenburg et le général von Ludendorff furent appelés à la direction suprême des armées allemandes, toutes les considérations envisageant un avenir lointain cédèrent devant les exigences pressantes de l'autorité militaire. Celle-ci avait acquis la conviction qu'il fallait arracher la victoire tout de suite à l'Entente au risque de la voir compromise à jamais — dans ces conditions les attermolements et les scrupules politiques à la von Bissing n'étaient plus de saison. L'utilisation de l'industrie belge en faveur des intérêts allemands, déjà abusive, devint une exploitation à outrance : la main-d'œuvre fut déportée en Allemagne, les usines qui n'étaient pas absolument indispensables à l'alimentation de la population, si elles ne travaillaient pas directement à fournir les armées allemandes furent arrêtées, leurs machines furent enlevées, transportées en Allemagne ou réduites en mitraille, ainsi que les halls métalliques qui les contenaient. Tout l'outillage industriel de la Belgique aurait disparu, si les victoires des armées de l'Entente, provoquant l'armistice du 11 novembre 1918, n'avaient interrompu le cours des dévastations. Un expert allemand, le directeur Middendorf, chef de la division des mines de l'administration allemande en Belgique, déclarait en effet le 15 novembre 1917 que si la guerre avait duré encore un an ou un an et demi, la Belgique aurait été complètement épuisée, et qu'il y serait resté à peine du charbon et des phosphates. Ces prévisions étaient parfaitement justifiées, étant donnée l'allure à laquelle s'effectuaient les démolitions et les dévastations d'usines.

L'œuvre inachevée de destruction laissa des traces effroyables. Après quatre années d'efforts énergiques et soutenus, la Belgique industrielle n'avait pas reconquis la puissance de production qu'elle possédait avant la guerre, et se trouve encore tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de ses frontières dans la nécessité de lutter dans des conditions économiques profondément modifiées. Parmi celles-ci, il en est deux qui pèsent d'une façon particulièrement lourde sur le relèvement du pays, ce sont les charges fiscales et le prix de la main-d'œuvre, dont la modicité constituait avant la guerre un véritable privilège permettant à la Belgique de produire à des prix de revient suffisamment favorables pour triompher à l'exportation de la concurrence étrangère.

*
* *

Les deux phases de l'exploitation de l'industrie belge par l'occupant, la phase d'exploitation rationnelle et celle de l'exploitation à outrance, sont exposées chacune dans une partie distincte de la présente étude, respectivement la deuxième et la troisième ; elles correspondent à la prédominance, celle-ci de l'élément militaire, celle-là de l'élément civil dans les décisions de l'administration allemande du pays en matières économiques.

Nous nous sommes basés, pour rechercher les intentions poursuivies par l'occupant dans les mesures édictées par lui, et pour suivre l'évolution de sa politique économique en Belgique, sur des documents d'origine allemande, documents le plus souvent confidentiels, d'une authenticité absolument indiscutable. La contribution la plus importante nous a été apportée par les Bulletins administratifs de la Section pour le Commerce et l'Industrie près du gouvernement général en Belgique. Ces bulletins et leurs annexes sont constitués par des rapports, paraissant sincères, sur l'activité des différentes branches du département du gouvernement général qui a joué le rôle le plus important au point de vue économique. Nous avons eu en communication le bulletin des mois d'août à octobre 1915, les deux bulletins semestriels de l'année 1917, et celui du premier semestre 1918. D'autre part, au moment de la débâcle allemande et du déménagement précipité du gouvernement général, des parties d'archives, des morceaux de comptabilité, des bribes de correspondance, des procès-verbaux plus ou moins complets de discussions entre experts et autorités allemandes, furent abandonnés çà et là, dans les divers locaux occupés jusqu'alors par des services de l'administration. Ces documents recueillis pour la plus grande partie par la Commission belge d'Enquête sur les violations au droit des gens commises pendant la guerre, éclairent complètement et commentent en quelque sorte, les renseignements apportés par les bulletins administratifs sur les agissements de l'occupant à l'égard de l'industrie des pays envahis. Nous devons à l'obligeance du département de la Justice du gouvernement belge d'avoir pu utiliser, pour l'élaboration du présent travail, ces sources très importantes d'information, comme celles aussi provenant des enquêtes officielles faites dans les usines dévastées.

Peut-être cette documentation est-elle trop incomplète pour révéler la vérité tout entière et les lacunes qu'elle présente sont-elles trop nombreuses pour formuler une opinion définitive sur la politique économique allemande en pays occupé. Nous considérerions, pour notre

part, comme un résultat inespéré du modeste effort que nous avons fait, si cet ouvrage, en appelant la contradiction, pouvait aider à faire projeter une lumière plus complète sur l'exploitation de la Belgique industrielle par les Allemands. Nous ne poursuivons, en effet, qu'un seul but, celui de mettre les faits sous leur véritable jour, afin d'en rétablir l'exactitude que l'intérêt d'un côté, le ressentiment de l'autre, peut avoir altérée ; c'est, croyons-nous, une manière de coopérer à l'apaisement nécessaire dans les relations entre les peuples au lendemain d'une guerre. En attirant d'autre part, inlassablement l'attention sur les abus, nous nous berçons de l'espoir, peut-être utopique, d'en obtenir réparation pour les victimes et d'en prévenir le retour dans des circonstances semblables.

Afin d'indiquer clairement au lecteur étranger, peu au fait de la valeur de l'industrie belge, la portée du sujet traité dans cette étude, il a paru nécessaire de l'encadrer de deux courts aperçus de l'état de cette industrie, immédiatement avant et immédiatement après la guerre. La collaboration dévouée de M. le colonel Eckstein, à laquelle nous nous plaisons ici de rendre hommage, nous a été particulièrement utile pour ces deux parties.

PREMIÈRE PARTIE

EXPLOITATION RATIONNELLE

CHAPITRE PREMIER

Situation de l'Industrie belge en 1914

1. Balance commerciale. — Nécessité d'une industrie importante.
2. Principales industries : extraction de la houille ; métallurgie du fer, du zinc, du plomb ; construction mécanique ; carrières ; industries verrières ; industries textiles : coton, lin, laine.

Balance commerciale. — En 1914, à la veille de l'invasion allemande, la Belgique, sur laquelle allait fondre le fléau de la guerre mondiale et qui allait en subir les premiers coups, se trouvait dans un état florissant de prospérité industrielle et dans une situation économique parfaitement saine. Avant de faire l'historique de l'effondrement de cet état heureux au souffle de la grande tempête, il nous paraît nécessaire de faire en quelques traits la description de ce qui en constituait l'instrument.

On sait que la Belgique occupe une situation géographique éminemment favorable à la côte occidentale de l'Europe, vers le milieu de cette côte, vis-à-vis de l'Angleterre, et coïncée entre la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, elle est donc entourée des pays les plus riches, les plus industriels et les plus prospères de l'Europe.

Son territoire est très exigu, ne comprenant qu'un peu moins de 3 millions d'hectares (ou 7 1/2 millions d'acres), est habité par une population extraordinairement dense de 260 habitants par kilomètre

carré (1). Grâce aux qualités d'activité et d'énergie de cette population, favorisée par la possession d'un important port de mer, desservie par un remarquable réseau de chemins de fer et de canaux, la Belgique était tout particulièrement préparée pour développer son commerce extérieur. En fait, les statistiques montrent qu'avant la guerre, ce commerce augmentait régulièrement d'importance. Malgré le rang inférieur que la Belgique occupait dans l'échelle des peuples au point de vue de l'étendue des territoires et du nombre des habitants, elle était parvenue à la sixième place parmi les grandes nations commerçantes du monde, et son mouvement d'affaires dépassait 11 milliards de francs (2) en y comprenant le transit. Quelques chiffres permettent d'ailleurs de se rendre compte de l'importance des étapes franchies : il y a un siècle, le commerce total d'exportation et d'importation de la Belgique était de 186 millions de francs auxquels on peut ajouter 16 millions de francs de transit. A la fin du siècle dernier, le commerce extérieur s'élevait à 4.138 millions non compris 1.375 millions de transit ; en 1913 enfin, les importations chiffrèrent par 5.050 millions, les exportations par 3.716 millions, et le transit par 2.460 millions formant un total de 11.226 millions.

Si on examine de près les statistiques du commerce extérieur belge, on constate que la majeure partie des importations sont constituées par des produits alimentaires et des matières premières.

La densité de la population est trop grande en effet pour la production du sol ; il faut donc que le pays fasse venir de l'étranger un complément de ressources alimentaires. C'est ainsi que le blé récolté annuellement en Belgique ne suffit pas pour assurer l'alimentation du peuple pendant plus de 3 mois. Quant aux matières premières, elles comprennent le minerai de fer, le cuivre, le pétrole, les lins, les laines, le coton, les peaux, les bois, pour ne citer que les principales, toutes matières nécessitées par ses usines, et que la Belgique ne possède pas, ou ne possède pas en quantité suffisante.

Les exportations belges comprennent d'autre part les produits métallurgiques finis et les charbons, qui constituent les deux principaux articles d'exportation. Viennent ensuite le zinc, les produits chimiques, le matériel de chemin de fer et de tramways, les articles

(1) Au 31 décembre 1913, la population de la Belgique était de 7.657.924 habitants. Vers la même époque, la superficie, la population et la densité des trois grands pays voisins étaient approximativement comme suit :

Pays.	Superficie.	Population.	Habitants par km ² .
Allemagne.	540.000 km ²	53.000.000 h.	98
France.	536.000 km ²	38.000.000 h.	72
Grande Bretagne.....	314.000 km ²	40.000.000 h.	127

(2) Au cours de cet ouvrage, le franc sera entendu à sa valeur or, c'est-à-dire environ 1/5 du dollar.

de fil, de coton, et de laine, les machines, les glaces et les produits divers de verrerie et gobeletterie.

La balance économique avec l'étranger s'établissait en outre dans un sens favorable par les intérêts considérables que les Belges avaient à l'étranger dans des industries métallurgiques, des ateliers de construction mécanique et des entreprises de transport, notamment en Russie, dans le Proche et l'Extrême-Orient, ainsi que dans l'Amérique du Sud.

Les établissements financiers belges étaient nombreux et solidement établis. Une circulation fiduciaire sagement réglementée donnait aux devises belges une valeur très stable. La dette nationale à la fin de 1913 ne se montait qu'à environ 4 1/2 milliards de francs (soit approximativement 180 millions de livres sterling).

Le fait que les impôts étaient relativement peu élevés maintenait le prix de la vie à un niveau assez bas et attirait dans le pays le placement de nombreux capitaux étrangers. Comme autre source de prospérité, la Belgique possédait dans le Congo une colonie susceptible d'un développement économique énorme, qui ne pouvait manquer dans un avenir plus ou moins rapproché de rémunérer largement les capitaux que la Métropole aurait pu consacrer à sa mise en valeur.

Nécessité d'une industrie importante. — Mais toute cette brillante situation dépendait uniquement de l'état de prospérité de l'industrie. Tout l'échaffaudage économique de la Belgique repose en quelque sorte sur la plus ou moins grande possibilité que possède son industrie de vendre ses produits sur les marchés étrangers. Que l'on songe en effet que le charbon industriel est extrait du sol en quantité insuffisante tant comme tonnage que comme qualité (1), que le pays manque de bois et ne produit pas de minerais de fer, zinc, etc., et que d'autre part on constate une production intense en fer, acier, machines, matériel, zinc et plomb ; les tissus belges de laine, de coton s'écoulaient dans le monde entier, alors que le sol ne produit pas un kilo de matière première. C'est que la Belgique est une immense usine de transformation ; elle ne peut vivre, elle ne peut nourrir sa population, que si celle-ci consent à travailler les matières importées en quantités et qualités telles, que leur produit vendu à l'étranger, lui procure la monnaie d'échange nécessaire à l'achat des aliments et des objets indispensables à son existence.

La Belgique ne peut vivre que par le travail de son industrie.

(1) C'est pourquoi la Belgique exportatrice de charbon en est en même temps importatrice.

Les principales industries comprenaient l'extraction de la houille, la métallurgie du fer (en y comprenant toutes les usines de transformation du fer, de la fonte et de l'acier, les ateliers de constructions métalliques, de machines et d'appareillages électriques), la métallurgie du zinc et du plomb, la fabrication des glaces, du verre à vitres et des articles de gobeletterie, les filatures et tissages de laine, de coton et de lin, l'exploitation des carrières et les industries connexes.

Parmi les industries secondaires on peut citer : les industries chimiques, les industries alimentaires, les industries du vêtement, celles de la construction du bois et de l'ameublement, celles des peaux et des cuirs, du papier et du livre, du tabac, etc., etc.

PRINCIPALES INDUSTRIES

L'Industrie minière. — Le bassin houiller de Belgique se présente sous la forme d'une large bande orientée du S.-O. au N.-E. qui se prolonge en France par les bassins du Nord et du Pas-de-Calais et en Allemagne par le bassin d'Eisheviller. Ce bassin belge se divise en bassins de Liège, de Charleroi, du Centre et du Couchant de Mons. La largeur du bassin houiller de Belgique est très variable, elle ne dépasse pas 15 kilomètres et elle descend entre 6 et 7 kilomètres dans la partie centrale ; sa superficie totale est de 140.000 hectares. Quant à la profondeur du terrain houiller exploitable, elle n'est pas moins variable ; en certains endroits le charbon apparaît à 300 ou 400 mètres de la surface, et la profondeur des coupes atteint parfois plus de 3.000 mètres.

Depuis une vingtaine d'années on a commencé l'exploitation du nouveau bassin houiller de la Campine, dans la province du Limbourg belge, qui constitue la continuation des bassins de la Ruhr et du Limbourg hollandais ; mais par suite des immenses difficultés rencontrées pour le fonçage des puits — il a fallu employer le système de la congélation — cette nouvelle source de richesse pour le pays n'avait encore rien produit au moment où éclata la guerre.

Au début de 1914, 125 mines de charbon, occupant plus de 145.000 ouvriers, étaient en activité dans le pays et produisaient ensemble environ 22.841.590 tonnes de charbon par an.

A la même époque, 41 usines à coke comprenant 4.229 ouvriers produisaient annuellement 3.500.000 tonnes de coke provenant de 2.898 fours en activité. Cette industrie fournissait le coke nécessaire aux hauts fourneaux et livrait tous ses produits aux ateliers métallurgiques. Toutefois la consommation annuelle de coke pour l'ensemble du pays s'élevant à 4.600.000 tonnes, l'industrie belge était obligée

d'importer d'Allemagne des quantités considérables de combustible (environ 500.000 tonnes par mois).

Le nombre d'usines fabriquant des agglomérés ou briquettes pour le service des chemins de fer s'élevait à 62 établissements employant 1.911 ouvriers et produisant en 1913, 2.608.640 tonnes d'agglomérés.

L'emploi de la tourbe comme succédané du charbon de houille n'était pas ignoré en Belgique. Des gisements de tourbe se rencontrent dans toutes les régions du pays, mais spécialement dans la Campine à l'est d'Anvers, dans les Ardennes (entre La Roche et la Baraque Michel, ainsi que dans la vallée de la Semois). Ce genre de combustible n'a pas fait jusqu'à ce jour l'objet d'une exploitation pratique ni d'un commerce régulier ; il peut donc être négligé dans cet exposé de la situation industrielle du pays.

En dehors des mines de charbon, il existe en Belgique des gisements de minerais de fer, de zinc, de plomb, de pyrites de fer et de manganèse ; mais le produit de ces mines est si minime eu égard aux besoins de l'industrie, qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte. C'est ainsi qu'avant la guerre, la production nationale atteignait environ 170.000 tonnes de minerai de fer et quelques centaines de tonnes de pyrites de plomb et de zinc, alors que la Belgique importait plus de 7 millions de tonnes de minerai de fer, dont 4 3/4 millions provenaient de France et 1 1/2 million des mines du Luxembourg.

Le total des importations d'autres minerais peut être évalué à 2 millions de tonnes, les principaux pays fournisseurs étant l'Espagne (zinc, manganèse, cuivre), la Suède, les Indes anglaises (manganèse), l'Australie (zinc et plomb), la Hollande, etc.

L'industrie métallurgique du fer. — C'est dans le bassin de Liège que l'industrie métallurgique est née et c'est là qu'elle a continué à se développer au cours des générations. On retrouve des traces d'une industrie métallurgique dès l'époque de l'invasion romaine et les habitants de la région de Liège connaissaient déjà le travail du fer. Cette industrie utilisait alors le bois que lui fournissaient en abondance les immenses forêts de la région.

Les anciens sidérurgistes belges imaginèrent la méthode wallonne qui fut ensuite adoptée par la Suède, l'Allemagne et l'Angleterre et le premier haut fourneau européen fut construit près de Namur, au milieu du ^{xiv}^e siècle. Jusqu'au début du ^{xix}^e siècle, les hauts fourneaux du bassin liégeois employèrent uniquement le combustible ligneux, alors que le coke était déjà utilisé en Angleterre dès le début du ^{xviii}^e siècle. Ce fut un anglais, John Cockerill qui introduisit en 1821 un haut fourneau à coke dans l'usine de Seraing, devenue si

célèbre. Le premier haut-fourneau de Seraing produisait 10 tonnes de fonte par jour et l'on peut rapprocher la capacité de production de cet ancêtre de celle de nos hauts fourneaux modernes qui sont prévus pour des productions de 300 tonnes et plus.

En 1913, il y avait en Belgique 57 hauts fourneaux en activité ; la production totale de fonte en 1913 atteignait environ 2 1/2 millions de tonnes, à comparer aux 31 millions de tonnes produits par les Etats-Unis d'Amérique, aux 19 millions par l'Allemagne et le Luxembourg, aux 10 millions par la Grande-Bretagne et aux 5 millions par la France.

A la même époque, 29 aciéries comprenant 26 fours et 84 convertisseurs Bessemer, produisaient 2.466.630 tonnes d'acier brut.

D'autre part, 38 usines de transformation comportant 110 fours à puddler, 317 fours à réchauffer, 80 forges et 216 trains de laminoirs produisaient 304.350 tonnes de fers finis et 448.400 tonnes d'acier fini. La majorité des produits bruts provenait des usines belges, tandis que la plus grande partie de la production nationale était exportée, soit 1.391.683 tonnes exportées sur un total de 2.162.210 tonnes fabriquées. Les principaux marchés pour l'acier étaient : pour les longerons, la République Argentine, les Iles Britanniques et les Indes ; pour les rails, le Brésil, la Hollande et la Norvège ; pour les laminés, l'Angleterre et les Indes ; pour les barres d'aciers divers, la République Argentine, l'Afrique du Sud. En outre, 240.000 tonnes étaient exportées comme produits manufacturés, tels que armes, outils, machines, matériel roulant, automobiles, cycles, etc. On peut dire qu'aucun autre pays n'exportait à un aussi haut degré (81 pour cent) sa production annuelle de fer et d'acier.

L'industrie du zinc. — Le traitement du minerai de zinc ayant pour but de donner au métal sa malléabilité est dû à un inventeur liégeois et la Belgique a été pendant de longues années un centre important pour l'industrie de la fonte et du raffinage du zinc. La compagnie principale, la Société Anonyme de la Vieille Montagne, fut établie dans sa forme actuelle en 1837. La mine originale de la Vieille Montagne qui était exploitée au x^ve siècle est actuellement épuisée et la compagnie extrait les minerais des gisements qu'elle possède en Espagne, Scandinavie, Tunisie, Suède, Algérie, Grande-Bretagne (Nepthead, Cumberland), France, Italie, Allemagne ; elle importe également du minerai d'Australie qui est appelé à devenir le principal fournisseur de zinc pour le continent.

En 1913, l'industrie du zinc comprenait en Belgique 14 fonderies et 10 laminoirs, soit un total de 43.453 creusets et 37 trains de lami-

noirs. Ces établissements consomment 480.645 tonnes de minerais dont un tiers provenant de l'Australie. Pour la transformation de ce minerai on a utilisé 998.655 tonnes de charbon.

La production de zinc brut pendant cette même année s'est élevée à 204.220 tonnes d'une valeur totale de 115.544.700 francs, tandis que les laminoirs ont usiné 51.490 tonnes de zinc laminé représentant 32.516.950 francs. De ces quantités, 141.575 tonnes de zinc brut et 35.418 tonnes de zinc ouvré ont été exportées vers la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Hollande.

La Belgique occupait en 1913 la troisième place dans la liste des pays producteurs de zinc fini ; elle était dépassée par les Etats-Unis d'Amérique (320.300 tonnes) et l'Allemagne (283.100 tonnes) alors que l'Angleterre ne produisait que 60.630 tonnes.

L'Industrie du plomb. — L'industrie du plomb est peu importante en Belgique. En 1913 cinq usines ont produit du plomb et de l'argent ; elles traitent des minerais provenant exclusivement de l'étranger et des sous-produits plombifères, argentifères et aurifères. Les fabrications ont porté sur 28.835 tonnes de minerais, 132.220 tonnes de produits contenant du plomb et de l'argent et 49.890 tonnes de déchets de plomb. La production fut de 103.480 tonnes de plomb et 253.490 kilos d'argent. Ces mêmes établissements ont produit accessoirement du cuivre et de l'or en quantités très minimes.

L'Industrie de la construction mécanique. — La construction de machines et d'ouvrages métalliques qui comprend la production des locomotives, voitures de chemin de fer et wagons était représentée avant la guerre par plus de 300 établissements occupant plus de 64.000 ouvriers ; la puissance des machines à vapeur employées était de 61.500 chevaux vapeur. La valeur de la production annuelle de ces usines oscillait entre 421 et 480 millions de francs. L'exportation des machines et outillage en 1913 représentait une valeur de 213.6 millions de francs.

Il y a lieu de rattacher à l'industrie métallurgique la fabrication des armes à feu, qui constituait depuis des siècles une spécialité de la ville de Liège et des environs. L'industrie armurière occupait plus de 200 fabriques et des milliers d'ouvriers dont la plupart travaillaient à domicile. En 1913, le banc d'épreuves de Liège poinçonna 1.377.969 fusils, pistolets et armes à feu diverses et les exportations d'armes s'élèvent à plus de 24 millions de francs ; les principaux clients de l'armurerie liégeoise étaient l'Allemagne, la France, la Russie, l'Italie, les Etats-Unis d'Amérique et l'Amérique du Sud.

L'Industrie des carrières. — Avant la guerre il existait en Belgique 1.556 carrières dont 481 sièges d'exploitation souterraine et 1.075 sièges d'exploitation à ciel ouvert. La production de ces carrières était des plus variées et comprenait principalement les pavés et pierrailles, les pierres de taille, les marbres, la craie et la chaux, les phosphates, les terres plastiques, la dolomie et les ardoises. Les pavés de porphyre et de grès sont extraits principalement des carrières du Hainaut (Les-sines), du Brabant (Quenast) et de la province de Liège. Les pierres taillées de granit sont exploitées dans les provinces du Hainaut, de Namur et de Liège ; les pierres à chaux et les phosphates proviennent en grande partie des environs de Tournai (Hainaut) ; les marbres noir, rouge et bleu se trouvent dans les provinces de Namur, de Liège, tandis que les ardoises sont extraites en grande partie du Luxembourg belge.

L'exploitation des carrières occupait en 1913, 3.638 ouvriers pour le travail souterrain et 31.255 ouvriers de la surface ; au total 34.893 ouvriers. La valeur en francs de la production pour 1913 était de 70 millions ; une partie importante de cette production était exportée dans les pays limitrophes, notamment le phosphate de chaux, la craie et la chaux.

L'Industrie verrière. — Cette industrie comprenant les glaces, les verres à vitre, la cristallerie, la gobeletterie était concentrée en grande partie dans le pays de Charleroi et comptait environ 60 firmes occupant plus de 25.000 ouvriers. Parmi ces firmes figurent huit glaceries, de nombreuses verreries possédant 39 fours à bassins et 283 étendries, ainsi que des usines productrices de verres spéciaux et des flaconneries. Les cristalleries du Val-Saint-Lambert dont les établissements au nombre de 4, sont situés dans les provinces de Liège et de Namur, occupaient à elles seules plus de 5.000 ouvriers et fabriquaient journellement plus de 225.000 pièces.

Il est à remarquer que presque toutes les matières nécessaires à cette industrie se trouvent dans le pays, notamment dans la province du Hainaut et que 92 % des produits fabriqués étaient expédiés à l'étranger. La production des verreries, dont la majeure partie allait à l'exportation atteignait mensuellement avant la guerre 3.750 mille mètres carrés. D'autre part, la production annuelle des glaceries belges représentait le quart de la production mondiale. En 1913, l'exportation des glaces atteignit 38.402.842 kilos, pour une somme de 28.502.000 francs ; pendant la même année on a exporté 205.540.948 kilos de verres à vitre pour un total de 45.239.602 francs.

Les Industries textiles. — On travaille en Belgique le lin, le coton, le jute, le chanvre, la soie artificielle et la laine ; la plus grande partie des matières premières proviennent de l'étranger ; le pays produit, principalement dans les Flandres, du lin, mais en quantités insuffisantes pour satisfaire les besoins des usines ; les eaux de la Lys affluent de l'Escaut ont des qualités toutes spéciales pour le rouissage des fibres de lin. L'industrie du coton est centralisée à Gand, celle du lin à Courtrai, Gand et Roulers et celle de la laine à Verviers et Dison.

Coton. — Avant la guerre l'industrie cotonnière comprenait 1.518.134 broches à filer, 200.000 broches à retordre et 75.000 broches de cardes fileuses. La production annuelle était de 50.000 tonnes environ de fil de coton. On avait importé en 1913, 140.367 tonnes de coton brut, dont 42.350 provenant des Etats-Unis, 52.500 tonnes des Indes et 14.000 tonnes d'autres pays *via* l'Angleterre. D'autre part, 65.000 tonnes de coton brut reçues en transit avaient été réexportées, notamment 38.000 tonnes en Allemagne et 14.000 tonnes en France.

Lin, chanvre et jute. — En 1914, il y avait 25 filatures et le total des broches employées dans ces industries était de 375.000.

Le filage et le tissage occupaient un nombre considérable d'ouvriers dans les villages. La plus grande partie du lin manufacturé en Belgique provenait de la Russie ; le lin cultivé dans le pays était réservé aux usines anglaises qui apprécient particulièrement le lin roui dans les eaux de la Lys.

Les filatures de chanvre et de jute produisaient environ 3.500 tonnes de fil par an.

Laine. — Avant la guerre, il y avait dans le district de Verviers 110 tissages et 16 filatures de laine peignée, 37 usines de laine cardée, 29 usines pour laines à retordre et 27 teintureries. Les importations de laine brute s'élevaient à 149.000 tonnes, tandis que les exportations étaient de 99.000 tonnes ; les exportations de fil de laine atteignaient 11.750 tonnes, dont plus de 7.000 allaient au Royaume Uni. Un des grands avantages des laines du pays de Verviers provient des propriétés particulières que leur communiquent les eaux de la Vesdre et de la Gileppe dans lesquelles elles sont lavées.

Nous n'avons cité ici que les grandes branches de l'industrie belge ; il en existe quantités d'autres que nous aurons l'occasion d'examiner avec quelques détails en rendant compte des dévastations produites pendant la guerre. Mentionnons à ce propos que les industries céra-

miques, les industries chimiques, les industries du cuir, du bois, du papier, les industries alimentaires, occupaient un grand nombre d'ouvriers.

Rappelons enfin que la Belgique était un des pays d'Europe où l'industrie était la plus développée. D'après le recensement industriel de 1910, 1.760.161 personnes exerçaient la profession industrielle et 522.725 personnes exerçaient la profession commerciale. Le total de ces deux chiffres représente environ 40 % de la population totale. En Allemagne, pays réputé comme très industriel, cette proportion n'est que de 25.5 % et en France 23,5 %.

CHAPITRE II

Période d'invasion du territoire belge

1. *Influence directe de l'invasion sur l'industrie.* — Dévastations de bâtiments industriels par les troupes. — Occupation militaire de certaines usines. — Premiers enlèvements de machines. — Arrêt de la vie économique.
2. *Premières interventions des Allemands dans les questions relatives à l'industrie belge.* — Importance de la reprise du travail. — Circulation fiduciaire. — Voies de communication. — Subdivisions du pays. — Matières servant aux besoins de la guerre. — Projets de lois sociales. — Les industries considérées comme des valeurs de garantie.

1. INFLUENCE DIRECTE DE L'INVASION SUR L'INDUSTRIE

Dévastations de bâtiments industriels par les troupes. — Les événements d'ordre militaire dont la Belgique fut le théâtre pendant la période d'invasion de son territoire par les troupes allemandes, aux mois d'août et septembre 1914, provoquèrent naturellement quelques destructions de bâtiments d'usines. Ces destructions furent relativement peu importantes et ne pouvaient avoir une influence très appréciable sur la vie économique de la nation. La résistance prolongée des forts de Liège se déroula, il est vrai, dans un district éminemment industriel, mais sans conséquences fâcheuses pour les nombreuses et importantes fabriques groupées autour de la ville. Les combats de Namur entraînèrent plus de dégâts et quelques usines importantes, comme les aciéries de Marche-les-Dames, furent assez fortement endommagées par l'effet des bombardements. Le flot d'invasion qui déferla vers le sud ne rencontra plus alors de centres industriels. Il n'en fut pas de même pour les troupes qui poussèrent vers l'ouest. Toutefois, ni les combats de la Sambre, ni ceux qui eurent lieu entre Anvers et Bruxelles, ne laissèrent de traces bien vives dans le domaine industriel. Les bombardements de Termonde, suivis d'incendies systématiquement organisés, endommagèrent quelques usines, assez peu importantes d'ailleurs, appartenant à l'industrie textile.

La stabilisation de la ligne de combat le long de l'Yser dans le sud-ouest de la Flandre occidentale eut des conséquences plus graves.

Dans plusieurs communes de cette région, situées à des distances assez faibles du front, se trouvaient des établissements industriels, fabriques de brosses, filatures et tissages de lin, qui furent détruits au cours des combats. Quantités d'usines, que leur voisinage de la ligne de feu réduisit immédiatement à l'inaction, furent utilisées, dès le début, pour les installations de troupes et différents usages militaires.

D'autres devastations qui ne peuvent en aucun cas être justifiées par des nécessités d'ordre militaire, eurent lieu pendant l'invasion (1). Dans les charbonnages, situés pour la plupart dans les régions de l'Est et du Sud de la Belgique, là précisément où la résistance opposée par les troupes belges et alliées a rendu l'invasion allemande plus destructive, les troupes allemandes commirent des excès, qui forcèrent plusieurs sièges d'extraction à rester inactifs pendant un temps assez long. Cette situation entraîna des inondations graves dans les étages inférieurs des mines. Au charbonnage de la Société Anonyme du Bois de Micheroux (Soumagne) les troupes allemandes commirent des dégâts importants aux machines d'extraction, pillèrent, saccagèrent les bureaux, détruisirent les plans de mine et les archives, déchirèrent les livrets d'ouvriers. A la Société Anonyme des Charbonnages de Ham sur Sambre et Moustier, un des puits d'extraction fut obstrué par les Allemands qui y jetèrent des wagonnets. En outre, au même charbonnage, 25 maisons ouvrières furent incendiées ainsi que la maison du directeur.

Le 28 août 1914, troisième journée du sac de Louvain, les bureaux des deux divisions de la Société Anonyme de Travaux Dyle et Bacalan furent incendiés. Des soldats envahirent les ateliers de construction métallurgique, pénétrèrent directement dans les bureaux et y mirent le feu, après avoir fracturé les coffres-forts et volé leur contenu (environ 27.000 francs). L'incendie détruisit tous les livres, documents commerciaux et de comptabilité, toutes les archives et tous les plans industriels, tant de travaux finis que de travaux en cours d'exécution. Le feu se communiqua en outre aux ateliers dont certaines parties furent détruites de fond en comble, ainsi que les machines qu'ils contenaient.

On pourrait multiplier ces exemples d'excès commis par les troupes d'invasion et les premières troupes d'occupation. Ce sont généralement les envahissements de locaux par les soldats, qui se livrent ensuite à des pillages partiels. Ces faits n'ont aucun lien entre eux et ne dénotent

(1) Commission belge d'enquête sur les violations des règles du droit des gens. Rapports et Documents d'enquête. (Bruxelles, Alb. De Wit, édit.). Troisième volume, tome I, 2^e partie, chap. I et IV.

de la part de leurs auteurs, ni projet de destruction systématique, ni préméditation. Ils indiquent toutefois que les installations industrielles constituant un des instruments de travail des populations paisibles, ne sont pas respectées davantage par les troupes en campagne que les monuments, les œuvres d'art, les bibliothèques et les vies humaines.

Occupation militaire de certaines usines. — L'intérêt que présentaient au point de vue militaire certaines grandes usines, par suite du genre même de leur production, provoqua des interventions de la part des autorités de l'armée allemande. Dès les premiers jours d'août 1914, les usines Cockerill à Seraing (près Liège), furent envahies par des troupes de cavalerie et d'infanterie qui s'y installèrent. Les bureaux de la direction générale furent pillés, tandis que le directeur général, M. Ad. Greiner et un certain nombre de ses chefs de service étaient arrêtés. Pendant leur maintien en détention, qui ne dura d'ailleurs que quelques semaines, un colonel d'administration allemande, Oberst Keppel, fit savoir qu'il prenait la direction des usines et des avis dans ce sens furent placardés sur les murs de la localité. Des faits analogues se passèrent à la Fabrique Nationale d'Armes de guerre à Herstal, ainsi qu'à la fabrique d'armes et automobiles de la firme Nagant, à Liège.

Premiers enlèvements de machines. — Pendant les premiers mois de l'occupation déjà, l'autorité allemande réquisitionna et fit enlever dans les ateliers de construction un grand nombre de machines-outils utilisables pour la fabrication des armes et des munitions. Certaines de ces machines furent employées dans des établissements situés en Belgique, dont les Allemands avaient pris la direction, comme la fonderie Royale de canons de Liège (1), mais la plus grande part en était envoyée en Allemagne. Ces enlèvements de machines furent pratiqués entre autres, aux ateliers de la firme John Cockerill, à Seraing, en novembre 1914, après que cette société se fut refusée à entreprendre, pour le bénéfice des Allemands, la réparation [et la remise en état du matériel de l'enceinte fortifiée d'Anvers. A Ougrée, dans les importantes usines de la Société Anonyme d'Ougrée Marihaye, il fut procédé au démontage, à l'enlèvement et à l'expédition en Allemagne d'une installation pour la fabrication de projectiles, que la société avait érigée peu de temps auparavant. Bien d'autres firmes furent victimes de procédés analogues, dès le début de la guerre. Le gouverneur général von Bissing, en constatant avec regret, en 1915, l'état

(1) Etablissement de fabrication militaire de l'Etat belge.

peu satisfaisant de l'industrie de la construction des machines en Belgique, évalua à des milliers le nombre de machines outils qui avaient été enlevées dans les ateliers (1).

Arrêt de la vie économique. — Bien plus encore que les procédés de l'ennemi dans quelques cas particuliers et les enlèvements et réquisitions du début, le fait même de l'invasion par la perturbation qu'elle amena dans le pays, provoqua l'arrêt presque complet de la vie économique en Belgique pendant les premiers mois qui suivirent la déclaration de la guerre. Le territoire belge était le théâtre d'événements militaires, les voies de communication étaient interrompues, les relations par la poste, le téléphone ou le télégraphe étaient impossibles. Même après que la guerre eût cessé d'être une guerre de mouvements et que les bouleversements provoqués par les combats ou les manœuvres de troupes furent devenus peu probables, du moins dans une zone déterminée, l'état d'insécurité, le malaise résultant de la présence de l'ennemi, étaient trop grands pour permettre une activité industrielle relativement importante. A ces facteurs déprimants s'ajoutaient les difficultés d'ordre financier. Le moratorium avait été établi par le gouvernement belge. L'état de crise qui accompagne toujours cette mesure inévitable pendant les époques de trouble, était aggravé encore par l'insuffisance de la circulation fiduciaire. En effet, le trésor, les matrices et tout le matériel nécessaire à l'impression des billets de banque de la Banque Nationale de Belgique, seul établissement financier belge ayant le privilège d'émission, avaient suivi le gouvernement belge dans son exode à l'étranger.

Ces circonstances avaient conduit la plupart des industriels à fermer les portes de leurs usines. Quelques-uns, afin de combattre la misère de la population ouvrière dans la mesure du possible, tâchaient d'entretenir un peu d'activité dans leurs ateliers. Des usines comme celles de Cockerill, qui comptent 10.000 ouvriers en temps normal, n'en occupaient plus guère que 4.000.

2. PREMIÈRES INTERVENTIONS DES ALLEMANDS DANS LES QUESTIONS RELATIVES A L'INDUSTRIE

Importance de la reprise du travail. — Il était du devoir le plus strict du gouvernement général établi en Belgique par l'envahisseur, de mettre tout en œuvre pour rétablir, partiellement, la vie économique nécessaire à l'existence même de la population, et dans cet ordre

(1) Séance de la Commission économique allemande du 19 juin 1915.

d'idées, de contribuer à faire renaître de l'activité dans les usines d'un pays que le sort des armes avait placé momentanément en son pouvoir. Aussi la première proclamation du gouverneur général allemand contient-elle ce souhait, ou cet ordre : « Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons devront être rentrées » (1).

Les Allemands avaient d'ailleurs tout intérêt à ce que cette renaissance se fît le plus complètement possible, et il n'y a aucune raison de suspecter la bonne foi de leurs déclarations officielles au début de l'invasion, malgré l'intention exprimée dès cette époque dans les milieux militaires, d'exploiter la Belgique à outrance (2). Ils avaient, en effet, pour maintenir la Belgique pendant la guerre dans un état de prospérité relative, deux raisons principales plusieurs fois invoquées par de hauts fonctionnaires de l'administration civile allemande en Belgique, lors de discussions dont il nous a été permis de connaître le développement par des procès-verbaux officiels (3). La première de ces raisons était de maintenir la tranquillité dans la population belge pour assurer la sécurité de l'arrière des troupes allemandes ; la seconde, l'appoint financier et matériel que l'Allemagne comptait trouver dans les ressources de l'activité économique du pays occupé.

Il ne faut pas perdre de vue, que par suite des lois régissant jusqu'en 1914 la conscription militaire en Belgique, le nombre d'hommes sous les armes était relativement faible (4). Quelques milliers d'ouvriers d'autre part s'étaient réfugiés en Angleterre et en Hollande au moment de l'invasion ; leur nombre ne diminuait pas sensiblement l'importance de la population ouvrière que la fermeture des usines réduisait au chômage. L'oisiveté de près d'un million d'ouvriers constituait un danger pour le maintien de l'ordre dans le territoire occupé et une menace pour la sécurité des lignes de communication entre le front allemand et sa base. La surveillance de cette masse de désœuvrés nécessitait un contingent de troupes important, qu'un retour à l'état normal de la vie économique eût permis de réduire. L'administration allemande voyait aussi dans la reprise du travail industriel, la possibilité de faire

(1) Proclamation du Feld Maréchal Von der Goltz. Bruxelles, 2 septembre 1914. Voir le texte de la proclamation dans J. Pirenne et M. Vauthier « La législation et l'administration allemandes en Belgique » (même édition), p. p. 3-4.

(2) « La Belgique qui vient d'être placée sous l'administration allemande, doit être mise à contribution pour les besoins de toute espèce de l'armée, en vue de décharger les domaines nationaux. » Dépêche du Quartier-Maître Général allemand, du 1^{er} septembre 1914. Citée par le Dr. Christian Eckert, dans l'*Illustrierte Zeitung*.

(3) Séance de la commission économique allemande (juin 1915).

(4) L'armée belge en 1914 ne comptait que 150.000 hommes sous les armes pour une population de près de 8 millions d'habitants.

fabriquer en Belgique des objets utiles à l'Allemagne (1) et le moyen de maintenir le pays en état d'entretenir l'armée allemande occupant son territoire, voire de fournir une contribution aux frais qu'entraînait l'ensemble de la conduite de la guerre (2). Elle ne voyait pas, à cette époque, que cette reprise pût constituer un inconvénient pour l'industrie allemande. En effet, au cours d'une réunion des membres de l'administration civile (le 19 octobre 1914), un des assistants, Herr Kempff, proposa de faire appel à un expert de l'industrie du fer pour examiner les usines belges de sidérurgie ; son Exc. Van Sandt, président, repoussa la proposition, en alléguant que la mesure n'offrait pas d'intérêt « l'Industrie du fer en Belgique étant négligeable au point de vue de la concurrence à l'industrie du fer en Allemagne ».

Circulation fiduciaire. — Il était urgent pour revenir à un ordre normal, de rétablir une circulation fiduciaire convenable. Celle-ci avait été profondément troublée par les circonstances suivantes : au cours de l'invasion, les troupes allemandes avaient enlevé l'encaisse de la Banque Nationale de Belgique dans plusieurs agences de cet établissement de crédit, notamment à Hasselt (2.018.854 fr. 50 le 12 août 1914) Liège (6.327.161 fr. 43 le 10 août), Dinant (76.943 fr. 48 vers le 25 août), Mons (79.850 fr. 86 le 2 septembre) et Ath (11.700 fr. 14 le 22 août). Estimant d'après ces actes, commis en pleine connaissance des autorités allemandes, que celles-ci étaient dans l'intention de ne pas reconnaître le caractère d'institution privée de la Banque Nationale de Belgique, et de confisquer son avoir en dépit du droit des gens et des conventions de la Haye, la direction de la Banque Nationale avait jugé nécessaire de transférer à Anvers d'abord, à Londres ensuite, son encaisse métallique, ses clichés servant à l'impression des billets et le stock des billets fabriqués ou inachevés, non encore en circulation. Les coffres et le trésor de la Banque à Bruxelles étaient absolument vides, lorsque, le 21 août, des officiers allemands se présentèrent pour saisir les fonds appartenant à l'Etat belge.

La fermeture complète des guichets de la principale banque du pays produisit une telle émotion, que les directeurs de celle-ci, sous la pression des autres établissements de crédit et du commerce, et après avoir obtenu l'assurance d'être dorénavant à l'abri des agissements de l'armée allemande (3), se rendirent à Anvers pour en ramener l'en-

(1) Discours du Freih. van der Lancken à la séance de la Commission économique du 19 juin 1915.

(2) Discours du Dr. von Lumm à la séance de la Commission économique du 19 juin 1915.

(3) Protocole signé entre la Banque Nationale et le général von Jarotsky, commandant militaire de Bruxelles, le 25 août 1914.

caisse nécessaire. Ils se heurtèrent à un refus des autorités militaires belges. La fermeture définitive de la Banque Nationale de Belgique, entraînant à brève échéance celle des autres banques, il allait devenir bientôt impossible de payer les salaires. La direction de la Banque Nationale décida alors, le 26 août 1914, de procéder immédiatement avec de nouveaux clichés à une émission spéciale de billets de banque destinés à rembourser les comptes courants s'élevant à 200.000.000 fr. Cette émission devait permettre, entre autres opérations financières, de faire des avances à l'industrie et d'escompter aux banques de Bruxelles et des villes de province, des promesses dont le produit devait servir à assurer les opérations de trésorerie basées sur les impôts prévus en vue de couvrir les contributions de guerre exigées par l'occupant et dont la perception immédiate eût été désastreuse pour les contribuables.

Après la prise d'Anvers, lorsqu'il fut constaté que tout l'avoir de la banque, notamment l'encaisse or, avait été mis en sûreté à Londres, et lorsque le gouvernement belge se fut opposé à ce que les billets et les clichés à billets soient ramenés à Bruxelles, le gouvernement général allemand retira à la Banque Nationale de Belgique le privilège d'émission, en invoquant le danger qu'il y avait, malgré les assurances données à ce sujet par le ministre belge des Finances, de voir mettre en circulation à Londres des billets de banque belges.]

La suppression d'une banque belge d'émission devait fatalement entraîner l'arrêt complet du commerce et de l'industrie, et comme conséquence, la famine pour toute la population. D'autre part, les établissements de crédit du pays envisageaient avec effroi la création en Belgique de caisses de prêts (Dahrlernungskassen) ayant le droit d'émettre des billets, ou celle d'un organisme d'émission purement allemand. Pour parer à ces désastres, la Société Générale de Belgique après accord avec le Commissaire impérial des Banques, se chargea de créer un nouveau département d'émission, permettant de centraliser les opérations d'escompte et d'avance sur fonds publics telles qu'elles sont pratiquées par la Banque Nationale. La Société Générale, qui déjà avant 1850 avait été détentrice du privilège d'émission, n'avait accepté de se charger de la nouvelle tâche qui lui était confiée, que sur la proposition du Consortium des banques bruxelloises et après s'être assurée du complet assentiment de la Banque Nationale. Le nouvel organisme d'émission devait avoir un caractère temporaire et devait disparaître immédiatement après la conclusion de la paix; ses opérations étaient effectuées pour le compte et au bénéfice exclusif de la banque Nationale, celle-ci devant reprendre dès la fin de l'occupation toutes les opérations qui auraient été faites en son lieu et place

par la Société Générale. En fait, la Banque Nationale continuait sous un prête-nom, malgré l'interdiction de l'autorité allemande, à exercer en Belgique son privilège d'émission (1).

La nouvelle institution permettait d'obvier à la première difficulté d'ordre financier qui s'opposait à la reprise de la vie économique en Belgique. Mais cette considération ne fut pas la seule qui rendit finalement l'autorité allemande favorable à la création du département d'émission de la Société Générale. Après de longues discussions et en employant la menace d'instituer en Belgique un établissement purement allemand ou d'émettre des Bons de réquisition à circulation forcée, le gouvernement général fit introduire dans les statuts du nouveau département d'émission, l'obligation pour celui-ci de consentir des prêts sur des Bons de Provinces belges. Le but poursuivi par cette mesure était de faire assurer, par la Société Générale, la souscription et le service financier des bons que les provinces belges se virent forcées d'émettre, pour le paiement des contributions de guerre imposées par l'occupant (2).

Voies de communication. — Les Allemands s'attachèrent énergiquement à surmonter les obstacles qui s'opposaient à la reprise du trafic par chemin de fer. Afin de retarder l'avance des troupes d'invasion et de protéger leur retraite, les armées alliées avaient naturellement détruit quelques ouvrages d'art sur les voies ferrées et avarié les moyens de signalisation des trains. D'autre part, l'Etat belge, auquel la plus grande partie du réseau des chemins de fer belges appartient, s'était efforcé d'évacuer en France le plus possible de son matériel roulant, afin d'éviter sa confiscation et son utilisation par l'Etat ennemi. Ces circonstances défavorables à la reprise d'une exploitation nécessaire pour l'industrie, étaient encore aggravées par le refus de tout le personnel du chemin de fer de l'Etat belge, tant fonctionnaires qu'employés, de travailler sous les ordres et pour le compte de l'Etat allemand. Cette attitude, quelque pénibles qu'en puissent être les conséquences pour le personnel lui-même et pour la vie économique du pays, était parfaitement justifiée par l'importance capitale que présentaient les voies ferrées au point de vue stratégique. L'administration allemande essaya, mais en vain, d'énervier la résistance des ouvriers du railway belge, en interdisant notamment aux personnalités restées au pays, de leur payer des salaires au nom de l'Etat, et en condamnant

(1) Rapport au Roi, de la Banque Nationale de Belgique et Compte rendu de la Société Générale 1918.

(2) Voir J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op cit.* Chap. I^{er} et textes de l'Avis du 22 décembre 1914, publié par le Gouverneur général relativement au privilège accordé à la Société Générale et de l'arrêté du même jour. Partie documentaire, chap. II, note 1.

à la prison et à la déportation en Allemagne quiconque contrevenait à cette défense. Les moyens de pression exercés étaient parfois plus directs. C'est ainsi, que des ouvriers de l'arsenal de Malines ayant refusé de travailler à la réparation du matériel roulant, ceux qui parmi eux s'étaient montrés les plus énergiques furent envoyés dans des camps de prisonniers civils en Allemagne. Le gouverneur général von Bissing écrivit lui-même aux chefs de ces camps pour leur recommander de prendre des mesures afin de briser la résistance de ces patriotes. Après quelques semaines d'un régime très dur, il fut proposé à ces hommes de signer l'engagement de reprendre leur travail en Belgique sous le titre d'ouvriers libres (1).

Quoiqu'il en soit, malgré l'attitude du personnel belge, qui resta dans son immense majorité intransigeante, l'effort allemand réussit à rétablir, en dehors de l'exploitation considérable nécessitée par le transport et le service des troupes, un trafic de chemins de fer plus ou moins régulier pour les produits industriels.

En dehors des voies à grand écartement, la Belgique comprend encore un réseau très important de chemins de fer à voies étroites, appartenant pour la plus grande part à la Société Nationale des chemins de fer vicinaux, et dont l'exploitation ne présentait pas au point de vue militaire un intérêt bien important. Il fut largement utilisé, surtout au début de l'occupation, pour les transports de voyageurs.

La navigation fluviale, si développée en Belgique sur les innombrables cours d'eau et canaux, fut très rapidement rétablie.

Les Allemands remirent en marche le service des postes, ralenti et entravé, il est vrai, par l'exercice d'une censure sévère. Par contre le service privé du télégraphe et du téléphone, si nécessaire aux affaires, ne fut jamais rétabli durant toute l'occupation.

Subdivisions du pays. — Il convient de signaler aussi, comme circonstance très défavorable à la reprise d'une vie économique quelque peu normale, l'exclusion du territoire du gouvernement général d'une région importante du pays. Les deux Flandres et une partie considérable du Hainaut constituaient une subdivision spéciale entièrement soumise à l'administration et à la juridiction militaire (zone d'étape, zone maritime, zone d'opérations) et étaient séparées du reste du pays par une ligne frontière, qu'une surveillance sévère et singulièrement ombrageuse rendait difficilement franchissable.

Matières servant aux besoins de la guerre. — En même temps

(1) Séance de la Commission économique du 19 juin 1915. Déclaration du gouverneur général von Bissing.

qu'elle tentait de ramener la vie économique en rétablissant la circulation fiduciaire et en réorganisant les communications ferroviaires et fluviales, l'autorité occupante prit des mesures restrictives qui devaient entraîner fatalement l'arrêt de la production industrielle.

Le 26 octobre 1914, le gouvernement général édictait un arrêté (1) énumérant une liste de 44 articles désignés sous le nom général de « matières servant aux besoins de la guerre ». Suivant les dispositions de cet arrêté, ces matières ne pouvaient pas être exportées sans une autorisation du commissaire du Ministère de la Guerre en Belgique. Il appartenait en outre à ce commissaire de décider que des provisions de ces matières devaient être cédées en propriété à l'empire allemand ou à des tiers, contre remboursement de la valeur, celle-ci devant être déterminée définitivement par une commission nommée par le Ministère de la Guerre à Berlin.

Parmi les matières pouvant faire l'objet de cette expropriation se trouvaient entre autres le cuivre, le laiton, le plomb, le zinc, les phosphates bruts et les superphosphates, les nitrates, l'acide nitrique, l'acide sulfurique, les loques de coton, le jute, la laine, le chanvre et les fils et produits manufacturés de ces matières, le caoutchouc, les graisses, les huiles minérales, la benzine, le benzol. La liste des matières servant aux besoins de la guerre soumises aux dispositions précédentes fut augmentée par un arrêté du 15 novembre (2) suivant, qui y ajouta notamment : les scories Thomas pulvérisées, le goudron, le toluol, le sulfate d'ammonium, le lin, les déchets de lin, la semence de lin. Enfin un arrêté du 20 décembre 1914 (3) complétant les précédents, comporte encore le platine, le mercure, les aciers spéciaux, le fer-blanc, les bois exotiques, l'ammoniaque, les déchets et fils de soie, les allumettes.

On voit l'effet que des ordonnances de cette nature devaient avoir sur l'activité déjà très ralentie des manufacturiers. Ceux qui fabriquaient les matières énumérées aux arrêtés, étaient avertis de ce que le produit de leur exploitation était utile aux besoins de la guerre et que l'envahisseur de leur patrie se réservait le droit de se l'approprier. En reprenant leur activité, ils apportaient donc en quelque sorte une aide à l'ennemi. Ceux pour qui les articles mentionnés constituaient de la matière première, ne pouvaient disposer librement de leurs réserves pour l'exécution de commandes futures. Dans l'un et l'autre cas, l'étiquette de « matières servant aux besoins de la guerre » était

(1) *Bull.*, N° 10, du 7 novembre 1914 (texte dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER *op. cit.* Partie documentaire, chap. II, note 4).

(2) *Bull.*, N° 13, du 20 novembre 1914.

(3) *Bull.*, N° 25, du 26 décembre 1914.

une espèce de « tabou » prononcé contre les marchandises qu'ils exploitaient, et engageaient les industriels à renoncer à toute production.

Projets de lois sociales. — La paralysie dont l'industrie belge était menacée pendant la durée de la guerre n'apparut pas immédiatement à l'esprit de l'administration civile allemande. On voit, en effet dans les réunions du mois de septembre 1914, certains membres de la Zivilverwaltung chercher à utiliser leur passage au gouvernement de la Belgique d'une manière qui fut profitable à l'industrie allemande, tout en faisant la meilleure impression sur la population belge. Dans la séance du 9 septembre (1) il est proposé d'édicter dans la partie occupée de la Belgique, après la reprise du travail dans l'industrie, des règlements correspondant aux lois sociales allemandes. Le promoteur de l'idée, Herr van Schwaback, y voit deux avantages :

D'abord une législation de ce genre serait accueillie favorablement par la population, parce qu'il s'agit de mesures humanitaires ; ce serait ensuite une manière d'imposer à l'industrie belge des charges dont il ne serait plus possible de se débarrasser plus tard sans créer des difficultés avec le prolétariat. Ces charges nouvelles de l'industrie belge allègeraient dans l'avenir la tâche de l'industrie allemande, dans la concurrence mondiale.

Il nous a paru intéressant de signaler cette proposition qui prouve que, dès l'origine de l'occupation, des Allemands cherchaient à affaiblir la puissance de la concurrence belge à l'étranger en agissant sur la main-d'œuvre, dont le coût peu élevé constituait un des principaux avantages de l'industrie nationale vis-à-vis des autres pays exportateurs.

Les industries considérées comme des valeurs de garantie. — Dans un autre ordre d'idées, il est à remarquer qu'au début de la guerre, les Allemands considéraient les industries et les banques belges comme des valeurs utilisables par leur gouvernement. Ils entreprirent une étude complète de ces différentes exploitations pour déterminer celles dont les titres pouvaient être acceptés comme moyen de paiement ou comme garantie d'une indemnité de guerre à imposer à la Belgique. Ils cherchèrent également à s'assurer le contrôle permanent de certaines entreprises, soit par l'acquisition de la majorité du capital actions, soit par expropriation (2). Mais par suite de la durée imprévue des hostilités et des mesures économiques qui en furent la consé-

(1) C. F. Rapport de la Section pour le Commerce et l'Industrie près le gouverneur général en Belgique, 1^{er} semestre 1918.

(2) Protocole des séances entre membres du gouvernement civil, septembre, octobre 1914. (Archives de la Commission d'Enquête belge déposées aux Archives de la Guerre).

quence, l'étude dont il s'agit perdit de son intérêt immédiat. Elle ne fut toutefois pas abandonnée, et en 1916 parut un document confidentiel contenant les résultats de la vaste enquête faite dans les différentes branches de l'industrie. C'est un ouvrage portant comme titre : « Les principales industries de Belgique (1) » qui devait comprendre 5 parties principales savoir : 1^o mines et forges, 2^o industries métallurgiques, 3^o industries des pierres et terres plastiques, 4^o industries textiles, 5^o industries spéciales. Les 1^{re} et 4^e parties furent seules éditées, mais ne furent pas livrées au public. L'ouvrage avait pour but de procurer, par l'analyse approfondie des principales industries, une connaissance solide des origines et des conditions de développement des industries belges avant la guerre, de rechercher exactement l'influence que la guerre et les mesures prises par les autorités allemandes avaient eue sur ces industries et leur développement futur, d'apporter enfin des indications précieuses en vue de la réorganisation de la politique économique allemande pour la période qui aurait suivi immédiatement la guerre et pour le temps de paix. Nous aurons souvent l'occasion, au cours du présent travail, de nous servir des renseignements extraits de l'important ouvrage allemand dont il s'agit ci-dessus (2).

(1) *Die Hauptindustrien Belgiens*. Auf Befehl Seiner Excellence des Herrn Generalgouverneur in Belgien Generaloberst Freiherr Von Falkenhausen, herausgezogen von der Landstelle Belgien für Rohstoffhebung. (R. Oldenbourg, ed. München, 1918.)

(2) Les exemplaires de l'ouvrage *Hauptindustrien Belgiens* distribués aux différents départements du gouverneur général en Belgique, au cours du mois de juin 1918, étaient accompagnés d'une lettre d'envoi émanant du chef de la Section pour le Commerce et l'Industrie disant notamment ce qui suit : « Le contenu de l'ensemble de cet ouvrage doit être considéré comme confidentiel dans toutes les parties où il traite de l'économie de guerre en Belgique et de l'influence qu'ont eue les mesures concernant la guerre sur la situation et l'industrie belge. Comme conséquence ces écrits ne peuvent être divulgués avant que les conditions de la paix n'aient été établies. Ils peuvent être communiqués à des personnes et à des associations dignes de confiance, à condition de faire une mention spéciale de leur caractère confidentiel ; par contre leur exposition dans les bibliothèques publiques n'a pas paru admissible » (traduction).

CHAPITRE III

Premiers obstacles à la reprise de l'activité industrielle

- 1° *Réquisition des « Marchandises en Masse »*. — Le département allemand des matières premières de guerre. — Son action en Belgique. — Les réquisitions de « Massengüter ». — La question de l'indemnisation. — La liquidation des bons de réquisition.
- 2° *Obstacles au trafic avec l'étranger*. — Les intentions du gouverneur général. — Importance de l'exportation et de l'importation. — Mesures restrictives à l'exportation. — Les intérêts de la concurrence allemande. — Les effets de la guerre économique. — Rejet des propositions des alliés pour favoriser l'exportation. — Rejet des propositions des alliés pour fournir l'importation.
- 3° *Tableau des exportations pour certaines marchandises*.

1° RÉQUISITION DES « MARCHANDISES EN MASSE »

Le département allemand des matières premières. — Au cours de la première année de la guerre, il parut de plus en plus évident que l'industrie belge serait en très grande partie condamnée à l'inactivité pendant toute la durée de l'occupation étrangère. Cette industrie était en effet menacée d'une part de voir épuiser ses réserves en matières premières par suite des réquisitions allemandes ; elle se trouvait d'autre part dans l'impossibilité de renouveler ces réserves à cause de la guerre économique dans laquelle les belligérants étaient engagés.

En ce qui concerne les réquisitions, nous avons indiqué déjà au chapitre précédent de quelle influence néfaste sur une reprise possible de certaines industries devait être l'arrêté du 26 octobre, complété par ceux du 15 novembre et du 20 décembre 1914 relatifs au trafic des « matières premières servant aux besoins de la guerre ». Ces arrêtés constituent en quelque sorte l'acte officiel par lequel la Belgique occupée se trouva englobée dans le domaine d'exploitation du « département allemand des matières premières de guerre » (*Deutschenkriegsrohstoffabteilung*), organisme dépendant du Ministère de la guerre prussien, au sujet de la création et du fonctionnement duquel quelques mots d'explication nous paraissent nécessaires.

Les esprits avertis ne tardèrent pas à s'apercevoir en Allemagne que la guerre aurait une durée dépassant de beaucoup celle prévue jusqu'alors par les évaluations les plus pessimistes. D'autre part, la consommation en munitions et en matériel de toute espèce des armées en campagne était énorme et les empires centraux ne pouvaient guère compter que sur leurs propres ressources pour ravitailler les magasins militaires ; leurs ports étaient effectivement bloqués et les pays immédiatement voisins restés neutres avaient eux-mêmes un commerce d'outremer sévèrement contrôlé par [les flottes de l'Angleterre et de la France. Ces derniers pays avaient déclaré considérer comme contrebande de guerre toutes les matières qui pouvaient offrir un intérêt quelconque, fut-il lointain, pour la conduite de la guerre.

C'était donc un impérieux devoir pour l'Allemagne de s'organiser le plus rapidement possible, de façon à éviter qu'une marchandise quelque soit son état, fût sacrifiée à des buts de luxe, si elle pouvait être utilisée pour des fins militaires ou si elle présentait un intérêt quelconque pour l'existence de la nation. Pour arriver à ce résultat, il fallait que l'Etat connût d'abord très exactement les ressources en matières de toute nature qui existaient dans l'empire. Le rôle de l'organisme nouveau créé le 13 août 1914 au sein du Ministère de la Guerre, sous le nom de « département allemand des matières premières de la guerre » et dont le Dr Rathenau (1) fut l'inspirateur et le directeur génial pendant 8 mois, consista à faire le relevé de ces matières, puis de veiller à ce qu'elles reçussent une destination conforme aux intérêts de l'Etat. En fait, la marchandise en question était saisie, mais elle ne devenait pas immédiatement la propriété de l'Etat ; son propriétaire pouvait la vendre, la travailler, la transformer, la transporter, l'amener à n'importe quelle forme sous cette réserve absolue qu'elle ne pouvait plus servir qu'à des fins militaires (2).

Son action en Belgique. — L'idée d'étendre le plan du Dr Rathenau au territoire occupé devait naturellement se présenter à l'esprit des organisateurs de la « Rohstoffsabteilung ». Les premiers succès de ses armées en Belgique avaient fait tomber en effet au pouvoir de l'Allemagne de grands centres commerciaux, notamment Anvers, Verviers, Gand, Courtrai, dans lesquels se trouvaient réunis des stocks considérables de matières (laine, coton, lin, caoutchouc) très importantes

(1) Voir au sujet du « plan Rathenau » F. PASSELECQ, *Déportation et travail forcé des ouvriers et de la population civile* (1914-1918), chap. I, § 3 ; A). Le Plan Rathenau. (même collection).

(2) Conférence Walther RATHENAU : *Deutschlands Rohstoffversorgung* (S. Fisher, Berlin, 1918).

au point de vue militaire et dont les réserves à la disposition des empires centraux n'étaient guère renouvelables. L'accaparement de ces trésors s'imposait donc immédiatement à la convoitise du département allemand des matières premières.

Il paraissait d'autre part impossible d'appliquer en pays occupé les principes de la saisie tels qu'ils étaient pratiqués en Allemagne, où ils avaient d'ailleurs donné lieu à des protestations de la part de certains industriels qui se trouvaient lésés dans leurs intérêts privés. Pour les industriels belges le mécontentement s'appuyait encore sur une question patriotique, car la destination qu'il fallait conserver à l'objet saisi et la certitude de le voir soumis tôt au tard à une expropriation en faveur de l'Allemagne, faisaient un devoir aux chefs d'exploitation de fermer leurs usines plutôt que de se livrer à un travail dont l'utilité pour l'ennemi était aussi nettement caractérisée.

Comme nous l'avons dit, l'arrêté du 26 octobre 1914 et ses compléments déterminent l'adaptation aux territoires occupés des méthodes employées en Allemagne pour assurer à l'Etat l'utilisation des matières servant aux besoins de la guerre. L'exportation de Belgique de ces matières est tout d'abord soumise au contrôle du commissaire du Ministère de la Guerre prussien. Les arrêtés stipulent ensuite que le commissaire du Ministère de la Guerre « peut décider que des provisions de matières désignées doivent être cédées en propriété à l'Empire allemand, ou à des tiers, contre remboursement de la valeur ». Cette valeur devait en dernier ressort être fixée par une commission nommée par le Ministère de la Guerre à Berlin.

Les réquisitions de « Massengüter ». — Ces arrêtés furent appliqués dans une très large mesure, en ce sens que le commissaire du Ministère de la Guerre, décida l'obligation de cession à l'Empire allemand, de quantités énormes de marchandises. En d'autres termes, les Allemands se livrèrent dans la seconde quinzaine d'octobre et le début de novembre 1914, à une véritable razzia dans les entrepôts des ports, les dépôts du grand commerce et les magasins des usines. C'est ce qui s'appela la réquisition des marchandises en masse (*Massengüter*) ou, suivant la définition officielle « la réquisition de toute marchandise qui se vend ou s'achète d'ordinaire à la pièce, au poids ou à la mesure, et qui se trouve en une assez grande quantité chez un même possesseur » (1). Ces marchandises étaient pour la plus grande part, après réquisition, immédiatement exportées en Allemagne.

(1) Rapport du commissaire général des banques, von Lumm, à la 18^e séance de la commission économique.

Le gouvernement belge, les chambres de commerce, les intéressés protestèrent vivement contre ce nouveau genre de réquisitions qui se trouvait être en désaccord avec les conventions internationales. En effet, un seul article du règlement de 1907 relatif à la guerre sur terre, annexé aux conventions de la Haye, traite des réquisitions en pays ennemi, c'est l'article 52 qui, concernant les réquisitions de personnes aussi bien que les réquisitions de choses, est rédigé comme suit :

« Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de guerre contre leur patrie. Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation des commandants dans la localité occupée. Les prestations en nature seront, autant que possible payées au comptant, sinon elles seront constatées par des reçus ».

Les réquisitions de Massengüter ne satisfaisaient aucunement aux termes de cet article. Les marchandises, loin d'être réquisitionnées pour les besoins de l'armée d'occupation, étaient pour la plupart expédiées en Allemagne où elles servaient à alimenter les usines travaillant aux besoins de la guerre. Ceci fut le cas notamment pour le lin. L'approvisionnement en cette matière, dont l'industrie est presque entièrement localisée dans les Flandres, s'élevait au moment de l'invasion à environ 40.000 tonnes, auxquelles vint s'ajouter la récolte de 1914, soit 10.500 tonnes. De ces quelques 50.000 tonnes, le 1/4 fut laissé à l'industrie belge et 18.000 tonnes furent expédiées en Allemagne. Le reste fut tenu momentanément en réserve. Disons tout de suite, que de cette réserve et des 10.500 tonnes de la récolte de 1915 qui vinrent s'y ajouter, les linières belges ne reçurent jamais que 5.000 tonnes (1). Le coton n'avait pas été davantage respecté. En septembre 1915, l'approvisionnement de cette matière à Gand, le seul endroit où il s'en trouvait encore, ne comportait plus que 6.000 tonnes.

Les réquisitions de Massengüter à Anvers, en 1914, furent particulièrement importantes. Les stocks de marchandises accumulées dans les entrepôts et magasins de ce grand port de commerce étaient tout à fait normaux au début de la guerre. En effet, la rapidité des événements politiques avait surpris les maisons de commerce, et ce n'est que tout à fait exceptionnellement, que certaines d'entre elles purent prendre les mesures nécessaires pour faire diriger au dernier moment, sur d'autres

(1) Ces chiffres sont publiés dans le livre officiel *Haupt-industrien in Belgien*, tome IV, (voir p. 32, note 1.)

ports, des marchandises qui leur étaient destinées. Le président f. f. de la Chambre de Commerce d'Anvers, M. E. Castelein, chercha à dresser au mois de mars 1915, un inventaire approximatif des réquisitions faites sur la place (1). Son enquête restée forcément superficielle et se limitant aux maisons de commerce, lui permit d'assigner une valeur de 85 millions de francs aux marchandises expédiées en Allemagne.

Dans cette somme sont compris les produits et matières ci-après :

	Francs.
Céréales pour.....	18.000.000
Graines de lin.....	2.450.000
Tourteaux de lin.....	5.000.000
Nitrates.....	4.000.000
Huiles végétales et animales.....	6.000.000
Pétroles et huiles minérales.....	3.000.000
Laine.	6.000.000
Coton.....	1.300.000
Caoutchouc.....	10.000.000
Cuirs exotiques.....	20.000.000
Ivoire	785.000
Cacao.....	2.000.000
Etc.	

Les réquisitions ne portaient pas uniquement, on le voit, sur les matières désignées dans les arrêtés comme servant aux besoins de la guerre.

La question de l'indemnisation. — Il était remis aux intéressés, en échange des marchandises enlevées, un bon de réquisition, ou « Schein », mentionnant les quantités, ainsi qu'un numéro de qualité, mais ne portant aucune indication de valeur. Nous n'insisterons pas ici sur les plaintes formulées au sujet du plus ou moins d'irrégularité avec laquelle, dans certains cas, ces bons furent dressés ; au point de vue de la reprise d'une activité quelconque dans les usines, ce qui importait surtout était leur prompt liquidation. L'industriel désirait être fixé, avant de se remettre au travail, sur les dates auxquelles il pourrait disposer des sommes représentées par les bons, sur la valeur que l'état allemand leur attribuait et enfin, sur les conditions dans lesquelles il serait indemnisé si d'autres marchandises dont il allait entreprendre la fabrication étaient à leur tour soumises à de nouvelles mesures de réquisition.

L'importance de la question n'échappa pas aux Allemands. Le président de l'administration civile en Belgique occupée, Herr von Sandt,

(1) E. CASTELEIN : *Les réquisitions « en masse » à Anvers et la contribution de guerre.* (Anvers, A. de Tavernier fils, 1918).

déclara le 5 décembre 1914, aux représentants des 9 provinces belges convoqués à Bruxelles, que le gouverneur général proposerait aux autorités compétentes de l'Empire « que les matières premières réquisitionnées dans les grands centres commerciaux et appartenant à des Belges leur soient payées aussi rapidement que possible en monnaie ayant cours légal ». C'est sur la foi de cette promesse, entre autres, que les provinces votèrent les crédits nécessaires pour le paiement de la contribution de guerre mensuelle imposée à la Belgique et élevée de 35 à 40 millions de francs.

De même, dans un avis du 9 janvier 1915, signé par le gouverneur général von Bissing, il est stipulé qu'« à condition que les contributions imposées aux neuf provinces pour la durée d'un an et s'élevant au total de 40 millions de francs par mois soient payées ponctuellement, l'indemnité pour les marchandises réquisitionnées ou à réquisitionner en bloc sera réglée le plus tôt possible au comptant, en effets de commerce de premier ordre ou en avoir dans les banques allemandes » (1). Des déclarations analogues étaient faites pour le territoire belge d'opérations et d'étapes soumis à la juridiction des autorités militaires.

(1) Voici, in extenso, la teneur de ces deux documents très importants :

I. — Déclaration du président de l'Administration civile allemande, à la réunion des représentants des neuf provinces belges, le 5 décembre 1914, à Bruxelles.

« A la condition de porter les versements mensuels de la contribution de 35 millions de francs à 40 millions.

« 1^o il ne serait plus fait, à partir du premier versement mensuel, dans le territoire occupé de la Belgique, de réquisitions pour les besoins de l'armée allemande, que contre paiement au comptant.

« 2^o le gouverneur général proposerait en outre, auprès des autorités compétentes de l'Empire qu'à partir de la même date :

« a) dans le territoire de la Belgique où se déroulent les opérations de guerre, les réquisitions soient faites, au moins en partie, contre paiement comptant.

« b) que les matières premières réquisitionnées dans les grands centres commerciaux et appartenant à des Belges leur soient payées aussi rapidement que possible en monnaie ayant cours légal.

II. AVIS — A la condition que les contributions imposées aux neuf provinces pour la durée d'un an, suivant ordre du 10 décembre 1914, publié au *Recueil des Lois et Arrêtés pour le territoire occupé* (n^o 27 du 4 janvier 1915) et s'élevant au total de 40 millions de francs par mois, soient payées ponctuellement, les stipulations suivantes ont été arrêtées par l'autorité militaire supérieure pour ce qui a trait au territoire belge d'opération et d'étapes placé sous sa juridiction et par moi pour le territoire belge occupé, placé sous ma juridiction.

1^o Il ne sera plus imposé d'autres contributions au pays, aux provinces et aux communes que celles constituant des amendes et que rendraient nécessaires des agissements répréhensibles contre l'armée allemande ou l'administration allemande. Les termes des contributions imposées antérieurement et qui devaient être réglées après le 15 décembre 1914 sont abandonnés.

2^o Toutes les réquisitions pour l'armée d'occupation seront réglées au comptant à dater du jour du règlement de la première mensualité, c'est-à-dire à dater du 15 janvier 1915. Il ne sera pas accordé de rétribution pour le logement sans entretien. Toute convention contraire conclue antérieurement reste valable.

Les contributions de guerre furent intégralement et ponctuellement payées par les provinces belges, mais les promesses allemandes, dont les impôts étaient la rançon, ne furent pas tenues. Les termes vagues et ambigus dans lesquels les dites promesses avaient été formulées servirent de prétexte à l'occupant pour en restreindre dans une large mesure l'exécution.

La ventilation des bons de réquisition des Massengüter subit des retards considérables et fut subordonnée à des conditions que de nombreux intéressés jugèrent inacceptables. Les Allemands invoquèrent d'abord les grandes difficultés inhérentes au transport et à l'évaluation des marchandises (1). Des contestations de toutes espèces surgirent d'autre part, par suite des conditions défectueuses dans lesquelles les bons avaient été établis. Cette négligence fut surtout caractéristique au début des opérations, alors que les enlèvements de marchandises s'étaient effectués avec brutalité et sans qu'un contrôle suffisant eût été accordé aux intéressés.

La détermination de la valeur des objets réquisitionnés fut une nouvelle source de tergiversations. Le Ministère de la Guerre prussien déclarait que les sommes réclamées par le commerçant exproprié étaient hors de toute proportion avec le prix que cette autorité consentait à payer, et qu'elle se refusait à supporter la plus-value que les marchandises avaient acquise du fait de la guerre.

Enfin, sans plus tenir compte de ce que le règlement rapide des indemnités pour les réquisitions de marchandises en masse (ou en bloc), en effets de commerce de premier ordre ou en avoir dans les banques allemandes, devait être la conséquence d'une promesse, pour l'exécution de laquelle la Belgique payait chaque mois une somme supplémentaire de cinq millions de francs, l'autorité allemande déclara que l'Empire n'était obligé à aucun paiement pour les réquisitions de cette nature (2).

3° Pour les troupes d'étapes et pour les armées combattant en Belgique, les réquisitions, c'est-à-dire les prestations obligatoires pour les soins et l'entretien, seront payées le plus tôt possible, et tout au moins partiellement au comptant. Le paiement du solde aura lieu sur production des bons de réquisition dûment vérifiés et aussitôt après règlement de la plus prochaine mensualité de la contribution.

4° L'indemnité pour les marchandises réquisitionnées ou à réquisitionner en bloc, sera réglée le plus tôt possible au comptant, en effets de commerce de premier ordre ou en avoir dans les banques allemandes.

Bruxelles, le 9 janvier 1915.

Le gouverneur général en Belgique (s) baron von BISSING, colonel général.

(1) Avis du gouverneur général du 2 avril 1915 (*Bull.*).

(2) Rapport du commissaire général pour les banques von Lumm, à la 18^e séance de la Commission économique.

Telle fut en effet la thèse adoptée par von Lumm dans le rapport qu'il lut le 14 octobre 1915 à la 18^e séance de la commission économique auprès le gouverneur général en Belgique, séance à laquelle des représentants du commerce belge avaient été invités. Le commissaire général pour les banques exposa que les réquisitions de n'importe quelle nature, même les prestations faites dans le sens de l'article 52 des conventions de la Haye, ne créent aucun droit de réclamation au profit des sujets d'une puissance ennemie contre la puissance qui réquisitionne, qu'il n'existe aucune obligation pour cette dernière de payer une indemnité quelconque à un sujet d'une puissance ennemie (1). De plus, le rapporteur représentait la réquisition des Massengüter comme une mesure de défense basée sur le droit des gens, prise par le gouvernement impérial, contre la manœuvre de l'Angleterre et de ses alliés, qui tentait de priver l'Allemagne de tout ravitaillement dans l'espoir d'affamer la population et de l'anéantir économiquement par le manque de matières premières. C'est pourquoi le gouvernement impérial se jugeait autorisé à considérer toute matière dont l'importation vers l'Allemagne était prohibée, comme « approvisionnements » de guerre, tels qu'ils sont stipulés à l'article 53, alinéa 2, de la Convention de la Haye concernant la guerre sur terre.

Cet alinéa est libellé comme suit :

« Tous les moyens affectés sur terre, sur mer et dans les airs à la transmission des nouvelles, au transport des personnes ou des choses, en dehors des cas régis par le droit maritime, les dépôts d'armes et en *général toute espèce de munitions de guerre*, peuvent être saisis, même s'ils appartiennent à des personnes privées, mais devront être restitués et des indemnités seront réglées à la paix ».

Cet argument est fallacieux, car il n'est nullement évident que la situation faite à l'Empire allemand par l'Angleterre et ses alliés permettait de considérer les approvisionnements de Massengüter comme des munitions de guerre. Aussi cette interprétation de l'article 53 des règlements de la Haye ne fut-elle pas invoquée par le président de la commission des indemnisations, lorsque le 27 septembre 1915, il expliquait aux filateurs gantois les méthodes de liquidation des bons de réquisition adoptées par l'autorité allemande (2). D'après lui, les réquisitions en masse opérées par l'état allemand en pays ennemi, ne sont pas prévues par les conventions internationales ; elles dérivent

(1) Voir à ce sujet Alb. ROLIN : *Le Droit Moderne de la Guerre*, tome I, page 521 (Bruxelles, ed. Dewit, 1920).

(2) Procès-verbal de la réunion tenue à Gand, le 27 septembre 1915, entre la « Reich-entschädigungskommission » et les filatures de lin et d'étoffe de la ville de Gand (Archives de la Commission d'enquête).

du devoir supérieur de l'Etat de pourvoir aux besoins de sa population et d'adopter pour cela les mesures que lui commande la situation et que la force lui permet d'imposer. Quelles que fussent les raisons invoquées, l'autorité allemande arrivait toujours à cette conclusion, que le paiement des réquisitions ne devait se faire qu'à la paix et qu'il appartenait au traité de paix de décider si ces paiements incombaient à l'État qui avait bénéficié de la réquisition ou à l'État sur le territoire duquel elle avait été effectuée.

La liquidation des bons de réquisition. — Le gouverneur général décréta toutefois que, pendant la durée de l'occupation, une indemnité serait accordée pour les Massengüter, et la même mesure fut prise par les commandants militaires des territoires de l'étape et des opérations. Mais, se considérant comme dégagées de toute obligation, ces autorités déclarèrent n'être inspirées que par l'intérêt qu'elles portaient à la vie économique du pays ; elles s'estimaient donc libres d'apporter à l'exécution de cette mesure toutes les restrictions qu'elles jugeaient convenables. Si d'une part, on voulait bien consentir à mettre à la disposition de l'industrie belge des sommes en rapport avec la valeur des marchandises qui lui avaient été enlevées, on tenait à éviter d'autre part, que cette opération puisse avoir pour conséquence de faire sortir des fonds des caisses de l'Empire allemand ou des banques de ce pays.

Voici dans ses grandes lignes, le procédé qui fut proposé par le gouvernement général pour arriver à ces résultats assez peu conciliables. L'indemnité accordée pour les Massengüter était versée dans une banque allemande à un compte collectif. Celui-ci ne portait pas d'intérêt et devait rester bloqué jusque trois mois après la conclusion de la paix. Jusqu'à cette date, l'ayant-droit ne pouvait disposer de son avoir ; il ne pouvait ni le céder, ni l'engager et aucune main-mise d'autrui sur cet avoir n'était possible. Cependant celui qui avait reçu une indemnité sous cette forme, pouvait, si ses affaires l'exigeaient, demander à la Société Générale de Belgique (1) un prêt sur son avoir dans le compte collectif. Dans ce cas, le montant de l'indemnité était versé à la Reichsbank, et celle-ci le passait au crédit d'un compte collectif qu'elle ouvrait à la Société Générale. Ce dernier compte devait d'ailleurs rester également bloqué jusque trois mois après la conclusion de la paix. La Société Générale consentait à faire des prêts jusqu'à 90 % du montant de l'indemnité au cours de 1 fr. 25 par mark.

(1) Nous avons vu au chapitre précédent que la Société Générale de Belgique avait reçu le privilège d'émission en lieu et place de la Banque Nationale.

Ce n'est qu'après de longs pourparlers et sous les plus expresses réserves que la Société Générale accepta le rôle qui lui était ainsi assigné. Si elle considérait de son devoir de contribuer au maintien de la vie économique dans le pays occupé, il lui semblait inadmissible de faciliter par son intervention bienveillante les réquisitions allemandes, tout spécialement celles qui se rapportaient à des objets destinés au ravitaillement du front. Elle se refusa donc toujours énergiquement à servir d'intermédiaire pour le paiement de réquisitions de ce genre. D'autre part, la méthode qui consistait à faire payer les réquisitions allemandes au moyen de billets belges émis pour cet usage, paraissait à la Société Générale devoir amener, si on n'y prenait point garde, une inflation de la circulation du papier-monnaie. Ceci eût forcément entraîné l'augmentation du prix de la vie en Belgique et eût eu comme conséquence immédiate une nouvelle augmentation de la contribution de guerre belge exigée pour l'entretien de l'armée d'occupation. La Société Générale n'encouragea aucunement les industriels belges à faire usage de la faculté de liquidation des bons de réquisition qui leur était proposée ; elle opposa même une résistance manifeste à l'extension de ce procédé.

Le montant de l'indemnité accordée pour la saisie des Massengüter n'était fixé que sur la demande de l'intéressé et sous condition de son acceptation des méthodes de paiement proposées. Faute de ces deux conditions, le possesseur d'un bon de réquisition était renvoyé à son propre gouvernement s'il désirait se faire indemniser. Le requérant devait produire ses titres, c'est-à-dire remettre son bon de réquisition, bulletin, quittance dans l'original, répondre consciencieusement, sous peine de poursuites judiciaires, à un questionnaire qui lui était soumis et fournir les preuves à l'appui de ses déclarations. L'intendance militaire fixait l'indemnité pour les marchandises livrées directement aux troupes. Pour les marchandises transportées en Allemagne ou préalablement manufacturées avant d'être transportées, cette indemnité était fixée par une « Commission Impériale pour le règlement des Indemnités » siégeant à Berlin, créée par ordonnance du chancelier de l'Empire du 25 avril 1915 (1). Celle-ci avant d'accorder une indemnité quelconque prenait en considération, en se basant sur les réponses au questionnaire, la personnalité du

(1) Avant la création de la Commission Impériale (Reichsentschädigungskommission) le gouverneur général en Belgique avait institué (2 avril 1915) une caisse de prêts, à Bruxelles, qui avait pour mission de servir d'intermédiaire entre l'ayant droit et la Société Générale, en vue d'obtenir, sur demande et déjà avant la fixation définitive de l'indemnité une avance sur celle-ci. Après l'institution de la Commission Impériale cette caisse de prêts lui fut adjointe comme organe préparatoire et autorisée à accorder des indemnités provisoires et partielles.

propriétaire des marchandises saisies, sa nationalité, ses créanciers munis de garanties, ses créanciers allemands, enfin, ses créanciers belges. Elle adoptait, en règle générale, comme base d'estimation, les prix payés à la date du 26 juillet 1914 pour les marchandises de la même espèce et de la même qualité. Cette évaluation n'était pas en rapport avec la valeur des objets au moment de la saisie, mais l'Empire allemand déclarait se refuser à payer à ses ennemis des prix exagérés par suite de la guerre et particulièrement par suite du blocus qu'il estimait contraire au droit des gens. L'évaluation de certaines marchandises ne fut faite que d'après la destination que l'Etat allemand leur donnait et non d'après leur valeur intrinsèque. C'est ainsi par exemple, que la commission impériale indemnisa des tissus enlevés au mois d'août 1915 à la firme Dupont à Renaix, à la valeur de tissus pour sacs de tranchées, tout en reconnaissant que cette valeur était inférieure à celle de la marchandise livrée.

La liquidation des bons de réquisition, telle qu'elle était proposée par l'administration allemande fut considérée avec méfiance par la majorité des industriels belges. De nombreuses firmes de faible importance, privées de tout contact avec les grands centres, avaient été induites à croire que l'acceptation des prix fixés était une conséquence obligée de la réquisition. Ceci explique dans une certaine mesure le nombre relativement élevé d'opérations de ventilation pour lesquelles l'intervention de la Société Générale fut sollicitée pendant les deux premières années. Les avances consenties par cette institution en échange des promesses souscrites s'élèvent en effet en 1915 à 34 millions et en 1916 à 33 millions de francs. Pour les deux années suivantes, les avances ne sont plus, respectivement, que de 10 1/4 millions et 7 1/3 millions de francs.

2° OBSTACLES AU TRAFIC AVEC L'ÉTRANGER

Les intentions du gouverneur général. — Pendant la première année de l'occupation, le système allemand des réquisitions pesa principalement sur les branches de l'industrie belge dont les produits ou les matières premières pouvaient être classées comme « servant aux besoins de la guerre ». Il convient de rappeler que pendant cette même période, des milliers de machines-outils ont été enlevées dans les ateliers de construction métallurgique pour être employées à la fabrication des munitions de guerre. Mais prévoyant une stagnation complète de l'activité industrielle du pays, le gouverneur général Freiherr von Bissing manifesta l'intention de modérer l'intensité des réquisitions et expropriations, qu'il jugeait regrettables. Il estimait en

effet, que dans bien des cas, l'Allemagne eût pu obtenir une collaboration plus productive de la part de l'industrie belge. Il attachait une grande importance à ce que les relations industrielles et commerciales entre l'Allemagne et la Belgique, interrompues par la guerre, soient renouées le plus tôt possible et déjà pendant la durée de l'occupation. Dans ce but il fallait penser à ranimer la vie économique dans le pays occupé. Suivant l'expression même du Freiherr von Bissing qui traduisit à cette occasion avec un réalisme cruel l'idée utilitaire des Allemands au sujet de la Belgique : « un citron pressé n'a pas de valeur ; une vache morte ne donne plus de lait ».

Importance de l'exportation et de l'importation. — Mais pour faire revivre l'activité industrielle et commerciale dans le pays occupé, il fallait avant tout rétablir le trafic avec l'étranger. Nous avons vu en effet, que le grand développement de l'industrie en Belgique relativement à l'exiguïté de ses marchés nationaux, avait comme conséquence la nécessité d'une large exportation des produits manufacturés et d'une abondante importation de matières premières. Cette nécessité était rendue encore plus pressante pendant la guerre par suite de la faiblesse du pouvoir d'achat auquel la population était réduite et de l'accaparement par les Allemands des stocks existant en août 1914.

Mesures restrictives à l'exportation. — En ce qui concerne les exportations, l'autorité occupante décréta une série d'arrêtés qui eurent pour effet de mettre sous son contrôle absolu, la totalité des produits susceptibles d'être transportés en dehors des limites du territoire. Un premier arrêté en date du 25 février 1915 (1) stipulait qu'aucune marchandise d'aucune sorte ne pouvait être exportée hors de Belgique sans une autorisation spéciale, dont la demande devait être adressée au commissaire du Ministère de la Guerre prussien ; la teneur n'en fut modifiée que légèrement par les arrêtés ultérieurs concernant le même objet (14 juin, 22 juillet, 2 octobre, 15 décembre 1915). Les nouvelles dispositions permettaient l'exportation sans autorisation spéciale d'un certain nombre de marchandises vers l'Allemagne, le Luxembourg et le territoire français occupé ; elles reportaient en outre sur d'autres autorités que le commissaire du Ministère de la Guerre le soin de recueillir les demandes d'autorisation. Plus tard, l'arrêté du 15 avril 1916, revint à la formule primitive en stipulant que l'exportation de toutes les marchandises se trouvant dans le territoire du gouvernement général était soumise à l'autorisation du chef de l'adminis-

(1) Voir le texte de cet arrêté dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, Partie Documentaire, chap. II, note 6.

tration civile près le gouverneur général, Section pour le Commerce et l'Industrie.

Par l'exercice de ce contrôle sur l'exportation, l'Allemagne s'assurait en premier lieu qu'aucune matière ou marchandise pouvant lui être utile, ne sortît du territoire tombé en son pouvoir. L'autorité militaire s'opposait en même temps à l'exportation de matières susceptibles d'être utilisées par l'ennemi. Tel fut le cas notamment pour le zinc en 1915, époque à laquelle l'Allemagne possédait encore des réserves abondantes de cette marchandise.

Les intérêts de la concurrence allemande. — L'opportunité d'accorder une autorisation d'exportation pour certains produits était aussi examinée au point de vue de l'intérêt des industries allemandes. Celles-ci se trouvaient durement frappées par suite de la fermeture de nombreux débouchés, et la concurrence des produits belges sur les marchés des pays neutres aurait rendu leur situation encore plus désastreuse. Aussi, voyons-nous les représentants de l'industrie allemande du ciment et du verre à vitre, protester vivement à la séance de la commission économique du 19 juin 1915, contre le projet de la reprise du travail chez leurs concurrents belges. Il n'y a pas de doute qu'il fût tenu compte de cette opposition ; le Dr Goetze, syndic de l'Union des Industriels verriers d'Allemagne publia dans la « *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte* » n° 40 du 10 novembre 1916, (page 43), un article dont le passage suivant est suggestif :

Interdire le marché neutre aux industries belges est devenu une question vitale pour l'industrie allemande, et il faut convenir que l'administration civile impériale a antérieurement reconnu la nécessité d'une solution de cette question dans un sens favorable à l'industrie allemande, et qu'il a pris les mesures que la situation réclamait.¹

Il convient de signaler dès à présent, dans le même ordre d'idées, qu'afin de protéger son industrie nationale, l'administration allemande interdit, plus tard, aux industriels belges la vente de leurs produits à l'étranger en dessous d'un certain prix. D'autre part, les marchandises pour lesquelles des produits similaires allemands n'entraient pas en concurrence, tels que la chaux, les pierres à chaux, les briques, etc., firent également l'objet d'un relèvement obligatoire des prix de vente à l'étranger. L'administration allemande exigeait une remise en devises étrangères sur la plus value obtenue de cette manière ; cette remise appelée « droits sur les prix » (*Preisgaben*), variable suivant la marchandise, pouvait atteindre dans certains cas 50 % de la plus-value. Le but de la manœuvre était d'aider dans une certaine mesure le gouvernement allemand à enrayer la dépréciation du mark à l'étranger.

Le produit n'en fut pas tout à fait négligeable ; nous constatons en effet que pendant l'année 1917, les « droits sur les prix » (*Preisgaben*) rapportèrent à l'administration allemande 5.021.248 francs (1).

Les demandes d'autorisation elles-mêmes, qu'ils s'agisse d'importation ou d'exportation, furent frappées d'une taxe de 1 % *ad valorem* (arrêté du 2 mai 1916 pour le gouvernement général, du 25 mai 1916 pour l'étape). En dehors de ces taxes déterminées par arrêté, il fut perçu encore d'autres droits à l'exportation, comme par exemple une taxe de 30 francs par tonne sur tous les produits métallurgiques exportés en Hollande, et une taxe de 10 0/0 *ad valorem* sur l'exportation de verres à vitres et autres marchandises destinées aux pays d'outremer (2).

L'exportation des produits belges dans les pays neutres, que l'Allemagne cherchait à favoriser dans une certaine mesure compatible avec les intérêts de l'armée et de l'industrie allemandes, ne devait pas servir uniquement à réveiller la vie économique en Belgique, elle devait aussi permettre à l'Empire de se procurer, par voie d'échange, certains produits et matières qui lui étaient particulièrement nécessaires et dont l'obtention lui était interdite par suite des dispositions prises par les alliés dans la mer du Nord. Il est à remarquer à ce propos que, par le fait de l'occupation de son territoire, la Belgique se vit comprise dans le blocus que ses alliés faisaient subir à l'Allemagne ; la Hollande, seule voisine neutre, se trouvait par suite de sa situation géographique, menacée du même sort.

En effet, dès le 20 août 1914, avait paru un « Order in Council » par lequel le gouvernement britannique annonçait que les « Déclarations de Londres du 26 février 1909 » très libérales en ce qui concerne la réglementation de la contrebande et de la contrebande conditionnelle, ne seraient appliquées que dans la *mesure du possible*. La publication de ce document fut suivie le 21 septembre 1914 d'une nouvelle restriction, en vertu de laquelle toutes les marchandises frappées en Angleterre et en France d'une défense à l'exportation, étaient considérées comme contrebande de guerre. Enfin, l'amirauté britannique, le 2 novembre 1914, déclara la Mer du Nord tout entière comprise dans la zone des hostilités. Le 24 décembre de la même année, la liste des marchandises considérées comme contrebande de guerre fut encore notablement allongée par l'adjonction de toutes les matières et produits dont l'emploi pouvait avoir quelque rapport, même très indirectement, avec la marche des hostilités. Comme conséquence de ces

(1) *Bulletin administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie*, du 2^e semestre 1917.

(2) Voir F. PASSELEQ : *Les Déportations belges* (Berger Levrault, Paris, 1917).

dispositions les autorités anglaises et françaises mirent l'embargo sur un grand nombre de navires hollandais.

On sait que le 4 février 1915, l'Allemagne répondit à ces procédés par l'établissement de la « Nord sperre » (blocus du Nord), mesure par laquelle toutes les eaux autour de la Grande-Bretagne furent considérées comme zone de guerre à partir du 18 février (1). Tous les navires de commerce ennemis devaient être arrêtés dans ces eaux par les sous-marins allemands et coulés s'ils transportaient de la contrebande de guerre. Les navires neutres étaient invités à se tenir en dehors des parages désignés, s'ils ne voulaient pas être confondus avec les navires ennemis et exposés à subir le même sort que ces derniers. Les protestations des gouvernements hollandais et américain contre cette mesure furent vaines, l'Angleterre et la France recoururent à des représailles et le 15 mars 1915 le blocus de la Hollande devenait effectif et complet.

Dans le but d'obtenir de la part des belligérants une atténuation dans l'application de mesures qui devaient fatalement entraîner la paralysie complète du commerce hollandais, le gouvernement des Pays-Bas édicta, pour de nombreuses marchandises, des défenses d'exportation vers l'Allemagne et la Belgique. D'autre part, grâce à l'intervention d'un organisme spécial, on parvint à réaliser une combinaison ingénieuse, offrant aux puissances intéressées une garantie suffisante pour que les marchandises importées en Hollande ne puissent procurer des bénéfices aux ennemis de ces puissances. L'organisme en question, qui fut fondé sous la forme d'une société anonyme dénommée « De Nederlandsche Overzeetrust Maatschappij » (N. O. T.) obtint de l'Angleterre l'autorisation d'importer librement toutes les marchandises qui lui étaient adressées. Statutairement toutefois, la N. O. T. ne faisait aucune affaire pour son propre compte ; elle se présentait comme l'intermédiaire entre les gouvernements en guerre et l'importateur hollandais ; elle ne prêtait son concours à ce dernier, que lorsqu'il déclarait que les marchandises adressées, à sa demande, à la N. O. T., de même que les produits à extraire de ces marchandises, ne seraient utilisés qu'à l'intérieur du pays, ou bien qu'ils seraient réexportés soit vers les colonies néerlandaises, soit vers des pays neutres, pour y être consommés. La N. O. T. pour se garantir, vis-à-vis de son client de l'exécution des promesses qu'elle avait faites elle-même aux puissances intéressées, concluait un contrat avec l'importateur. Une des clauses principales de ce contrat stipulait la constitution d'une cau-

(1) Plus tard cette zone militaire fut considérablement étendue et comprit presque toute la mer du Nord, la Manche, une partie de l'Océan Atlantique et une grande partie de la Méditerranée.

tion s'élevant souvent à plusieurs fois la valeur de la marchandise importée et qui devait être effectuée par un versement dans une banque ou un dépôt en effets de commerce.

On voit par ce qui précède, que les produits passant en Hollande par l'intermédiaire de la N. O. T., ne pouvaient en aucune façon être introduits en Belgique pour servir à l'industrie nationale et que le voisinage du territoire neutre de la Hollande ne fut d'aucune utilité pour faciliter le trafic avec les pays d'Outre-Mer.

La question de l'importation et de l'exportation pour la Belgique se trouvait dominée ainsi par les circonstances nées de la guerre, bien plus que par les arrêtés et les mesures restrictives qu'avait décrétés l'occupant. Les pays en guerre avec l'Allemagne ne pouvaient en effet admettre l'importation en Belgique de matières premières ou de marchandises qui eussent été tôt ou tard réquisitionnées par l'ennemi ; ils devaient de même s'opposer à l'exportation de produits manufacturés dont le paiement aurait mis des devises étrangères à la portée des Allemands.

Rejet des propositions des alliés pour favoriser l'exportation (1). — Toutefois, se rendant compte des conséquences néfastes qu'aurait pour le pays occupé l'arrêt complet de tout trafic, le gouvernement britannique dans une note du 4 août 1915, déclara ne pas s'opposer aux exportations des produits manufacturés moyennant certaines formalités et conditions auxquelles les industriels belges devaient se soumettre, savoir :

1° L'exportation de marchandises belges devait se faire de Hollande vers les pays neutres et alliés ;

2° Une requête devait être adressée au gouvernement britannique indiquant les expéditeurs, destinataires, expéditeurs hollandais, nombre, contenu, couleur et marques des colis, port d'embarquement, etc. ;

3° Un certificat indiquant l'origine belge de la marchandise devait être produit, émanant de l'administration communale ou provinciale de la localité où se trouvait l'usine productrice ou d'où provenaient les marchandises ;

4° Quant au paiement, s'il avait eu lieu avant le 31 juillet 1915 en Belgique, la preuve en devait être faite par le serment de la banque neutre ou alliée ayant servi d'intermédiaire. S'il n'y avait pas eu paiement en Belgique à la dite date, pouvoir devait être donné à une banque anglaise de recevoir le prix qui restait bloqué chez elle pendant la durée de l'occupation de la Belgique.

(1) Voir aussi à ce sujet même collection : E. MAHAÏM : *Le Secours chômage en Belgique pendant l'occupation allemande*. Chap. XXIII. Les arrêtés allemands contre les chômeurs.

Malgré cette dernière condition le gouvernement britannique accordait dans certains cas une autorisation spéciale de retirer le dépôt et de le transférer en Belgique dans la mesure nécessaire pour le payement des salaires des ouvriers des usines intéressées ; parfois même cette autorisation fut étendue jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la vente. Mais l'administration allemande souleva de nombreuses objections à l'octroi d'un permis pour les exportations qui seraient faites dans les conditions exigées par le gouvernement britannique. Ces objections sont énumérées dans le Bulletin administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie près le gouverneur général pour les mois d'août à octobre 1915. Se plaçant tout d'abord au point de vue des intérêts belges, dont les Allemands semblaient vouloir prendre la défense, le bulletin précité fait remarquer que les prétentions anglaises mettaient une entrave aux chances de débouchés des marchandises belges dans les pays neutres d'outremer ; d'autre part, en retenant la contre-valeur en espèces des produits fabriqués, l'Angleterre privait la vie économique belge de son capital roulant ; de plus, en se réservant le contrôle des exportations belges, elle se créait un instrument utile pour surveiller les marchés belges à l'étranger au plus grand avantage de sa propre industrie ; enfin, par le blocage des valeurs belges, le change belge était défavorablement influencé et la livre sterling pouvait être soutenue. Ces différentes raisons sont renforcées par un argument intéressant directement l'Empire allemand et plus décisif, pensons-nous, pour déterminer l'attitude de l'administration allemande, à savoir, la crainte de voir le gouvernement britannique faire usage de l'actif belge dans les pays d'outremer pour effectuer le payement des munitions fournies par l'Amérique.

A toutes les difficultés suscitées par les belligérants pour contrarier le transport des marchandises par le territoire neutre de la Hollande, venaient s'ajouter encore celles résultant des fréquentes périodes de fermeture de la frontière ordonnées par les autorités militaires.

Rejet des propositions des alliés pour fournir l'importation. — En présence des obstacles qui s'opposaient de toutes parts à la reprise d'un mouvement commercial pour l'écoulement des produits de l'industrie belge et pour l'alimentation des usines du pays en matières premières, un comité comprenant des industriels et commerçants belges, ainsi que des importateurs hollandais, chercha en août et septembre 1915, à constituer un organisme analogue à la N. O. T. qui aurait eu pour mission de contrôler le trafic, de façon à assurer les intérêts de l'industrie belge, tout en donnant aux belligérants les garanties voulues pour que les produits importés ne puissent être accaparés par le pouvoir

occupant. Le gouverneur général von Bissing sembla encourager tout d'abord ces tentatives. Des industriels belges furent convoqués à plusieurs séances de la commission économique près le gouvernement général (fin août, 30 septembre et 14 octobre 1915) et engagés à entrer en négociations avec le gouvernement britannique, d'accord avec le gouvernement belge du Havre, afin de trouver la formule d'un accord permettant l'importation des matières premières en Belgique, et l'exportation hors la Belgique des produits qui seraient manufacturés au moyen des dites matières. L'administration allemande laissait espérer qu'elle examinerait avec bienveillance la possibilité de ne réquisitionner, ni ces matières premières, ni ces produits. Les pourparlers des industriels belges avec le gouvernement anglais aboutirent à une proposition de moyens pratiques, se résumant essentiellement comme suit : le ravitaillement en matières premières de l'industrie se serait fait comme le ravitaillement alimentaire de la population, sous la direction du Comité National et le protectorat des représentants des trois puissances garantes auprès de ce comité (Etats-Unis d'Amérique, Espagne et Hollande) ; l'argent provenant de l'exportation des fabricants aurait servi à l'achat de nouvelles matières premières.

Les pourparlers se prolongèrent pendant de longs mois et ce n'est qu'en mars 1916, que le gouvernement général allemand fit savoir qu'il ne croyait pas pouvoir donner suite aux propositions, se réservant de décider dans chaque cas particulier s'il y avait lieu de délivrer aux industriels belges des permis d'exportation ou d'importation.

Les industries du territoire occupé dépendant de l'étranger pour le débouché de leurs produits et pour l'obtention de leurs matières premières, furent, dès lors, fatalement condamnées à une inactivité prochaine et complète ; celles qui étaient déjà arrêtées à la suite des réquisitions et des enlèvements d'outillage n'avaient plus aucun espoir de reprendre du travail avant la fin des hostilités.

3^o TABLEAU DES EXPORTATIONS POUR CERTAINES MARCHANDISES

Eu égard aux perturbations causées par la guerre dans les différents services de statistique, il n'a guère été possible de rassembler des renseignements suffisants pour déterminer l'importance des marchandises exportées et importées pendant l'occupation, et de comparer les chiffres de ce trafic réduit avec ceux du mouvement commercial de la Belgique avant les hostilités. Il a paru intéressant toutefois de réunir quelques données relatives à certaines marchandises exportées via les Pays-Bas pendant les années 1915, 1916 et les 3 premiers trimestres de 1917. Ces données forcément incomplètes ont été fournies par des

employés du Ministère des Finances belge, dont le contrôle sur les produits transportés à l'intervention des organismes allemands n'était ni régulier ni libre et souvent supprimé par l'occupant.

Le tableau ci-après ne comporte pas les marchandises transportées en Allemagne ; il n'y est pas fait mention davantage des exportations de charbon, qui firent l'objet d'un traitement spécial et dont il sera question dans un chapitre subséquent (1).

Parmi les marchandises exportées, les produits des glacières et des verreries occupent une place prépondérante ; ce sont en effet les seuls produits dont l'exportation vers les pays d'outremer présentait un intérêt particulier pour les Allemands. Quant aux matériaux de construction (pavés, pierres de construction, briques et tuyaux de drainage, ciment) de même que les phosphates de chaux et les produits chimiques, ils étaient en grande partie consommés dans les Pays-Bas ou expédiés de là dans les pays limitrophes ; pour les papiers enfin, on peut admettre qu'ils furent pour la plupart utilisés en Europe.

A titre de comparaison nous avons, pour les principaux produits destinés aux pays d'outremer, indiqué dans une colonne spéciale les chiffres de l'exportation en 1913, ce qui permettra de constater que les totaux exportés pendant l'occupation sont toujours restés très sensiblement inférieurs à ce qu'ils étaient en temps normal.

TABLEAU DE L'EXPORTATION DE CERTAINES MARCHANDISES
POUR LES ANNÉES 1915, 1916 ET LES NEUF PREMIERS MOIS DE 1917.

MARCHANDISES	IMPORTANCE EN KILOGRAMMES DE L'EXPORTATION			EXPORTATION en 1913 Kg.	OBSERVATIONS
	1915	1916	1917 3 trimestres		
Glaces polies.....	7.160.091	3.917.183	240.225	39.454.135	
Verre de vitrage ordinaire.....	8.322.564	21.169.365	13.578.306	217.265.095	
Gobeletterie.....	1.512.025	7.015.387	1.056.760	34.064.443	
Pavés.....	13.603.000	22.503.085	2.162.000		
Pierres de cons- truction.....	15.659.625	41.110.580	1.460.540		
Briques et tuyaux de drainage....	122.195.104	270.536.747	154.709.494		
Ciment.....	9.756.941	359.100	478.500		
Phosphates de chaux.....	5.599.000	960.000	478.500		
Produits chimi- ques.....	9.729.611	1.226.752	294.188		
Papiers.....	9.145.043	5.892.814	1.372.015	61.275.935	

(1) Voir chapitre IV, p. 54.

CHAPITRE IV

L'Intérêt militaire et économique de l'Allemagne et les grandes industries belges

- 1° *La Commission économique du Gouverneur von Bissing.* — Mission de la Commission économique. — Séance du 19 juin 1915.
- 2° *Analyse des rapports présentés à la Commission économique.* — Industrie des charbonnages : La « Kohlenzentral ». — Abus de la Kohlenzentral. — Récupération des sous-produits du coke. — Industrie du fer et de l'acier. — Les ateliers de construction mécanique. — Industrie du zinc. — Industrie des glaces. — Industrie du verre. — Industrie du ciment. — Industries textiles : La laine. Le coton. Le chanvre et le jute. Le lin.
- 3° *Limites imposées à la reprise de l'activité industrielle.*

1° LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEUR VON BISSING (1)

Mission de la commission économique. — Ainsi qu'il est mentionné dans le chapitre précédent, le gouverneur général von Bissing, après avoir déploré les excès commis depuis le début de la guerre en ce qui concerne les réquisitions de produits divers et les enlèvements de machines, avait au printemps de 1915 manifesté son intention de faire revivre le commerce et l'industrie dans le territoire soumis à son administration.

Afin de se renseigner d'une façon complète au sujet de la situation des diverses industries, il constitua, en avril 1915, une « Commission économique » composée de techniciens choisis par les différents services de l'administration civile allemande, avec mission de lui soumettre des propositions, en vue de faciliter la remise ou le maintien en activité des principales usines du pays, dans les limites permises par les intérêts militaires ou économiques de l'Allemagne.

(1) Voir aussi à ce sujet F. Passelecq, *op. cit.* chap. II § 1, le programme allemand d'exploitation de la main-d'œuvre belge.

Cette commission devait à cet effet se tenir en relation étroite avec le « Deutscher Wirtschaftsausschuss für Belgien », comité économique allemand pour la Belgique, qui siégeait à Berlin et avait pour objet l'utilisation des forces économiques de la Belgique pour les besoins des puissances centrales. D'autre part, le gouverneur général tenait à rester en communion d'idées avec le chancelier de l'Empire et à éviter qu'aucune des mesures, à prendre éventuellement en faveur de l'industrie belge, ne puisse compromettre dans le présent ou dans l'avenir les intérêts de la concurrence allemande.

Séance du 19 juin 1915. — C'est en vue de concilier ces différents éléments du problème de reconstitution dont il avait envisagé la solution, que le général von Bissing convoqua à Bruxelles une assemblée générale des principaux chefs des organismes intéressés à la question. La première séance de ce Congrès économique eut lieu le 19 juin 1915 dans la salle du Sénat de Belgique à Bruxelles ; elle était présidée par von Bissing en personne et comprenait : 2 représentants du chancelier de l'Empire, c'est-à-dire des puissances centrales, 41 représentants des services administratifs du gouvernement général en Belgique, 6 représentants de l'inspection des étapes de la IV^e armée, 2 représentants du comité de guerre pour l'industrie allemande (Kriegsausschuss für die deutsche Industrie, Berlin) et 22 représentants des principales industries de l'Empire (1).

Au cours de cette réunion les membres compétents de l'Administration civile du pays occupé présentèrent des rapports très circonstanciés, dont l'analyse, de même que celle des objections qui leur furent faites, fournissent des indications précieuses sur l'exploitation des ressources économiques belges par les Allemands en 1915. Ce sont ces analyses que nous nous proposons d'entreprendre dans le présent chapitre. On y retrouvera certaines données numériques relatives à la situation des principales branches de l'activité industrielle belge avant la guerre qui ont déjà figuré au chapitre I. Il n'a pas paru sans intérêt de reproduire ces chiffres, afin de permettre une comparaison avec ceux résultant de la situation des différentes usines au moment de la réunion du Congrès économique de juin 1915.

(1) Le procès-verbal de la première séance du Congrès économique, le 19 juin 1915, a été imprimé par les soins de l'Administration allemande dans les presses du *Moniteur Belge*, à Bruxelles. Un exemplaire de ce procès-verbal est conservé à la Bibliothèque de statistique du Ministère de l'Intérieur à Bruxelles ; il a été reproduit in-extenso aux annexes du 3^e volume des *Rapports de la Commission belge sur les Violations du droit des gens (Rapports et Documents d'enquête, 3^e volume, tome II, Alb. Dewit, édit., Bruxelles, 1921).*

2^o ANALYSE DES RAPPORTS PRÉSENTÉS A LA COMMISSION
ÉCONOMIQUE

Industrie des charbonnages. — Au point de vue de la continuation du travail pendant la guerre, les industries extractives en Belgique jouirent de l'immense avantage de ne pas être troublées par les questions de matières premières, exception faite pour certains produits secondaires (matières explosives et graisses) dont la disette ne se fit pas sentir dès le début de l'occupation. Parmi ces industries, celles des charbonnages est de loin la plus importante, elle occupe environ 145.000 ouvriers. Les sièges d'extraction qui n'avaient pas subi de destruction au début de la guerre, ou qui n'avaient éprouvé que temporairement les effets de l'invasion, se trouvèrent en mesure de reprendre très rapidement une partie de leur activité.

La production du charbon nécessaire à la satisfaction des besoins primordiaux de la population et de l'industrie nationale, était, en première ligne, conforme aux intérêts belges, et il se conçoit que les propriétaires et les directeurs de charbonnages aient tenu à en conserver eux-mêmes la direction, voire à maintenir les résultats d'exploitation aussi élevés que les circonstances le permettaient. Le gouvernement belge avait approuvé cette manière de voir et ne faisait aucun grief aux charbonnages de fournir du charbon et du coke à l'occupant ennemi, s'ils parvenaient, moyennant ce tribut, à assurer les besoins nationaux et à éviter à la population un excès de misère. Profitant de ces dispositions, les Allemands laissèrent l'exploitation des différentes usines à des directions belges et se contentèrent, au début, d'établir une administration générale allemande des mines dans chacun des districts miniers de Liège, de Mons et de Charleroi. Ces organismes avaient pour mission d'aplanir les obstacles qui pouvaient s'opposer à la reprise et au développement d'une exploitation normale, comme aussi d'intervenir chaque fois que la sauvegarde des intérêts allemands paraissait être mise en jeu, soit par la marche de l'entreprise, soit par la destination des produits (1).

Dans ces conditions, dès le mois de mars 1915, l'extraction charbonnière avait atteint environ la moitié des résultats moyens du temps de paix, et la répartition des produits se fit mensuellement dans les proportions suivantes : 700.000 tonnes aux besoins de la population et de l'industrie ; 150.000 tonnes aux besoins militaires allemands, 100 à 200.000 tonnes à l'exportation en Allemagne ou dans les pays neutres.

(1) Procès-verbal de la séance du 19 juin 1915 : rapport de M. Bornhardt.

Etant donné l'absence d'un assez grand nombre de mineurs de métier et les circonstances défavorables créées par l'état de guerre, les prévisions les plus optimistes ne pouvaient faire espérer que la production belge put jamais s'élever, pendant l'occupation, à plus de trois-quarts de la production normale. D'autre part, l'importation du charbon allemand en Belgique qui atteignait mensuellement 500.000 tonnes en temps de paix était tombée à 15.000 tonnes au mois de mai 1915. Il n'était pas à prévoir que l'Allemagne fut disposée à augmenter cette importation. En effet, si pendant l'année 1915 la crise provoquée en Europe par la pénurie du charbon ne s'était guère manifestée encore, la possession de cette marchandise représentait déjà, toutefois, une arme effective dans la lutte d'influence que les puissances belligérantes se livraient entre elles dans les pays neutres. En échange du charbon exporté en Scandinavie, l'Allemagne cherchait à obtenir des minerais, ou bien encore, en exportant du charbon belge en Hollande, elle facilitait à ce pays le maintien de lignes de navigation qui lui rendaient service. Il était donc d'un intérêt évident pour l'Allemagne de tâcher d'augmenter, autant que possible, la production des charbonnages en Belgique, à condition d'exercer un contrôle absolu sur la destination de la marchandise.

La « Kohlenzentral ». — Or il n'existait pas en Belgique de groupements charbonniers, sous forme de syndicat ou autre, suffisamment importants, par l'intermédiaire desquels l'administration allemande eût pu essayer, tout au moins, de prendre la haute direction des questions relatives à la production et à la répartition des houilles extraites en Belgique et de leurs dérivés. C'est la raison que donne le rapporteur, M. Bornhardt, devant la commission économique pour justifier la création d'un organisme entièrement allemand appelé « Bureau central des charbons » (Kohlenzentral) réalisant une espèce de syndicat forcé (Zwangsyndikat) auquel devaient participer tous les producteurs de charbons belges. Conformément à l'arrêté du 26 avril 1915 (1) qui en notifie la fondation, les charbonnages belges étaient obligés de mettre la totalité de leur production à la disposition de ce bureau central qui, « à titre d'intermédiaire, devait décider de l'utilisation des produits ». Il était en outre défendu aux producteurs d'exécuter les contrats de vente qu'ils avaient conclus avant la date de l'arrêté. Cette dernière mesure avait été prise pour permettre à la « Kohlenzentral » de rompre les contrats qui avaient à ses yeux un caractère spéculatif ou auraient pu entraver son action. Le Bureau central était

(1) Voir texte de cet arrêté dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Annexes chap. II, note 5. Voir aussi au sujet de la Kohlenzentral, *id.* chap. III.

chargé de fournir aux charbonnages, les matières premières, bois, explosifs, huiles, câbles nécessaires à l'exploitation, et s'occupait à mettre des moyens de transport à la disposition des puits d'extraction. D'autre part, il prélevait une taxe répartie sur les différentes exploitations au prorata des ventes totales effectuées, taxe dont le montant devait couvrir les frais de bureau et d'administration. Notons en passant que ces frais s'élevèrent à 450.000 marks par an (1).

Abus de la Kohlenzentral. — Aux termes de l'article 2 de l'arrêté constituant la Kohlenzentral, les sommes résultant des ventes devaient être remises aux vendeurs. On constate toutefois, que pour tous les charbons destinés à l'exportation, le Bureau Central n'agissait plus comme intermédiaire, mais comme acheteur et revendeur, qu'il imposait d'autorité ses prix d'achat aux puits et consacrait à des intérêts étrangers aux charbonnages, voire même à la Belgique, les bénéfices considérables qu'il retirait des ventes dans les pays neutres (2). Ce détournement d'une source importante et légitime de rapport pour les charbonnages belges leur était d'autant plus sensible, que leurs perspectives d'exploitation étaient, en règle générale, peu encourageantes. D'un côté les frais d'extraction avaient augmenté par l'effet de la hausse des prix des matières premières, et le rendement de la main-d'œuvre avait diminué dans des proportions qui n'étaient pas compensées par la réduction des salaires ; d'un autre côté les frais généraux (administration, travaux d'exhaure et de ventilation) étaient restés les mêmes malgré l'affaiblissement de la production.

Récupération des sous-produits du coke. — En dehors du soin de régler la répartition de la houille, il avait été dévolu à la « Kohlenzentral » une tâche sur laquelle il convient d'insister. Cette tâche consistait à la recherche et à l'application des mesures propres à intensifier la fabrication du coke en Belgique, afin d'augmenter la récupération des sous-produits de cette fabrication, tels que le sulfate d'ammoniaque, le benzol brut et le goudron, récupération qui présentait un intérêt considérable au point de vue militaire (3). Deux obstacles s'opposaient aux projets allemands en cette matière. C'était tout d'abord

(1) Ce chiffre résulte d'extraits de bilans de la « Kohlenzentral » trouvés en Belgique après l'évacuation du territoire dans les archives de la section des Finances près le gouverneur général de Belgique.

(2) On voit dans les extraits de bilan de la « Kohlenzentral » que les bénéfices réalisés de cette manière sur les exportations faites en Suisse, en Hollande et en Scandinavie s'élevèrent pour deux années d'exploitation (juillet 1915 à juillet 1917), à 33 millions de marks.

(3) Ces matières avaient été comprises dans les énumérations de « matières servant aux besoins de la guerre », dans les arrêtés du 26 octobre, du 15 novembre et du 11 décembre 1914. Le benzol brut réquisitionné était envoyé en Allemagne, où il était

la difficulté de trouver des débouchés pour une production quelque peu importante de coke dans l'état actuel de l'industrie ; c'était ensuite le refus de la plupart des cokeries belges de se prêter à une fabrication aussi manifestement destinée à favoriser les armements de l'Allemagne. C'est ainsi que sur un nombre de 2.900 fours à coke se trouvant en Belgique, il n'y en eut guère que 400 en exploitation en 1915.

Industrie du fer et de l'acier. — Contrairement à ce qui se passait pour l'industrie charbonnière dont l'activité n'était que ralentie, les autres grandes industries du pays, occupant un nombre important d'ouvriers, étaient arrêtées ou menacées de devoir à brève échéance fermer leurs usines.

Dans l'industrie du fer, trois ou quatre hauts fourneaux étaient en activité en 1915 sur les 54 qu'il y avait en exploitation au moment de la déclaration de la guerre. Un de ces hauts fourneaux encore à feu appartenait aux usines de « la Providence » à Marchiennes-au-Pont, les autres étaient exploitées par la Société Anonyme John Cockerill à Seraing près de Liège.

Les causes de cette stagnation étaient multiples. Elles se trouvaient à la fois dans la pénurie de minerai, le manque de débouchés pour les produits, la cherté de la production, la raréfaction des matières premières auxiliaires, enfin dans l'instabilité des conditions de travail.

Dans beaucoup d'usines le manque de minerais s'était en effet rapidement fait sentir. La barrière infranchissable qui les séparait de plusieurs de leurs sources de ravitaillement habituelles, l'Espagne et le bassin de Nancy, ne permettait pas de renouveler de ce côté leur provision de minerai. L'Allemagne d'autre part, n'était pas prête

procédé à l'extraction du toluol servant à la fabrication des poudres au trinitrotoluène, explosif principalement employé par l'armée allemande. Les Allemands attachaient également beaucoup de prix à la récupération du *sulfate d'ammoniaque*, pour laquelle ils fournissaient l'acide sulfurique nécessaire ; une partie de ce sulfate d'ammoniaque représentant 54 0/0 de la production, fut toutefois abandonnée à l'agriculture belge, par suite d'une convention signée au mois d'août 1916 avec les représentants des puissances neutres à Bruxelles. Le *goudron* fut divisé en huiles de chaufferie pour les machines de la marine de guerre allemande et en brai, qui était laissé en partie en Belgique pour la fabrication des briquettes.

C'est également dans l'intention de récupérer un sous-produit de fabrication, la glycérine, très importante dans la composition des explosifs, que le gouverneur général prit une mesure tendant à favoriser la fabrication du savon mou en Belgique. L'importation du savon mou fut interdite par arrêté du 29 mai 1915 ; sans cette protection en effet, les fabriques belges de savon, qui travaillaient des huiles rares et coûteuses, auraient été dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence des producteurs étrangers dont les matières premières étaient beaucoup meilleur marché que la leur, et auraient été obligées d'arrêter leur exploitation (séance de la Commission économique du 19 juin 1915). La population belge a stigmatisé la conduite des industriels qui profitèrent de cet avantage en appelant « baron Zeep » (baron savon) tous les trafiquants illicitement enrichis par les circonstances de la guerre.

à sacrifier au bénéfice des usines belges une partie des ressources dont elle pouvait disposer. D'après les déclarations du rapporteur de la question, K. von Borsig, devant la commission économique, l'industrie allemande souffrait elle-même d'une pénurie de minerai ; elle en possédait il est vrai en Lorraine, en Hesse Nassau, dans le Grand Duché de Luxembourg, en Silésie, mais en quantités insuffisantes. Déjà tout ce qu'il y avait de disponible dans le bassin de Briey, occupé par les troupes allemandes, avait été transporté ; cette source de ravitaillement était tarie à cause des difficultés d'ordre militaire que présentait son exploitation. D'autre part, l'importation du minerai de Suède était devenue incertaine et irrégulière, par suite des obstacles que la Marine de Guerre britannique y opposait. La production des usines allemandes, en raison de ces circonstances, était tombée à 50 % de ce qu'elle était en temps normal.

Les entreprises belges auxquelles le minerai ne faisait pas encore défaut, ne pouvaient compter, pendant l'occupation, sur une clientèle suffisante pour absorber une production même excessivement réduite. Le marché intérieur était pratiquement inexistant, et les tarifs de frêts pour le transport des matières premières et des produits avaient augmenté dans des proportions telles (le double déjà de ce qu'ils étaient avant la guerre) qu'ils ne permettaient pas aux usines de travailler à l'exportation dans des conditions favorables.

Enfin l'insécurité des conditions de travail, l'instabilité des circonstances, et le malaise produit par la continuelle intervention des autorités allemandes en matières industrielles, s'opposaient à ce que les dirigeants des grandes entreprises quittassent leur attitude d'inertie, malgré leur grand désir d'obvier, dans la mesure du possible, aux maux créés par le chômage, dans la population ouvrière.

Les mêmes conditions que celles que nous venons d'exposer pour l'industrie du fer, expliquent l'arrêt complet de la fabrication de l'acier.

Ateliers de construction métallique. — Un des principaux consommateurs de ces produits, l'industrie des constructions de machines qui comptait 42 ateliers importants, y compris 12 fabriques de locomotives, était pratiquement arrêté en 1915. Dès le début de l'occupation, ce fut surtout dans ces ateliers que les Allemands enlevèrent un nombre considérable de machines outils, destinées à augmenter la capacité de production des usines allemandes en fait d'armements. Cette circonstance, jointe au manque complet de débouchés, à l'intérieur du fait de la situation de l'industrie en général, à l'extérieur du fait des interdictions d'exportation (1), avait provoqué la fermeture de nombreux

(1) Arrêtés des 17 et 25 février 1915.

ateliers. Il ne se faisait plus dans les autres qu'un travail peu intensif pour l'achèvement des commandes anciennes. Il n'existait d'ailleurs pas de nouvelles commandes.

Une reprise de l'activité n'eût été possible, que si les industriels avaient accepté de travailler pour l'administration allemande ; mais pareille attitude eût été en contradiction absolue avec leurs devoirs patriotiques, étant donné la relation étroite qui existait entre les commandes de cette administration et des considérations d'ordre militaire. Tel était le cas notamment pour tout ce qui concernait le matériel de chemin de fer.

Les constructeurs allemands qui, dès le début de 1915, commencèrent à ne plus disposer de la main-d'œuvre voulue, attendaient impatiemment le moment où la nécessité aurait forcé les ouvriers belges spécialistes de la métallurgie à accepter leurs offres d'embauchage ; ils demandaient à l'administration du gouvernement général de prendre des mesures pour hâter la réalisation de conditions favorables à leurs projets (1). Prévoyant non seulement une grande activité de leurs usines pendant la guerre, mais aussi celle qui ne pouvait manquer de régner après la paix, ces constructeurs tenaient énormément à faire de nouvelles recrues parmi les ouvriers métallurgistes belges. Ils espéraient pouvoir convaincre certains de ceux-ci, qui leur auraient donné satisfaction, de s'établir en Allemagne. De leur côté les patrons belges disposant d'un capital relativement considérable, faisaient les sacrifices les plus importants pour soutenir leurs ouvriers durant le chômage involontaire auxquels ils étaient astreints, dans le but de leur éviter la dure nécessité d'accepter, pour vivre, l'exécution de travaux utiles aux armées allemandes.

Industrie du zinc. — Par ordre d'importance l'industrie du zinc se place immédiatement après la sidérurgie dans les industries qui, en Belgique, s'occupent de la transformation des minerais (elle compte un peu plus de 9.000 ouvriers répartis entre onze sociétés différentes, ayant en tout 14 fonderies, 600 fours et 10 laminoirs de zinc). Ici encore, pour entretenir une activité relative, il eut fallu assurer aux fonderies une importation régulière de minerais, la Belgique elle-même n'en fournissant plus, depuis longtemps, que des quantités tout à fait insuffisantes. En 1915, toutefois, la question d'importation des minerais était dominée par le problème de la vente des produits fabriqués. Depuis le début de l'occupation, l'exportation du zinc avait été interdite et l'autorité militaire allemande s'était opposée à ce que cette

(1) Procès-verbal de la séance du 19 juin 1915. Discours de Rhazen et von Bissing.

mesure fût rapportée. On peut se rendre compte de l'accumulation de marchandise qui en était résultée, si l'on songe que la Belgique occupait la 3^e place dans le monde entier comme pays producteur de zinc, et qu'elle ne consommait elle-même en temps de paix que le 1/10 de sa production. L'Allemagne et les puissances centrales ne pouvaient remplacer la clientèle étrangère supprimée, leur production indigène suffisant amplement aux nécessités du moment (1). L'immobilisation d'énormes capitaux dans les stocks de zinc rendait la situation des usines belges extrêmement difficile.

En fait, l'industrie du zinc était condamnée à une inertie complète si, en même temps qu'un ravitaillement régulier en minerais, on ne lui assurait pas un débouché normal de ses produits à l'étranger. Le gouvernement général tenait beaucoup à ce que cette question fût résolue, et voici pourquoi : la suppression momentanée d'un producteur de zinc aussi important que la Belgique avait permis à l'industrie du zinc américaine de se créer un véritable monopole et de faire monter les prix à la Bourse de Londres, jusqu'à trois et quatre fois la valeur primitive.

Il était à craindre que ces circonstances favorisassent l'établissement, soit en Amérique, soit en Angleterre, de centres de production nouveaux, qui auraient été à l'avenir des concurrents pour l'Allemagne comme pour la Belgique. L'administration allemande ne se faisait pas faute de signaler d'autre part, que par l'arrêt de la fabrication du zinc, la récupération de l'acide sulfurique qui en est un sous-produit, se trouvait anéantie ; circonstance fâcheuse à la fois pour d'autres industries et pour l'administration militaire allemande.

Les pays de l'Entente pouvaient se procurer toutes les quantités de zinc souhaitables ; l'appoint que leur eût apporté la production belge n'aurait constitué pour eux qu'un avantage financier. Le gouvernement allemand se résolut à ne pas tenir compte de cet avantage devant l'intérêt qu'il y avait à combattre, au moyen des zincs belges, une nouvelle industrie concurrente. Il s'efforça d'obtenir pour les usines du pays occupé une importation de minerais australiens en échange du zinc fabriqué en Belgique, sur la promesse que l'acide sulfurique récupéré resterait au pays. Mais les négociations à ce sujet échouèrent, par suite des exigences des puissances de l'Entente et du peu de confiance qu'inspiraient à celles-ci les garanties offertes par l'Allemagne pour la stricte observation des conditions imposées à l'échange.

(1) La consommation du zinc dans l'armement allemand n'avait pas encore atteint alors l'importance qu'elle eut dans la suite.

Industrie des glaces. — L'importance de l'industrie des glaces et de l'exportation de ses produits dans les pays neutres d'outremer fut longuement développée devant la Commission économique par M. Emmerling, membre de l'administration civile allemande. Le rapporteur fit remarquer que 6 glaceries, sur les 7 entreprises de ce genre que l'on compte en Belgique, étaient affiliées à une association « L'Union Continentale commerciale des Glaceries » dont les fabriques allemandes de glaces faisaient également partie (1). Or, au début de la guerre, l'exportation des glaces fabriquées par les usines appartenant à cette association avait été arrêtée pendant de longs mois et n'avait été reprise qu'en avril 1915, via la Hollande, vers les pays neutres et d'outremer. Cette circonstance avait permis aux glaceries anglaises de faire une concurrence facile aux produits de l'Union Continentale, concurrence rendue plus aisée encore par une différence considérable dans les prix du fret ; les grandes entreprises anglaises étaient en effet leur propre armateur, tandis que l'Union Continentale devait avoir recours, pour le transport de ses produits, à des navires flottant sous pavillon neutre. Il était donc dans l'intérêt de l'Allemagne que les 500.000 m² de glaces parachevées qui se trouvaient en 1915 dans les magasins des usines belges affiliées fussent exportées, afin de conserver à l'Union sa clientèle habituelle. L'administration allemande s'y employa, renonçant même dans ce cas-ci à son principe de faire servir la marchandise d'exportation comme valeur d'échange pour des produits nécessaires à l'Allemagne. En 1915, 7.160.991 kilos et en 1916, 3.917.182 kilos, de glaces polies furent exportés dans ces conditions.

Cette exportation ne pouvait malheureusement avoir aucune influence sur la reprise de l'activité dans les glaceries belges. Cette industrie qui intéressait 6.000 ouvriers et fournissait le quart de la production mondiale, était complètement arrêtée à l'époque qui nous occupe. Les usines, afin de donner un peu de travail aux chômeurs, employaient un quart de leurs ouvriers, alterné par un mouvement de roulement hebdomadaire, à des travaux de réparation, d'assortiment, etc... Une activité plus importante était empêchée par ce fait qu'un travail normal exigeait l'emploi d'équipes de jour et d'équipes de nuit, afin de ne pas laisser les fours de fusion inemployés pendant la nuit, or, des raisons militaires s'opposaient, d'après les Allemands, à la circulation d'un nombre important d'ouvriers, sur des distances

(1) La seule société belge ne faisant pas partie de l'Union continentale commerciale des glaceries était la « Glacière de Courcelles » qui appartenait au trust américain « Pittsburg Plate Glass Cy ».

parfois fort longues, pendant les heures d'obscurité. D'ailleurs le polissage des produits demi-finis eût été pratiquement impossible par suite du manque des feutres nécessaires à cette opération.. Ces feutres étaient en effet fabriqués dans des usines de l'agglomération de Verriers, dont la fabrication était arrêtée. La fabrication des glaces polies ne fut pas reprise durant toute la guerre.

Industrie du verre. — Ce fut également le rapporteur Emmerling qui traita la question des verreries, à la séance de la commission économique du 19 juin 1915. Ici encore il fit ressortir l'intérêt qu'il y avait pour l'Allemagne de tolérer une large exportation du verre à vitre belge. Il n'existait, il est vrai, aucune association de verriers, comparable à l'Union Continentale commerciale des glaceries, dans laquelle les usines allemandes eussent une participation, mais le rapporteur exposa la nécessité pour l'industrie du Reich, étant donné l'arrêt des exportations allemandes dans les pays d'outremer, de combattre au moyen des produits belges la concurrence anglaise et américaine. Il serait dans l'avenir, selon lui, bien plus facile à ses compatriotes d'expulser de ces marchés les fabricants belges, que les verriers anglais et américains qui s'y seraient installés à la faveur des circonstances créées par le blocus.

Cette manière optimiste de considérer l'avenir, très favorable momentanément à l'industrie belge, ne fut admise que sous réserve par les verriers allemands. Leurs objections à une reprise de l'activité dans les verreries belges furent exposées par leur représentant à la séance de la Commission économique, Dr von Vopelius. Il fut entendu que l'exportation des verres belges devait être strictement surveillée et qu'elle devait être limitée aux pays d'outremer. Dans aucun cas ces marchandises ne pouvaient être destinées à la Hollande, la Suède, la Norvège ou les Balkans.

L'industrie verrière belge comprenant 24 usines et occupant quelque 15.000 ouvriers était totalement arrêtée à cette époque. Toutes les matières premières nécessaires à la fabrication provenaient du pays même ou pouvaient être obtenues d'Allemagne ; la reprise dépendait donc entièrement de l'exportation, laquelle en temps normaux absorbait la grande majorité des produits (1). A la faveur des considérations que nous avons exposées, l'activité des usines verrières fut partiellement reprise. Les exportations s'élevèrent en 1915 à 8.362.564 kilos ; en 1916 elles atteignirent 21.169.365 kilos pour retomber en 1917 à 13.578.306 kilos.

(1) La plupart des verreries, étant donné l'exiguïté relative de leur capital, ne pouvaient travailler plus d'un mois sans vendre leur production.

Remarquons en passant que le paiement des sommes provenant de ces ventes à l'exportation était soumis aux conditions imposées par l'Angleterre. Le montant du prix de vente devait, on s'en souvient, être versé dans une banque du Royaume Uni, où il devait rester bloqué jusqu'à la fin de l'occupation, déduction faite d'une somme équivalente au prix des matières premières employées à la fabrication et au prix de la main-d'œuvre. Cette dernière somme fut fréquemment évaluée à 80 0/0 du prix obtenu à l'étranger par le fabricant belge.

Industrie du ciment. — Le raisonnement qui avait conduit l'administration du gouvernement général à favoriser l'exportation des produits des glaceries et des verreries du pays occupé, tendait à lui faire adopter des procédés diamétralement opposés en ce qui concernait l'industrie du ciment. Les cimenteries américaines et anglaises profitaient bien, comme c'était le cas pour les verres et les glaces, des mesures de blocus qui entravaient l'exportation allemande dans les pays d'outre-mer, mais l'administration civile et l'industrie allemandes redoutaient sérieusement, si l'exportation des ciments belges était tolérée, de voir ces produits exceptionnellement bon marché, avilir les prix du ciment en Amérique. Les Anglais et les Américains paraissaient être, dans ce cas-ci, des concurrents plus faciles à éliminer dans l'avenir que les fabricants belges (1). Aussi, si depuis le début de l'occupation, l'exportation des ciments n'avait pas été interdite par une mesure générale, du moins aucune autorisation d'exportation n'avait été accordée, et l'administration allemande ne pensait pas devoir modifier cette attitude. Afin de protéger l'industrie allemande du ciment qui se trouvait elle-même dans une situation peu brillante, toute exportation belge, ne fut-ce que pour la Hollande, devait être interdite.

Les 70 établissements du pays occupant 10 à 12.000 ouvriers, avaient connu une prospérité brillante et excessivement rapide. En 1912, la fabrication belge exportait environ 900.000 tonnes de ciment pour une valeur de 22 millions de francs, après avoir satisfait toute la consommation indigène, à part de petites quantités de ciment importées d'Allemagne en raison de leur qualité spéciale. Depuis l'invasion du territoire, le marché intérieur était nul, la plupart des entreprises avaient accumulé des stocks considérables de marchandises fabriquées, qui absorbaient leur capital, et eussent suffi pendant plusieurs mois à couvrir tous les besoins du pays. L'interdiction de l'exportation

(1) Procès-verbal de la séance de la Commission économique du 19 juin 1915, rapport K. Van Borsig et discours de Fhr. von Prondzynski.

entraîna la fermeture complète d'une grande partie des cimenteries. L'inactivité, l'inertie, fut même si complète, que le pompage des eaux d'exhaure fut abandonné dans bien des carrières d'argile. Il est vrai de dire que cette attitude, qui rendait la remise en marche de l'usine plus difficile, était prise parfois par l'industriel dans l'intention de se soustraire aux réquisitions militaires.

Dès le début de 1915 en effet, l'administration militaire allemande avait déjà cherché à utiliser les cimenteries belges, afin d'obtenir, dans des conditions favorables, les quantités de ciment nécessaires à des travaux de guerre qu'elle avait entrepris. Tel fut le cas notamment pour les réparations aux ouvrages de fortification d'Anvers. Les stocks de ciment en silos furent bientôt réquisitionnés et certaines usines furent mises en demeure de reprendre leur fabrication pour exécuter des commandes faites par l'autorité allemande. Les industriels se refusèrent à obéir à toute injonction de ce genre, en invoquant l'art. 52 des conventions de La Haye, ou en exigeant tout au moins l'assurance que leurs produits n'auraient pas une destination militaire. Les Allemands établirent alors des cimenteries militaires, notamment à Burght, dans des installations dont ils avaient préalablement expulsé les propriétaires.

Industries textiles. — Au point de vue de l'importance générale, l'industrie textile en Belgique ne cédait le pas qu'à la métallurgie. Afin de montrer l'influence qu'un arrêt prolongé de l'activité de cette industrie devait avoir sur la vie économique et sociale de la nation, rappelons que, en négligeant le travail à domicile lui-même assez important, plus de 135.000 ouvriers trouvaient leur gagne-pain dans les usines textiles et que 180 millions de francs de matières premières (aux prix d'avant-guerre) étaient transformées dans ces usines en matières filées et tissées. Il convient d'ajouter qu'environ 50.000 employés et patrons vivaient de cette industrie et du commerce très important en matières textiles qui se faisait en Belgique. Des évaluations d'une approximation satisfaisante ont permis de déduire, des recensements de 1910, que 1/10 de la population totale du royaume trouvait ses moyens d'existence dans les industries textiles, y compris l'industrie de la dentelle et celle du vêtement.

Les branches principales de l'industrie textile, en tant que grande industrie, sont la filature et le tissage de la laine, du coton, du lin, du chanvre et du jute. Le travail de la laine a son siège principal à Verviers et ses environs, dans la province de Liège ; les usines appartenant aux autres branches que nous venons de citer, se trouvent presque toutes dans les Flandres, dans le territoire qui, sous l'occupation, for-

maît la zone d'opérations et la zone de l'étape de la IV^e armée allemande.

Le département allemand des matières premières de guerre reconnut immédiatement la haute valeur au point de vue militaire des matières textiles, à l'état brut ou à l'état de marchandises fabriquées. Le Dr Rathenau, dans une conférence publique sur le fonctionnement de ce département, déclara considérer comme une chance géographique que, presque en même temps, tous les centres du commerce des laines soient tombés entre les mains allemandes (1). D'autre part, l'arrêté du 26 octobre 1914 (2) relatif au trafic des matières servant aux besoins de la guerre, cite, sous cette dénomination le coton, le jute, le chanvre, et les fils et produits manufacturés de ces matières. L'arrêté du 15 novembre suivant y ajoute le lin, déchets de lin et semences de lin. On se rappelle que ces arrêtés plaçaient l'exportation des matières énumérées sous le contrôle du commissaire du Ministre de la Guerre prussien, et donnaient pouvoir à ce dernier de décider « que des provisions de ces matières devaient être cédées en propriété à l'Empire allemand ou à des tiers ».

La laine. — Dès les premiers jours de la guerre déjà, lorsque Verviers, le siège principal de l'industrie lainière tomba au pouvoir des Allemands, tous les stocks de laine dans les usines furent réquisitionnés. Ces marchandises furent restituées, il est vrai, une quinzaine de jours plus tard, mais beaucoup de firmes, afin d'éviter les réquisitions ultérieures, vendirent de grosses quantités de laine aux organismes allemands. D'autres, pour conserver un gagne-pain à leurs ouvriers cherchèrent à continuer le travail, ne fut-ce que quelques jours par semaine. Mais l'exportation était interdite et le marché intérieur était extraordinairement faible ; les usines n'auraient pu se livrer à un travail rémunérateur qu'en acceptant d'exécuter les commandes de fourniture pour l'armée allemande, ce qu'elles se refusaient à faire (3). A Verviers même, le nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie des laines, qui au début de la guerre était de plus de 14.000 était tombé au mois de juin 1915 à 2.500 environ. Une activité quelque peu soutenue dans l'industrie des laines eut d'ailleurs été de fort courte durée, par suite de l'impossibilité dans laquelle les usines se trouvaient de renouveler leurs provisions de matières premières ; les laines tra-

(1) W. RATHENAU : *Deutschland's Rohstoffversorgung* (S. Fisher verlag 1918, Berlin).

(2) Voir texte de cet arrêté : J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Partie documentaire chap. II, note 4.

(3) Procès-verbal de la séance de la Commission économique du 19 juin 1915, rapport de Langen.

vaillées en Belgique proviennent en effet de l'étranger, en grande partie du Cap et de la Plata, en partie aussi, pour les peignés, de la France.

Le coton. — L'épuisement des matières premières, réquisitionnées sans mesure, et l'impossibilité d'en importer de nouveaux stocks arrêtaient de même l'activité de l'industrie cotonnière. Le rapporteur des questions concernant l'industrie textile devant la commission économique, M. Langen, membre de l'administration civile, signala en juin 1915, que de nombreuses filatures de coton étaient arrêtées, les autres ne travaillant d'ailleurs qu'avec 1/3 ou 1/4 de leurs broches pendant un temps réduit à 24 heures par semaine. Cette situation était due aux réquisitions énormes de coton brut qui avaient été exécutées au mois de janvier 1915. Il avait été procédé immédiatement à l'expédition de ces marchandises en Allemagne : 65.000 balles de coton brut passèrent ainsi la frontière du Reich avant le mois de mai 1915, et lorsque ces expéditions cessèrent, il ne restait plus en Belgique que 10.000 balles.

Tout aussi bien que la matière première le fil fabriqué avait été soumis à d'importants prélèvements. Pendant le même mois de janvier 1915, suivant le rapport de M. Langen, dans le territoire de l'étape de la IV^e armée qui comprenait la grande majorité des cotonnières, les Allemands enlevèrent 4,3 millions de kilos de fil fabriqué, dont une partie fut revendue à des firmes allemandes. Une autre partie, 1,4 millions de kilos, fut mise à la disposition de la commission économique allemande pour être distribuée par ses soins aux tissages. Dès lors les filatures ne travaillèrent plus que pour fournir du fil de coton aux tissages, par l'intermédiaire et sous le contrôle de la Commission économique. Celle-ci constitua ainsi une provision de 5 millions de kilos de fil, y compris la quantité dont il a été question plus haut. Cette provision, à condition de limiter le travail à 24 heures par semaine, pouvait permettre aux tissages une activité de tout au plus six mois.

Les débouchés dont disposaient ces usines ne justifiaient d'ailleurs pas une activité plus grande. Les frais de production étaient fort élevés, et les industriels, ici encore, ne continuaient le travail que pour venir en aide à leurs ouvriers, qu'ils soutenaient d'autre part avec l'aide des communes.

Le chanvre et le jute. — L'industrie de la laine intéressait une population de près de 33.000, celle du coton de près de 50.000 ouvriers. Les industries du chanvre et du jute, beaucoup moins importantes (ensemble 6.500 ouvriers) se trouvaient, au point de vue de l'exigence

en matières premières et des possibilités du travail, dans une situation semblable à celle de leurs puissantes voisines. Elles ne pouvaient disposer que des petites provisions existant au début de la guerre dans les magasins des usines et chez les négociants. D'après une évaluation allemande (1) ceci correspondait pour le jute en fibre à 3 ou 4.000 tonnes. Au début de 1916, il ne restait plus qu'une quantité de 70 tonnes de fibre de jute disponibles. Il s'y ajoutait il est vrai une quantité plus considérable de déchets de jute, mais une grande partie en fut transportée en Allemagne (en 1915 environ 225 tonnes).

La provision de chanvre et d'étaupe de chanvre, suivant la même évaluation ne devait pas s'élever à plus de 1.000 tonnes, quantité qui ne pouvait pas permettre une activité très prolongée.

Le lin. — Le lin se cultivant très heureusement en Belgique, le problème de l'approvisionnement en matières premières ne semblait pas, à première vue, devoir présenter le même degré d'acuité pour les linières que pour les autres branches de l'industrie textile. En fait il se trouvait assez de lin dans le pays au moment de l'invasion allemande, pour permettre aux filatures de travailler en pleine activité pendant une année entière. Il existe en effet, sur les bords de la Lys, entre Wervicq et Deynze, grâce aux propriétés spéciales des eaux de la rivière, une importante industrie de rouissage et de teillage de lin, dont le centre principal est à Courtrai. Il s'y travaille une moyenne annuelle de 135.000 tonnes de tiges de lin, dont 1/3 de provenance indigène, le reste d'importation française et hollandaise, donnant une production de 30.000 tonnes de lin (2). Cette quantité, jointe à la récolte de 1915 eût constitué une provision de 40.000 tonnes, qui représente à peu de chose près, la consommation annuelle des filateurs belges. Après cela la récolte indigène eût permis aux linières de continuer l'exploitation de leur industrie jusqu'à concurrence d'un quart de ce qu'elle était en temps normal, dans des conditions économiques, à vrai dire, assez mauvaises.

L'intervention allemande provoqua une fermeture beaucoup plus rapide des usines. Voici en effet les chiffres relatifs aux quantités de lin enlevées en Belgique par les organismes allemands, tels qu'ils sont indiqués dans l'ouvrage *Die Hauptindustrien Belgiens*, édité en 1918 par l'administration civile du gouvernement général (3) :

(1) *Hauptindustrien Belgiens*, op. cit. (page 115).

(2) Les filatures belges n'emploient en général qu'une quantité assez faible de lin indigène, très coûteux. Elles le mélangent avec du lin d'origine russe. Une forte proportion du lin rouit dans les eaux de la Lys, notamment les qualités les plus fines, était exportée en Irlande et en Amérique.

(3) *Op. cit.* : page 15 (chap. II).

ANNÉES	RÉCOLTES INDIGÈNES (tonnes)	RESTE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (tonnes)	QUANTITÉS DE LIN DISPONIBLES (en tonnes)	QUANTITÉS EXPÉDIÉES EN ALLEMAGNE (en tonnes)	QUANTITÉS LAISSÉES A LA DISPOSITION DES FILATURES BELGES (en tonnes)
1914-15....			48 à 50.000	18.000	11.900
1915-16....	10.000	19.000	29.000	19.000	5.000
1916-17....	8.000	5.000	13.000	12 à 13.000	rien ou presque rien.

Le lin ne fut pas réquisitionné il est vrai, du moins pendant les premières années, comme le furent les matières premières des autres industries. Etant donné la multiplicité des détenteurs de cette marchandise, paysans et petits négociants, et la facilité qu'il y avait à la soustraire aux recherches, des difficultés d'exécution s'opposaient à l'application de mesures dites de réquisition en masse. L'administration allemande eut recours à un autre procédé.

De nouveaux organismes appelés Bureaux de liquidation des lins (Abrechnungstellen) furent créés dans le territoire de l'étape d'abord, ensuite dans celui du gouvernement général beaucoup moins important au point de vue linier. La mission de ces bureaux de liquidation était d'acheter partout le lin à des prix suffisamment rémunérateurs. La paille de lin ainsi achetée, était envoyée au bureau principal, celui de Courtrai, qui le livrait aux établissements de rouissage de la Lys. Après teillage et peignage, le lin était racheté par l'office d'achat des lins (Flachseinkaufstelle) de Gand. Suivant le rapporteur Langen à la commission économique, ce bureau avait acheté en juin 1915, pour une valeur de 6 millions de francs, du lin, qu'il avait livré pour la plus grande part à l'association des filateurs allemands. Une petite quantité avait été réservée à l'usage des filateurs belges ; mais ceux-ci se trouvaient fort empêchés de l'acheter, le prix de toutes leurs marchandises en magasin, réquisitionnées par l'autorité allemande, ne leur ayant été payés qu'en bons (1).

Afin de rendre l'action des Bureaux de liquidation de lin effective et de concentrer entre les mains allemandes toutes les quantités de lin disponibles en pays occupé, l'administration allemande eut recours à une série de mesures d'interdiction d'exportation et de transport, d'interdiction de commercer, d'obligation de déclaration, de fixation

(1) Cf. le rapport Langen à la séance de la Commission économique du 19 juin 1915. Cf. aussi : Procès-verbal de la réunion tenue à Gand, le 27 septembre 1915, entre la Commission Impériale des Indemnités et les filateurs de lin et d'étoupes de la Ville de Gand (publié par la Commission d'Enquête Belge. *Op. cit.*, 3^e volume, tome II pages 31 et 105).

de prix maxima, etc. Ces mesures furent traduites dans une suite d'arrêtés dont nous analyserons les principaux.

Rappelons d'abord que le lin étant désigné comme « matière servant aux usages de la guerre » dans l'arrêté du gouverneur général du 15 novembre 1914, les organismes allemands étaient armés, pour son acquisition, d'un pouvoir d'achat discrétionnaire. Vinrent ensuite les arrêtés des 5 et 6 septembre et du 5 décembre 1915 (1), interdisant l'exportation et le transport du lin, de l'étoile, du jute et du chanvre ; le transport et le commerce de la paille de lin seuls sont permis. L'arrêté du 1^{er} décembre 1915 prescrit que toutes les quantités de lin travaillé ou d'émouchures doivent être déclarées au premier de chaque mois, en même temps que l'endroit du dépôt, aux autorités communales qui doivent en faire rapport aux commandantures de place ou d'étape. Le même arrêté fixe des prix maxima d'après les qualités pour le lin et les émouchures ; la vente de ces marchandises ne peut se faire qu'aux bureaux allemands du lin de Courtrai et de Lokeren et à la Section des matières premières de Gand, ainsi qu'aux filatures de lin belges *dûment autorisées à acheter*. Les prix maxima furent augmentés successivement par les arrêtés du 15 avril, du 9 août et du 23 décembre 1916 ; les deux derniers retirèrent définitivement aux filatures belges le droit d'acheter le lin. De plus, la livraison des provisions de lin et d'étoile devint *obligatoire* sur l'ordre des commandantures de place ou d'étape, et toute expédition de paille de lin, chanvre brut, lin travaillé ou étoilé fut interdite sans une autorisation des bureaux allemands. De cette manière les Bureaux d'achat de Courtrai et Lokeren et le bureau des matières premières de Gand réussirent à s'approprier peu à peu toute la production de lin du territoire occupé, ainsi que les quantités qui s'y trouvaient en stocks. Enfin, par ordonnance du 22 juin 1917, toute la récolte indigène de l'année dans le territoire de l'étape (le seul qui importa dans l'occurrence) fut déclarée saisie.

Lorsque ces dernières mesures furent prises par l'administration allemande, les filatures de lin avaient depuis longtemps cessé toute activité. Au mois de janvier 1915, tout le fil se trouvant en magasin dans ces usines avait été réquisitionné ; de faibles quantités de marchandises, jugées inutilisables pour l'armée, avaient seules été admises à l'exportation. Le reste avait été distribué aux tissages allemands (2).

Si même les bons de réquisition avaient été promptement liquidés,

(1) Ces dates sont celles des arrêtés publiés dans l'étape par l'autorité militaire. Le gouverneur général prit des arrêtés identiques, désignant comme bureaux d'achat les mêmes organismes que ceux de l'étape.

(2) Voir la circulaire de l'Office des liquidations des fils de lin de Berlin du 22 janvier 1915 publiée par la Commission d'enquête belge (3^e volume, tome II, page 336).

et si des sommes suffisantes pour acheter du lin avaient été mises ainsi à la disposition des industriels, ceux-ci n'auraient guère été disposés à reprendre le travail (1). Toute la production du fil était en effet réquisitionnée par la *Commission économique* qui n'en distribuait qu'aux tissages dont l'activité offrait un intérêt au point de vue militaire. Les quelques établissements encore en exploitation en juin 1915 ne travaillaient que dans l'intérêt de leur population ouvrière.

Le fil n'avait pas été réquisitionné dans les tissages dont il constituait la matière première. Ces usines avaient donc pu continuer à travailler jusqu'à épuisement de leurs réserves, avant d'avoir recours à la distribution conditionnelle effectuée par les soins de la *Commission économique*. Comme pour les produits de filatures, seules quelques quantités de marchandises sans aucun intérêt pour l'Allemagne avaient bénéficié d'une autorisation à l'exportation.

Dans son rapport à la séance de la Commission économique du 19 juin 1915, M. Langen proposait comme moyen de ranimer quelque peu l'industrie si importante du lin en pays occupé, de mettre à sa disposition toute la récolte indigène et de permettre une large exportation en produits fabriqués, la capacité d'achat de la population belge n'étant pas assez considérable en effet, dans ce moment, pour absorber cette production toute réduite qu'elle fut. Le rapporteur ne voyait dans cette tolérance aucun danger pour l'industrie textile allemande, qui en temps de paix était encore insuffisante pour subvenir à la consommation du Reich. La proposition ne fut pas acceptée par le représentant de l'industrie allemande (Mr. Tiemann). Celui-ci fit observer que les filatures de lin en Allemagne travaillaient en pleine activité et que 95 % de leur production étaient destinés à l'armée et à la marine ; dans ces conditions il déclarait impossible de consentir à ce que le lin belge, dont les filatures allemandes avaient besoin malgré le prix élevé auquel il leur fallait l'acquérir, fût abandonné à l'industrie du pays occupé ; il lui paraissait équitable que les industriels belges, si peu affectés en temps normaux par les charges sociales, souffrissent des conséquences de la guerre, lorsque leurs collègues allemands s'imposaient de lourds sacrifices en fabriquant presque exclusivement pour les besoins de l'armée allemande.

La situation des industries textiles était, on le voit, sans issue. La réquisition par l'ennemi de leurs matières premières et de leurs produits de fabrication, condamnait fatalement les usines à l'inactivité.

(1) Voir à ce sujet chap. III : liquidation des bons de réquisition, page 41.

3^o LIMITES IMPOSÉES A LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Dans l'exposé qu'on vient de lire nous avons cherché à dégager le point de vue auquel se plaçait l'autorité allemande vis-à-vis des principales branches de l'industrie belge, pour y favoriser ou y entraver, après un an d'occupation, une reprise de l'activité. Nous nous sommes limité aux seuls exemples pour lesquels le document allemand que nous avons en notre possession, le procès-verbal authentique de la séance de la Commission économique du 19 juin 1915, nous donnait un guide satisfaisant d'appréciation. Ces exemples sont suffisants pour qu'il soit possible de se rendre compte du problème que le gouvernement général et les autorités militaires de l'étape cherchaient à résoudre à cette époque en matière économique.

Nous le trouvons exprimé une fois encore dans les conclusions que le gouverneur général von Bissing tira lui-même des rapports qui venaient d'être lus devant lui à la dite séance du 19 juin 1915. En voici la traduction :

Je trouve confirmé ce que j'ai déclaré ce matin, notamment qu'il est effectivement fort difficile de rendre la vie à l'industrie ici en Belgique, comme nous le désirons, pour obvier au chômage des ouvriers et surtout pour faire participer également l'industrie au relèvement de la Belgique. Messieurs les rapporteurs, à l'exception de M. Bornhardt (pour les charbonnages) sont tous arrivés à ces conclusions : les fabriques sont arrêtées, ou bien il est impossible, dans les circonstances actuelles, d'obtenir une amélioration quelconque. Eh bien, Messieurs, lorsque j'entends prononcer le mot « impossible » j'ai le sentiment d'être provoqué. Je céderai aujourd'hui encore à ce sentiment et tenterai d'essayer si cet « impossible » n'est pas, dans de certaines limites, du domaine du possible, en restant naturellement *fidèle à ma promesse de garder les points de vue allemands (deutsche Verhältnisse) en pleine et entière considération*. Si je réussis à continuer ce que j'ai tenté déjà depuis quelque temps, notamment d'obtenir de la Hollande plus de matières premières qu'il ne fut possible de le faire jusqu'à présent, je crois qu'une partie tout au moins de l'industrie belge pourra être rendue plus active qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Messieurs, je vous remercie pour l'obligeance que vous avez témoignée en assistant à cette séance et pour les remarquables impulsions qui en ont été le résultat. Nous les prendrons en pleine considération et nous nous efforcerons spécialement de *les utiliser à l'avantage de notre chère Patrie*.

Le délégué du comité de guerre pour l'industrie allemande insista encore sur ces paroles, en souhaitant que le conseil de ce comité puisse seconder les efforts faits par le gouverneur général, pour favoriser l'économie politique belge *sans nuire aux intérêts économiques allemands*.

Les démarches de l'administration civile allemande pour faire venir de la matière première de Hollande furent vaines comme devaient l'être toutes les tentatives de ranimer l'industrie belge. Les deux buts à atteindre par la commission économique (le bien de la Belgique et le bien de l'Allemagne) étaient incompatibles. Les intérêts allemands qu'il fallait si précieusement sauvegarder et appuyer, intérêts militaires comme intérêts industriels, défendaient aux puissances de l'Entente de tolérer l'importation de matières premières en Belgique, et imposaient l'inactivité aux usines du pays occupé. L'industrie belge de son côté refusait de servir de vache à lait, ou d'être traitée comme un citron dont l'Allemagne aurait exprimé lentement le jus, ainsi que Son Excellence von Bissing l'a si pittoresquement fait entendre au début de la séance du 19 juin 1915.

CHAPITRE V

Utilisation des entreprises dans l'intérêt militaire

- 1° *Pression exercée par les autorités allemandes sur les industriels et les ouvriers.* — Procédés d'intimidation et de violence. — Arrêté contre les chômeurs qui par paresse se soustraient au travail. — Punitions collectives.
- 2° *Occupation et exploitation militaire.*
- 3° *Mise sous surveillance et sous séquestre.* — Avantages de la mise sous séquestre. — Arrêté du 17 février 1915. — Points de vue de l'administration allemande pour la mise sous séquestre d'entreprises. — Exemples d'exploitation par séquestre. — Nombre d'entreprises mises sous séquestre et surveillance. — Résultats de l'administration allemande dans les entreprises.
- 4° *Liquidation des biens étrangers ennemis.*

PRESSION EXERCÉE PAR LES AUTORITÉS ALLEMANDES SUR LES INDUSTRIELS ET LES OUVRIERS

Procédés d'intimidation et de violence. — D'une manière générale, les industriels belges se refusèrent à exécuter tout travail d'intérêt militaire proposé par l'occupant et se montrèrent d'une extrême méfiance à l'égard de toute commande faite par les autorités allemandes. Cette attitude condamnait le plus grand nombre d'entre eux au chômage, aucun autre débouché, nous l'avons vu, ne s'offrant à leur production.

De leur côté les Allemands, pour des motifs d'ordre pratique (tel l'encombrement du trafic des marchandises par chemin de fer), des raisons d'économie, voire même dans l'intérêt de cette activité qu'il était nécessaire de faire renaître dans l'industrie belge, usèrent de divers modes de pression, parfois violents, afin de faire abandonner par les propriétaires et directeurs d'usines leur attitude réservée. Ceux-ci invoquaient la protection offerte par l'article 52 des Conventions de la Haye (voir p. 36) pour refuser de mettre leur exploitation en marche ou de se livrer à un travail qui leur paraissait incompatible avec leurs sentiments patriotiques.

Notons en passant que la validité des conventions de la Haye au cours de la guerre mondiale a été discutée et niée par de hautes autorités, la participation aux hostilités de puissances non signataires rendant les dites conventions inopérantes. Toutefois le gouverneur allemand (comme l'ont fait d'ailleurs les autres puissances belligérantes), se défendait vivement d'en avoir transgressé les prescriptions chaque fois qu'il était accusé de ce délit. L'article 52 constitua donc une arme défensive d'une certaine force entre les mains des intéressés. L'invocation en fut fréquente.

Les tentatives faites par l'autorité allemande pour vaincre la résistance des industriels furent nombreuses et s'accompagnèrent de procédés de persuasion ou d'intimidation divers. En voici quelques exemples :

Dès le mois d'octobre 1914, au lendemain de la chute d'Anvers, le colonel Dreger, ancien directeur des usines Krupp, proposa au directeur général des usines Cockerill à Seraing, d'entreprendre la réparation et la remise en état du matériel de l'enceinte fortifiée d'Anvers et insista sur les conséquences fâcheuses que pourrait entraîner un refus.

Dans le courant de novembre 1914, le directeur militaire installé par les Allemands à la Fonderie Royale de Canons à Liège, qui, à ce titre avait déjà fait enlever de nombreuses machines dans les ateliers de Seraing, voulut imposer à la Société Cockerill la fourniture d'une grande quantité d'essieux de caissons. Cette tentative fut suivie de sollicitations souvent répétées de la part de l'administration civile (en l'occurrence la Section pour le Commerce et l'Industrie) ; la première proposition de cet organisme, accompagnée de menaces de mise sous séquestre en cas de refus, fut d'opérer la réparation des locomotives. Ce fut ensuite en 1916, la fabrication de bandages de wagons que l'on voulut imposer de la façon la plus pressante. Enfin, en 1917, un directeur de la dite section, von Borsig, voulut agir de toute son autorité pour imposer la fourniture de rails, destinés soi-disant à la Hollande. La puissante firme Cockerill résista victorieusement à toutes ces injonctions (1).

Lorsque l'administration allemande avait entre ses mains le contrôle absolu d'une matière première indispensable, celle-ci n'était distribuée aux usines désireuses de s'en procurer que si elles acceptaient des commandes utiles à l'armée. Nous avons vu que le fil n'était délivré aux tissages que dans ces conditions ; les carrières ne disposaient

(1) Commission d'enquête : Rapports et documents d'enquête, volume III, tome I, page 139.

d'explosifs, que si le propriétaire consentait à fournir des produits concassés employés pour les travaux du génie militaire (1).

Certains cas de violence exercée contre les patrons, les employés ou les ouvriers sont à signaler tout spécialement :

En avril 1916, 190 ouvriers de l'arsenal des chemins de fer de l'Etat de Luttre (Hainaut) qui s'étaient montrés récalcitrants pour l'exécution de réparations pour le compte de l'administration des chemins de fer, furent déportés en Allemagne comme prisonniers civils. Sur les ordres du gouverneur général von Bissing, ils y furent soumis à un régime sévère, dans le but de les amener à signer une feuille d'engagement d'ouvrier « libre » travaillant en Belgique (2). A Malines (province d'Anvers) en mai 1915, des violences analogues furent exercées sur les ouvriers de l'arsenal du chemin de fer de l'Etat belge qui avaient résisté à toutes les injonctions de reprendre leur travail ; par ordre du gouverneur général von Bissing du 30 mai, toute la ville fut punie d'isolement, à cause de cette résistance, qui ne fut d'ailleurs pas vaincue. A Sweveghem (Flandre Occidentale) en juin 1915, plusieurs centaines d'ouvriers de la fabrique de fil de fer Bekaert furent soumis à un traitement de rigueur, ainsi que leurs femmes, puis toute la commune, parce qu'ils avaient refusé de reprendre une fabrication qui, de par sa nature même, devait servir aux besoins militaires de l'armée allemande.

Au mois de juillet 1915, les fabricants de tissus de Renaix furent mis en demeure par une commission d'officiers allemands, de mettre leurs usines en marche afin de fabriquer des tissus devant servir à la confection de sacs. Ceux-ci étaient destinés à être employés comme sacs à sable ou à gravier dans les tranchées du front. Sur le refus général d'obéir à l'injonction faite, refus basé sur des sentiments patriotiques et sur l'esprit des conventions internationales, huit des principaux industriels de la place furent arrêtés et privés de communication avec l'extérieur. Leur détention dura 11 jours, pendant lesquels ils furent en butte à des manœuvres d'intimidation souvent accompagnées de menaces de déportation en Allemagne. En même temps, leurs concitoyens se virent frappés de diverses mesures de rigueur restreignant leur liberté de circulation et leurs communications avec le reste du pays.

Ces procédés restèrent sans effet. Quelques jours après, les toiles fabriquées se trouvant en magasin dans les usines de Renaix furent

(1) Exemple : les carrières de porphyre de Bierghes : Commission d'enquête, volume III, tome I, page 276.

(2) Procès-verbal de la Commission économique, séance du 19 juin 1915.

réquisitionnées, employées comme toiles à sacs et évaluées comme telles par la Commission Impériale d'Indemnisation, malgré la valeur bien supérieure qu'elle leur reconnaissait.

Le 30 septembre 1916, il fut proposé à l'administrateur délégué des *Ateliers de Construction van de Kerchove*, Société Anonyme à Gand, de construire sur commande des machines-outils pour l'armée allemande. Cette offre ayant été repoussée, elle fut transformée en un ordre formel appuyé par des menaces. L'administration allemande (Baudirektion) annonça ensuite son intention d'entreprendre elle-même la construction du matériel dans les usines dont elle réquisitionna une partie des installations. Elle employa des procédés d'intimidation violents pour recruter le personnel ouvrier, fit emprisonner pendant plusieurs jours une quarantaine de modeleurs et de mouleurs, qui furent maltraités et mal nourris ; elle parvint ainsi à entamer la fabrication avec des contremaîtres militaires allemands, auxquels un directeur allemand fut ensuite adjoint.

Les laminoirs de la *Société Anonyme des Laminoirs de la Croyère*, à La Louvière, restèrent en activité relative jusqu'au mois de novembre 1916. A cette date, l'usine fut obligée de chômer, 51 des principaux ouvriers et contremaîtres ayant été déportés en Allemagne comme prétendus chômeurs. Les protestations des directeurs auprès du gouverneur général en Belgique, aussi bien que les démarches faites auprès des ministres des puissances neutres, en vue d'obtenir le rapatriement des ouvriers déportés restèrent sans effet pendant plusieurs mois. Dans l'intervalle, des intermédiaires vinrent offrir aux directeurs une intervention efficace pour ce rapatriement à condition d'accepter des commandes qui semblaient suspectes quant à leur destination. Il ne fut donné aucune suite à ces propositions. Lorsqu'au début de 1917 les industriels étaient parvenus, avec un personnel de fortune, à remettre en activité un petit train de laminoirs, l'arrêt de février 1917 (1), suspendant le travail dans les établissements industriels, vint mettre obstacle définitivement à toute reprise du travail.

La *Société Anonyme de Saint-Léonard* (machines-outils), à Liège, fut mise sous séquestre allemand le 23 octobre 1916 à la suite de refus réitérés de la part du directeur gérant, d'effectuer certains travaux. Tous les employés, contremaîtres et ouvriers refusèrent de travailler sous la direction du séquestre. A la suite de ce refus, deux des contremaîtres furent traduits devant un conseil de guerre et condamnés

(1) Texte dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Partie documentaire, chap. II, note 2.

à cinq mois de prison, en vertu de l'arrêté du 18 août 1915. Après avoir été déportés en Allemagne et y être restés prisonniers jusqu'en avril 1918, ils furent transférés à la prison de Diest, dont ils ne sortirent qu'à l'armistice.

Une violence semblable fut exercée dans les mêmes conditions, envers les patrons et le personnel des carrières de Lessines. Le 1^{er} octobre 1915 un tribunal militaire siégeant exceptionnellement à Lessines (Hainaut), condamna à des peines d'emprisonnement variant de 5 ans à 1 an, cinq des principaux maîtres de carrière de l'endroit, parce qu'ils avaient refusé de reprendre le travail dans leurs carrières mises sous séquestre allemand le 12 septembre 1915. Six contremaîtres pour le même motif furent condamnés à 6 mois de prison et 81 ouvriers à 2 mois de la même peine. Les industriels et les contremaîtres furent incarcérés dans des prisons d'Allemagne, les ouvriers subirent leur emprisonnement à Mons. Les industriels de Lessines essayèrent en vain de protester contre ces mesures. Lorsqu'ils invoquèrent l'article 52 des conventions de la Haye, il leur fut répondu par le gouverneur général von Bissing de la façon suivante :

La résistance des exploitants et des ouvriers à mes efforts pour solutionner la question du travail et donner du bien-être à la population, n'est pas justifiée par la Convention de la Haye. Les exploitants devraient reconnaître mes efforts pour amener les ouvriers à gagner un salaire régulier (voir mon arrêté du 18 août 1915) et feraient mieux de demander la protection du pouvoir militaire pour forcer au travail les ouvriers récalcitrants. Vous ne pouvez vous en référer à la Convention de la Haye, car, même si le macadam n'était pas exclusivement employé pour les besoins du pays occupé, comme, par exemple, pour la réfection des routes militaires importantes ou, par exception, une fois pour les besoins de l'armée, ce n'est pas une raison pour refuser de le produire. Car, ce produit ne servant pas en première ligne aux entreprises militaires de guerre, les ouvriers ne prennent aucune part aux entreprises de guerre contre leur patrie. En conséquence, je n'ai aucune garantie à fournir que les produits des carrières de Lessines n'aient pas une destination militaire et je dois rejeter cette exigence, laquelle soumettrait les autorités militaires à un contrôle en ce qui concerne l'emploi de ces macadams.

Il est nécessaire de faire remarquer tout de suite que, contrairement aux affirmations du gouverneur général dans la note dont nous venons de citer un passage, les produits des carrières étaient en grande majorité destinés aux travaux du front allemand. La destination donnée aux concassés réquisitionnés jusqu'alors, ne laissait aucun doute à cet égard, et la constatation qu'en avaient faite les maîtres de carrières avait dicté leur attitude. On en trouve d'autre part la preuve dans les Bulletins administratifs de la Section du Commerce et de l'Industrie

près le gouverneur général. Un de ces bulletins pour le 2^e semestre de 1917 s'exprime comme suit :

Pendant le semestre écoulé la production des pierrailles et de matériaux pierreux pour la construction de routes et des ouvrages de fortification militaire figure au premier rang des travaux effectués. Et plus loin : Les carrières de Lessines placées sous séquestre sont favorablement développées. L'expédition de leurs produits très appréciés, qui sont en grande partie dirigés sur le front, s'est élevée pendant le dernier semestre à environ 124.000 tonnes par mois (traduction).

Arrêté contre les chômeurs qui « par paresse » se soustraient au travail.
— L'arrêté du 18 août 1915 (1), invoqué pour justifier les condamnations prononcées contre les ouvriers et patrons dans les cas que nous venons de citer, concernait, d'après son titre, les chômeurs qui par paresse se soustraient au travail. L'article 1^{er} établissait des peines contre quiconque, sciemment ou par négligence, faisait de fausses déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence. L'article 2, était ainsi conçu :

Quiconque est secouru par assistance publique ou privée, et sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités ou quiconque en refusant un tel travail tombe à la charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de 14 jours à 6 mois.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Le tribunal peut en outre ordonner l'application de la mesure prévue à l'article 14 de la loi du 27 novembre 1891.

Et l'article 3 :

Quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler punissable en vertu de l'art. 2, est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à douze mille cinq cents francs ; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement de 1 an au plus.

La clause qui admettait comme valable tout motif de refus de travailler s'il était admis par le droit des gens était sujette à interprétations. Celle que lui donnaient les autorités allemandes et notamment le gouverneur général était, on l'a vu, singulièrement étroite et ne correspondait aucunement avec le sentiment des populations du territoire envahi.

(1) Voir texte de cet arrêté : J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Partie Documentaire, chap. III, note 1.

Punitions collectives. — Nous venons de voir que dans les cas de violence contre les patrons et ouvriers exercée à Malines et Renaix, des punitions collectives avaient été en même temps infligées aux concitoyens des récalcitrants aux injonctions de l'autorité allemande. Dans cet ordre d'idées il est intéressant de citer les deux avis suivants qui furent affichés à six mois d'intervalle sur les murs de la ville de Gand et de la commune limitrophe de Ledeborg, tous deux grands centres industriels.

Celui de Gand date du 10 juin 1915 ; en voici le texte français :

AVIS

Par ordre de son Excellence M. l'inspecteur de l'Etape, je porte à la connaissance des communes ce qui suit :

« L'attitude de quelques fabriques qui, sous prétexte de patriotisme, et en s'appuyant sur la Convention de la Haye, ont refusé de travailler pour l'armée allemande, prouve que, parmi la population, il y a des tendances ayant pour but de susciter des difficultés à l'administration de l'armée allemande.

« A ce propos, je fais savoir que je réprimerai, par tous les moyens à ma disposition, de pareilles menées qui ne peuvent que troubler le bon accord existant jusqu'ici entre l'administration de l'armée allemande et la population.

« Je rends responsables en premier lieu, les autorités communales de l'extension de pareilles tendances et je fais remarquer que la population elle-même sera cause que les libertés accordées jusqu'ici de la façon la plus large, lui seront enlevées et remplacées par des mesures restrictives rendues nécessaires par sa propre faute.

Gand, le 10 juin 1915.

Le commandant de l'Etape.

(s) Graf von WESTARP.
Lieutenant général

Celui de Ledeborg date du 16 décembre suivant ; il fut affiché par ordre, par les soins du bourgmestre de la commune, en langue allemande, et accompagné d'une traduction libre en langue flamande faite par le secrétaire communal ; en voici une traduction française :

AVIS

Gand, le 16 décembre 1915.

Au bourgmestre de Ledeborg.

Comme suite au paragraphe 4 de la prescription du 12 octobre 1915, il est défendu aux habitants de la commune de Ledeborg de circuler sur la voie publique entre 7 heures du soir et 8 heures du matin, à partir du 17 décembre 1915, jusqu'au 24 décembre 1915 inclus.

Le soin d'aviser immédiatement le public de la présente défense vous incombe.

D'autre part, il est porté à votre connaissance que des mesures de police ainsi que des amendes suivront si les ouvriers réquisitionnés pour l'atelier de chemins de fer de Ledeborg persistent à refuser de reprendre le travail dans l'intérêt de l'autorité militaire allemande.

Le commandant d'Etapes

(s) von WYCK.

Pour copie conforme :

Ledeborg, 17 décembre 1915

Le bourgmestre,

A. LATOUR.

2^e OCCUPATION ET EXPLOITATION MILITAIRE

Le refus de se plier aux exigences de l'autorité allemande avait généralement pour conséquence, à plus ou moins longue échéance, l'occupation et l'exploitation militaire des établissements industriels ou leur mise sous séquestre allemand.

C'est ainsi que la Société Anonyme *Indiennerie Teinturerie Gantoise* à Gand avait reçu en mai 1915 l'ordre de teindre des tissus pour l'armée allemande. Les industriels ayant refusé d'exécuter ce travail, l'usine de cette société fut occupée d'office et exploitée par un personnel mi-belge, mi-allemand. La Société *Teintureries et Apprêts de l'Escout*, à Destelbergen-lez-Gand, à la suite du refus de teindre des sacs de tranchées pour l'armée allemande, vit ses usines occupées du 7 juin 1915 au 6 janvier 1916 par des soldats improvisés teinturiers, chauffeurs et mécaniciens. L'usine de blanchiment, teinturerie et apprêts de *Mme Vve Ant. Tiberghien*, à Ledeborg, après refus de la propriétaire de travailler pour l'armée allemande, a été saisie de juin à octobre 1915 et exploitée par un personnel allemand ; la mise en état de marche fut faite aux frais de la propriétaire.

Le 12 décembre 1915, les usines de Burght (près Anvers) de la *Cannon Brand Artificial Portland Cement Works C^{ie} Ld*, après refus de travailler pour l'ennemi, furent saisies militairement et tout le personnel fut expulsé. A partir de ce moment, les usines furent exploitées par les Allemands et ne furent restituées aux propriétaires qu'en août 1918. Dans l'industrie du ciment également, la Société Anonyme des *Ciments Portland artificiels belges de Harmignies* fut dépossessionnée de ses usines en février 1916. L'autorité militaire s'y installa et exploita les gisements sans ordre ni méthode, jusqu'en novembre 1918.

Une grande partie des usines de la Société Anonyme des *Usines de Chatelineau* (hauts fourneaux) fut réquisitionnée le 6 mars 1916, après deux sollicitations repoussées par les industriels de travailler

pour les besoins militaires allemands. L'occupant fit fonctionner plusieurs divisions, notamment les laminoirs, pour son propre compte et sous sa direction exclusive. Les établissements de la Société Anonyme des *Forges et Tôleries liégeoises*, à Jupille furent réquisitionnés en juin 1916 et exploités jusqu'au 11 novembre 1918 par l'autorité militaire allemande. Pendant cette période, toutes les installations furent bouleversées et des dégradations importantes eurent lieu. L'usine de Renory, appartenant à la Société Anonyme des *Acieries d'Angleur* fut réquisitionnée en août 1918 par l'autorité militaire, qui y fit fonctionner pour son compte les trains de laminoirs. Lors de l'évacuation, deux de ces trains furent démontés et emportés. Après diverses sollicitations de travailler pour l'armée d'occupation, les usines de la Société Anonyme des *Laminoirs à fers et à tôles du Monceau*, près Tilff, furent réquisitionnées fin octobre 1916. Les Allemands y travaillèrent jusque fin 1917 dans des conditions telles, que le matériel fut bientôt hors d'état de fonctionner. L'exploitation du haut fourneau des aciéries et laminoirs de Grivegnée (Liège) appartenant à la Société Anonyme *Athus Grivegnée* avait été complètement arrêtée au début de la guerre et une partie seulement du personnel était restée occupée à des travaux d'entretien et de réparations. En novembre 1915, l'autorité allemande somma à différentes reprises la direction de reprendre la fabrication de l'acier pour les besoins de l'armée. Sur leur refus formel et réitéré d'acquiescer à cette injonction, les industriels furent purement et simplement expulsés de l'aciérie d'abord et des bureaux ensuite. Les bureaux furent vidés « *manu militari* » et il ne fut laissé que quelques heures pour l'enlèvement des papiers les plus importants. L'usine fut complètement occupée jusqu'à l'armistice ; l'aciérie Martin et trois laminoirs furent exploités à outrance par les Allemands pendant toute la durée de cette occupation. A la Société Anonyme des *Forges de la Providence*, à Marchienne-au-Pont, les Allemands réquisitionnèrent et exploitèrent sur place des trains de laminoirs, voire des sections entières de l'usine. Ils les laissèrent dans un état tel, à l'armistice, que de grosses réparations durent y être apportées ; des fours, notamment, ont dû être démolis et reconstruits.

Nous avons vu plus haut qu'une partie des ateliers de la Société Anonyme des Anciens Ateliers de Construction Van de Kerchove, à Gand, fut occupée dans les mêmes conditions et que des moyens de pression violents furent exercés par les Allemands pour s'assurer de la main-d'œuvre belge (1).

(1) Tous les cas d'occupation et d'exploitation cités, ainsi que les cas de violence exercée envers les propriétaires, employés ou les ouvriers des usines ont été relevés dans le rapport de la commission d'enquête belge.

3^o MISE SOUS SURVEILLANCE ET SOUS SÉQUESTRE

Les cas de mise sous séquestre des entreprises récalcitrantes furent de beaucoup les plus nombreux. Ce procédé avait pour les Allemands un avantage important sur la réquisition militaire des usines (1). En effet, la mise en service et l'exploitation des établissements industriels dans l'intérêt de l'armée exigeaient chaque fois des moyens financiers assez considérables qui, dans le cas de réquisition, tombaient à charge de la Caisse de l'Empire ; tandis que dans le cas de séquestre, ils pouvaient être puisés dans les capitaux du propriétaire ou de la société exploitante.

Les dispositions relatives à la mise sous séquestre des entreprises se trouvant dans le territoire occupé de la Belgique sont établies dans l'arrêté du gouverneur général du 17 février 1915 (2). Cet arrêté cite notamment comme pouvant faire l'objet de cette mesure les entreprises :

1^o dont les directeurs ou surveillants se trouvent en pays ennemi ou

2^o dans lesquelles les ressortissants de pays ennemis sont intéressés pour au moins un tiers au point de vue du capital, des recettes ou de la direction, ou

3^o dont les parties importantes sont exploitées dans des pays ennemis, ou

4^o dont le maintien en exploitation ou la remise en exploitation présente un intérêt public pour l'Empire allemand ou les parties occupées de la Belgique, ou

5^o dont l'exploitation est contraire ou de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Empire allemand.

Pour les trois premières catégories, l'arrêté n'avait d'autre effet que d'étendre au territoire occupé de la Belgique des dispositions analogues prises en Allemagne même (3), et présentées par l'autorité allemande comme étant des mesures de représailles, ou de défense, contre des procédés semblables en usage dans les pays de l'Entente à l'égard des entreprises dans lesquels des capitaux allemands se trouvaient intéressés. Dès le 26 novembre 1914 (4) déjà, un arrêté du gouverneur général

(1) Cet argument est employé dans un rapport allemand sur le développement du ravitaillement du front occidental en matériaux pour la construction de routes et de bétonnage (Documents allemands de la commission d'enquête belge).

(2) Texte dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Annexes, chap. II, note 10.

(3) Par arrêté impérial du 16 novembre 1914 (*Bull.*).

(4) Voir texte de cet arrêté : J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Annexes, chap. II, note 9.

avait accordé au commissaire général pour les banques en Belgique, l'autorisation de doter d'un conseil de surveillance (Aufsichtsperson) les entreprises comprenant une forte participation étrangère. L'application de cette mesure permettait déjà aux Allemands de se renseigner sur les contrats qui pouvaient avoir une certaine importance au point de vue économique (1) et fut, dans bien des cas, jugée suffisante pour atteindre les résultats proposés. L'effet de la mise sous séquestre, beaucoup plus étendu, était d'enlever l'ensemble des moyens d'exploitation d'une entreprise à ses propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir, et de les transmettre aux mains d'une personnalité allemande. Celle-ci n'était responsable de sa gestion que devant le gouverneur général. Tous les frais occasionnés par la mise sous séquestre étaient mis à la charge de l'entreprise frappée de cette mesure, y compris les honoraires du séquestre tels qu'ils étaient fixés par l'administration allemande.

Les trois premières catégories désignées à l'arrêté du 17 février 1915, comprenaient bien d'autres entreprises que des banques ou des établissements purement financiers et commerciaux. Pour diverses raisons d'ordre économique, il y avait, en effet, une grande participation de capitaux étrangers dans les affaires belges, et vice-versa, les entreprises belges avaient pris, dans le but de s'assurer des débouchés, des intérêts importants dans les affaires industrielles à l'étranger. En comprenant en outre, parmi les entreprises susceptibles de l'intervention d'un séquestre, celles dont le maintien en exploitation ou la remise en exploitation, présentait un intérêt public pour l'Empire allemand, l'administration allemande se mit en mesure de contrôler d'une façon absolue, et à peu de frais pour elle, l'exploitation de telle industrie belge qu'il lui semblerait nécessaire de faire travailler pour les besoins de l'armée allemande.

Il fut fait, peu à peu, un large usage de ce procédé. Avant d'en citer des exemples, il peut être intéressant d'indiquer les points de vue auxquels se plaçait en 1915, le commissaire général pour les banques en Belgique, pour juger de l'opportunité de la mise sous-séquestre d'une entreprise (3). Ils nous sont donnés comme suit par le commissaire

(1) Procès-verbal de la séance de la Commission économique du 19 juin 1915. Rapport du commissaire général pour les banques, Von Lumm.

(2) Voir texte de cet arrêté J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Partie documentaire, chap. II, note 10.

(3) L'arrêté du 17 février 1915, donne au commissaire général pour les banques de Belgique, le droit de confier des entreprises à l'administration d'un séquestre, sous réserve d'approbation du gouverneur général. Ce droit fut donné plus tard à la section pour le commerce et l'industrie près du gouverneur général (v. *Bull.*).

général von Lumm, lui-même, dans le rapport qu'il fit à la Commission économique le 19 juin 1915 :

1^o empêcher d'effectuer des paiements en pays ennemis de l'Allemagne ;

2^o sauvegarder les intérêts de créanciers allemands ;

3^o sauvegarder les droits d'associés allemands ;

4^o *maintenir ou remettre en exploitation dans l'intérêt allemand, ou au contraire, arrêter l'exploitation ou en empêcher la reprise ;*

5^o transférer l'exploitation en d'autres mains, soit par la liquidation de l'entreprise elle-même, soit par la liquidation de la participation ennemie (de l'Allemagne) ;

6^o appuyer des administrations de séquestre en Allemagne ;

7^o empêcher le transfert de l'entreprise à des neutres ;

8^o satisfaire des intéressés belges pour leur procurer, par exemple, les moyens nécessaires pour désintéresser de leur côté des créanciers allemands ;

9^o étendre les possibilités de débouchés pour les Allemands ;

10^o s'assurer des valeurs de compensation.

En ce qui concerne l'industrie, la mise sous séquestre fut principalement utilisée au début pour les entreprises à participation de capitaux étrangers désignés comme ennemis, ainsi que pour celles dont l'exploitation présentait à la fois un intérêt public et une nécessité urgente pour l'armée allemande. Telles étaient par exemple les centrales de distribution d'eau, de gaz et d'électricité ; elles firent bientôt l'objet d'une direction unique, centralisée dans l'organisme nouveau : « le Bureau principal pour l'eau, le gaz et l'électricité » en beaucoup de points analogues à la Centrale du charbon. Mais l'exploitation forcée « dans l'intérêt militaire allemand » ne se fit pas longtemps attendre.

Rien n'illustre mieux le but poursuivi par la mise sous séquestre, que cette phrase du Bulletin administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie près du gouvernement général pour le 2^e semestre 1917 :

« Le nombre des entreprises industrielles en Belgique, qui par les moyens du séquestre ou de la surveillance sont rendues utiles à l'intérêt de l'industrie de guerre allemande, a été agrandi, leurs résultats continuent à augmenter. »

*
* *

Le premier cas de supplantation violente des propriétaires légitimes par l'établissement d'un séquestre, dans le but de faire exécuter des travaux utiles à l'occupant, malgré la volonté de ces propriétaires et à leur compte, fut, croyons-nous, celui du séquestre des *carrières de Lessines* au mois de septembre 1915. Après avoir tout d'abord cherché à nier le caractère militaire de la réquisition des produits des carrières, les Allemands essayèrent de faire appel à l'intérêt financier des industriels et aux bénéfices à réaliser par eux par la conclusion d'un marché à l'amiable ; ils eurent recours ensuite aux menaces et aux mesures de rigueur. Tous les maîtres carriers connurent ces différents stades dans leurs relations avec l'autorité allemande. Les carrières de Lessines, les plus rapprochées du front et dont tous les produits étaient utilisables pour les travaux de défense allemands, furent plus tôt que les autres en butte à la violence. Toutes les carrières de la région furent placées sous séquestre en septembre 1915, et successivement mises en activité au moyen d'un personnel de fortune composé d'Allemands, de prisonniers russes, d'étrangers et de quelques Belges recrutés au hasard. Nous avons vu en effet que les maîtres carriers et leur personnel, tant employé qu'ouvrier, s'étaient refusés à reprendre le travail, malgré les ordres du séquestre et qu'ils avaient de ce chef été condamnés à des peines d'emprisonnement. Ce ne fut que beaucoup plus tard, en août 1917, que quelques-uns des anciens ouvriers revenus d'Allemagne, où ils avaient été conduits lors des grandes fournées de déportation de 1916, acceptèrent de travailler dans les carrières. L'exploitation fut confiée à des entrepreneurs allemands placés sous la surveillance de l'administration allemande des mines et ne travaillant que pour des buts militaires. Cette exploitation fut faite en opposition avec toutes les règles de l'art dans le seul but de satisfaire aux formidables besoins journaliers du front entre Arras et la mer.

Les carrières de porphyre de Bierghes (Société Anonyme) furent mises sous séquestre le 26 juin 1916 et exploitées dans les mêmes conditions, après que l'administration allemande eût épuisé tous les moyens d'intimidation et de persuasion pour amener les dirigeants des carrières à reprendre la production de matériaux devant servir, sans aucun doute possible, à des buts de guerre.

La Société Anonyme des Carrières de porphyre de Quenast échappa longtemps au même sort, en entreprenant dans ses installations des travaux de réparation et d'aménagement qui n'avaient pour but que de donner le change aux Allemands et de mettre hors de service

les usines à concasser. La société fut toutefois mise sous surveillance en mars 1916. Au mois d'août de la même année deux administrateurs de la société furent arrêtés et incarcérés à Bruxelles, parce qu'ils refusaient de fournir quoi que ce soit pour les chemins de fer belges, l'exploitation de ceux-ci ayant avant tout un intérêt militaire allemand ; ces administrateurs déclaraient vouloir limiter les prestations de la Société aux obligations que leur imposaient les conventions de la Haye. Il est à noter que dans ce cas-ci, un an après les événements que nous avons cités au sujet de la condamnation des maîtres carriers de Lessines, le gouvernement général apprécia les motifs honorables du refus de travail et acquitta les deux administrateurs ; ceux-ci furent relâchés après quatre jours d'incarcération. Le 6 septembre suivant les carrières de porphyre de Quenast furent mises sous séquestre et l'exploitation en fut poursuivie pour le compte de la société. Les ouvriers abandonnèrent le travail et emportèrent leurs outils. A partir du 15 avril 1917, les carrières furent données en location à la « Tiefbaugesellschaft Kriegs Kotte » et la société ne fut plus tenue au courant de la gestion journalière. Le 21 novembre 1918, sans avertissement préalable du séquestre, l'occupant abandonna les carrières. Celles-ci avaient été complètement désorganisées par une exploitation irrationnelle. La création de trois usines auxiliaires de concassage ne permettait plus l'extraction dans différents étages et empêchait même le passage des wagonnets ; les parties inférieures des carrières étaient noyées par suite de l'arrêt des travaux d'exhaure ; les installations de drainage avaient disparu ; les eaux coulaient dans les carrières et aucun travail de découverture du gisement n'avait été effectué. On avait fait usage, pour l'extraction, d'explosifs trop violents qui avaient complètement désagréé la pierre ; de plus, tous les matériaux extraits, taillés ou non, avaient été concassés pour la fourniture de macadam. On ne trouva aucune trace dans les écritures des nombreuses expéditions de pavés faites pour le compte de l'autorité allemande.

Il va sans dire que dans le groupe de l'industrie métallurgique il y eut fréquemment des cas de mise sous séquestre pour refus de fourniture à l'administration allemande.

La Société Anonyme Usines Carels Frères, à Gand, qui possède les ateliers de construction de machines universellement connus, fut mise sous surveillance le 5 juillet 1915, probablement à cause de l'importance des capitaux anglais qui s'y trouvaient engagés. Dès le début de 1915, cette société avait eu à subir des réquisitions nombreuses de machines-outils. A diverses reprises elle fut sollicitée par les autorités

allemandes, tant du gouvernement général que des étapes, de travailler pour l'administration, de faire notamment la réparation des locomotives, la réparation des remorqueurs, de construire des machines-outils, de réparer du matériel divers de la IV^e armée. Ses refus continuels furent en grande partie la cause de l'établissement d'un séquestre sur ses biens, le 2 décembre 1915. Le séquestre s'évertua encore, mais en vain, à faire travailler l'usine avec le concours de la direction ou tout au moins du personnel ouvrier. Les ateliers déjà en partie occupés par des troupes allemandes, furent de plus en plus envahis. Les autorités y firent exécuter la réparation de remorqueurs et la réparation de canons. Pendant la gestion du séquestre, les trois-quarts des machines-outils furent enlevées, des plans de moteur Diesel, dont la construction constituait une spécialité de la firme, disparurent.

Après avoir été vainement sollicitée d'entreprendre la réfection des locomotives pour l'administration allemande, la *Société Anonyme des Forges, usines et fonderies de Haine-Saint-Pierre*, fut mise sous séquestre en mars 1916. Le séquestre fit main basse sur tout l'actif de la société ; les installations furent utilisées par lui pour la réparation du matériel roulant des chemins de fer. La direction, ainsi que le personnel employé et ouvrier, abandonnèrent sur l'heure tout travail et se tinrent éloignés totalement des usines pendant la durée de la gestion du séquestre. Pendant cette période, 28 des principales machines-outils furent enlevées.

C'est aussi pour avoir refusé d'entreprendre les réparations du matériel de chemins de fer que la *Société Anonyme de Saint-Léonard* (machines et outils) à Liège, fut mise sous séquestre le 23 octobre 1916. Nous avons vu plus haut la violence qui fut exercée contre une partie de son personnel. Le séquestre bouleversa complètement les différentes installations à la Société, détruisant l'organisation des ateliers pour en changer la destination. De nombreuses machines furent déplacées et mises hors de service. En outre, les machines-outils maintenues en état de travail furent en grande partie détériorées et rendues inutilisables.

Au moment de la disparition du séquestre, à l'armistice, il ne restait plus qu'une très faible partie de l'outillage en état de fonctionner.

Les mêmes raisons amenèrent, au même moment, l'établissement d'un séquestre à la *Société Anonyme des Ateliers de Construction de la Meuse*, à Sclessin (Liège). Dès l'arrivée de l'ingénieur allemand chargé du « Zwangsverwaltung » le personnel au complet quitta spontanément l'usine. Pendant son administration, tout comme dans les exemples précédemment cités, le séquestre utilisa les fonds de la société au profit de

sa gestion, faisant même rentrer certaines créances. Il fit modifier les installations, transformer les ateliers, affecter ceux-ci à la réparation des locomotives, entassant en désordre, n'importe où, le matériel qui s'y trouvait en construction au moment de son arrivée. Quand les propriétaires reprirent possession de leurs biens, ils constatèrent qu'une centaine de leurs meilleures machines-outils avaient été enlevées de leurs ateliers et transportées en Allemagne ou dans d'autres usines du pays. Les autres machines subsistantes, se trouvaient dans un état lamentable. Les ponts roulants, comme d'ailleurs l'outillage en général, soit inexpérience de ceux qui les utilisèrent, soit défectuosité des moyens de graissage et d'entretien, soit encore par suite de sabotage, portaient des traces d'une fatigue excessive et de nombreuses dégradations. La station centrale électrique, avariée, était hors d'état de fonctionner, 37 machines demi-finies, 10 locomotives et de nombreuses pièces détachées avaient disparu, de même que de nombreux plans et modèles industriels. La grosse presse à forger était mise hors d'usage, etc.

L'exploitation des chemins de fer était sans aucun doute d'intérêt public belge. Son importance stratégique considérable pour les Allemands pendant la grande guerre la mettait toutefois au premier plan des services d'utilité militaire et ne permettait pas aux industriels belges de se prêter à la réparation du matériel roulant et de faciliter ainsi les transports des troupes allemandes. Les cas de mise sous séquestre ne se limitèrent pas d'ailleurs aux ateliers capables d'entreprendre ce genre de réparations. La Société Anonyme *Le Progrès industriel*, à Loth, nous en donne un exemple.

Les usines du Progrès industriel fabriquent des machines et des outils de précision. Pendant les deux premières années de l'occupation, les Allemands exercèrent une vive pression sur la direction de la société pour l'amener à travailler pour eux. Pendant cette période 26 machines de haute valeur de son matériel furent réquisitionnées et enfin, en août 1916, après une dernière mise en demeure d'avoir à accepter les commandes de l'administration allemande, l'usine fut mise sous séquestre ; elle resta occupée jusqu'à l'armistice. Tout le personnel, employé et ouvrier, refusa énergiquement, malgré les menaces et les déportations, de travailler pour l'occupant. A l'armistice les locaux furent abandonnés dans un très piteux état par le séquestre qui s'était approprié une partie de l'argent déposé en banque.

Le cas des *Ateliers de Recq de Malzennes Frères*, à Sclessin, montre comment, dans l'esprit des autorités allemandes, la mise sous séquestre devait aplanir toutes les difficultés et enlever aux industriels belges jusqu'au prétexte d'une résistance aux ordres allemands. Les ateliers

Recq de Malzines fabriquent spécialement des engrenages. Leur direction fut vivement sollicitée d'accepter du travail utile à l'ennemi, et ces sollicitations, accompagnées d'ailleurs de menaces de déportation en Allemagne étant restées sans résultat, tout le matériel de l'exploitation fut déclaré saisi le 26 octobre 1916, avec défense de l'utiliser désormais. Les enlèvements de matériel commencèrent immédiatement, et appuyant leur argumentation sur ce commencement d'exécution de leurs menaces, les Allemands continuèrent à proposer la mise en œuvre de leurs commandes, offrant même aux industriels de mettre à leur disposition les machines qui viendraient à leur faire défaut. Finalement, en juin 1917, le lieutenant Heid, commandant de la fabrique nationale d'armes de guerre à Herstal, laquelle avait été complètement militarisée, informa les industriels « que leur maison était placée sous séquestre, et que par conséquent, il n'y avait plus pour eux aucune raison de ne pas exécuter les commandes de l'administration allemande. » Comme dans tant d'autres usines, la direction se refusa à admettre cette manière de voir et fut mise immédiatement à la porte des établissements, sans avoir l'autorisation de rien emporter. Le personnel ici encore refusa, malgré toutes les tentatives du séquestre, de travailler sous sa direction. Après le mois de juin 1918, l'usine fut occupée militairement jusqu'à l'armistice. A cette date il ne restait plus dans les ateliers, ni une machine, ni un outil, d'un matériel de haute valeur se composant d'une centaine de machines-outils de grande précision et d'un grand nombre d'outils de toutes espèces, notamment plusieurs milliers de fraises servant à la taille des engrenages. Le séquestre, pendant sa gestion, encaissa celles des créances dont il put obtenir le paiement par intimidation et ne rendit aucun compte de ses encaissements.

Dans *les usines de la Vierre*, à Bertrix, les directeurs avaient réussi à exploiter dans des conditions très avantageuses, après de longs essais et de longs tâtonnements, un procédé spécial de distillation des bois et de lignites que d'autres industriels avaient vainement essayé de mettre en pratique. Plusieurs tentatives furent faites par des officiers allemands pour obtenir du chef de l'usine, des contremaîtres, voire des ouvriers, des détails sur le fonctionnement des divers appareils. On proposa, mais vainement, au directeur de lui confier l'installation complète, en Allemagne d'une grande usine copiée sur le modèle de celle de Bertrix. Enfin l'usine fut mise sous séquestre en juillet 1916 ; une levée complète de toutes les machines et appareils fut exécutée par des spécialistes ; puis, grâce à l'intervention d'un ancien employé de l'usine qui avait assisté à tous les débuts de l'exploitation, le séquestre parvint à se renseigner sur les détails indispensables à la

marche de l'usine. Ainsi, par l'effet de la mise sous séquestre, fut divulgué un secret de fabrication qui avait coûté énormément de peine et de sacrifices à ses propriétaires. Ceux-ci prétendent, sans que nous ayons pu vérifier le fait, que le brevet fut depuis exploité en Allemagne par le séquestre lui-même, dans une usine édifiée à cet effet.

On pourrait multiplier les exemples de mise sous séquestre ; citons entre autres celle des *Usines d'aluminium de Selzaete*, en juillet 1915, exécutée sous prétexte que la société exploitant ces usines au moment de la guerre était française ; une grande partie de l'outillage industriel fut enlevé et transporté à Honingen (Saxe), dans une usine allemande concurrente. Celle de la *Société « L'air liquide »*, dans les ateliers de laquelle il s'agissait d'obtenir la fabrication pour l'armée d'oxygène comprimé et d'acétylène comprimé pour la soudure autogène. Celles des *Usines d'automobiles Nagant*, à Liège, en avril 1916, et des *Usines d'automobiles Minerva*, à Anvers, à la même date. Celle de sociétés exploitant des fours à coke, afin d'assurer la récupération du goudron, du benzol et du sulfate d'ammonium, sous-produits nécessaires à la fabrication d'explosifs ou utiles à la marine de guerre comme huile de chauffage. Celle de la manufacture de chaussures *Elite* en décembre 1917, à la suite du refus des directeurs de confectionner des chaussures militaires pour l'Allemagne ; le séquestre y tenta à deux reprises de faire remettre les installations en marche, mais il ne réussit pas à fournir des chaussures aux prix escomptés par l'administration militaire.

Le nombre d'entreprises mises en Belgique sous le contrôle direct de l'administration allemande, soit au moyen d'un conseil de surveillance, soit au moyen d'un séquestre, fut à la fin de 1915 de 362, comprenant outre des usines, des exploitations de chemins de fer, des sociétés immobilières et hypothécaires ; à la fin de l'année 1917, ce chiffre était monté à 850. Cette élévation de près de 500 est due, en grande partie, à l'application de la théorie de l'utilisation de l'industrie belge pour les besoins allemands ; la réorganisation de toutes les forces économiques de la Belgique au bénéfice de l'Allemagne vint encore y ajouter 95 entreprises en 1918.

Nous ne pouvons insister ici sur les déplorables résultats financiers des exploitations faites par l'intermédiaire d'un séquestre ; cette conséquence de sa gestion était à prévoir et dans les pourparlers qui précédaient l'application de la mesure, l'administration allemande ne se faisait généralement pas faute de prévenir les industriels récalcitrants des résultats fâcheux qu'aurait pour leurs finances une « administration forcée ». Ceci ne justifie pas, il est vrai, l'absence complète

de reddition de comptes par le séquestre à la fin de sa gestion, ni les cas trop fréquents d'emploi abusif des fonds dont il avait la disposition, de par la décision tout à fait arbitraire de l'autorité allemande.

Dans les exemples que nous avons cités, nous n'avons mentionné qu'accessoirement et en passant, les enlèvements de machines opérés dans les usines pendant l'administration du séquestre qui leur avait été imposé. Il doit être entendu que l'installation d'une administration allemande dans une usine, quelle qu'elle soit, ne la protégeait jamais contre les réquisitions de toutes natures auxquelles toute l'industrie belge fut soumise au cours de l'occupation, et spécialement, en ce qui concerne l'outillage industriel, pendant les années 1916, 1917 et 1918. Les machines non utilisées sur place étaient, comme partout ailleurs dans les usines non dotées d'un séquestre, démontées, enlevées ou brisées ; les machines maintenues en exploitation étaient, d'autre part, employées à outrance et dans des conditions telles qu'elles furent rapidement mises hors d'usage.

Les séquestres n'eurent en général d'autres préoccupations dans leur gestion, que de satisfaire aux besoins énormes et urgents de l'armée allemande. Par leur exploitation intensive, irrationnelle, insouciante de l'avenir des entreprises dont l'administration leur était confiée, ils portent la responsabilité d'une grande partie des dévastations commises dans l'industrie belge.

4^o LA LIQUIDATION DES BIENS ÉTRANGERS ENNEMIS

La mise sous séquestre des biens des nationaux étrangers à la Belgique ne fut qu'une préparation à leur liquidation, après que celle-ci eût été rendue possible par les arrêtés du 29 août 1916 concernant la liquidation des entreprises anglaises en Belgique, du 15 avril 1917 concernant la liquidation des entreprises françaises et celui du 26 mars 1918 concernant les entreprises américaines.

En ordonnant la mise en liquidation de biens ennemis, aussi bien en Allemagne qu'en Belgique, le gouvernement allemand poursuivait plusieurs buts qui furent invoqués comme motifs de la mesure à prendre dans le projet soumis au Conseil fédéral (1). En voici l'énumération :

1^o De frapper chaque fois l'adversaire à la place sensible dans la lutte économique qu'il avait entreprise.

1 Rapport administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie. 1^{er} semestre 1917 (page 39). Tous les renseignements qui suivent sont empruntés à la même source.

2° D'utiliser en faveur de l'économie sociale allemande, comme équivalent des pertes subies par la conduite de l'ennemi, les avantages résultant de la suppression d'une concurrence.

3° De créer des possibilités de compensation pour le cas de négociations éventuelles avec les gouvernements ennemis.

En dehors de ces points de vue identiques en Allemagne et en Belgique, il s'en présentait pour la Belgique un autre encore. Sans tenir compte de ce que serait plus tard la Belgique respectivement à l'Allemagne, la liquidation offrait un moyen d'expulser l'élément britannique ou français de la vie économique belge et de lui substituer des intérêts allemands et l'influence allemande. C'est pourquoi les liquidateurs ne furent pas tenus d'adjuger les biens mis en vente par liquidation aux plus offrants, mais bien aux amateurs allemands qui présentaient une garantie suffisante pour que l'influence allemande restât acquise à demeure en Belgique.

De son côté l'Etat allemand donna aux acquéreurs de valeurs en liquidation, toutes les garanties possibles quant à l'indiscutabilité de la possession future des objets de leur achat, ou, tout au moins, quant à l'indemnisation des pertes qu'ils subiraient dans le cas où le traité de paix stipulerait l'annulation des mesures de liquidation.

Afin de réaliser cette politique de pénétration de l'influence économique allemande en Belgique, des représentants de la grande industrie rhéno-westphalienne créèrent à Essen, le 12 octobre 1916, avec une forte participation des associations communales, des sociétés spéciales dont le but principal était de renforcer l'influence allemande en Belgique par l'immigration du capital allemand. Le nom même de ces sociétés indique le genre d'exploitation auquel elles devaient s'intéresser ; ce sont la « Verkehrs-Gesellschaft 1916 M. B. H. » ou société commerciale, la « Boden-Gesellschaft 1916, M. B. H. », ou société immobilière, et la « Industrie-Gesellschaft 1916, M. B. H. » ou société industrielle. Toutes les trois devaient porter un intérêt tout spécial à l'achat de biens en liquidation.

Au point de vue industriel, ce sont surtout les installations de distribution d'eau, et les usines centrales de fabrication de gaz et d'électricité qui entrèrent en ligne de compte, ainsi que des participations dans les sociétés d'exploitation de charbonnage.

Pour ce qui concerne l'acquisition de ces dernières dans le bassin nouveau de la Campine, l'intérêt allemand fut si vif, qu'après avoir liquidé des participations françaises dans les sociétés minières, il fut décidé à la fin de décembre 1917, de procéder également sans délai à la mise en liquidation de la participation belge aux sociétés minières en

Campine (1). C'était rompre avec la politique suivie jusqu'alors, de ne pas traiter comme biens ennemis les biens appartenant à des Belges sur leur propre territoire. Un projet fut néanmoins mis sur pied au cours de 1918 visant au moyen de permettre à l'Allemagne de s'assurer la haute main sur les richesses minières du nouveau bassin houiller de la Belgique, dont le charbon possède une haute valeur industrielle (2). Ce projet n'avait pas encore reçu un commencement d'exécution au moment de l'armistice.

(1) Rapport administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie, 2^e semestre 1917.

(2) L'étude de ce projet est annexée au rapport administratif de la section pour le Commerce et l'Industrie, 1^{er} semestre 1918. Il a été analysé dans *Rapport et Documents d'enquête*, volume III, tome I (Alb. Dewit, édit., Bruxelles, 1921).

CHAPITRE VI

Organisation générale de l'Exploitation de l'Industrie

- 1° *La Section pour le Commerce et l'Industrie près le gouvernement général.* — Attributions de la Section. — Rôle de la Section.
- 2° *Les « Centrales » industrielles.* — La Centrale des Charbons. — La Centrale des huiles. — Bénéfices réalisés par ces organismes. — Le bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité.
- 3° *Les Sociétés de Guerre par action.*
- 4° *Les « Centrales » de la section de l'Alimentation.* — Bureau de répartition des sucres. — Bureau central des eaux-de-vie.

1° LA SECTION POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE PRÈS LE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Attributions de la Section. — Les nombreux exemples cités au chapitre précédent permettent de constater que les cas d'exploitation d'entreprises belges par l'administration allemande en pays occupé se multiplièrent surtout à partir du milieu de l'année 1916. C'est de cette époque que date en effet une orientation nouvelle de la politique du gouverneur général en matière économique. Le but anciennement proclamé, et partiellement poursuivi, de relever l'industrie belge dans les limites permises par l'intérêt allemand est désormais abandonné pour un objectif plus étroit et plus pratique : l'utilisation de toutes les forces et de toutes les richesses de la Belgique occupée en faveur des forces combattives de l'Allemagne.

L'édification et la réalisation d'un programme capable d'obtenir des résultats satisfaisants dans ce sens furent confiés à un département spécial de l'administration du gouvernement général en Belgique : la Section pour le Commerce et l'Industrie qui venait d'être créée après un an d'occupation, le 25 août 1915.

Jusqu'alors, les questions relatives à l'industrie avaient été réparties entre les différents départements du gouvernement général (1) suivant leurs compétences spéciales. C'est ainsi que la section politique avait été chargée des questions relatives au trafic commercial avec l'étranger, spécialement avec la Hollande ; la section des Banques, de l'établissement des séquestres et des conseils de surveillance ; certaines réquisitions avaient été confiées aux bureaux militaires, d'autres au chef de l'administration civile ; une administration allemande des mines avait été établie à Mons, Liège et Charleroi ; ces organismes contrôlaient en outre toute une série d'autres industries que les mines ; enfin, une Commission économique avait été établie par le gouverneur général pour l'étude au point de vue allemand et belge des mesures à prendre en matière industrielle (2).

La Section pour le Commerce et l'Industrie devait centraliser toutes ces fonctions éparses et coordonner tous les efforts suivant une directive plus homogène. L'énumération de ses attributions, telle qu'elle est contenue dans l'indicateur des fonctionnaires civils dépendant immédiatement du gouverneur général en Belgique (3), constitue par elle-même tout un programme ; en voici la traduction :

La Section pour le Commerce et l'Industrie (Abteilung für Handel und Gewerbe) est compétente pour toutes les questions économiques du Gouvernement général concernant la période de guerre et la période transitoire d'après-guerre, pour autant que ces questions ne soient pas réservées aux bureaux militaires ou au commissaire général pour les banques.

Cette section s'occupe de recruter les forces humaines et de les fournir à l'industrie de guerre allemande.

Elle est chargée du relevé et de la mise en exploitation ainsi que du transport des matières premières — ce terme doit être entendu dans son sens le plus étendu — qui se trouvent en Belgique.

Elle étudie les questions concernant l'industrie belge et veille spécialement à l'application des principes d'une exploitation de guerre rationnelle à toutes les entreprises industrielles ou de métier, au moyen de concession, concentration, arrêt ou remise en exploitation. Elle est compétente pour les questions générales du commerce et du trafic, et contrôle surtout l'importation et l'exportation au point de vue de l'intérêt général allemand.

(1) Le gouverneur général en Belgique détenait de l'Empereur allemand un pouvoir absolu et sans limites. Immédiatement sous ses ordres, comme exécuteurs responsables de ses décisions se trouvaient : pour les questions d'ordre militaire, des bureaux centraux du gouvernement général ; pour les questions d'ordre civil, les chefs de l'administration civile, la section politique et la section pour les banques ; plus tard, la section pour le commerce et l'industrie et la section des finances. Les fonctionnaires des administrations belges n'étaient maintenus en activité que moyennant la signature d'une déclaration de loyauté.

(2) Voir chapitre précédent.

(3) Personal und Geschäftsübersicht der dem General Gouverneur in Belgien unmittelbar unterstellten Zivilbehörden. Brüssel, mai 1918.

La réglementation de l'extraction et de la répartition du charbon lui est confiée.

Enfin, elle est chargée des questions de séquestre, de surveillance et de liquidation des propriétés belges appartenant à des sujets ennemis, pour autant qu'il ne s'agisse pas de banques ou d'établissements financiers.

Il convient d'insister encore une fois sur l'identité des mesures qui furent prises par l'autorité allemande en matières économiques et industrielles dans le gouvernement général et dans le territoire appelé la zone des étapes de la IV^e armée (1). On peut constater qu'à chaque arrêté pris par le gouverneur général dans ce domaine correspond une ordonnance semblable du commandant de l'étape publiée à peu près aux mêmes dates. Les différences apparaissant çà et là n'ont qu'un intérêt local et très secondaire ; elles n'affectent pas d'une façon particulière l'allure générale de la destruction des forces économiques belges qui seules nous intéressent ici. Le gouvernement général était d'ailleurs en relations très étroites avec l'administration de l'étape au moyen de fonctionnaires de l'administration civile, placés directement sous ses ordres et qui, secondés par le personnel nécessaire, avaient pour mission de travailler en harmonie avec les bureaux militaires.

Afin de satisfaire aux différentes fonctions qui lui furent assignées, la Section pour le Commerce et l'Industrie réunit dans son département les services et les bureaux suivants, dont la plupart existaient déjà avant sa création :

- la Centrale de charbons,
- la Centrale des huiles (en dehors de l'alimentation humaine et animale),
- le Bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité,
- la Société par actions du cuir de guerre,
- la Société par actions pour les besoins en laine de guerre,
- la Société par actions pour les chiffons de guerre,
- la Société centrale des achats pour la Belgique, (avec centrale des fruits et légumes),
- le Bureau pour la Belgique des perceptions des matières premières,
- l'Office militaire pour la fourniture des matières textiles,
- l'Office impérial pour l'habillement, section belge,

(1) Le territoire du gouvernement général comprenait pratiquement toutes les provinces belges excepté les deux Flandres, et une petite partie du nord de la France (l'arrondissement de Maubeuge). Ce ne fut que transitoirement que certaines parties du Hainaut en furent distraites. Les deux Flandres appartenaient au territoire de la Zone d'étape de la IV^e armée, sauf deux bandes de terrain, d'une largeur moyenne de 20 kilomètres, s'étendant le long de la mer du Nord et du front, appelées respectivement zone maritime et zone de combat. Dans ces trois zones, l'administration était organisée militairement, conformément aux règlements de l'armée allemande.

le Commissaire spécial pour les séquestres et surveillances,
 l'Administration militaire des mines à Liège et à Charleroi,
 l'Administration douanière en Belgique, à Anvers,
 le Bureau de contrôle pour l'importation des produits pharmaceutiques,
 le Bureau de surveillance pour les entreprises commerciales à Anvers.
 le Laboratoire de chimie de la section.

Enfin, pour lui permettre de s'occuper du recrutement des forces humaines au bénéfice de l'industrie de guerre allemande, la Section pour le Commerce et l'Industrie était chargée d'exercer une surveillance sur un organisme spécial, dû à l'initiative privée, l'Industrie-Büro, qui avait pour fonction toute particulière d'embaucher de la main-d'œuvre belge pour l'industrie allemande (voir à ce sujet Passelecq, *op. cit.* même collection).

Rôle de la section. — La direction de la Section pour le Commerce et l'Industrie fut confiée dès son origine, au mois d'août 1915, au Dr von Köhler, directeur de Ministère au Wurtemberg et plénipotentiaire au Bundesrat, qui resta en fonction jusqu'au mois de mars 1918 (1). Avant de donner quelques indications sur les rouages de son administration qui eurent le plus d'influence au point de vue de l'accaparement des forces économiques en Belgique, il nous paraît utile, pour la compréhension du rôle que la Section pour le Commerce et l'Industrie fut appelé à jouer, de reproduire ici l'appréciation du nouveau chef de la Section, le baron de Welser, contenue dans le Bulletin administratif du 1^{er} semestre 1918 ; (traduction) :

Sous la direction de son Excellence le Dr von Köhler, la Section fut érigée en autorité économique de guerre du gouvernement général. Son Excellence fut le conseil des deux gouverneurs généraux. On doit au premier chef, à son initiative et à sa connaissance exacte des besoins et des nécessités de la politique économique de guerre, que le précédent gouverneur général (von Bissing) ait déjà pu, dans la première moitié de 1916, désigner comme étant son objectif économique, d'utiliser toutes les forces et toutes les richesses de la Belgique occupée en faveur de la politique de guerre allemande, et par suite, de la conduite allemande de la guerre. Le Dr von Köhler a collaboré par une activité de deux ans et demi à un poste responsable, à l'exécution pratique de ce plan. Sa Majesté l'Empereur a reconnu les services du Dr von Köhler en lui décernant le 28 mars 1918, la croix de fer de 1^{re} classe.

(1) Auteur de la monographie dans la série allemande de cette Histoire intitulée *Die Verwaltung der gesetzten Gebiete* ; Belgique.

2° LES « CENTRALES » INDUSTRIELLES

La centrale des charbons. — Dans l'énumération des différents rouages administratifs de la Section pour le Commerce et l'Industrie, nous nous sommes efforcés de les grouper autant que possible par catégories. Nous nous proposons de donner ici quelques détails sur le but et le fonctionnement de certains de ces organismes, spécialement de ceux qui, au cours de l'occupation, jouèrent un rôle plus actif que les autres dans l'épuisement des ressources économiques de la Belgique.

Nous avons cité en premier lieu les trois centrales industrielles, qui exerçaient un contrôle absolu sur la production de trois branches différentes de l'industrie.

Il a déjà été question au cours de cette étude de la centrale des charbons, la « Kohlenzentral » fondée la première le 26 avril 1915 (1), par arrêté du gouverneur général (2). Nous rappellerons seulement que l'exploitation des mines de houille avait été laissée à leurs propriétaires belges, sous la surveillance des administrations militaires allemandes des mines à Liège, Mons et Charleroi ; mais que d'autre part la totalité de la production devait être mise à la disposition de la centrale. Celle-ci faisant l'office d'intermédiaire entre les puits et les consommateurs, répartissait la production dans les proportions qu'elle jugeait convenable entre la population belge d'une part, les troupes d'opérations, l'armée d'occupation, les chemins de fer militaires et les fonctionnaires civils allemands d'autre part.

De plus, une partie de la production du charbon belge qui atteignit jusqu'à 9 % de la production totale était consacrée à l'exportation dans les pays neutres pour y soutenir l'influence de la politique allemande. Dans ce cas, la Kohlenzentral n'agissant plus comme intermédiaire mais comme acheteur et vendeur, imposait son prix d'achat à la mine et réalisait des bénéfices importants, dont une grande partie au cours des années 1916, 1917 et 1918 fut consacrée à des souscriptions aux emprunts de guerre de l'Empire. Les frais d'administration de la Kohlenzentral étaient d'ailleurs couverts par une taxe prélevée sur les producteurs belges ; ils s'élevaient à environ 500.000 francs par an. Nous rappellerons aussi qu'une des tâches de la Kohlenzentral était de poursuivre, autant que possible, et de contrôler la fabrication du coke, afin d'en recueillir les sous-produits utiles à des fins militaires.

(1) Voir texte de l'arrêté : J. PIRENNE et M. VAUTHIER : *of. cit.* Partie documentaire, chap. II, note 5.

(2) Voir chapitre IV, page 55.

La centrale des huiles. — Le « Bureau central des huiles du gouvernement général en Belgique » créé par un arrêté du 14 août 1915 (1) fut l'extension d'un autre organisme datant du 3 juin de la même année ; le « Bureau central des huiles de graissage » qui avait reçu le droit exclusif de fournir et de répartir avec l'aide de l'administration allemande des mines de Liège, Mons et Charleroi, les huiles de graissage en Belgique occupée.

Le Bureau central des huiles, plus communément appelé centrale des huiles, ou « Oelzentral », devait désigner un certain nombre de firmes du pays, qui seules auraient le droit et l'obligation de livrer des huiles de graissage aux consommateurs. Les frais nécessités par le fonctionnement de la centrale des huiles devaient être couverts, comme pour la centrale des charbons, par les firmes belges qui avaient reçu l'autorisation de vente. Peu à peu, par une série d'arrêtés se complétant l'un l'autre, le contrôle de la centrale des huiles fut établi sur le commerce et la fabrication de toutes les graisses et huiles minérales, animales et végétales. La pénurie de matières grasses et d'huiles avait naturellement conduit l'administration allemande à réglementer la fabrication et la vente de ces produits, mais le rôle de contrôleur, d'abord dévolu à la Oelzentral, fut largement dépassé. Celle-ci se transforma rapidement en un organisme commercial qui entreprit pour son propre compte l'achat et la vente des produits soumis à son contrôle ; elle joignit bientôt à son activité l'exploitation d'usines de préparation de graisses, d'établissements d'utilisation de cadavres d'animaux provenant des abattoirs et enfin l'exploitation de fabriques de fourrages composés d'éléments desséchés de panses d'animaux abattus.

En vertu de l'arrêté du 19 août 1915, toute quantité d'huile ou graisse, appartenant à un même détenteur et dépassant 100 kilos devait être déclarée au bureau central des huiles. L'obligation d'en faire la déclaration incombait au propriétaire, ou au dépositaire, ou à quiconque était autorisé à disposer des produits, soit dans son propre intérêt, soit dans l'intérêt d'autrui.

Le bureau central décidait si les produits déclarés seraient saisis, achetés ou pourraient être utilisés ou négociés ; jusqu'à ce que la décision fût intervenue, leurs détenteurs n'étaient pas autorisés à en disposer ni juridiquement, ni effectivement. L'administration allemande se donnait le moyen de contrôler jusqu'à l'usage de ces matières premières auxiliaires si importantes : les huiles et les graisses lubrifiantes.

(1) Texte dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, Partie documentaire, chap. II, note 2.

Les firmes dotées par la Oelzentral d'une licence de vente se trouvaient par le fait nanties d'un monopole et quoiqu'elles eussent à se conformer à certaines prescriptions, notamment en ce qui concerne le traitement, la répartition, et le prix de vente des huiles, ce monopole constituait une source de bénéfices importants (1).

Il est intéressant de noter le résultat de l'examen des bilans et comptes des profits et pertes de la centrale des huiles (2) que nous avons pu consulter et d'après lequel les excédents bénéficiaires depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1917 s'élevaient à près de 12.000.000 fr. Le Bulletin de la Section pour le Commerce et l'Industrie pour le 1^{er} semestre 1918 donne en outre comme bénéfice réalisé par la Oelzentral pendant le semestre : 4.000.000 francs, ce qui porte le total des bénéfices que nous connaissons à 16.000.000, après amortissement de toutes les installations d'usines.

Bénéfices réalisés par ces organismes. — D'autre part, il est possible de constater en additionnant les bénéfices réalisés par la centrale des charbons pendant les années 1915 et 1916 (respectivement 2.736.165 fr. 47 et 21.974.584 fr. 66) et le montant des souscriptions aux emprunts de guerre faites par cette centrale en 1917, au moyen des bénéfices de cet exercice, (3) que les excédents bénéficiaires réalisés par cet organisme s'élèvent au moins à 50 millions de francs.

La destination à donner aux bénéfices des centrales fit l'objet d'échanges de vue nombreux entre le secrétaire d'Etat pour l'Intérieur à Berlin et les différentes sections de l'administration du gouvernement général (4). Nous savons que le montant en était versé de temps en temps à la Caisse Centrale de l'administration civile, partie en espèces, partie en emprunts de guerre, mais que dans aucun

(1) L'administration allemande exigea, de la part des firmes qui sollicitaient la faveur de ce monopole, des conditions peu honorables. On lit en effet dans une lettre administrative adressée le 26 mars 1918, par la Section pour le Commerce et l'Industrie à la Section des finances, cette phrase suggestive : « Dans le but d'activer le racolage pour le 8^e emprunt de guerre, la section pour le commerce et l'industrie autorisera aussi pour l'avenir la Oelzentral à céder aux négociants belges des quantités limitées de succédané d'huile de térébenthine contre signature correspondante à l'emprunt de guerre » (traduction). Dans une autre lettre écrite le 8 mars 1918, par le commissaire de la Cour des Comptes de l'Empire à Bruxelles à la section des finances à propos de la même question, on trouve ce qui suit : « Une enquête a donné comme résultat que du succédané d'huile de térébenthine a été cédé au prix de 1 franc le kilogramme à des commerçants qui, exceptionnellement, en récompense de signature à l'emprunt de guerre et de procuration de monnaie d'or, ont été autorisés à fixer librement le prix de vente, qui atteint jusqu'à 12 francs le kilogramme. » (traduction). Archives de la Commission d'Enquête belge.

(2) Archives de la Commission d'Enquête belge. Documents faisant partie des archives abandonnées par la Finanz-Abteilung.

(3) Id.

(4) Archives de la Commission d'Enquête belge.

cas ces fonds ne pouvaient être affectés aux frais d'administration du territoire occupé. L'autorité allemande jugeait que ces derniers devaient être couverts, ainsi que les frais élevés de l'administration des postes et télégraphes et une partie des frais de l'administration des chemins de fer, par le produit des impôts belges (1). Les centrales étaient considérées comme des entreprises purement allemandes dont les bénéfices réalisés grâce au travail allemand et à l'organisation allemande, ne pouvaient être affectés à des buts purement belges. Ils furent employés en grande partie à couvrir les frais de recrutement des ouvriers belges dans l'intérêt exclusif de l'Allemagne (2), et à acheter des bateaux en Hollande. Les instructions données étaient de verser dans la Caisse d'Empire (Reichskasse), le montant des excédents qui seraient encore restés disponibles lors de la suppression de l'administration allemande.

Le Bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité. — Le Bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité fut créé en juillet 1915 (3). Sa compétence se trouva limitée, au début, à la surveillance des usines centrales distributrices. Le Bureau devait en outre veiller au ravitaillement des susdites usines en charbon et en matières premières auxiliaires ; pourvoir à leur direction chaque fois que la sécurité des armées allemandes semblait l'exiger ; exercer un droit de réquisition sur la production ; enfin assurer la récupération des sous-produits de la fabrication du gaz, parmi lesquels le goudron en toute première ligne offrait un intérêt considérable au point de vue militaire. Par l'arrêté constitutif, le Bureau reçut le droit d'utiliser lui-même toutes les installations centrales de distribution, d'en bâtir de nouvelles sur le terrain des usines, sans tenir compte des protestations de la part des propriétaires et sans admettre de prétentions à une indemnité. Il acceptait ou refusait les demandes nouvelles de raccordement aux réseaux de distribution suivant les possibilités de production et le plus ou moins grand intérêt qu'il y avait à les satisfaire dans l'intérêt général allemand.

Le Bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité, sans se livrer

(1) Archives de la commission d'enquête belge : lettre du 26 novembre 1917 du chef de la section des Finances au chef de la Section pour le Commerce et l'Industrie (publié par la commission d'Enquête : Rapports et documents d'enquête, volume III, tome I (page 59)).

(2) Un grand levier pour l'enrôlement volontaire de l'ouvrier belge pour l'Allemagne était le secours immédiat conféré à la famille du contractant. Ces secours étaient remis par l'« Industrie Büro », organisme de recrutement de main-d'œuvre étudié dans une autre monographie de la présente collection (Mahoûm).

(3) Voir texte de l'arrêté du 26 juillet 1915, dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Partie documentaire, chap. II, note 12.

à des opérations commerciales étendues comme le firent les centrales du charbon et des huiles, retira cependant un certain bénéfice de la vente du coke provenant des usines à gaz qu'il avait sous son contrôle. Il joua dans la destruction de l'outillage industriel de la Belgique un rôle beaucoup plus néfaste que les centrales. En 1917 sa compétence fut étendue aux lignes de tramways et de chemins de fer à traction électrique, ainsi qu'aux usines productrices de force motrice appartenant à ces lignes. A cette époque le Bureau principal avait été chargé de l'enlèvement au profit de l'Allemagne, dans toutes les usines placées sous sa surveillance, des machines, appareils et canalisations dont il ne jugeait pas l'emploi indispensable, ainsi que de la saisie, dans le domaine de ces exploitations, de tous objets en cuivre, bronze, laiton et autres métaux dits à économiser. L'extension nouvelle de ses pouvoirs, les restrictions qu'il pouvait apporter à la consommation du gaz, de l'eau et de l'électricité avaient pour but de lui permettre de multiplier les saisies et les enlèvements.

Par ce nouveau genre d'attributions les fonctions du Bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité se rapprochent de celles des offices et bureaux de perception de matières premières qui étaient chargés de drainer de la Belgique vers l'Allemagne absolument tout ce qu'il était possible d'enlever à la population belge, sans réduire celle-ci à la dernière extrémité.

3° LES SOCIÉTÉS DE GUERRE PAR ACTIONS

Les Sociétés de guerre par actions (Kriegsaktien-Gesellschaften) étaient des organismes officiels chargés de négocier l'achat des marchandises faisant l'objet d'une réquisition en masse. On sait que ces marchandises se trouvaient tout d'abord désignées dans ces arrêtés qui en ordonnaient la déclaration par leurs détenteurs, qu'elles étaient ensuite frappées de saisie par l'autorité allemande, et que celle-ci fixait enfin une date à laquelle la marchandise saisie pouvait être expropriée, c'est-à-dire échangée contre un bon (Empfangschein) dont la valeur devait être déterminée par la Commission Impériale d'Indemnisation de Berlin. Cette expropriation se faisait par les soins du bureau régional de perception des matières premières (Landestelle Belgien für Rohstofferteilungen) qui rassemblait et expédiait en Allemagne tous les matériaux réquisitionnés pour être utilisés par les industries de guerre. Mais jusqu'à la date fixée pour l'expropriation, le détenteur des marchandises saisies n'était autorisé à les vendre qu'à un organisme allemand d'ailleurs désigné par l'arrêté. Cet organisme était dans la plupart des cas une société de guerre par actions, dépen-

dant de la Section pour le Commerce et l'Industrie, et fondée dans le but d'éviter la création d'un service administratif spécial. La quantité des marchandises saisies en effet, tant en Allemagne qu'en Belgique, l'ampleur des opérations d'achat eussent forcément entraîné la formation d'une multitude de bureaux et d'offices. Afin de soulager l'administration et de restreindre autant que possible le nombre de fonctionnaires, le gouvernement allemand fit appel à l'initiative privée et procéda à la constitution de ces sociétés de guerre, organisées comme des sociétés anonymes, avec cette différence toutefois qu'elles étaient dotées d'un comité de surveillance composé de fonctionnaires de l'État, et n'étaient pas autorisées à distribuer de dividendes. Les participants de ces sociétés étaient dans chaque cas des industriels et des négociants au courant des matières traitées. Les bénéfices étaient constitués par la différence entre le prix d'achat des marchandises à leur propriétaire (ce prix en Belgique était généralement fixé par arrêtés) et le prix de vente aux industriels allemands obtenu par la société. L'excédent bénéficiaire, nous l'avons vu, ne pouvait être distribué ; mais une partie en était affectée à la rémunération des services rendus par les actionnaires ; le restant était mis à la disposition de l'Empire sous la forme de souscriptions aux emprunts de guerre.

A côté d'une société centrale des achats pour la Belgique (Zentral-Einkaufsgesellschaft für Belgien) dont la compétence fut des plus étendues, les arrêtés de réquisition parus en 1915 et surtout en 1916, firent surgir différentes sociétés pour l'achat en gros des cuirs de guerre (Kriegsleder - A. G.), des chiffons de guerre (Kriegshadern - A. G.) et des laines de guerre (Kriegswollbedarfs-A. G.). Le lin et le coton étaient traités par un service administratif (Militarisches Textilbeschaffungsamt) comprenant des bureaux d'achat et de liquidation dans les principaux centres de production ou d'utilisation.

Il va sans dire que l'activité de la Société Centrale des achats ne se borna pas aux articles compris dans les réquisitions en masse, pour lesquels elle se trouvait armée par les arrêtés d'un droit exclusif d'achat. Parmi les marchandises rassemblées par elle et expédiées en Allemagne on trouve des produits alimentaires, des fruits, des légumes, des chicorées, des fils, tissus et bonneteries, des chaussures en bois, des semelles en bois. Sous la rubrique de métaux dits à économiser, figurent le cuivre, le zinc, articles de ménage, garnitures, etc. Les expéditions s'élevèrent en un an, du 1^{er} juillet 1917 au 30 juin 1918, à un poids de 9.115.564 kilos, pour une valeur de 33.308.085 francs. Depuis la fondation de cette société, en octobre 1915, jusqu'au mois de juin 1918, elle avait effectué des opérations d'achat pour plus de 360 millions de francs.

4^o LES « CENTRALES » DE LA SECTION DE L'ALIMENTATION

Les organismes d'achat, de répartition, d'exploitation dans la Belgique occupée n'étaient pas limités à ceux qui dépendaient de la Section pour le Commerce et l'Industrie. Une administration importante, la Section d'alimentation (Abteilung für Ernährungswesen), relevant directement du gouvernement général était chargée du contrôle du ravitaillement de la population dans les deux régions administratives de la Flandre et de la Wallonie. Pour ce qui intéresse l'industrie, notamment, la Section d'alimentation comprenait les bureaux de répartition pour le sucre et deux centrales, dont l'une, la Centrale pour l'orge et l'escourgeon (1), monopolisait les produits destinés aux brasseries et fabriques de levure, et dont l'autre, la Centrale des alcools, réglait la fabrication et la vente de l'alcool. Il ne paraît pas sans intérêt de donner quelques détails au sujet de l'action de ces derniers offices exerçant un contrôle sur des produits alimentaires de première nécessité et constituant les éléments essentiels de l'activité de trois branches importantes de l'industrie belge : les sucreries, les distilleries et les brasseries.

Bureau de répartition des sucres. — Le bureau de répartition des sucres (Zuckerverteilungsstelle) fut créé le 24 novembre 1915 (2) avec mission de réglementer la fabrication et le trafic du sucre sous toutes ses formes. Il était placé sous les ordres du chef de l'administration civile et les frais d'administration de cet organisme devaient être couverts au moyen d'une taxe prélevée sur les quantités de sucre livrées à la consommation. Le bureau contrôlait toutes les exploitations industrielles utilisant les betteraves à sucre sous une forme quelconque aux fins de fabrication. Dans chaque entreprise, des registres d'entrée et de sortie devaient être tenus et les mandataires du bureau avaient le droit de procéder à toutes les constatations nécessaires à l'accomplissement de leur mission. En juillet 1916, fut institué un comité consultatif, chargé de seconder la Zuckerverteilungsstelle en vue de la solution de certaines questions importantes, concernant l'utilisation économique de betteraves à sucre et des produits en provenant. Ce comité comprenait des personnalités belges choisies parmi les fonctionnaires, les agriculteurs, les fabricants et les commerçants intéressés à l'industrie sucrière. Tous ces membres au nombre de 14, ainsi

(1) Voir texte de l'arrêté du 20 juillet 1915 : J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.* Partie documentaire, chap. II, note 2.

(2) *Id.*, pour texte de cet arrêté.

que leurs suppléants en nombre égal, étaient nommés par le chef de l'administration civile qui pouvait les révoquer à tout instant ; leurs fonctions étaient honorifiques et leur influence sur les décisions de l'autorité occupante semble avoir été peu importante.

En effet, en vertu des nombreux arrêtés décrets sur la matière par le gouverneur général, le bureau de répartition des sucres fut autorisé à acheter par contrainte à des prix fixés par le chef de l'administration civile tous les stocks existants de betteraves, de sucres et de produits dérivés de la fabrication. Il put se livrer ainsi à des opérations commerciales très étendues et réaliser des bénéfices considérables, dont étaient frustrés les fabricants belges (1). Ce résultat ne fut sans doute pas jugé suffisant, car le 1^{er} février 1917, un nouvel arrêté augmenta dans de fortes proportions les droits d'accise et les droits d'entrée fixés jusqu'alors par les lois belges restées en vigueur. Mais là ne s'arrêta pas l'acharnement de l'occupant à exploiter à son profit l'industrie sucrière et le 25 avril 1918, un nouvel arrêté parut, concernant la perception d'un droit spécial sur les sucres, sirops de betteraves et mélasses et variant de 50 à 300 francs par 100 kilos suivant la destination des sucres.

Bureau central des eaux de vie. — La fabrication et le trafic des eaux-de-vie et de la levure ne furent réglementés qu'à la fin de l'année 1916. Un arrêté du 13 décembre 1915 (2) créa le bureau central des eaux-de-vie en Belgique (Brantwein-Zentral in Belgien) dont la direction était confiée à un président et à un vice-président fonctionnaires allemands, tandis que 3 membres, dont deux de nationalité belge et nommés par le chef de l'administration civile étaient adjoints à la direction. A partir du 24 décembre 1916, nul ne pouvait fabriquer des eaux-de-vie ou de la levure sans l'autorisation du bureau central et cette autorisation pouvait être retirée à chaque instant. Tout l'alcool fabriqué dans les distilleries belges ou importé dans le pays devait être cédé à l'amiable ou d'office à la centrale, aux conditions fixées par elle. Le détenteur devait fournir à l'administration allemande les renseignements les plus complets au sujet du genre et de l'importance de la fabrication et de ses stocks. Les mandataires du bureau central avaient libre accès dans les locaux de fabrication, les bureaux, les magasins et dépôts, ils avaient le droit d'inspecter les livres de commerce.

Le prix de cession des eaux-de-vie livrées, ainsi que les conditions

(1) En 1916, le bureau de répartition des sucres avait réalisé un excédent de recettes de 758.162 fr. 35 et en 1917 cet excédent fut de 1.945.887 fr. 74.

(2) Voir texte de cet arrêté J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *of. cit.* Annexes. Chap. II, note 2.

de paiement étaient déterminés par le vice-président du bureau central, tandis que le prix auquel l'eau-de-vie cédée ou confisquée était revendue par ce bureau aux détaillants était fixé par le chef de l'administration civile. Il en était de même pour la vente au détail des produits à base d'eau-de-vie.

Les « excédents » réalisés par le bureau central des eaux-de-vie devaient être employés à couvrir les frais d'administration du territoire belge occupé, selon les dispositions spéciales du Verwaltungschef.

Les documents allemands, qui ont pu être examinés par la commission d'enquête belge, ne comprennent pas de données suffisantes pour juger de l'importance des opérations faites par le bureau central des eaux-de-vie au cours des années 1917 et 1918, les seules pendant lesquelles l'organisme en question a fonctionné. Toutefois, d'après un bilan provisoire trouvé dans les archives de la Section des Finances du gouvernement général, le montant des sommes versées à la caisse centrale de l'administration civile et prélevées sur les bénéfices réalisés par la Brantwein-Zentral pour la période qui s'étend de la date de la fondation de la centrale jusqu'au 30 septembre 1918 s'élève à 54.656.256 fr. 83.

Centrale des orges et escourgeon. — Sous l'appellation Centrale orge et escourgeon (C. O. E.) le gouverneur général créa en juillet 1915 une commission chargée de réglementer l'emploi de l'orge et de l'escourgeon récoltés dans le territoire occupé (1). Cette commission comprenait un président et un vice-président appartenant à l'administration allemande et cinq membres belges nommés par le chef de l'administration civile et représentant respectivement le ministère belge de l'agriculture, la fédération générale des brasseurs belges, les fabricants de levure, le commerce belge des grains et le conseil supérieur de l'agriculture. Cette Centrale disposait de la totalité de la récolte des orges et le commerce libre de ces orges était par suite complètement supprimé. La C. O. E. achetait l'orge non destinée aux semailles à des prix fixés par elle, laissant aux fermiers 150 kilos de semence par hectare d'orge cultivé en 1915. La totalité des orges achetées par la C. O. E. était répartie entre les fabricants de levure et les brasseurs d'après les besoins reconnus nécessaires et proportionnellement aux quantités de produits déclarées aux accises en 1915. Le prix de vente était déterminé en ajoutant au prix d'achat le montant des frais d'administration, les bénéfices réalisés éventuellement devant être versés à des œuvres de bien-

(1) Texte de cet arrêté dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, partie documentaire, chap. II, note 2.

faisance. Dans chaque province fonctionnait un comité provincial de l'orge et de l'escourgeon ; de plus, chaque province comprenait plusieurs comités cantonaux ; chacun de ces divers comités était présidé par un fonctionnaire allemand et comprenait des membres belges choisis dans les services de l'agriculture ou dans les industries intéressées. Enfin, dans chaque canton des « commissaires en orge et escourgeon » avaient pour mission de recueillir tous les renseignements concernant le rendement des moissons dans chaque exploitation du canton, d'en déterminer la valeur et le poids et d'en contrôler le transport et le trafic.

Il est à remarquer que la majorité du personnel employé à la C. O. E. et aux comités provinciaux et cantonaux était de nationalité belge et que les opérations de cette centrale ne visaient pas directement les bénéfices à réaliser en réquisitionnant les produits de la récolte pour les revendre à des prix rémunérateurs ou pour les expédier en Allemagne ; le but poursuivi était d'éviter l'accaparement et les opérations frauduleuses tout en assurant, dans des conditions normales, du travail aux brasseries et la fourniture à la population d'un aliment essentiel, sinon indispensable. Ce but paraît avoir été atteint et l'institution en question est peut-être la seule créée par l'occupant qui semble avoir été utile à une branche de l'industrie belge, celle de la brasserie. D'autre part, les bénéfices réalisés par l'organisme en question n'ont vraisemblablement pas été considérables, car les bilans en notre possession ne mentionnent ni versements à la caisse centrale de l'administration civile, ni subsides à des œuvres de bienfaisance.

*
* *

Pour compléter l'examen des différents organismes institués par l'administration allemande en vue d'accaparer progressivement tous les produits du sol, les matières premières, les métaux et les divers articles de consommation existant dans le territoire occupé, on devrait citer les bureaux de répartition et de contrôle chargés de réglementer le ravitaillement de la population en pommes de terre, beurre, sel, etc., ainsi que le trafic des allumettes, des tabacs et produits divers. Il est hors de doute que la plupart de ces organismes ont fonctionné au plus grand profit de l'administration et de la population allemandes et qu'ils ont concouru, à des degrés variables, à l'épuisement de toutes les ressources économiques de la Belgique

CHAPITRE VII

Nouvelles mesures de saisie en 1916

- 1° Saisies intéressant l'industrie textile.
- 2° Saisies intéressant l'industrie du fer.
- 3° Saisies intéressant l'industrie en général. — a) les métaux : cuivre, étain, bronze, laiton, etc. ; b) les courroies et les câbles de transmission ; c) les machines.

1° SAISIES INTÉRESSANT L'INDUSTRIE TEXTILE

Nous avons vu au chapitre précédent, quel fut le point de vue auquel se plaça, à partir des débuts de l'année 1916, l'autorité allemande en Belgique en matière industrielle. Dans le Bulletin administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie pour le 1^{er} semestre de 1918, il est déclaré que, dès la première moitié de 1916, le gouverneur général baron von Bissing a pu désigner comme objectif à poursuivre par son administration, l'utilisation de toutes les forces et de toutes les richesses de la Belgique occupée, uniquement en faveur de la politique de guerre allemande. Ce changement d'orientation dans les projets du gouverneur général se manifeste quelque six mois après ses déclarations devant la Commission économique, dans lesquelles il parlait encore de l'intérêt allemand comme d'un obstacle contraignant parfois son désir de réveiller l'activité de l'industrie belge.

La Section pour le Commerce et l'Industrie, dont dépendait dorénavant tout ce qui concerne l'industrie, n'avait pas tardé à se mettre à l'œuvre. L'année 1916 vit naître en effet une efflorescence nouvelle d'arrêtés décrétant des réquisitions de marchandises en masses.

Des séries nouvelles d'objets furent suivant le processus adopté, soumis à déclaration, frappés de saisie, puis enfin d'expropriation, s'ils n'étaient cédés à l'amiable, pour un prix fixé, à un organisme allemand. Il s'agit de matières premières, de produits mi-ouvrés, de produits finis, de matériaux en usage, de machines, d'appareils, de tout ce qui enfin était ou n'était pas à vendre, mais était nécessaire à l'industrie de guerre allemande.

Rappelons rapidement ce que furent en 1916 les réquisitions en matières textiles. Par arrêté du 8 janvier 1916, sont saisis dans tout le territoire du gouvernement général toutes les laines (les laines brutes, lavées ou peignées, les blouses, les déchets de laine, bouts de fil de laine, laines artificielles et mélanges de laines avec d'autres matières), ainsi que tous les matelas mis ou à mettre en vente et rembourrés au moyen des matières de laine précitées. La saisie est également applicable, dès l'instant où la laine est séparée du corps de l'animal, à la laine nouvellement tondue ou enlevée de la peau d'une autre manière quelconque.

Les déclarations doivent être faites à la Kommandantur la plus proche de l'endroit où se trouve le détenteur. Toutes les laines doivent être vendues au bureau d'achat de la Kriegswollbedarf-Aktiengesellschaft.

Celui-ci achètera les marchandises déclarées, à des prix qui seront établis en tenant compte du genre et de la qualité des laines. Dans ce cas-ci, le refus de vendre au bureau d'achat désigné est puni d'une peine d'emprisonnement d'un an au plus et d'une amende pouvant atteindre 5.000 marks, soit d'une de ces peines à l'exclusion de l'autre. En outre, la confiscation des objets qui auront donné lieu à des infractions pourra être prononcée.

Un arrêté du 10 janvier 1916 (1) réglemente le commerce du lin. Il stipule que les stocks de lin travaillé ou d'émouchures, doivent être déclarés par leurs propriétaires au commencement de chaque mois aux autorités communales; celles-ci à leur tour doivent en aviser les autorités allemandes. Il n'est plus permis, sous peine d'amende (20.000 Mk) de prison et de confiscation, de vendre le lin ou les émouchures qu'aux bureaux du lin à Courtrai et à Lokeren et à la section des matières premières à Gand ou bien aux filatures de lin dûment autorisées à acheter. Cette dernière clause favorable aux usines sera rapportée plus tard, le 16 décembre de la même année. Les prix maxima auxquels il est permis de vendre sont fixés.

Le 19 juillet 1916, un arrêté défend aux industriels de soumettre à l'action des machines à effiloche les chiffons, produits et déchets de laine, demi-laine, coton et de toute autre espèce provenant de l'industrie textile.

Enfin un relevé général des stocks existants fut établi par la Section pour le Commerce et l'Industrie, et un droit d'achat fut accordé aux organismes qui s'occupaient de ravitailler l'industrie de guerre allemande (2). Ces dispositions trouvèrent leur expression dans un arrêté

(1) Ordonnance du 1^{er} décembre 1915 du commandant de l'étape.

(2) En cas de refus de vente de la part des détenteurs, l'expropriation était prononcée en faveur des dits organismes.

du 22 août 1916 qui rendit obligatoire la déclaration des matières premières textiles, des produits mi-ouvrés ou finis et de leurs déchets de fabrication ; voici l'énuméré des catégories désignées :

1^o coton, coton artificiel, jute et chanvre ;

2^o fils de coton, de coton artificiel, de soie artificielle et de tous les autres fils mélangés ou retordus avec ces matières textiles ;

3^o les fils en pure laine ou demi-laine ainsi que les fils mélangés ou retordus avec une laine quelconque ;

4^o fils pour lieuses, ficelles et cordes ;

5^o cordages et câbles usagés et neufs ;

6^o produits préparatoires (mèches, etc.) de tous les produits désignés aux numéros 1 à 5 ;

7^o déchets de coton pour le nettoyage des machines ;

8^o déchets de la filature et du tissage des produits désignés aux numéros 1 à 5.

Les bureaux et sociétés d'achat étaient : la Rohstoffverwaltungsstelle, la Baumwollgarn-Abrechnungsstelle, la Kriegswollbedarfs-Aktiengesellschaft, la Zentral-Einkaufsgesellschaft für Belgien, etc. Les prix pour les ventes consenties à l'amiable étaient fixés sur la base des prix de fabrique usuels en juillet 1914, en tenant compte d'une hausse de 30 à 60 % ; 50 % du prix devaient être payés à la livraison de la marchandise, le reste après examen. Toute infraction aux dispositions de l'arrêté exposait à une peine d'emprisonnement d'un an au plus et d'une amende pouvant atteindre 20.000 marks, soit d'une de ces peines à l'exclusion de l'autre.

En outre, la confiscation des marchandises ayant formé l'objet de l'infraction pouvait être prononcée au profit des autorités et sociétés désignées.

Abstraction faite des ventes qui avaient été effectuées à ces autorités et sociétés, les usines n'étaient plus autorisées à mettre en travail que la dixième partie des stocks déclarables. Cette mesure d'abord provisoire, fut maintenue définitivement par un arrêté du 14 octobre 1916 et étendue aux fils de lin, d'étoupe, de coco et autres du même genre le 14 février 1917 (1).

Un relevé général des stocks de tissus, de bonneterie, (articles en tricot, etc.) et d'articles de rubannerie se trouvant en Belgique fut décrété le 19 juillet 1916 (2).

(1) Ordonnance du 4 mai 1917 du commandant de l'étape (*Bull. Et.*).

(2) Ordonnance du 23 juillet 1916 du commandant de l'étape (*Bull. Et.*).

Un autre arrêté pris à la même date (1) mais publié beaucoup plus tard, donna au « Militaerisches Textil-Beschaffungsamt » le droit d'acquérir 75 % des marchandises déclarées pour 8 catégories d'étoffes et de tissus déterminés et dépassant une certaine valeur marchande. Cette proportion fut toutefois jugée exagérée et le 14 octobre une nouvelle ordonnance laissa au commerce libre, une quantité supplémentaire de 15 0/0 des marchandises déclarées. Les prix pour les ventes à l'amiable étaient basées sur ceux pratiqués ordinairement en juillet 1914 en tenant compte d'une hausse de 20 à 45 %.

2° SAISIES INTÉRESSANT L'INDUSTRIE DU FER

L'industrie du fer avait été laissée dans un calme relatif durant l'année 1915. Plusieurs firmes avaient, on s'en souvient, été en butte à des sollicitations énergiques, parfois accompagnées de menaces, dans le dessein de leur faire accepter des commandes de l'administration allemande ; certaines d'entre elles avaient été mises sous surveillance. Des milliers de machines-outils avaient été réquisitionnées par l'autorité militaire ; pour ne citer qu'un cas, au mois d'avril 1915, 134 machines-outils d'une valeur en 1914 de 2.600.000 francs avaient déjà été enlevées aux usines de Louvain de la Société Dyle et Bacalan. C'est toutefois de 1916 que datent les mises sous séquestre, les occupations militaires (2) et les arrêtés de réquisition en masse pris à l'égard de l'industrie du fer, toutes mesures conformes au programme de la Section pour le Commerce et l'Industrie.

Il convient pour être complet, de citer l'arrêté du 31 décembre 1915 concernant la mise à la disposition de l'autorité allemande des produits de laminaires, tôles, rails et autre matériel pour chemin de fer de campagne ou à voie étroite. Cette réquisition n'est pas faite sous la forme ordinaire. L'arrêté déclare simplement que toutes les marchandises désignées sont mises à la disposition du général du corps du génie (Ingénieur-und Pionierkorps). « Par conséquent, sont soumis à l'autorisation de ce dernier, les contrats de vente, les transports, les ventes et autres dispositions juridiques ainsi que l'exercice et la contrainte judiciaire, sauf, toutefois, lorsqu'il s'agit des stocks inférieurs à 10 tonnes ». Les sanctions sont des peines d'emprisonnement de 2 ans au plus et des amendes, pouvant atteindre 50 fois la valeur des choses formant l'objet de l'infraction, sans préjudice de la confiscation.

Un arrêté du 22 avril 1916 concerne la saisie et la déclaration des

(1) Arrêté du 23 juillet 1916 pour l'Etape ; publié le 26 août suivant (*Bull. Et.*).

(2) Voir chapitre V, p. 80.

stocks de manganèse, wolfram, chrome, molybdène, vanadium, titan, cobalt, nickel, que ces matières se trouvent sous forme de minerai, métal ou alliage, ou bien qu'elles se trouvent dans des sels, acides, scories, sous-produits et produits intermédiaires. Sont saisis également les stocks de ferrosilicium, ferrophosphore, silicospiegel, silice, aluminium, manganèse, les stocks de fonte pour acier et spiegeleisen ayant de 3 à 20 % de manganèse, les stocks de fer hématite. En ce qui concerne les alliages de fer, la saisie s'étend aux déchets, mitraille et aux outils finis ou mi-ouvrés. Parmi les personnes ou personnes juridiques auxquelles s'applique l'arrêté, se trouvent mentionnés les entrepreneurs, industriels et entreprises qui dans leur exploitation produisent, travaillent, utilisent ou consomment les objets désignés, les maisons de commerce qui les vendent, toutes les communes, toutes les corporations et toutes les associations. Les déclarations des stocks devaient être faites à la Section pour le Commerce et l'Industrie. Celle-ci décidait, dans chaque cas, s'il y avait lieu d'autoriser l'utilisation des objets déclarés nécessaires au maintien en activité de l'exploitation. Quiconque vendait ou achetait des objets désignés comme saisis par l'arrêté, les cachait, les utilisait sans autorisation, négligeait d'en faire la déclaration dans les règles prescrites, ou faisait une déclaration fausse ou incomplète, était passible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus ou d'une amende pouvant atteindre 20.000 marks ; les objets ayant donné lieu à une infraction étaient confisqués sans indemnité au profit de l'Empire allemand.

Le 30 septembre 1916, la saisie, la déclaration obligatoire et l'expropriation éventuelle des stocks d'acier rapide de toutes sortes et de toutes dénominations sont décrétées. Les déclarations doivent être faites à la Section pour le Commerce et l'Industrie, la société autorisée à acheter est la Zentral-Einkaufsgesellschaft. Les expropriations se font au bénéfice de l'autorité militaire.

Le 5 septembre 1916, un arrêté d'ordre général sur les transports des marchandises dans le gouvernement général atteint gravement l'industrie des laminoirs, en comprenant cette fois tous ses produits dans a série des marchandises dont le transport, même à l'intérieur des agglomérations, est soumis à l'autorisation des fonctionnaires allemands. Le 2 décembre, le trafic de la mitraille de fer, fonte et acier, est entravé par des interdictions de transport en même temps que la déclaration de tout stock de mitraille est rendue obligatoire, ainsi que des taques en fonte et des châssis de fonderie pour moulage.

3^o SAISIES INTÉRESSANT L'INDUSTRIE EN GÉNÉRAL

Les métaux : cuivre, étain, bronze, laiton, etc. — En vue de compléter l'exécution de son programme d'utilisation de toutes les richesses de la Belgique, la Section pour le Commerce et l'Industrie s'occupa en 1916 de dresser l'inventaire dans toute l'industrie des objets en métaux dits à économiser, des courroies et câbles de transmission et des machines.

Pour ce qui concerne d'abord les métaux à économiser, un arrêté du 8 juillet ordonna la déclaration de tous les stocks de cuivre et d'étain, à l'état de minerais, métaux bruts, produits mi-ouvrés, produits chimiques ou d'alliage, comme à l'état de produits finis servant à l'industrie : lignes aériennes nues ou souterraines, barres collectrices des tableaux de distribution, boîtes à feu en cuivre, tuyaux en cuivre placés, etc. Etaient soumis également à la déclaration, le cuivre, le bronze, le laiton et l'étain dans les produits finis servant dans les hôtels et les restaurants. Les personnes ou personnes juridiques qui devaient faire la déclaration étaient rendues responsables de la bonne conservation des objets à déclarer. Les produits finis qui étaient déjà en usage à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté pouvaient encore être utilisés, jusqu'à nouvel ordre, dans le même but que précédemment. Les infractions à l'arrêté étaient suivies de confiscation et punies de peine de prison (5 ans maximum) et d'amendes (20.000 marks maximum).

Le 4 novembre, les objets visés par l'arrêté du 8 juillet sont déclarés saisis. Ils peuvent être vendus, dans les conditions habituelles, à la Zentral-Einkaufsgesellschaft avant le 15 décembre ; après cette date ils seront expropriés au profit de l'administration militaire. Le démontage des objets réquisitionnés devait se faire sur invitation spéciale ou générale de la Section pour le Commerce et l'Industrie, par les soins et aux frais du déclarant.

Enfin, le 30 décembre 1916, un arrêté ordonna la déclaration et la saisie des stocks de produits achevés en cuivre, étain, nickel ou un alliage de ces métaux. En cas d'inobservation des délais fixés pour démonter et livrer les objets désignés par les arrêtés, il était procédé au démontage et à la prise de livraison sur les lieux même, par voie de contrainte et aux frais du détenteur ; dans ce cas, il ne devait pas être accordé d'indemnités.

L'enlèvement des métaux à économiser, le cuivre, l'étain, le bronze, le laiton, le nickel, etc., fut exécuté en 1917 et 1918. Il fut puissamment organisé et mené avec une grande énergie, souvent même empreinte

de violence. Dans la plupart des usines et ateliers, des équipes de soldats vinrent procéder aux enlèvements sans y apporter aucun soin et sans se préoccuper le moins du monde d'éviter dans leurs opérations des détériorations inutiles. Après le passage de ces équipes qui séjournaient parfois de nombreux mois dans les usines, les installations mécaniques offraient un aspect lamentable. Toutes les tuyauteries de cuivre, les robinetteries, les canalisations électriques, les chaudières de cuivre avaient été enlevées ou arrachées ; les machines et les appareils de transmission avaient été démontés pour obtenir le métal des coussinets. Des mécaniques précieuses furent mises hors d'usage pour assurer aux Allemands la possession de quantités de cuivre souvent minimes. Dans l'industrie textile notamment, les métiers et les machines : renvideurs, encolleurs, étirages, bancs à broches, furent dégarnis de leurs pièces de cuivre. La Société Anonyme « La Louisiane », à Gand, signale entre autres, qu'une opération de ce genre ayant produit 1.100 kilos de cuivre, détériora 12.000 broches dont la réfection lui coûta 30.000 francs. Les garnitures de cadre firent partie des rafles, ce qui eut pour résultat d'empêcher pendant de longs mois la reprise d'une activité quelconque dans de nombreuses filatures après la guerre. Les récolteurs du cuivre n'avaient d'ailleurs aucune préoccupation de la valeur industrielle des objets sur lesquels ils faisaient main basse, et l'on vit évaluer au poids du métal des rouleaux en cuivre gravés qui constituaient une véritable richesse.

Signalons en passant que l'industrie ne fut pas la seule victime des réquisitions des métaux à économiser. Un arrêté du 13 décembre 1916 (1) décréta la saisie et ordonna la livraison des objets en cuivre, étain, nickel, laiton, bronze ou tombac se trouvant dans les ménages. Cette mesure ne fut pas exécutée avec moins de rigueur et de minutie que dans l'industrie ; tout le monde conserve en Belgique le souvenir pénible des perquisitions sans nombre effectuées dans les demeures les plus riches comme les plus pauvres, et de l'enlèvement de ce qui en constitue non seulement le charme et l'agrément, mais souvent même l'accessoire indispensable.

Les courroies et les câbles de transmission. — Les courroies et câbles de transmission furent saisis suivant les dispositions de l'arrêté du 27 septembre 1916. La déclaration de ces objets devait être faite à la *Kriegsleder-Aktien-Gesellschaft*, par les marchands et fabricants, ainsi que par toutes les entreprises industrielles qu'elles soient ou non en activité ; elle devait comprendre également les courroies et les câbles

(1) Ordonnance du 23 juillet 1916 du commandant de l'étape (*Bull. Et.*).

en service, ceux qui étaient hors de service et leurs déchets. La formule de saisie est conforme aux règles ordinaires en la matière ; le monopole d'achat est octroyé à la *Kriegsleder-A. G.* à des prix fixés par la Section pour le Commerce et l'Industrie. Provisoirement l'industriel était autorisé à se servir des courroies et câbles déclarés ou à déclarer, avec cette restriction toutefois dans le territoire de l'étape de la IV^e armée, qu'après le 15 décembre 1916 (1), il était défendu de monter de nouvelles courroies ou de nouveaux câbles sans en avoir reçu l'autorisation.

Les petites entreprises dont les stocks de câbles ou de courroies ne dépassaient pas 50 kilos furent, au début, exemptées de l'obligation de les déclarer, mais cette faveur leur fut retirée le 27 juin 1917. Nous verrons d'ailleurs qu'à cette époque, aucune entreprise en Belgique, même la plus insignifiante, n'était plus autorisée à travailler sans en avoir reçu la permission de la Section pour le Commerce et l'Industrie.

La livraison immédiate de tous les objets déclarés, n'en exceptant que ceux réellement en usage dans les entreprises dont l'activité était encore tolérée, fut ordonnée au mois de juin 1918. Longtemps avant cette date, l'industrie belge, à quelques usines près, avait été réduite au chômage ; il ne resta rien, ou presque rien, au lendemain de l'armistice en fait de matériel de transmission dans ce qui avait été le territoire occupé de la Belgique.

Les machines. — C'est en 1916 encore que l'administration allemande s'occupa de faire le relevé méthodique de toutes les machines, parties de machines, machines-outils et appareils qui se trouvaient en Belgique et étaient susceptibles d'être utiles à l'industrie des armements.

Les réquisitions de machines faites dès le début de l'occupation par l'autorité militaire s'étaient effectuées sans programme bien déterminé, suivant les besoins des ateliers de l'armée et de l'industrie de guerre allemande, au hasard des recherches faites dans les usines. L'importance des enlèvements pratiqués dans les ateliers de constructions mécaniques fut, on s'en souvient, critiquée au cours d'une séance de la commission économique par le gouverneur général von Bissing. Celui-ci émit à cette occasion l'opinion singulièrement optimiste, que les industriels belges auraient pu être décidés à utiliser eux-mêmes leurs machines-outils dans l'intérêt de l'Allemagne.

Aucune illusion de ce genre n'existait certainement plus lorsque, au cours de l'année 1916, différents organismes militaires furent mis

(1) Ordonnance du 9 décembre 1916 du commandant de l'étape (*Bull. Et.*).

en mesure de dresser un inventaire complet des richesses de la Belgique en fait de mécanique.

Le procédé suivi pour obtenir les relevés fut le même pour toutes les catégories de machines ou d'appareils : par voie d'arrêté les industriels ou propriétaires étaient mis en demeure de dresser, avant une certaine date, la liste des objets à déclarer se trouvant en leur possession et d'en faire une description détaillée et minutieuse quant aux dimensions, à l'âge, à la marque et à la puissance ; ces documents devaient être adressés aux kommandantures locales ou aux chefs d'arrondissements (Kreischef) qui à leur tour les envoyaient à une autorité militaire déterminée, chargée de centraliser les renseignements. Un objet déclaré ne pouvait plus être transporté, vendu, voire utilisé, qu'en vertu d'une autorisation spéciale de l'autorité militaire compétente. Pour tout manquement à ces dispositions des sanctions étaient prévues ; une peine d'emprisonnement pouvant s'élever à 6 mois, ou une amende pouvant atteindre 20.000 marks (10.000 marks dans le territoire de l'étape), ou ces deux peines simultanément ; en outre, l'objet qui avait donné lieu à l'infraction était confisquée au profit de l'administration militaire.

Le premier en date des arrêtés relatifs au relevé des machines, celui du 6 mars 1916 (1) concerne les machines, transformateurs et appareils électriques. Doivent être déclarés : tous les électromoteurs, toutes les machines productrices de courant, toutes les commutatrices et tous les moteurs générateurs, tous les transformateurs et tous les appareils de manœuvres, sûretés, disjoncteurs automatiques, appareils de démarrage et de réglage, les additeurs, réducteurs, les compteurs, etc. L'organisme centralisateur est la « Maschinenbeschaffungstelle der Königlichen Feldzeugmeisterei » dans le gouvernement général, le Beauftragten des Kriegsministeriums der 4 Armée dans l'étape. Un arrêté du 7 juillet concerne les machines à travailler les métaux (2). Il contient une longue liste de machines outils dont la déclaration doit parvenir à un officier d'Etat-Major de l'artillerie à pied (Fussartillerie). Nous y trouvons mentionnés entre autres : tous les tours à partir de 125 m/m de hauteur des pointes, les machines à fraiser, à alèser, à tailler et raboter les engrenages, les machines à raboter et à mortaiser, les étaux limeurs, les tours verticaux, les machines à poinçonner,

(1) Correspondant à l'ordonnance du commandant de l'étape du 29 septembre 1916.

(2) Correspondant à l'ordonnance du commandant de l'étape du 11 octobre. L'organisme centralisateur est la « Baudirektion » de l'inspection de l'étape. L'ordonnance du 11 octobre mentionne en outre des machines à travailler les métaux, celles à travailler le bois, les moteurs à explosion, les locomobiles et une quantité d'appareils de tous genres.

à cisailer, les marteaux-pilons, les presses, les machines à scier les métaux, à meuler, à tronçonner, à tarauder, les machines pour la fabrication des vis. Le 5 septembre le transport de ces diverses machines est déclaré soumis à une autorisation préalable et leur vente est interdite par un arrêté du 20 octobre.

Une nouvelle liste de machines à déclarer dans les mêmes conditions est publiée dans un arrêté du 25 septembre ; il s'agit cette fois des locomobiles sur roues et fixes, des locomotives routières, des rouleaux compresseurs à vapeur, des machines motrices pour charrues ; des machines à travailler le bois ; des pompes, ventilateurs et compresseurs, des stocks de tuyaux non montés à eau, à gaz, à air, en fonte, fer forgé ou tôle ; de tous les treuils à câble et à chaîne, des grues fixes ou roulantes, simples, à portique et à pont, ainsi que de toutes les grues pivotantes sur roues, mues à la main, à la vapeur ou à l'électricité ; de toutes les grues à bennes prenantes ; de tous les excavateurs, dragues et suceuses. Les déclarations et descriptions doivent parvenir au général du génie (General der Pionier).

Enfin un arrêté du 20 octobre 1916 ordonne le relevé des moteurs à explosion par les soins des bureaux d'inscription des automobiles (Kraftfahrstellen). Il désigne comme devant être déclarés, outre les moteurs des automobiles et des motocyclettes, tous les moteurs fixes à explosion, ainsi que toutes les pièces essentielles et tous les accessoires des moteurs.

Ces multiples exigences, les obligations toujours renouvelées de fournir des relevés et des inventaires astreignirent le personnel des usines à un travail fastidieux. Pourchassés par les divers organismes allemands qui n'admettaient pour la remise des réclamations que des délais fort courts, les industriels furent en butte à des vexations sans nombre. Les ateliers étaient incessamment envahis par des patrouilles de contrôle venant vérifier l'exactitude des listes fournies. Mais malgré l'application rigoureuse des sanctions, malgré les amendes fréquentes et les peines d'emprisonnement infligées par les tribunaux militaires, déclarés seuls compétents en la matière, une résistance désespérée fut opposée au dépouillement des usines. Patrons, chefs de service, chefs d'ateliers, ouvriers étaient ligués pour tâcher de soustraire le plus de matériel possible à la rapacité des autorités militaires. Les procédés les plus divers furent mis en œuvre pour cacher tous les objets qui pouvaient se prêter à une dissimulation quelconque et la corruption des fonctionnaires allemands fut largement pratiquée. Toutefois ces manœuvres, souvent inutiles et sévèrement punies en cas de découverte, ne pouvaient sauver qu'une infime partie des richesses convoitées par l'occupant.

L'effet des mesures édictées en 1916 ne se fit pas longtemps attendre. En possession de tous les documents nécessaires, les organismes allemands composèrent des catalogues qui étaient communiqués aux industriels d'Allemagne. Ceux-ci vinrent ensuite dans les usines du pays occupé, munis d'un « Ausweis » délivré par l'autorité militaire, et choisissaient eux-mêmes l'outillage qui paraissait leur convenir. Comme conséquence, on vit les plus belles installations et les machines-outils les plus perfectionnées prendre le chemin de l'Allemagne. La dévastation organisée des usines belges avait commencé.

On s'aperçut dès la fin de l'année 1916 que cette manière d'utiliser les richesses de la Belgique serait poussée jusqu'à l'extrême. A cette époque, en effet, les Allemands entamèrent la destruction des chambres de plomb dans les fabriques d'acide sulfurique afin de s'assurer la possession du métal dont elles étaient revêtues. Au début cette destruction fut entreprise avec quelques précautions et sans porter le caractère d'inconscience qui, nous le verrons, sera la règle en 1917.

C'est à la fin de l'année 1916 que se place aussi le début de la réquisition de la main-d'œuvre belge au profit de l'industrie allemande. L'étude des différentes mesures prises dans ce but par l'autorité occupante est faite dans une autre monographie (1) et nous ne nous y arrêterons pas ici. Nous rappellerons toutefois que la réquisition des ouvriers et la déportation des chômeurs marche de pair avec la stagnation progressive imposée à l'industrie.

(1) Passelecq, op. cit. (même collection.)

CHAPITRE VIII

Fermeture des usines

1. Mesures prises afin de placer complètement l'industrie belge sous le régime économique de guerre allemand. — Arrêté du 17 février 1917. — Exécution de cet arrêté. — Arrêté complémentaire du 21 juillet 1917. — Nombre d'industries autorisées.
2. Application des mesures dans les différentes branches de l'industrie.

1^o MESURES PRISES AFIN DE PLACER COMPLÈTEMENT L'INDUSTRIE BELGE SOUS LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE GUERRE ALLEMAND

Arrêté du 17 février 1917. — Le vaste plan d'opérations militaires que la direction supérieure des armées allemandes avait élaboré pendant l'été 1916, et dont l'exécution était préparée pour le courant de 1917, devait entraîner une consommation d'hommes et de munitions tellement considérable, qu'elle dépassait toutes les évaluations envisagées jusqu'alors dans les guerres modernes. Dès octobre 1916, sous l'impulsion plus pressante des nouveaux chefs Hindenburg et Ludendorff, des tentatives furent faites pour recruter en Belgique un contingent de 400.000 ouvriers, pouvant rendre disponible pour les armées allemandes un nombre proportionnel de sujets mâles de l'empire (1).

L'essai de déportation en masses de citoyens belges sans travail ne fut guère couronné de succès ; mais à peine les instructions relatives aux prétendus chômeurs furent-elles rapportées, que des mesures d'un autre ordre furent prises en vue de l'exploitation de toutes les ressources industrielles de la Belgique, au profit exclusif de la politique de guerre allemande. L'arrêté du 17 février 1917, concernant la ferme-

(1) Voir Dr. W. Asmis : *Utilisation des forces ouvrières belges pour l'économie politique allemande après la guerre*. Mémoire conservé aux Archives de la Commission belge d'enquête.

ture ou le maintien en exploitation d'entreprises belges n'a d'autre but que d'assurer l'utilisation, pour le seul bénéfice de l'ennemi, de tout ce qu'il y avait encore de force économique dans le territoire occupé après l'enlèvement méthodique des réserves de matières premières.

Le texte complet de cet important document est publié dans le n° 315 du 25 février 1917 du *Bulletin officiels des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé* et reproduit dans une autre monographie de cette histoire (1). Ici, il suffit de dire qu'aux termes de cet arrêté l'interdiction de continuer l'exploitation vise toute production, tout travail ou toute consommation de matières premières, de produits mi-ouvrés ou de produits finis, ainsi que toute consommation, à cette fin, de charbon, de coke ou d'autres combustibles.

Exécution de cet arrêté. — Dans l'esprit de la Section pour le Commerce et l'Industrie qui était chargée de l'exécution de cet arrêté, tout le capital industriel de la Belgique devait être considéré comme de la matière exploitable pour les nécessités présentes de l'Allemagne, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des intérêts de l'industrie belge. Il s'agissait avant tout d'obtenir le maximum de rendement utile des forces productrices encore disponibles dans le pays, capable de travailler pour les buts de guerre allemands ou indispensables à l'existence de la population belge. D'autre part, il importait de réduire au minimum le nombre d'exploitations en activité, de façon à réaliser des économies de combustible, d'éviter l'encombrement sur les voies de communication ferroviaires et fluviales, afin de ne pas entraver le service intensif des transports militaires, et enfin, de laisser à la disposition de l'Allemagne tout ce qu'il était encore possible de rassembler en fait de matières premières, de machines-outils et d'ouvriers, artisans ou non qualifiés, sans travail.

Dans cet ordre d'idées, toutes les entreprises du territoire occupé furent examinées au point de vue de leur utilisation possible pour les intérêts allemands ou de leur nécessité pour la vie de la population.

Toutefois, l'administration allemande se rendit compte qu'en se montrant trop sévère dans l'octroi des autorisations d'exploitation, la rareté des usines et ateliers en activité aurait pu amener une situation défavorable, en accordant aux privilégiés une sorte de monopole leur permettant, par la suppression de la concurrence, de maintenir

(1) Passelecq.

des prix très élevés pour les fournitures à faire aux bureaux allemands. De plus, la plupart des grandes firmes industrielles du pays ayant opposé un refus absolu aux offres de commandes faites par les émissaires de l'autorité occupante, celle-ci fut obligée de recourir à un assez grand nombre d'entreprises d'importance secondaire. Les exploitations qui furent autorisées à travailler en vertu de l'arrêté du 17 février 1917 appartiennent en effet, en grande majorité, à la petite industrie et à l'industrie à domicile. Il est à remarquer à ce propos, que la fermeture de ces petites entreprises, généralement rurales, ne présentait pas grand intérêt au point de vue du recrutement du personnel ouvrier pour l'Allemagne ; le Bulletin administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie du premier semestre 1918, signale en effet que l'Industrie-Büro(1) n'aurait guère trouvé là des ouvriers disposés à s'expatrier, la plupart de ceux qui sont occupés dans les petites usines dont il s'agit, possédant une petite exploitation agricole leur assurant un approvisionnement en vivres pour leurs familles.

La proportion d'usines auxquelles l'autorisation de continuer à travailler fut refusée, après demande, ne fut tout d'abord pas très considérable. Mais bientôt la pénurie du charbon provoquée par une diminution de la production des mines se fit sentir. Cette pénurie se manifesta dès le mois d'avril 1917, alors que des exportations assez importantes de combustibles avaient été faites en n'ayant égard qu'aux seuls intérêts de l'Allemagne ; d'autre part, le trafic sur les voies ferrées se trouva fortement intensifié par suite des importants mouvements des troupes traversant la Belgique lors des grandes opérations stratégiques de la campagne de printemps. Dans ces conditions, l'administration allemande fut amenée à pousser plus loin les mesures prises par l'arrêté du 17 février 1917, lequel fut complété par les prescriptions ci-après, édictées par le gouverneur général von Falkenhäusen le 21 juillet 1917, et publiées le 30 du même mois dans le bulletin officiel :

Les exploitations industrielles et ateliers quelconques qui, après le 1^{er} mars 1917, ont réduit à 12 ou moins le nombre de leurs ouvriers, à 5 HP ou moins la force de leurs moteurs, ou encore à cinq tonnes ou moins leur consommation de charbon, de coke ou d'autre combustible et qui, par ce fait, ne sont pas tombés sous l'application de l'arrêté du 17 février 1917, doivent à partir du 1^{er} août 1917 sans aucune exception, solliciter l'autorisation de continuer à travailler et sont soumis aux autres dispositions de l'arrêté.

(1) Au sujet de l'Industrie-Büro, voir p. 97, et la monographie de Passelecq.

Comme on le voit, le dit arrêté du 17 février 1917 fut étendu à toutes les exploitations quelle que soit leur importance. De plus, toute exploitation continuant à fonctionner fut soumise à des inspections sévères et régulières et tenue de remplir une carte de contrôle de sa consommation en charbon et autres combustibles. La Section pour le Commerce et l'Industrie détermine des conditions réglementaires (Bedingungen) concernant : a) l'exécution de commandes ; b) le temps d'emploi des moteurs ; c) l'utilisation de chaque machine-outil ; d) le contrôle des matières premières ; e) les délais d'exécution des commandes ; f) l'emploi du charbon.

Nombre d'industries autorisées. — La liste dressée le 1^{er} juillet 1918, des entreprises ayant reçu l'autorisation de continuer leur exploitation présentait les totaux ci-après :

Entrepreneurs de bâtiments.....	18
Industrie des brosses.....	20
Industrie chimique.....	54
Industrie du diamant.....	42
Industrie du fer.....	383
Couleurs.....	40
Industrie du verre.....	13
Industrie du bois.....	386
Industrie céramique.....	29
Industrie du cuir.....	41
Industrie des métaux (fer hormis).....	30
Huiles et graisses.....	110
Industrie travaillant le papier.....	208
Fabriques de papier.....	15
Carrières, exploitations d'argile, etc.....	153
Industries du tabac.....	123
Exploitations diverses.....	50
Blanchisseries.....	50
Industries du ciment.....	2
Industries des allumettes.....	1
Total.....	1.768

En dehors de ces 1.768 entreprises dont la plupart étaient petites ou de moyenne importance, il y avait 39 usines travaillant sous un séquestre allemand, soit parce que le capital investi dans l'entreprise était originaire d'un pays étranger en guerre avec l'Allemagne, soit parce que la direction s'était refusée à exécuter un travail commandé par l'administration allemande et que celle-ci jugeait nécessaire de maintenir l'usine en exploitation.

En ce qui concernait l'alimentation du pays, les entreprises ci-après étaient également autorisées à continuer le travail :

Brasseries.....	325
Etablissements du Comité National et du Nord de la France (1).....	252
Fabriques de glace	31
— conserves de viande.....	10
— levure	24
— liqueurs.....	77
Malteries.	82
Fabriques de beurre et de margarine.....	18
Laiteries.....	87
Rotisseries.	32
Fabriques de sucre.....	53

Soit un total de 991 entreprises.

La direction générale militaire des chemins de fer exploitait de son côté en Belgique 165 établissements y compris tous les ateliers.

En outre, 50 exploitations militaires travaillaient sous différentes administrations militaires allemandes tels que : le service des camions, l'industrie du matériel roulant de chemin de fer du gouvernement général, l'officier général d'état-major des pionniers (pour la fabrication du matériel du front), enfin l'officier d'état-major d'artillerie à pied. Ce dernier service s'occupait de la fabrication et de la mise en état des machines-outils, principalement destinées à l'Allemagne.

Pour le gouvernement général, le tableau des entreprises en exploitation se présentait donc comme suit, au 1^{er} juillet 1918.

Fabriques soumises à l'autorisation	{ Jugées utiles à la politique de guerre allemande.....	1.768
	{ Nécessaires à l'alimentation...	991
Fabriques sous séquestre.....		39
Fabriques militaires en exploitation.....		215
Total.....		3.013

Dans ces chiffres ne sont évidemment pas comprises de nombreuses petites exploitations à domicile, comme des forges et des moulins qui échappaient à l'obligation de solliciter une autorisation, mais devaient toutefois remplir leur carte de contrôle pour la consommation de charbon et de combustible.

Le nombre d'entreprises autorisées peut paraître considérable (2).

(1) Le Comité national, organisme purement belge fonctionnant sous la protection des ministres d'Espagne et des Pays-Bas à Bruxelles, pour le ravitaillement en vivres de la population belge.

(2) Il y a lieu de noter à ce propos que le nombre total d'entreprises en activité en Belgique d'après le recensement officiel dressé par le ministère de l'Industrie et du Travail s'élevait avant la guerre à près de 260.000 entreprises, grandes et petites.

Nous avons déjà attiré l'attention sur la médiocre importance de la plupart d'entre elles. Cela s'explique par la nécessité où l'administration allemande s'était trouvée de répartir ses commandes sur une grande quantité d'usines de second ordre, plutôt que de les concentrer sur un nombre restreint de grosses entreprises.

Dans le Bulletin administratif de la Section pour l'Industrie et le Commerce, pour le premier semestre de 1918, l'administration se félicite de la bonne collaboration obtenue de la part des usines belges autorisées, appartenant à l'industrie du fer, soumises à sa surveillance.

Là où s'élevèrent dans quelques cas des difficultés — ainsi s'exprime le bulletin — il a presque toujours suffi d'attirer l'attention sur les conséquences désagréables qui en résulteraient pour les usines, pour les rendre souples. Dans les cas particulièrement difficiles, les usines furent mises sous séquestre, ou bien la fermeture en fut décidée.

Les exploitations par séquestre exigeaient un personnel supplémentaire, occasionnant des frais considérables, et donnaient des résultats peu satisfaisants. L'administration allemande préférait de beaucoup faire exécuter ses commandes par les industriels belges soumis à un contrôle sévère et menacés en cas de refus de voir leurs usines fermées, leur outillage détruit, leurs machines enlevées ou brisées et leurs halls démolis ou réduits en mitraille.

Il n'y a pas de doute que ces menaces, en face des destructions déjà commencées en certaines régions industrielles, aient eu une prise considérable sur le patron de petite envergure, dont tout le capital était engagé dans l'entreprise et dont tout l'avenir dépendait de la prospérité de ses ateliers. Enfin, comme dès le mois de juillet 1917, les destructions, dont nous parlerons bientôt, allèrent de pair avec la fermeture de ce que l'administration allemande appelle toutes les exploitations superflues, il n'est pas étonnant que les usines les plus importantes aient été fermées les premières. Leur rendement en mitraille sous le marteau pilon était beaucoup plus intéressant que celui des petits ateliers.

2^o APPLICATION DES MESURES DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES DE L'INDUSTRIE

Industrie du fer. — Toutes les considérations dont il vient d'être question s'appliquent tout spécialement à l'industrie du fer dont les usines furent d'ailleurs les premières, et grâce à la tournure que prirent les événements militaires, les seules où les charpentes furent converties en mitraille.

L'importance de l'industrie du fer, à tous les points de vue auxquels se plaçait l'administration allemande pour l'exécution du plan d'ensemble qu'elle poursuivait, avait entraîné la création d'un nouveau département de la Section pour le Commerce et l'Industrie : la sous-section de l'industrie du fer. Cette dernière avait toute l'industrie belge du fer sous son contrôle. Les demandes d'autorisation de continuer à exploiter les entreprises industrielles dans cette branche lui étaient soumises ; son jugement sur l'opportunité de les accorder fut basé sur l'examen des commandes que les usines avaient en exécution. En 1917, 250 usines de fer furent fermées, 394 reçurent l'autorisation d'exploiter (1). Ces dernières devaient présenter tous les mois la liste des commandes qu'elles avaient reçues, afin d'obtenir l'autorisation de les exécuter. Ces commandes étaient examinées par la section de l'industrie du fer, au point de vue de leur utilité pour la politique de guerre ou les nécessités du pays.

Pendant le premier semestre de l'année 1918, 66 autorisations primitivement accordées furent retirées :

Dans dix-huit cas, parce que les commandes données étaient exécutées et qu'il n'en existait pas de nouvelles ;

Dans huit cas parce qu'il y avait un nombre suffisant d'autres exploitations similaires pour exécuter le travail prévu ;

Dans quatre cas, parce que l'usine travaillait dans des conditions onéreuses ;

Dans neuf cas parce que la continuation de l'exploitation n'était pas dans l'intérêt de la politique économique de guerre allemande ;

Dans quatre cas pour refus d'accepter un travail ou pour n'avoir pas suivi les prescriptions données ;

Dans cinq cas sur la demande d'autres services ;

Dans deux cas pour pouvoir livrer l'usine à la démolition ;

Dans deux cas parce que le lieu d'exploitation se trouvait englobé dans la zone des étapes (2).

Quelques nouvelles exploitations furent toutefois autorisées par la sous-section de l'industrie du fer, qui avait aussi dans ses attributions la mise en exploitation d'usines inactives, si elle le jugeait nécessaire pour obtenir une plus grande capacité de production et un meilleur contrôle. Outre le soin d'examiner les commandes, elle avait aussi la charge de répartir celles faites par les différents offices entre les usines les plus aptes à les exécuter ; elle fixait les prix maxima et contrôlait

(1) Il y avait en Belgique, avant la guerre, 586 entreprises classées dans la grande industrie du fer, se décomposant en 86 grandes usines et fabriques, et 500 ateliers de construction.

(2) *Bulletin administratif* du 1^{er} semestre 1918.

l'établissement des prix ; c'est cet organisme encore qui assignait la délivrance des matières premières nécessaires, d'après les commandes, auprès des offices allemands autorisés à distribuer ces matières.

Les quantités de matières premières mises à la disposition de toutes les exploitations appartenant à l'industrie du fer en Belgique pendant le premier semestre de 1918 se détaillent comme suit :

31.849	tonnes	de grenaille.
7.296	—	de déchets de fonderie.
9.708	—	de fonte.
11.841	—	de fer laminé
68.559	—	de charbon.
5.442	—	de coke.

Ces chiffres montrent la faible importance des usines maintenues en exploitation, lorsqu'on considère que la production des ateliers Cockerill seuls, dans une période de six mois en temps de paix, s'élevait à 150 ou 175 mille tonnes d'acier.

Dans la branche de l'industrie du fer, les usines autorisées doivent être classées en 5 spécialités, à savoir : les usines de fers commerciaux et laminés ; les usines de tôle fine ; les fonderies ; les fabriques de vis, etc. ; les fabriques d'objets en fer-blanc. Le Bulletin administratif du 1^{er} semestre 1918 donne un tableau indiquant dans quelles proportions les commandes étaient distribuées entre ces différents groupes par la sous-section de l'industrie du fer.

Voici le tableau :

RÉPARTITION DES COMMANDES ENTRE LES USINES AUTORISÉES
DE L'INDUSTRIE DU FER PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE 1918

GROUPES D'USINES	DESTINATION DU TRAVAIL				
	OFFICES ALLEMANDS	MINES BELGES	DIVERSES ENTREPRISES BELGES	NÉGOCE BELGE	EXPORTATIONS
Usines de fers commerciaux et laminés.....	28.52 %	19.67 %	35.44 %	11.90 %	4.47 %
Usines de tôle fine	33.42 %	14.74 %	29.86 %	12.77 %	9.21 %
Fonderies	17.65 %	17.91 %	56.08 %	—	8.36 %
Fabrique de vis, etc.....	59.20 %	10.86 %	9.63 %	4.41 %	15.90 %
Fabrique d'objets en fer- blanc.....	77.49 %	0.63 %	1.85 %	18.72 %	1.31 %

Le pourcentage des commandes destinées aux diverses entreprises belges est relativement considérable pour les trois premiers groupes.

Les commentaires dont le tableau est accompagné dans le bulletin administratif nous renseignent à ce sujet, en montrant que les entreprises belges dont il est question étaient des usines de finissage, travaillant en grande partie pour les offices allemands ou dans un intérêt allemand.

C'est ainsi que pour les fers commerciaux 79.29 % de ces commandes étaient destinés aux fabriques de vis, le reste à des usages agricoles. Pour les tôles fines, 88.88 % des commandes inscrites sous la rubrique des entreprises belges étaient destinées au 5^e groupe, fabriques d'objets en fer-blanc, dont la presque totalité des produits allait aux offices allemands. La fonte enfin, était envoyée dans une proportion d'environ 29 % aux ateliers de construction et aux chantiers de navires, qui étaient, pour la plus grande partie, occupés pour des intérêts allemands, environ 28 % servaient aux intérêts agricoles belges, et le reste était réparti entre les chemins de fer, les carrières, les fabriques de produits chimiques, les sucreries, les brasseries et autres entreprises d'alimentation.

Industrie du bois. — Dans la liste des entreprises autorisées, l'industrie du bois est représentée par un chiffre analogue à celui de l'industrie du fer. D'après les Bulletins administratifs du 1^{er} semestre 1918, les 386 entreprises autorisées se répartissaient comme suit :

Scieries.....	185 usines
Fabriques de semelles de bois et sabots.....	64 —
Fabriques de meubles.....	36 —
Menuiseries, ébénisteries.....	45 —
Fabriques de caisses.....	30 —
Fabriques de bois pour brosses.....	15 —
Carrosseries.....	9 —
Fabriques de fibres de bois.....	2 —

Le plus grand nombre de scieries étaient exploitées sous un contrôle militaire, dans l'intérêt de l'armée allemande ; les autres préparaient les bois de mine et travaillaient, en proportions réduites, pour la réfection des maisons détruites et les fabriques de meubles. Les meubles de bois et les sabots étaient mis en petites quantités à la disposition du Comité National en Belgique, la plus grande partie allait à des offices allemands en Belgique ou était expédiée en Allemagne par l'intermédiaire de la centrale des achats. Les fabriques de meubles travaillaient principalement pour les bureaux allemands ou fabriquaient des meubles de ménage à bon marché à destination de l'Allemagne. Les menuiseries s'occupaient pour la plus grande partie à des travaux

de réparation. Les fabriques de caisses travaillaient pour les bureaux allemands, l'office de répartition de sucre, le Comité National et le Comité du Nord de la France.

Les fabriques de bois pour brosses préparaient des brosses pour l'Allemagne sous le contrôle de la Centrale des achats. Les carrosseries travaillaient à la fois pour l'intérêt de l'armée allemande et les besoins du pays. Les fabriques de fibres de bois furent instituées pour fournir à la population un produit en remplacement de la laine de matelas qui était réquisitionnée, et éviter que de la paille ou du foin ne soient employés à cet usage, au détriment du cheptel.

Ces quelques détails montrent l'utilité au point de vue allemand de l'industrie du bois en Belgique, et expliquent le nombre relativement grand d'entreprises de cette catégorie ayant été maintenues en activité.

Elles ne travaillaient pas toutes sous la direction de leurs propriétaires ; nombre d'entre elles, notamment parmi les scieries, dont les patrons s'étaient refusés à accepter du travail dans l'intérêt allemand, avaient été occupées militairement. Le chiffre de 386 ne représente d'ailleurs qu'une faible proportion des entreprises de l'industrie du bois en Belgique.

Celles qui n'obtinrent pas l'autorisation furent, d'une façon générale, quelle qu'était leur importance, dépouillées de leurs stocks de bois et de leurs machines-outils. Ces dernières furent transférées dans des ateliers travaillant dans l'intérêt allemand, ou bien expédiées en Allemagne.

Fabriques de papier et industries travaillant le papier. — Il peut paraître à première vue étrange que, dans l'industrie du papier, la proportion des usines autorisées à poursuivre leur fabrication ait été assez élevée. En effet, 15 usines — dont 11 grosses et 4 petites — sur les 35 fabriques de pâte de papier et de carton que comptait la Belgique, se trouvaient en activité en juillet 1918, et cela malgré la consommation très élevée en charbon que nécessitait ce genre d'exploitation, les difficultés éprouvées pour se procurer la matière première et les complications résultant de l'encombrement des voies de transport pendant les combats sur le front de l'Ouest.

La crise de matière première fut à tel point aiguë, que le pouvoir occupant fut obligé de faire importer d'Allemagne en Belgique, vers la fin de 1917, 250 wagons de copeaux de bois et 210 wagons de cellulose pour la production du papier à journaux.

Les 15 usines exploitées en 1918 produisaient environ 20 millions de kilos de papier par an, et la répartition de cet approvisionnement

fera tout de suite comprendre l'intérêt que l'administration allemande avait à leur activité.

En effet,

20 %	de la production	étaient du papier à journaux	
6 %	—	—	à filer
7 %	—	—	parchemin
67 %	—	—	destinés pour la plus grande part

à couvrir les besoins en papier d'emballage pour les vivres (1).

Cette grande quantité de papier d'emballage était destinée au front ouest ; elle devait remplacer le papier jusqu'alors expédié dans cette direction par l'Allemagne même, et soulager d'autant le trafic des voies ferrées. La petite quantité de papier parchemin était destinée à l'emballage du beurre et des graisses. Le papier à filer devait servir à la confection de bandages à l'usage des hôpitaux militaires. Quant au papier à journaux, il était jugé de la plus haute importance, pour suffire aux besoins de la presse subventionnée par les Allemands en Belgique. C'était le minimum que « la Section politique près du gouverneur général » considérait comme nécessaire pour influencer l'opinion publique, tout spécialement en ce qui concernait la politique de flandrisation à outrance patronnée par le gouvernement allemand. Cette considération était même d'un si grand poids, qu'il fut décidé à la fin de juin 1918, de doubler au moins la production de papier d'impression. Les besoins en matières premières devaient être couverts, autant qu'il était possible, par les récoltes de vieux papiers faites dans le gouvernement général et le territoires des étapes, en vertu des ordonnances publiées à cet effet.

Dans les fabriques de papier arrêtées, tous les rouleaux et courroies de protection en caoutchouc, utilisables en Allemagne, furent saisis et transportés. Il en fut de même d'une quantité de machines spéciales et modernes, entre autres de trois machines à fabriquer le papier absolument complètes. Une de celles-ci fut enlevée aux usines de Naeyer à Willebroeck, le 6 novembre, cinq jours avant la conclusion de l'armistice. Plusieurs usines de cette catégorie signalent, en outre, l'enlèvement de parties importantes de machines continues. Tout cela sans préjudice des enlèvements de moteurs à vapeur et électriques, enlèvements qui furent, comme nous le verrons, la règle générale dans toutes les usines arrêtées du pays.

Plusieurs des fabriques de papier furent occupées militairement pour servir à l'établissement d'un dépôt de munitions.

(1) Bulletin administratif 1^{er} semestre 1918.

Quant aux innombrables fabriques, ateliers et petites entreprises utilisant le papier, nous avons vu que 210 seulement de ces établissements étaient en activité en 1918. Ils avaient dû fournir la preuve que leur fonctionnement était justifié par les intérêts de l'armée ou les besoins du pays.

Les usines autorisées se répartissaient dans les catégories suivantes :

Imprimeries.....	145
Fabriques de cartonnage.....	28
Commerce en gros du vieux papier.....	2
Fabriques de papiers peints et de livres de prière.....	7
Fabriques de papier à lettre et enveloppes.....	28
Total.....	210

Carrières. — L'importance considérable des produits des carrières dans la conduite de la dernière guerre nous amène à insister quelque peu sur l'exploitation de cette industrie par les Allemands en Belgique, quoique le chiffre de 153 entreprises de ce genre autorisées, même en y ajoutant celles qui travaillaient sous séquestre, puisse paraître peu important, en comparaison des 1.556 carrières existant en Belgique (1).

Dès son début, la guerre amena presque automatiquement l'arrêt de l'extraction dans les carrières, par suite de la disparition et de la destruction par ordre du gouvernement belge, des matières explosives nécessaires à ce genre de travaux. Les carriers maintinrent, autant qu'ils le purent, la fabrication des pavés, ou les concassages en graviers, dont les produits pouvaient être écoulés, à des prix rémunérateurs, auprès des entrepreneurs de travaux ou des administrations communales belges.

Dès que les opérations militaires prirent l'allure de guerre de position, les tranchées devinrent de véritables forteresses souterraines dont la construction exigea une consommation considérable de cailloux, de gravier et de machefer. D'un autre côté, la réfection des routes et des ballastes des chemins de fer, rapidement usés par le transport et le service formidable des troupes allemandes, exigeait un grand approvisionnement. Les produits de carrière de grès et de porphyre, surtout le concassé, devinrent des marchandises de guerre d'une haute importance, et leur fourniture à l'ennemi constituait un crime de lèse-patrie aux yeux de la généralité des maîtres carriers. Aussi les autorités allemandes se heurtèrent-elles à des difficultés consi-

(1) Voir à ce sujet, p. 18, les renseignements donnés au chapitre 1^{er} relatif à la situation de l'Industrie en Belgique en 1913.

dérables, lorsqu'elles cherchèrent à se procurer en Belgique même, à proximité relative du front allemand, des matériaux pierreux dont elles avaient besoin.

Ici la lutte entre l'occupant et l'industriel belge commença dès le début de 1915. Les marchandises confectionnées furent immédiatement réquisitionnées et enlevées ; puis des propositions furent faites aux carrières de reprendre la fabrication du concassé pour en livrer directement ou indirectement le produit aux administrations allemandes des mines des districts de Mons, de Charleroi et de Liège. Vis-à-vis des carriers qui, afin d'éviter autant que possible à leurs ouvriers les misères du chômage, voulaient poursuivre leur exploitation, l'administration allemande disposait, même avant l'arrêté du 17 février 1917 sur la fermeture d'office des usines et entreprises, d'un puissant moyen d'action pour se faire livrer une partie, tout au moins, des produits. Elle était, en effet, unique détentrice des explosifs et faisait dépendre la fourniture de ces accessoires absolument nécessaires, de la plus ou moins grande bonne volonté des maîtres carriers à servir les intérêts allemands. D'ailleurs les Allemands cherchèrent au début à nier le caractère essentiellement militaire de la réquisition des produits de carrière. Leurs arguments s'étant trouvés sans effet dans la grande majorité des cas, avant de recourir à l'exploitation par des agents de l'administration militaire, ce qui leur occasionnait des frais considérables et leur enlevait du personnel, ils essayèrent de faire appel à l'intérêt financier des industriels, en insistant sur les bénéfices à réaliser par ceux-ci dans la conclusion d'un marché à l'amiable. Ce moyen encore ayant échoué devant l'attitude des patrons et des ouvriers, l'ennemi recourut aux menaces et à la manière forte.

Toutes les carrières de Lessines placées sous séquestre furent successivement mises en activité par l'autorité allemande, au moyen d'un personnel hétéroclite d'Allemands, de prisonniers russes, d'étrangers et de quelques Belges recrutés au dehors. En novembre 1916, au moment des réquisitions d'ouvriers, toute la population mâle de 17 à 60 ans (1.378 hommes) fut déportée en masse. En août 1917, quelques-uns des anciens ouvriers, au retour de cet exil, qui fut mortel pour un grand nombre (environ 200), acceptèrent de travailler dans les carrières exploitées par les Allemands.

Les mesures prises à Lessines n'ayant pas amené de changement dans l'attitude de la société des carrières de porphyre de Bierghes (Prov. Brabant, canton de Wavre) malgré de nouvelles tentatives d'intimidation, il fut notifié à cette société, le 26 juin 1916, qu'elle était mise sous séquestre et que l'autorité allemande prenait possession de ses sièges d'extraction. Ici encore, lors des déportations en masse, de nomi-

breux ouvriers et des surveillants des carrières furent expédiés en Allemagne. Les Allemands agirent énergiquement, mais avec un succès très limité auprès des ouvriers, par la menace d'expulsion des habitations ouvrières ou par l'appât de gros salaires, pour les amener à reprendre du travail aux carrières.

La société des carrières de porphyre de Quenast, fut mise sous séquestre dans les conditions mentionnées dans un chapitre précédent.

Cette mise sous séquestre fut notifiée aux directeurs le 6 septembre 1916 avec défense d'en faire part à des tiers ou des neutres, afin d'éviter la cessation de travail de la part des ouvriers. Cette manœuvre ne réussit pas, et les ouvriers quittèrent les chantiers, sauf ceux affectés à l'exhaure, qui restèrent au travail sur les instances des directeurs eux-mêmes.

L'administration allemande établit alors elle-même à grand'peine, dans de mauvaises conditions, des installations provisoires de concassage, et, afin d'activer la production, elle apporta divers changements aux dispositions générales des carrières.

L'entreprise fut abandonnée par le séquestre le 23 novembre 1918 sans avertissement préalable aux propriétaires.

Nous pourrions multiplier des exemples de procédés analogues ayant eu cours dans les différentes carrières du pays, partout où les produits pouvaient avoir de l'utilité pour des buts de guerre, notamment dans certaines exploitations de la vallée de la Meuse, et dans les provinces de Namur et de Luxembourg. Ceux que nous avons donnés suffisent toutefois pour montrer que toute l'industrie des carrières en Belgique avait été orientée, sans réserve, vers la politique de guerre allemande. Les carrières dont les produits n'étaient pas intéressants à ce point de vue, comme les carrières de marbre, ou celles qui se trouvaient dans des conditions de transport défavorables, avaient été arrêtées ; leur matériel fut presque entièrement enlevé. L'arrêt des travaux d'exhaure y produisit des dégâts considérables.

Grâce à des moyens de persuasion plutôt énergiques, mis en œuvre par l'administration allemande, un petit nombre de carrières, maintenues en exploitation sous la direction de leurs propriétaires, eurent relativement peu à souffrir des dévastations ennemies ; mais pour celles qui furent exploitées par l'entremise des services de l'armée ou de sociétés allemandes, les résultats de l'occupation furent déplorable. Tous les industriels intéressés ont signalé de la part de l'exploitant un dédain absolu des règles de l'art du carrier, en même temps qu'un souci constant de produire intensivement, sans tenir aucun compte de l'avenir de l'entreprise, lequel se trouvait ainsi compromis pour de longues années.

Lorsque après l'armistice, les propriétaires purent reprendre possession de leurs chantiers, ils trouvèrent des installations bouleversées et désorganisées. La création d'usines auxiliaires de concassage ne permettait plus l'extraction dans certains étages et empêchait même le passage des wagonnets ; les parties inférieures des carrières étaient noyées par suite de l'arrêt des travaux d'exhaure ; les installations de drainage avaient disparu sous des éboulements, qui avait recouvert également les voies et des rames de wagonnets. Les eaux coulaient dans les carrières et aucun travail de découverture du gisement n'avait été effectué ; on avait fait usage, pour l'extraction, d'explosifs trop violents qui avaient complètement désagrégé la pierre (Quenast) ; le matériel, dont on avait abusé sans l'entretenir, avait été laissé dans un état quasi inutilisable ; des machines importantes, telles que des excavateurs et des pelles à vapeur, avaient été enlevées ; presque tout le petit outillage avait disparu, des voies avaient été enlevées (Bierghes, Lessines). Les 22 locomotives à voie normale dont on s'était servi à Lessines pour l'exploitation, étaient dispersées dans tous les sens. Un tableau saisissant de l'état dans lequel se trouvaient les carrières en Belgique en 1918 est donné par un rapport allemand (1). Il signale, en effet, les difficultés de transport résultant du fait que les carrières bordant les voies navigables étaient démontées, et que celles situées le long des voies ferrées étaient épuisées par une exploitation trop intensive et irrationnelle.

Le même rapport relate, qu'afin de répondre aux exigences du commandement supérieur, l'exploitation des carrières de l'armée paraît avoir atteint son maximum pendant les derniers mois de l'année 1917 et les premiers mois de 1918. Après cette époque, les opérations militaires changèrent d'allure ; les lignes de repli préparées à l'avance étaient terminées, les déplacements fréquents du front ne permettaient plus la construction de nouvelles tranchées dont les projets avaient été élaborés, et les mouvements constants de troupes encombraient les transports par chemins de fer.

Pendant la même période, l'industrie de la chaux fut développée en vue des fournitures à faire à l'industrie de guerre allemande, ainsi qu'à l'agriculture allemande. Son marché en Belgique se restreignait au contraire toujours davantage, d'une part par l'arrêt complet des entreprises du bâtiment, d'autre part, parce que les chemins de fer ne mettaient pas à la disposition de cette industrie les moyens de transport

(1) Coup d'œil historique sur le développement du ravitaillement du front occidental en matériaux pour la construction de routes et de bétonnages. (Archives de la Commission d'enquête.)

suffisants pour la clientèle belge (1). Pendant le 2^e semestre 1917, 45.432 tonnes de pierres à chaux et 117.445 tonnes de chaux calcinée furent livrées à l'industrie sidérurgique allemande et luxembourgeoise, tandis que l'industrie belge du sucre et l'agriculture belge en recevaient 42.000 tonnes et que 13.000 tonnes étaient exportées en Hollande. En 1918, la demande de l'industrie sidérurgique allemande devint encore plus forte, par suite de la chute du rendement des usines à chaux allemandes, résultant du remplacement de leurs ouvriers par des prisonniers de guerre. Pour tâcher de satisfaire aux besoins supplémentaires allemands, on limita la vente pour les usages belges, en tâchant toutefois de couvrir autant que possible les besoins des fabriques de sucre.

Industrie céramique. — Il nous suffira pour montrer la situation des 29 usines autorisées de cette industrie, de traduire un paragraphe que leur consacre le Bulletin administratif du 2^e semestre 1917.

L'industrie de l'argile travaille uniquement dans l'intérêt allemand, et cela par la fourniture de manchons d'argile aux usines allemandes de zinc, de pierres réfractaires à l'industrie allemande et de pots de conserve à l'Allemagne.

A vrai dire, certaines quantités de pierres réfractaires étaient livrées en Belgique, en partie aux mines de houille, le reste aux aciéries travaillant pour les intérêts allemands.

Industrie des verres et des glaces. — D'après la liste officielle que nous avons donnée plus haut, cette industrie n'avait que 18 usines autorisées sur quelque 60 firmes, qu'elle comptait en Belgique. Ces 18 usines appartenaient toutes aux branches du verre à vitre et de la gobeletterie.

Nous avons vu qu'au point de vue du commerce international, les Allemands avaient trouvé un certain intérêt dans l'existence des glaceries en Belgique, pour défendre, sur le marché mondial, la place occupée par l'Union Continentale des glaceries dans laquelle les capitaux allemands étaient engagés. Remarquons en passant que la Société Anonyme des glaces de Courcelles, qui seule ne faisait pas partie de l'Union Continentale, est aussi la seule pour laquelle les dévastations dans les bâtiments furent assez importants pour empêcher une reprise, tout au moins partielle, du travail après l'armistice.

Aucune glacerie n'était en activité en 1917. La Société Anonyme

(1) Bulletin administratif du 2^e semestre 1917.

des glaces de Monceau-sur-Sambre, avait fait une demande cette année-là, en vue de pouvoir continuer à occuper le personnel indispensable à l'entretien de l'usine ; un refus catégorique fut opposé à cette demande, pour le motif que les industriels n'avaient pas voulu travailler, ni directement ni indirectement, dans l'intérêt allemand. Plusieurs usines de glaciers furent occupées militairement, soit comme cantonnement par des troupes, soit comme dépôt de matériel militaire (Saint-Gobain), soit pour l'installation d'une fabrique militaire de fibres de bois (Monceau-sur-Sambre).

L'intérêt que l'Allemagne avait dans la fabrication du verre à vitre et de la gobeletterie n'était pas uniquement lié à une question de commerce extérieur. La production des 18 usines autorisées en 1917 fut attribuée, sous un contrôle très sévère, aux besoins du pays et du front allemand. Cette production, d'ailleurs assez entravée par la pénurie de charbon et par les difficultés de transport, comprenait principalement des verres pour conserves pour le front et l'exportation en Allemagne, des flacons pour médicaments (en partie pour la Belgique), des bouteilles à eaux minérales pour le front, et du verre à vitre. Ce dernier produit était destiné en premier lieu à la couverture des besoins du front, d'où émanait une forte demande de verres à vitre destinés à la construction des baraquements. A cet effet 500.000 mètres carrés de verre furent prélevés sur les approvisionnements qui se trouvaient encore dans les fabriques belges ; ils furent mis à la disposition de l'état-major des pionniers et expédiés au front pendant les mois d'août à octobre 1917. Outre cette cession de 500.000 mètres carrés à l'état-major, toute la production de la fabrique de verre à vitres Fourcault à Dampremy fut réquisitionnée pour cette même destination, ainsi que celle de la verrerie de Jumet, laquelle avait été remise en marche à cet effet.

Une autre partie du verre à vitre était destinée à l'exportation pour un motif analogue à celui qui avait fait favoriser l'exportation des glaces : c'est-à-dire pour contrebalancer la concurrence anglo-saxonne. Cette exportation avait toujours été limitée, car l'association des verreries allemandes avait l'intention, d'accord avec le Ministère de l'intérieur de l'Empire, de racheter tous les approvisionnements de verre à vitre existant en Belgique pour les expédier dans les pays neutres, notamment en Scandinavie ; les bénéfices de cette opération devaient être versés dans les caisses de l'Empire. On consentait toutefois à laisser une certaine réserve de verres à vitre en Belgique pour satisfaire aux besoins urgents du pays même.

Un passage à propos du verre, dans le Bulletin Administratif, pour le 1^{er} semestre 1918, est suggestif quant à la manière dont les

industriels allemands entendaient utiliser l'occupation de la Belgique dans l'intérêt de leur industrie nationale.

L'industrie du verre à miroir, y est-il dit, fut peu active pendant le semestre. Les stocks furent employés en partie dans les fabriques de meubles de Malines travaillant pour compte allemand. D'accord avec les autorités centrales de Berlin, la capacité de production de ces usines a été maintenue, malgré divers essais des industriels allemands pour se procurer leurs installations, afin de mieux outiller leurs propres exploitations, et de pouvoir ainsi suffire aux besoins du marché mondial, après la conclusion de la paix, et conquérir les débouchés pris aujourd'hui par la concurrence anglaise et américaine.

« Maintenir la capacité de production » signifie dans ce passage, ne pas permettre aux organismes d'enlèvement des machines, dont nous examinerons le fonctionnement au chapitre suivant, de piller les usines au bénéfice des industriels allemands.

Sept des 18 verreries autorisées étaient des flaconneries et gobeletteries qui, en outre de la fabrication des verres à conserves, des verres médicaux et des bouteilles à eau minérale, s'occupaient aussi à fabriquer des graisseurs de machines en verre et des niveaux d'eau pour la direction générale militaire des chemins de fer, des verres de lampe pour divers services de l'Etat-major du génie, des vases à accumulateurs pour centrales électriques et des lampes de mineurs pour les exploitations minières du territoire occupé.

Industrie du cuir. — En ce qui concerne l'industrie du cuir, il nous suffira de rappeler qu'elle fut tout entière, ainsi que toutes les marchandises en cuir, nouvelles ou de remploi, soumise au contrôle absolu de la société de guerre allemande « Kriegsleder-A. G. ».

On sait qu'au début, les approvisionnements de cuir inférieur à 50 kilos n'avaient pas été saisis, mais comme cette tolérance permettait aux intéressés de fractionner leurs stocks et de soustraire ainsi à la réquisition d'assez grandes quantités de matières, les limites furent resserrées, jusqu'à n'abandonner aux commerçants que 5 kilos de cuir, ou 3 objets confectionnés de chaque catégorie. Malgré cette mesure, par suite de l'insuffisance du personnel de réquisition, de petits lots de cuirs à semelle, échappant au contrôle de la Kriegsleder-A. G., étaient acquis, à très hauts prix, par les fabricants de chaussures belges. La Section pour le Commerce et l'Industrie décida alors, le 16 août 1917, la fermeture de toutes les manufactures de cuir, à l'exception de quelques-unes d'entre elles qui confectionnaient des chaussures de remplacement (Ersatzschuhe) pour les besoins allemands. Le chiffre de 41 entreprises de l'industrie du cuir, qui figure dans la liste

des fabriques ayant obtenu l'autorisation de continuer leur exportation, comporte, en dehors de ces quelques manufactures de chaussures, des établissements de peausserie et de tannerie.

Il était interdit à ces établissements, sous peine de fermeture de leurs usines, de se procurer des peaux brutes ou de vendre leurs produits manufacturés ailleurs qu'à la Kriegsleder-A. G. et à des prix imposés.

Les peausseries et tanneries qui furent réduites à l'inactivité, subirent des pertes importantes par suite de l'altération des matières tannantes.

Industries des métaux autres que le fer. — Les 30 entreprises, figurant sous la rubrique « industrie des métaux » dans la liste des établissements ayant reçu l'autorisation de poursuivre leur exploitation à la date du 1^{er} juillet 1918, ne comprennent que 5 firmes appartenant à la grande industrie ; la plupart des autres ne constituent que de petits ateliers sans importance. On a vu précédemment qu'avant les hostilités, 14 fonderies de zinc étaient en activité et qu'il existait dans le pays 5 grandes usines produisant le plomb et l'argent.

Au début de la guerre, la production de zinc en Allemagne ayant suffi à couvrir les besoins de l'armée, la plupart des fonderies de zinc en Belgique se trouvèrent dans une situation favorable quant à leurs provisions de matières premières, et purent continuer leur exploitation. La Société « La Vieille Montagne » put même importer 30 mille tonnes de blendes suédoises, qui se trouvaient en Hollande, et les transformer, sous une surveillance sévère il est vrai, en 3.000 tonnes de tôles non utilisables directement pour les usages militaires (1). Les entraves et interdictions apportées à l'exportation rendirent bientôt difficile l'écoulement des produits manufacturés ; huit usines continuèrent cependant à fonctionner avec une production décroissante, qui ne représentait plus en 1917 que 5,7 % de la production d'avant-guerre (204.220 tonnes).

Entre temps, d'ailleurs, la disette de zinc se fit sentir en Allemagne ; les réserves de marchandises existant en Belgique furent expédiées aux usines allemandes, pour servir aux buts de guerre, et la production en Belgique fut limitée à 3 firmes : la compagnie des métaux d'Overpelt, à Lommel ; les usines de désargenterie d'Hoboken et la Nouvelle Montagne, à Engis. Outre ces 3 usines dans les-

(1) Une autre installation de la Société La Vieille Montagne, établie à Baelen Wezel, fit une campagne de 5 mois en 1917 sous la direction de la Rohstoffverwaltungstelle de Bruxelles, pour l'exploitation de produits plombeux, lesquels furent envoyés aux usines travaillant pour le pouvoir occupant.

quelles des capitaux allemands étaient engagés, et qui étaient placées sous surveillance, deux autres fonderies avaient été mises en activité, pour la récupération sur place des divers métaux réquisitionnés, tels que le cuivre et le cadmium ; ce sont les installations de la Compagnie métallurgique de la Campine à Beersse (firme sous séquestre) et celles de la Société pour le traitement des minerais, à Neerpelt.

Du 1^{er} juillet 1917 au 30 juin 1918, les 5 fonderies de métaux ayant été autorisées à travailler ont produit les quantités ci-après :

Désignation des produits.	Quantités produites en kilogrammes.
Cuivre métallique.....	9.563.028
Sulfate de cuivre.....	710.050
Plomb.....	24.236.374
Zinc brut.....	13.759.551
Cadmium.....	905
Argent.....	6.623

Les chiffres ci-dessus (extraits des rapports administratifs de la Section pour le Commerce et l'Industrie) qui sont relatifs à la production de cuivre, donnent le résultat du travail des métaux ouvrés mis à la disposition des usines par les moyens de la saisie des appareils de cuivre dans l'industrie, dans le commerce et chez les particuliers ; ils ne comprennent pas les quantités produites, également dans l'intérêt militaire allemand, dans les exploitations situées dans les territoires de l'étape et du front.

Il peut paraître intéressant de signaler encore, qu'une fonderie de nickel, installée à Duffel, près d'Anvers, qui avait passé dans les mains allemandes grâce à une liquidation à la fin de 1917, fut remise en exploitation après que les dégâts occasionnés par le bombardement de la position fortifiée d'Anvers eurent été réparés.

Industries chimiques. — L'industrie des produits chimiques a joué un rôle de premier ordre dans la réorganisation de l'industrie belge à l'avantage de l'économie de guerre allemande.

Alors qu'il avait été procédé à la démolition de la plupart des chambres de plomb des fabriques d'acide sulfurique, 6 de ces usines avaient été consacrées à une fabrication destinée à couvrir les besoins allemands. Les acides concentrés (66°), extraits principalement des minerais bruts provenant de la Haute-Silésie, étaient attribués en partie à la direction de l'artillerie ; les acides à 60°, extraits des produits d'épuration du gaz, ainsi que les résidus du travail des blendes,

étaient réservés à la reconstitution du sulfate d'ammoniaque et du superphosphate, ou délivrés aux fours à coke fonctionnant pour l'occupant et aux usines à gaz.

En 1918, la capacité des usines allemandes avait augmenté de telle façon que les quantités nécessaires d'acide sulfurique purent être produites en Allemagne, sans plus avoir recours à l'appoint des usines belges, dont le ravitaillement en minerais de Haute-Silésie devenait d'ailleurs difficile à cause des difficultés des moyens de transport. Deux des six usines précédemment autorisées furent toutefois maintenues en exploitation ; elles produisirent, en travaillant des stocks de blende, des acides à 60° qui pouvaient trouver leur utilisation en Belgique pour la reconstruction du sulfate d'ammoniaque ; deux autres usines (C^{ie} des métaux d'Overpelt à Lommel et Société Anonyme des produits chimiques de Droogenbosch à Ruysbroek) furent arrêtées, mais tenues en réserve ; les deux dernières (Société Anonyme des produits chimiques d'Aiseau et fabrique d'acides de Baelen Wezel (Vieille Montagne) furent abandonnées et leurs chambres de fabrication livrées à la destruction, comme cela avait été le cas pour les autres usines d'acide sulfurique.

Les quantités d'acide sulfurique nécessaires à la fabrication des superphosphates et superphosphates doubles, devaient être fournies à l'avenir par l'Allemagne.

La soude. — De juillet 1917 à juin 1918, la production de la soude en Belgique se monta à environ 24.500 tonnes, dont 5.400 tonnes furent expédiées en Allemagne. Le reste servit à satisfaire les besoins très importants des administrations, militaire et civile, du territoire de l'étape et du gouvernement général. Une partie restreinte et tout à fait insuffisante était laissée à la population belge, très éprouvée déjà par la disette de savon.

Chlorure de calcium. — La fabrication de chlorure de calcium fut conduite dans une seule usine à Couillet. La production entière fut envoyée à la Protol-Aktiengesellschaft de Berlin.

Soude caustique. — Il fut fabriqué une très petite quantité de ce produit dont la matière première devait venir d'Allemagne. A cause du manque de platine, le procédé de fabrication était peu favorable. Les quantités produites étaient d'ailleurs largement suffisantes pour la fabrication excessivement réduite de savon, que la pénurie de matières grasses rendait presque impossible.

En résumé, les produits chimiques fabriqués en Belgique, étaient

tous, à de très petites quantités près, destinés à être utilisés par l'industrie de guerre allemande. Le rapport administratif pour le 2^e semestre 1917, publie, en ce qui les concerne, quelques chiffres que nous ne connaissons malheureusement pas pour les périodes suivantes.

Ci-après, à titre documentaire, les données fournies par le rapport en question et pour les plus importants de ces produits :

PRODUITS CHIMIQUES FABRIQUÉS EN BELGIQUE
ET EMPLOYÉS EN MASSES ASSEZ CONSIDÉRABLES POUR L'INDUSTRIE DE GUERRE
ALLEMANDE, PENDANT LE 2^e SEMESTRE 1917

DÉSIGNATION DU PRODUIT	QUANTITÉS EN TONNES ENVOYÉES EN ALLEMAGNE	QUANTITÉS EN TONNES ENVOYÉES DANS LES ÉTAPES	QUANTITÉS EN TONNES EN- VOYÉES DANS LE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
Acide sulfurique 60° Bé.....		332.4	10.386.9
Acide sulfurique 66° Bé.....	10.021.0	0.5	136.9
Soude.....	2.738.9	282.6	3.104.4
Chlorure de calcium.....	570	—	—
Acide chlorhydrique.....	870.8	—	15.7
Papier.....	—	61.1	208.9

Huiles et graisses. — Les 110 entreprises désignées sous la dénomination de huiles et graisses, dépendaient de l'organisme extrêmement développé appelé « Oelzentral ». Elles travaillaient sous son contrôle ou sous sa direction. Dans tous les cas, il n'était permis de disposer des produits de fabrication que d'après ses instructions.

La centrale des huiles avait en effet dans ses attributions, aussi bien le contrôle de la production des huiles et graisses, voire la production proprement dite, que la répartition des produits aux organismes allemands, aux établissements belges et à la population. L'importation des matières graisseuses étant difficile, et ne pouvant se faire que par les voies de l'Allemagne, qui elle-même se trouvait assez dépourvue de ces produits, il fut reconnu nécessaire, utile même au point de vue belge, qu'une intervention étendue de l'administration fût exercée dans le trafic de ces matières. La centrale des huiles eut deux ordres de préoccupations : fournir les graisses de tous genres aux armées allemandes de l'Ouest (2^e, 4^e et 6^e armée), aux chemins de fer, aux administrations allemandes, enfin aux exploitations militaires et privées en Belgique ; ensuite, rechercher et appliquer les moyens susceptibles d'augmenter la production des matières graisseuses.

Dans le premier ordre d'idées, le monopole de fourniture de la centrale des huiles procurait à l'administration allemande un moyen de contrôle, voire de pression, sur les usines belges et supprimait dans ces dernières toute activité illicite au point de vue allemand. En ce qui concerne le savon, dont la pénurie se faisait cruellement sentir dans la population, la Centrale se préoccupa d'une part, de combattre la fraude et l'exploitation du peuple par des trafiquants éhontés, en réglementant le trafic des fabriques de savon autorisées ; d'autre part, elle fit main basse au profit de l'intendance de l'armée, sur tous les stocks de savon réquisitionnés dans les firmes non autorisées. De plus, des quantités notables de savon furent exportées en Allemagne, par les moyens d'une distribution systématique de savon à tous les permissionnaires se rendant en congé en Allemagne.

Au point de vue de la production, ou du moins de la récupération de matières grasses animales et végétales, la Centrale prit un développement considérable, ne négligeant aucune source d'extraction possible. Elle s'occupa en outre de la fabrication de poudre d'os et de graisse d'os, de la transformation de cadavres d'animaux (chevaux et chiens) en aliments envoyés en Allemagne, à l'usage des porcheries.

D'autre part, pour parer à la disette de fourrage qui régnait dans le gouvernement général, la centrale des huiles établit une fabrication de « Kraftstrohfutter », aliment fortifiant pour le bétail, qui était obtenu au moyen d'un traitement spécial de la paille. Disons en passant que le rapport administratif qui expose ce sujet relate qu'il fallut faire usage de supercherie pour se procurer de la paille sur le marché belge, « afin de la rendre utile, dit-il, aux intérêts allemands » (Anlage 5, page 10).

Par les soins de la Centrale des huiles aussi, toutes les laques et couleurs se trouvant en Belgique furent transportées en Allemagne.

Les produits récoltés ou fabriqués par la Centrale des huiles étaient vendus au prix courant à l'armée et à l'administration civile ; ceci n'empêcha pas la dite Centrale de réaliser un bénéfice qui, après amortissement du coût des installations, s'élevait au 31 décembre 1917 à plus de 10 millions de francs. Ce bénéfice provenait uniquement du trafic avec les firmes belges et quelques firmes neutres.

En échange de la faveur accordée aux firmes autorisées, la Centrale exigeait des services envers l'Empire allemand, sous forme de fourniture d'or ou de souscription aux emprunts de guerre allemands. C'est ainsi qu'on trouve dans la liste des souscriptions au 7^e emprunt de guerre fournies par l'intermédiaire de la Centrale, 16 firmes belges ;

la liste est d'ailleurs intéressante en ce qu'elle montre la part relative des firmes de différents pays à cette souscription.

16 firmes belges.....	913.000	Marks
36 — allemandes.....	1.666.500	—
3 — turques.....	310.000	—
2 — argentines.....	33.000	—
3 — hollandaises.....	68.000	—
4 — polonaises.....	4.000	—
153 fonctionnaires de la Centrale.....	197.000	—
	3.191.500	Marks

Textiles. — Il est à remarquer qu'aucune entreprise appartenant à l'industrie textile n'est mentionnée, dans les listes de 1918 comme travaillant en vertu d'une autorisation. Le fait est que, depuis longtemps, toute cette branche si importante de l'industrie nationale était complètement arrêtée, aussi bien dans le territoire du gouvernement général que dans le territoire de l'étape. Les filatures de coton, de chanvre et de jute, qui dépendaient entièrement de l'importation, avaient rapidement épuisé les stocks de matières premières qu'elles possédaient au début de la guerre, ou pour mieux dire, le faible reliquat de ces stocks qui leur avait été laissé, après les formidables razzias exécutées par les différents organismes d'achat et de réquisition.

En ce qui concerne le coton, des tentatives avaient été faites à la fin de 1915 par l'administration allemande pour faire venir du coton de la Hollande, ou par les filateurs de coton pour obtenir des matières d'Amérique ; mais, étant donné le peu de garantie offerte pour que les produits fabriqués ne soient pas réquisitionnés par l'Allemagne, les négociations échouèrent devant l'opposition des puissances de l'Entente.

Les filatures de laines peignées et cardées se trouvaient dans une situation semblable, ainsi que les usines auxiliaires de lavage de laine et de carbonisation. Encore ces différentes entreprises auraient-elles pu continuer à travailler, dans des proportions très réduites il est vrai, en exploitant des matières premières de remploi, si les réquisitions allemandes n'avaient pas épuisé successivement toutes les sources dont ces matières pouvaient provenir. Les chiffons, les déchets, les vieilles étoffes, les laines, les matelas non seulement dans le commerce, mais même dans les maisons particulières, furent l'objet d'arrêts de saisie et de réquisitions qui furent exécutés avec l'énergie que l'on sait. Aussi toutes les usines s'arrêtèrent-elles peu à peu au cours des années de 1915 et 1916, leur agonie ayant été à peine pro-

longée par les arrêtés qui fixaient à 24 par semaine, au lieu de 66 en temps de paix, le nombre d'heures de travail.

Les filatures de lin étaient dans une situation un peu différente, par le fait que leur matière première pouvait s'obtenir dans une certaine proportion, qui aurait pu être considérablement augmentée, dans le pays lui-même, par la culture du lin. Nous avons vu que là aussi l'administration allemande était intervenue, pour s'assurer, par des organismes d'achat puis d'accaparement, toute la production du lin taye et roui fourni par les récoltes. Les filatures ne purent plus obtenir que les quantités de matières premières nécessaires pour exécuter des commandes destinées à l'armée allemande. La filature du lin se trouva complètement arrêtée au cours de l'année 1917. La production qui était en temps de paix de 40 à 45 mille tonnes par an, n'avait plus été en 1915 que de 11.000 tonnes, en 1916 de 4.300 tonnes, pour tomber, en 1917, à la quantité négligeable de 560 tonnes.

Les usines de tissage, tressage ou tricotage des différentes matières textiles eurent naturellement un sort semblable à celui des filatures dont elles dépendaient. L'importation du fil était complètement arrêtée, et les tissages ne pouvaient compter que sur leurs réserves en magasin au début de la guerre, ou sur les quantités qu'ils avaient pu acheter encore pendant les premiers mois de l'occupation. Ces achats furent interrompus par les arrêtés qui soumettaient à une autorisation préalable le transport des fils de toute espèce. La manière dont cette mesure fut appliquée facilita grandement les opérations d'achat des organismes officiels allemands, dits achats libres, et rendit par contre impossible un renouvellement de stock pour les tissages belges. D'autre part, les stocks de fils existant avant l'occupation furent considérablement réduits par les réquisitions.

Les tissages de lin furent exploités, d'une manière très réduite, jusqu'en 1916. Un grand nombre de ces usines notamment celles très nombreuses de la Flandre Occidentale, furent mises dans l'impossibilité de travailler par suite de la position des armées combattantes ou de l'occupation des locaux par les troupes. L'arrêt complet se produisit partout lorsque l'autorité allemande eut pris des mesures concernant la réquisition de tout ce qui restait de fil de lin saisissable, ce qui arriva au début de 1917 (1).

Les tissages de coton furent arrêtés plus rapidement encore, lorsque toutes les matières premières, y compris les chiffons, les vieilles étoffes,

(1) Arrêtés du 14 février 1917 (*Bull.*), pour le Gouvernement général, et du 4 mai 1917, pour le territoire de l'Etape (*Bull. Et.*).

les produits finis et demi-finis des filatures et tissages de coton, furent réquisitionnées, achetées ou confisquées. L'administration allemande n'attendit d'ailleurs pas toujours l'épuisement des stocks pour procéder à l'enlèvement des courroies de transmission, des parties de cuivre des machines, des machines-outils et d'une grande partie des machines à vapeur, des chaudières et des installations électriques.

Ainsi que cela a été signalé déjà au sujet des filatures de laine, dans les tissages et les fabriques auxiliaires de l'industrie de la laine, toutes les existences en matière première furent réquisitionnées par arrêté du 10 janvier 1916.

Toute cette industrie fut arrêtée, sauf quelques fabriques, lavages et installations de carbonisation qui travaillaient des matières de remploi. En 1917, celles-ci même fermèrent leurs portes, à l'exception d'une seule firme qui travaillait des chiffons fournis par le Comité National de secours et d'alimentation.

Il convient de rappeler ici, en passant, que l'industrie naissante en Belgique, et déjà si brillante, de la soie artificielle, fut complètement arrêtée dès le début de l'invasion, à la suite de l'expropriation et de l'enlèvement par les troupes des réserves d'acides et autres produits chimiques existant dans les usines, et nécessaires à la fabrication de leurs produits.

Allumettes. Les fabriques d'allumettes qui avaient obtenu l'autorisation de continuer le travail tant dans le gouvernement général que dans l'étape (1), recevaient les matières premières nécessaires, c'est-à-dire, le bois, le bichromate de potasse, le phosphore, le sulfate et la parafine par l'intermédiaire de la Section pour le Commerce et l'Industrie. Toutes les usines de cette catégorie étaient d'ailleurs sous la dépendance de l'office des allumettes, à Gand, qui avait entrepris la totalité de la fabrication ; la capacité de production mensuelle de ces usines atteignit 40 à 45.000 caisses contenant chacune 100 paquets de 1.000 boîtes, qu'elles étaient obligées de fournir à raison de 25 marks la caisse. L'office livrait les allumettes aussi bien au front ouest qu'à la population ; pour cette dernière, le prix de vente était majoré de 50 marks par caisse. C'est ainsi que les bénéfices réalisés purent s'élever à 10 et 12 millions de marks par an, lesquels d'après le bulletin administratif du 1^{er} semestre 1918, étaient versés aux ressources du pays.

(1) Le nombre de ces usines dans le gouvernement général était de 3 en 1917 ; au 1^{er} juillet 1918 on n'en voit plus figurer qu'une seule ; quatre autres usines étaient situées dans le territoire de l'Etape.

Ciment. — En 1917, trois fabriques de ciment avaient été prises en exploitation par l'officier d'Etat-Major du génie, à Bruxelles ; elles ne livraient du ciment qu'en destination des travaux de défense du front allemand. Les besoins en ciment des charbonnages et autres industries belges étaient plus ou moins couverts par une 4^e fabrique, qui fut mise en exploitation dans le district de Charleroi pendant la 2^e moitié de 1917. En 1918 les demandes du front étant devenues moins considérables, deux des fabriques exploitées par le génie militaire furent arrêtées.

Entreprises du bâtiment. — Toute l'activité de quelque importance de la part des firmes s'occupant du bâtiment était consacrée à des intérêts militaires allemands. Les constructions industrielles et les agrandissements d'usines, également visés par l'arrêté du 17 février 1917, avaient été complètement arrêtés. Beaucoup d'industriels, qui avaient voulu profiter du chômage de leurs usines pour aménager leurs installations en prévision d'une reprise étendue des affaires après la guerre, se virent ainsi entravés dans la réalisation de leurs projets. D'autre part, l'administration allemande s'efforça de réduire à un minimum la construction privée. Considérant que les matériaux nécessaires à l'édification d'une maison, tels que les pierres, le bois, le ciment, la chaux, le fer, etc., étaient intensivement employés au front, et devaient provenir des endroits le plus à proximité possible du pied d'œuvre pour ne pas encombrer les moyens de transport, le chef de l'administration soumit à autorisation préalable l'exécution d'une construction quelconque. De plus, il fut établi une défense de transport de chaux entre le territoire de l'étape, où il s'en trouvait encore, et le gouvernement général, afin d'empêcher toute construction clandestine.

Il ne peut donc y avoir aucun doute sur l'utilité purement allemande des entreprises du bâtiment conservées en exploitation.

Les exploitations autorisées qui figurent sous la dénomination de « *industrie alimentaire* » sont celles dont l'activité était absolument indispensable à la vie même de la population. Elles furent soumises, sur les mêmes bases que les autres industries, à un examen sévère au sujet de la nécessité de leur maintien en exploitation dans l'intérêt économique de guerre allemand ou de l'intérêt du pays même ; ce dernier devenait ici prépondérant.

C'est ainsi que les brasseries primitivement autorisées au nombre de 950 dans le gouvernement général furent réduites à 325.

Il convient de faire remarquer aussi que les produits de 10 fabriques

de conserves de viande soumises à un contrôle étaient, pour la presque totalité, achetés par des membres de l'armée allemande, et que les fabriques de glace travaillaient en grande partie pour les hôpitaux allemands.

Distribution d'eau, de gaz et d'électricité. — Les listes que nous avons publiées au début de ce chapitre ne mentionnent pas les entreprises de service public, telles que les centrales d'eau, de gaz et d'électricité, ainsi que les installations de tramways et de chemins de fer vicinaux. Ces entreprises se trouvaient dans une situation spéciale.

Le bon fonctionnement des centrales de distribution d'eau, de gaz et d'électricité avait une importance trop grande au point de vue de l'armée d'occupation, pour que l'administration allemande, civile ou militaire, dans le gouvernement général ou dans l'étape, en laissât le contrôle exclusivement entre les mains d'administrateurs belges. En général, dès l'arrivée des troupes d'invasion dans une agglomération importante, les directeurs des centrales qui la desservaient se voyaient rendus responsables de la bonne marche de leur exploitation ; ensuite des fonctionnaires allemands leur étaient adjoints. L'exploitation fut soumise à un contrôle sévère et la direction était obligée de fournir d'innombrables renseignements statistiques et des plans. Les conflits entre l'administration allemande et les directeurs de centrales furent naturellement nombreux. Certains directeurs, comme celui de la Société Ostendaise Lumière et Force motrice, furent expulsés ; des sociétés comme la Société Anonyme du Gaz de Saint-Josse-ten-Noode (lez-Bruxelles) furent mises sous séquestre, et d'autres encore, comme la Compagnie Continentale du Gaz de Bruxelles et la Compagnie du Gaz d'Anvers, furent liquidées, sous prétexte que leur capital était d'origine ennemie. Les installations de ces deux dernières compagnies furent vendues à des firmes allemandes.

Toutes les centrales de distribution du gouvernement général furent placées sous le contrôle direct d'un organisme central, appelé le « bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité », fondé par arrêté du 26 juillet 1915, et dépendant de la Section pour le Commerce et l'Industrie. Ce bureau principal s'occupa du fonctionnement normal des centrales, de leur approvisionnement en charbon, et surtout, en ce qui concerne les usines à gaz, de la récupération de leurs sous-produits. Ici l'intérêt de l'économie de guerre allemande intervenait au premier chef. Le coke était en partie consommé dans les usines même pour la production du gaz à l'eau ; le reste était distribué à des fonctionnaires allemands ou à des industries travaillant dans l'intérêt allemand.

Une fonction importante du bureau principal, et dont elle s'acquitta avec activité, était d'enlever, au bénéfice de l'Allemagne, les machines productrices de courant et les transformateurs existant dans les centrales de distribution électriques, partout où cette opération pouvait se faire sans nuire aux besoins de l'armée d'occupation en lumière et force motrice.

C'est pour lui donner un plus grand rayon d'action dans cet ordre d'idées que, par arrêté du 17 novembre 1917, toutes les entreprises de tramways électriques et de chemins de fer vicinaux furent soumises à l'administration du bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité. Ce dernier arrêté permit à l'autorité allemande d'exercer un contrôle plus énergique sur l'économie en charbon à réaliser par ces entreprises, et, surtout, de prendre et d'exécuter les mesures voulues, pour mettre main basse sur tous les métaux dits « à économiser » faisant partie de l'outillage des dites entreprises, et qui étaient jugés nécessaires à l'intérêt allemand.

Kohlenzentrale. — On se rappelle que l'exploitation des charbonnages du pays occupé, tout en étant restée entre les mains des propriétaires belges, était soumise au contrôle de l'organisme dénommé « Kohlenzentrale », ou centrale des charbons, pour ce qui concernait principalement la destination des produits. L'examen d'un supplément au Bulletin Administratif de la Section pour le Commerce et l'Industrie, pour le 2^e semestre 1917, constitué par un rapport spécial de la centrale des charbons, nous permet de connaître quelques chiffres intéressants au sujet de la distribution des produits des mines. Voici ces chiffres, que nous pensons pouvoir arrondir sans nuire à la sincérité de notre exposé :

La répartition du charbon, coke et briquettes (produits dont la centrale s'occupait) se fit dans les proportions suivantes pendant le 2^e semestre 1917 :

a) à la consommation à l'intérieur du pays	45 1/4 %
b) aux troupes d'opération et d'occupation, chemins de fer militaires et fonctionnaires civils.	50 3/4 %
c) à l'exportation	
	4 %

(Les rubriques a et c sont en régression sur le semestre précédent.)

Les livraisons totales faites par la centrale comportèrent 6.207.000 tonnes dont :

1.375.000 tonnes pour les chemins de fer militaires et
1.775.000 tonnes pour les armées.

Des quelque 250.000 tonnes destinées à l'exportation, 39.000 tonnes furent livrées à l'Allemagne et 2.000 tonnes environ à l'Autriche-Hongrie. Par contre, 38.500 tonnes furent importées d'Allemagne (dont 35.000 tonnes de charbon, 3.500 tonnes de coke, plus une dizaine de tonnes de briquettes). La production du coke s'éleva pendant le semestre à 310.500 tonnes, chiffre en régression de 50.000 tonnes environ sur la production du semestre précédent. 302.500 tonnes de ce coke avaient été obtenues dans des cokeries belges, munies d'installations de récupération de sous-produits.

Parmi ces sous-produits, le *sulfate d'ammoniaque*, dont la production se trouvait en sérieuse régression sur les exercices précédents par suite de la pénurie d'acide sulfurique, était envoyé en partie en Allemagne, en partie distribué à l'agriculture belge, suivant un accord intervenu le 21 août 1916 entre le gouvernement général et les représentants des puissances neutres à Bruxelles. La répartition pendant le 2^e semestre de 1917 porte sur 2.590 tonnes, dont 1.565 tonnes furent abandonnées à l'agriculture belge et 825 tonnes furent expédiées en Allemagne (à noter que le sulfate d'ammoniaque constitue un produit précieux pour la fabrication des explosifs).

La production de *benzol* fut de 546 tonnes entièrement destinées à l'Allemagne.

6.475 tonnes de goudron furent travaillées dans 2 usines belges pourvues d'installations suffisantes pour effectuer la distillation de ce produit. L'opération procura 2.700 tonnes d'huiles lourdes à l'usage de la marine de guerre allemande (1) et du brai consacré entièrement à la fabrication de briquettes en Belgique.

Il faut ajouter à ces données, pour exposer jusqu'à quel point la production fut consacrée aux besoins allemands, que la crise des moyens de transport, devenue fort aiguë à la fin de 1917, supprima presque complètement les expéditions faites pour des intérêts privés.

Pour soulager le trafic des chemins de fer, les Allemands avaient imaginé de faire les expéditions de charbon d'intérêt allemand en empruntant des routes fluviales hollandaises. Lorsqu'il s'en aperçut, le gouvernement hollandais prescrivit que tout bateau chargé de charbon, passant sur son territoire, fut accompagné d'un document attestant le libre consentement du propriétaire belge à l'expédition du chargement. Cette mesure augmenta singulièrement les difficultés de l'administration allemande.

(1) L'huile lourde pour la distillation du goudron était envoyée à l'arsenal impérial de Bruges, à la disposition des sous-marins.

* * *

Nous ne croyons pas nécessaire d'insister davantage sur les mesures prises par l'occupant à l'égard des diverses branches de l'industrie belge, en vue de la mise en pratique la plus complète du plan d'utilisation à outrance de toutes les ressources du pays. On peut dire que le projet allemand, consistant à employer au maximum de rendement utile toutes les forces économiques belges, a été réalisé intégralement, sans aucun égard pour la conservation des instruments de travail employés, comme sans respect pour la propriété d'autrui ni pour l'avenir des entreprises exploitées ; en un mot, sans le moindre souci de la valeur du capital industriel que le gouvernement allemand avait temporairement emprunté à la Belgique.

DEUXIÈME PARTIE

EXPLOITATION A OUTRANCE

CHAPITRE PREMIER

Evolution dans les méthodes d'exploitation

1. *Les destructions d'Usines.* — Portée des destructions. — Causes des destructions. — Résistances du gouvernement général.
2. *Responsabilité au sujet de ces actes.* — Protestations du Grand Quartier Général allemand. — Responsabilité des autorités.
3. *Situation pénible de certains industriels belges.*

I. LES DESTRUCTIONS D'USINES

Portée des destructions — Nous avons réservé dans cette étude une partie spéciale aux saisies et aux réquisitions faites par les Allemands au préjudice de l'industrie belge à partir du printemps de 1917, parce que ces expropriations présentent dès lors un caractère plus spécial de destruction.

Jusqu'alors en effet les mesures de réquisition avaient porté sur des objets directement utilisables qui, transportés en Allemagne ou dans les ateliers dirigés par les Allemands en Belgique, servaient à ravitailler l'industrie de guerre allemande ou à augmenter au fur et à mesure des besoins, la puissance de son outillage. Leur enlèvement n'entraînait pas forcément la destruction des instruments de travail de l'industrie. En 1917, un nouveau pas est franchi : des usines entières sont vouées à la démolition complète et systématique. Il ne s'agit plus seulement d'enlever des stocks de matières premières, une partie de l'outillage ou de la main-d'œuvre : les usines sont détruites de fond en comble, toutes leurs parties métalliques et leurs machines sont réduites en mitraille sur place, exception faite de quelques parties pour les-

quelles des experts prévoient une utilisation intéressant l'armée.

C'est le dernier stade de l'exploitation des pays occupés, c'est le triomphe complet de la Raubwirtschaft, de l'administration de rapine.

La destruction des usines de Belgique eût été complète si l'armistice du 11 novembre 1918 n'était venu interrompre heureusement le cours des dévastations.

En effet, un fonctionnaire de l'administration allemande (Herr director Middendorf) déclara dans une séance du 16 octobre 1917 à la Section pour le Commerce et l'Industrie, que si la guerre durait encore un an ou un an et demi, la Belgique serait complètement épuisée (ausgepumpt); il n'y resterait que du charbon et des phosphates (1). Au mois de juin suivant, la Section pour le Commerce et l'Industrie signalait de même dans une lettre circulaire aux services compétents, que les recours constants et considérables faits aux installations d'usines dans le territoire du gouvernement général, pour se procurer de la mitraille, auraient pour conséquence, dans le courant d'un an au plus tard, d'y épuiser toutes les réserves de fer (2).

Causes des destructions. — La destruction des usines est le terme fatal auquel devait aboutir la politique économique des Allemands en territoire occupé, dès l'instant où il était admis que les nécessités de la guerre dominant toute considération du droit reconnu aux biens privés par les conventions internationales. Sous la pression de ces « nécessités » les directives de l'administration allemande en matière économique ont subi au cours de la guerre une évolution logique. Nous avons vu en effet, aux débuts de l'occupation, le chef de l'administration civile réagir de son mieux contre la rapacité inconsidérée de l'élément militaire. Le gouverneur général von Bissing et les hauts fonctionnaires sous ses ordres considéraient la Belgique comme faisant économiquement partie, pendant la guerre, de l'ensemble germanique et ils se berçaient de l'illusion de pouvoir lui faire prendre une part active dans l'effort allemand. D'autre part, von Bissing fut toujours un ardent partisan de l'annexion plus ou moins directe de la Belgique à l'Empire allemand ; ces vues pour l'avenir le disposaient à conserver au pays une certaine valeur économique tout en cherchant à maintenir l'essor actuel et futur de l'industrie belge dans des limites conformes aux intérêts allemands.

(1) Procès-verbal de deux séances tenues le 15 et 16 octobre 1917 à la Section pour le Commerce et l'Industrie (Archives de la Commission d'enquête).

(2) Lettre du 1^{er} juin 1918 de la Section pour le Commerce et l'Industrie au gouvernement général. Division VI b. concernant la production de mitraille (Archives de la Commission d'enquête).

Les exigences militaires ne permirent pas l'exécution de ce programme optimiste. Nous avons signalé dans la première partie du présent ouvrage que dans le territoire du gouvernement général, comme dans le territoire des étapes, l'administration allemande prit toutes les mesures nécessaires pour couvrir, aux dépens des richesses économiques de la Belgique, les besoins de plus en plus pressants des armées allemandes en hommes, en munitions et en matériel. On fit toutefois en Allemagne, à l'administration du pays occupé, le reproche de ne pas avoir été assez énergique dans ce sens et de ne pas avoir épuisé toutes les ressources que les provinces belges étaient capables de fournir.

Dans une lettre qu'il adressa le 25 novembre 1916 au maréchal von Hindenburg (1), le gouverneur général von Bissing repousse l'accusation portée contre son administration par l'élément militaire, et probablement par le maréchal lui-même, d'avoir montré trop de mansuétude dans l'exploitation des richesses de la Belgique. Le général von Bissing y fait valoir tout ce qu'il a jusqu'alors « exprimé » des territoires soumis à son administration : (traduction).

Les contributions de guerre, écrit-il, dont un total de 1.020 millions de francs a été payé jusqu'à présent, ne représentent qu'une partie du montant pour lequel la Belgique a participé aux charges de la guerre pour l'Allemagne.

Les réquisitions sans paiement et les marchandises réquisitionnées moyennant crédit de contre-valeur en Allemagne peuvent être évaluées à 800 millions de francs.

Ce qui en dehors de cela, en fait de marchandises et valeurs de toutes espèces a été enlevé aux ressources économiques de la Belgique contre paiement en argent allemand a joué un rôle très important dans la conduite de la guerre du côté allemand. Comme exemples, je citerai : les opérations de la « Zentral-Einkauf-Gesellschaft (2) qui a acheté jusqu'à présent pour une valeur de 100 millions de francs, ensuite ceux de la « Flachs-Einkauf-Gesellschaft » (3) qui a acheté pour plus de 80 millions de francs, enfin la réquisition des chevaux, par laquelle jusqu'à présent 93.000 chevaux ont été enlevés au pays. Ceux-ci, dans les derniers 9 mois, ont été payés en moyenne à raison de 1.533 marks, par conséquent, à peu près 500 marks en dessous de leur valeur. Si ces chevaux et les marchandises pour lesquels 360 millions de francs ont été dépensés, avaient été achetés en pays neutres, en admettant même que cette opération eût été possible, de bien plus grosses sommes

(1) Cette lettre a été traduite en entier et commentée par M. F. Passelecq dans un article du Correspondant de Paris (N° du 11 octobre 1920). La qualité de son auteur et celle de son destinataire, ainsi que son caractère confidentiel, font de cette lettre un document des plus intéressants.

(2) Société Centrale d'achats.

(3) Société d'achat des lins. — Pour le fonctionnement de ces sociétés de guerre par actions, voir chapitre VI, p. 102.

auraient dû être déboursées et, de plus, les paiements auraient dû être faits en devises étrangères. Ceci eût entraîné une nouvelle chute du mark dont le taux est déjà fort déprimé.

Dans le domaine purement financier se placent les achats, faits en Belgique, de titres neutres de toute espèce, qui ont été importés dans l'Empire et lui servent à la place de l'or dans le paiement des importations faites des pays neutres.

Dans le même ordre d'idées l'exportation du charbon belge est aussi favorable à l'Empire. Le charbon est en effet payé en Belgique au moyen de billets de banque allemands, tandis que les créances acquises par l'exportation à l'étranger sont mises à la disposition de la Reichsbank.

Certainement, par ces achats, de notables moyens de paiement sont procurés au territoire soumis à mon administration ; ils ont servi à maintenir le pays en état de payer. Ils ont rendu possible de recouvrer la contribution de guerre en monnaie susceptible d'échange international, et de plus, ils ont servi à procurer aux banques et établissements en Allemagne des capitaux importants par la conversion en marks-papier des montants accumulés comme par le transfert de l'argent liquide des biens séquestrés.

Par conséquent, jusqu'à présent au delà de 2 1/2 milliards de francs en argent et en valeurs non payées ont été effectivement transportés de Belgique en Allemagne et une valeur de bien au-delà de 1/2 milliard a été détournée au profit de l'Allemagne et de son armée en chevaux, en cheptel, en véhicules et en valeurs de toute espèce.

Ces chiffres ne sont que des évaluations très intéressantes, certes, mais forcément incomplètes ; rappelons qu'à la date où le document fut rédigé (25 novembre 1916) les grandes destructions d'usines n'avaient pas encore été entamées.

Après avoir fait part de projets de nouvelles contributions aux frais de la guerre, projets auxquels il pense pouvoir donner suite malgré l'importance des exactions déjà commises en Belgique, le général von Bissing poursuit son exposé en faisant un court tableau de la situation de l'industrie belge à la fin de l'année 1916 ; son témoignage est trop saisissant pour que nous hésitions à le reproduire ici :

La source de la richesse de la Belgique est son industrie, qui dépend entièrement de l'importation des matières premières et de l'exportation de ses fabricats. Il en résulte que cette industrie est à très peu d'exceptions près, absolument réduite au chômage. De plus, les machines dans les fabriques sont réquisitionnées, et le seront à l'avenir dans une grande proportion, les ouvriers seront déportés. L'industrie belge devra se réorganiser après la guerre et court le risque de ne plus pouvoir compter sur un main-d'œuvre suffisante, ou bien de devoir travailler avec une main-d'œuvre beaucoup plus coûteuse, si les ouvriers expédiés en Allemagne y obtiennent de bons salaires et en conséquence émettent plus tard des prétentions plus élevées. Pour ne citer qu'un chiffre, je signalerai que dans un journal américain les dommages et les pertes subis par l'industrie belge sont

évalués à 5 milliards de francs. S'il est possible que cette somme soit exagérée, ces évaluations doivent pourtant donner à réfléchir à ceux qui parlent d'une Belgique épargnée.

Mais tout en défendant ce que son administration a pu jusqu'à présent avoir de sage et de prudent, le gouverneur général en Belgique est disposé à aller plus loin encore dans la voie des concessions aux exigences de l'État Major ; nous nous permettrons de citer à ce propos toute la fin de sa lettre au maréchal von Hindenburg à laquelle nous avons déjà fait de si larges emprunts :

Les fonctionnaires sous mes ordres ont la consigne de s'appliquer constamment à exploiter toutes les ressources du pays dans l'intérêt de la guerre conduite par l'Empire allemand, et là où cela est possible à ouvrir de nouvelles sources de richesses susceptibles de diminuer les charges de l'Empire.

J'ai chargé le commissaire général pour les banques, dont la fonction est en première ligne d'effectuer l'exploitation financière de la Belgique, de préparer un rapport approfondi sur les prestations faites jusqu'à présent par le pays et également de développer des projets au sujet de la collaboration (*Heranziehung*) de la Belgique pour l'avenir.

J'espère que votre Excellence me rendra justice et me prêterait aussi son aide pour repousser des attaques qui ne s'appuient que sur une ignorance complète des circonstances. Comme je l'ai dit à Pless à votre Excellence dans les sentiments de fidélité, de loyauté et d'admiration que j'ai pour Elle, je ne poursuis qu'un seul but : celui d'arriver par ma méthode d'administration — que j'ai comprise comme celle d'un chef de famille économe — à pouvoir prêter aussi à votre Excellence, en temps de nécessité, l'aide qui lui paraît désirable et qui est devenue indispensable pour que l'Allemagne puisse continuer la guerre (*durchhalten*).

Votre Excellence ne pourra pas me contester que, en dépit de nombreux scrupules éprouvés dans certains cas, j'ai répondu, sans en tenir compte, à toutes les exigences militaires dont votre Excellence m'a fait part, et si Sa Majesté continue à me confier l'administration du pays, je donne l'assurance que je n'aurai jamais en vue dans l'avenir, comme je l'ai eu dans le passé, que l'intérêt allemand seul, cette manière de faire dût-elle m'entraîner en fin de compte dans une politique d'exploitation outrancière du pays, en opposition avec le système d'économie que j'ai employé jusqu'à présent.

(s) V. BISSING.

Déjà à la date où le gouverneur général écrivit ces lignes, il est hors de doute que le Grand Quartier Général allemand considérait l'heure de l'exploitation outrancière comme arrivée. Après l'échec définitif de la grande attaque de Verdun en juin 1916, l'offensive franco-britannique de l'été, si elle n'avait pas atteint tous les résultats escomptés par l'Entente, avait du moins démontré que l'équilibre des forces en présence était atteint. L'Allemagne menacée d'une prolongation indéfinie de la guerre et incapable de la soutenir, était acculée à la nécessité d'obtenir une victoire rapide.

Pour se préparer à porter le coup décisif, l'Etat-Major prit en même temps les mesures que commandaient la tactique et la stratégie. Sur une partie du front où une attaque de l'ennemi était prévue, il opéra la retraite des troupes sur une ligne bien préparée, et ordonna un effort nouveau pour reconquérir, ne fût-ce que pour un temps, la supériorité manifeste dont l'Allemagne avait joui jusqu'alors sur ses ennemis en munitions, canons et matériel de toute espèce.

Pour arriver à un résultat, il fallait se procurer de la main-d'œuvre, des machines, des halls d'usines et du fer, et opérer de nouvelles razzias plus étendues encore que les précédentes dans l'outillage économique des pays occupés.

Une main-d'œuvre nouvelle était nécessaire pour permettre à l'Etat-Major de remplacer dans les rangs de l'armée au moyen des ouvriers réservés jusqu'alors, les grandes pertes subies au front, et d'élever les importants travaux de défense de la ligne Hindenburg. Le recrutement de cette main-d'œuvre fut tenté par la mobilisation des civils en Allemagne et par la déportation violente des ouvriers belges en Allemagne et au front occidental. A la même époque, les arrêtés de saisie concernant les machines préparèrent l'enlèvement rapide de celles-ci.

On résolut enfin, pour se procurer des halls d'usine, de démonter en France occupée et en Belgique, ceux des bâtiments de l'espèce qui étaient susceptibles d'être employés en Allemagne. D'autre part, pour se procurer de la mitraille de fer destinée à la fabrication de l'acier, on décida de briser au marteau pilon les constructions métalliques des usines et tout ce qu'elles contenaient de machines inutilisables pour le moment.

Résistance du gouvernement général. — Les administrations responsables du gouvernement général en Belgique soulevèrent des objections de principe contre ces procédés dont les conséquences économiques, particulièrement graves pour la Belgique, ne leur échappaient pas ; aussi les destructions radicales furent-elles entreprises d'abord dans la France du Nord et seulement quelques mois plus tard, en juin 1917, en Belgique. A ce moment, le gouverneur général Freiherr von Bissing était mort (1) et remplacé dans son poste par le Général Oberst Freiherr von Falkenhausen. Quoique ce dernier personnage fût loin d'avoir les qualités politiques et administratives de son prédécesseur et que ses vues sur l'exploitation rationnelle de la Belgique fussent probablement moins arrêtées, il ne semble pas que son avènement aux fonc-

(1) Le général baron von Bissing mourut à Bruxelles en mai 1917.

tions de gouverneur général en Belgique ait eu une influence quelconque sur le commencement des destructions d'usines. Celles-ci sont dues bien plutôt à l'intervention pressante du Grand Quartier Général, lequel se trouvant devant l'entrée en lice des Etats-Unis d'Amérique, devant les faibles résultats du renforcement de l'activité des sous-marins (février 1917) et les difficultés sans cesse augmentées du ravitaillement, résolut de ne plus s'arrêter désormais, en territoire occupé, à aucun ménagement politique ni à aucune considération d'ordre économique.

2. RESPONSABILITÉ AU SUJET DE CES ACTES

Protestations du Grand Quartier Général allemand. — La destruction des usines et l'enlèvement des halls et des machines furent poursuivis parallèlement dans toutes les usines ou parties d'usines réduites à l'inactivité ; différents services furent spécialement chargés d'exécuter un système complet de déprédation industrielle intensive.

Avant d'exposer l'organisation de ce nouveau rouage administratif, il nous paraît intéressant de rapporter comment la direction supérieure de l'armée allemande entend repousser absolument toute responsabilité quant aux destructions sauvages et actes de vandalisme inutiles ou intéressés, qui ont été la conséquence de mesures prises par elle, à son corps défendant, et dictées par l'inéluctable loi de la nécessité.

La brochure officielle : « La Conduite allemande de la guerre et le Droit des gens » (1), édictée en 1919 par ordre du Ministère de la Guerre prussien et la Direction supérieure de l'Armée, abonde en protestations à ce sujet. Sans cesse, même aux périodes de crise les plus intenses, on aurait maintenu dans les travaux de démolition des dispositions telles, que le plus grand respect possible était porté à chaque partie de valeur ; on aurait avisé les organismes d'exécution d'aller, dans la mesure du possible, au-devant des désirs de la population ennemie. Suivant les ordres donnés, une machine ne devait être détruite que si sa valeur était médiocre ou si elle était menacée de destruction par le feu de l'ennemi ; les machines de prix devaient être exclues de la démolition ; si des mesures analogues prises en Allemagne pour la récupération de la mitraille n'ont pas eu les mêmes conséquences déplorables qu'en pays occupé, ce fait serait uniquement dû à ce que

(1) *Die Deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht* (Beiträge zur Schuldfrage), édité par ordre du Ministère de la Guerre et de la Direction supérieure de l'Armée (Berlin, 1919, Ernest Siegfried Mittler und Sohn, éd.).

l'organisation de toute l'industrie allemande pour le travail de guerre en a forcément limité l'extension à des proportions insignifiantes.

D'autre part, la direction supérieure de l'armée admet parfaitement que les organismes d'exécution n'aient pas observé dans la démolition des usines et des machines les réserves ordonnées, soit pour des raisons d'intérêt, soit par inexpérience. Elle admet également que des irrégularités aient pu être commises, ici et là, par suite du manque de personnel expérimenté et du changement fréquent (et d'ailleurs déplorable) des organismes d'exécution. Mais elle conteste qu'on puisse en imputer à crime les organismes dirigeants et responsables.

Responsabilités des autorités. — Ces irrégularités, comme les appelle l'Etat Major allemand, ont été extraordinairement nombreuses, ainsi que nous le verrons dans la suite. Elles portent parfois un tel caractère de système qu'elles ont laissé dans l'opinion des industriels la conviction que les démolitions avaient été ordonnées uniquement dans le but de détruire la concurrence belge.

L'exposé que nous venons de faire des causes déterminantes des destructions d'usines montre que, selon nous, cette opinion n'est pas absolument conforme à la réalité. On remarquera d'ailleurs que les démolisseurs s'attaquèrent en premier lieu aux installations qui pouvaient leur procurer la récolte en métal la plus abondante, c'est-à-dire à celles de l'industrie du fer, dont la concurrence n'était pas très dangereuse pour l'énorme puissance sidérurgique de l'Allemagne. Mais, il n'en est pas moins vrai que dans l'exécution de ces mesures décrétées dans l'unique but de venir au secours de l'industrie de guerre allemande, le souci de l'intérêt économique de l'Allemagne eut une grande influence ; nous l'avons constaté souvent au cours de cette étude. Si la responsabilité des excès envisagés ci-dessus n'incombe qu'à des organismes secondaires, du moins, les hauts fonctionnaires allemands étaient-ils animés d'un sentiment capable de faire profiter l'industrie allemande des abus commis par leurs sous-ordres. En voici une preuve :

Dans une séance (1) de la Section pour le Commerce et l'Industrie présidée par le Dr von Köhler, chef de la Section, il fut question de l'affiliation éventuelle de la Belgique à l'organisation industrielle allemande, pendant la période de difficultés économiques qui suivrait immédiatement la conclusion de la paix. Sur la proposition du commis-

(1) Procès-verbal de deux séances tenues les 15 et 16 octobre 1917 à la Section pour le Commerce et l'Industrie. Sujet : Economie transitoire (Uebergangswirtschaft) (documents de la Commission d'enquête). Il est à noter que ces séances eurent lieu quelque temps après le commencement des démolitions d'usines.

saire impérial Wiedfeld, l'assemblée se mit d'accord sur une formule proposant de faire dépendre de son utilité pour l'Allemagne la renaissance plus ou moins rapide de l'industrie belge et d'établir une différence entre les industries belges qui étaient nuisibles ou non à l'industrie allemande.

Quant à l'esprit dans lequel les ordres d'aller « au-devant des désirs de la population ennemie » étaient exécutés, nous en verrons de nombreux exemples dans les pages consacrées plus loin à la description des dégâts commis dans les usines. A ce sujet une chanson composée en 1918 indique comment le soldat allemand qualifiait lui-même la besogne qu'on lui faisait faire. Nous en donnons un extrait à titre documentaire :

Zum Vierjährigen Bestehn des Kraftwagenparks fur Belgien, in Brüssel.

Brüssel, den 14 September 1918.

Die L. K. B.

Mélodie : « *O Tannenbaum, O Tannenbaum.* »

6^e Couplet

Wir räubern Magazine aus,
Und sämtliche Fabriken,
Der Belgier ist nicht Herr im Haus,
Sonst konnt uns das nicht glücken,
Ia, wenn ein Deutscher Belgien neckt,
Ist es bestimmt der Leutnant Beck
Bezüglich der Einennahme

(Signé) G. THÖRNER.

(TRADUCTION) :

A l'occasion du 4^e anniversaire d'existence du Parc d'automobiles
pour la Belgique, à Bruxelles

Bruxelles, le 14 septembre 1918.

Le L. K. B. (Linien-Kommandantur, Belgien).

Nous pillons les magasins
Ainsi que toutes les usines ;
Le Belge n'est plus maître chez lui,
Sans quoi nous n'y arriverions pas,
Oui, s'il est un Allemand qui s'y entend à agacer les Belges,
C'est à coup sûr le lieutenant Beck
Au moyen de ces razzias.

3. SITUATION PÉNIBLE DES INDUSTRIELS BELGES

Dès que les Allemands procédèrent de façon courante à l'enlèvement et à la destruction des machines et des installations d'usines, le problème posé à la conscience des industriels auxquels une offre de com-

mande était faite par l'ennemi, acquit une importance nouvelle. Le dilemme était devenu plus angoissant encore que par le passé.

En effet, le refus de travailler au bénéfice de l'Allemagne n'avait plus seulement pour conséquence la fermeture immédiate de l'usine, des pertes d'argent considérables pour l'industriel et le chômage pour les ouvriers, mais encore, suivant les nouvelles méthodes employées, ce refus devait entraîner fatalement la dispersion des installations et de l'outillage, voire la démolition des bâtiments.

D'autre part, le trafic avec l'ennemi, même pour des marchandises en apparence sans valeur militaire, pouvait entraîner des conséquences très graves et constituer un crime relevant de la Cour d'Assises. Certains industriels crurent suivre la théorie du moindre mal en acceptant des commandes de l'autorité allemande, ce qui évitait la destruction d'une partie tout au moins du capital économique de la Belgique. Il en fut parmi ceux-ci qui cherchèrent à obtenir du gouvernement belge au Havre, une approbation de leur manière de voir. Ce gouvernement ne pouvait trancher en la matière. Il ne lui était pas permis de donner d'une façon générale le conseil de s'incliner devant les exigences de l'ennemi, fût-ce même pour sauver toutes les usines du pays envahi ; il manquait, d'autre part, de données suffisantes pour apprécier les circonstances dans chaque cas particulier qui lui serait soumis. La responsabilité de leur acte fut laissée aux industriels qui crurent sage d'accepter une commande faite par l'administration allemande, et ils eurent à en répondre devant la justice de leur pays lorsque, après la rentrée du gouvernement belge, les tribunaux eurent repris leur fonctionnement régulier.

CHAPITRE II

Organisation de l'exploitation à outrance

- 1° *Organisation des dévastations.* — Délimitation du butin. Les organismes Wumba et Rohma. — Inexactitude des feuilles de réquisition.
- 2° *Déprédations inutiles.* — Manque de précautions techniques dans les démolitions. — Destructions hâtives. — Destructions exagérées. — Démolition des chambres de plomb.
- 3° *Utilisation en Allemagne des machines réquisitionnées.* — Machines belges employées pour épargner les machines d'Allemagne. — Machines belges transportées en Allemagne et non employées. — Machines belges vendues à l'étranger.
- 4° *Les destructions de la dernière heure.* — Destruction des usines jusqu'au moment de la retraite de 1918. — Destruction pendant la retraite.

1. ORGANISATION DES DÉVASTATIONS

Délimitation du butin. — L'enlèvement des machines et la dévastation des usines étant devenus systématiques, ces opérations nécessitèrent l'établissement d'une organisation étendue et la création de services importants.

Le butin à recueillir dans les territoires envahis était constitué par l'ensemble des usines et ateliers réduits pour l'une ou l'autre cause à l'inactivité, ou qui n'avaient pas obtenu de l'administration allemande l'autorisation de travailler exigée par les arrêtés de février et de mai 1917. Les différents organismes de réquisition trouvaient là un vaste champ d'exploitation, rendu de jour en jour plus étendu. Dans cette importante réserve de machines, d'installations, de halls et de mitraille de fer, l'industrie de guerre allemande était invitée à puiser au fur et à mesure de ses besoins, sans autres entraves que celles imposées par des considérations d'ordre militaire. A ce dernier point de vue, certains bâtiments d'usine, dont l'emploi industriel avait été jugé inutile, pouvaient en effet présenter un intérêt pour l'établissement de dépôts de munitions, le garage du matériel de l'armée ou le logement des troupes.

En principe, l'industrie de guerre, ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi, devait être bénéficiaire de la spoliation de nos usines et il

semble bien que le gouvernement allemand ait édicté des mesures sévères pour que des transgressions à ce principe soient rendues tout au moins difficiles. Mais l'expression « industrie de guerre » avait un sens très étendu et comprenait tout ce qui, de près ou de loin, se rattachait à la conduite de la guerre ; comme, par exemple, la fabrication du papier. Depuis la réorganisation de l'industrie allemande suivant le plan du Dr Rathenau, la presque totalité des usines d'Allemagne était considérée comme travaillant pour l'armée ou la marine et les dépouilles de l'outillage économique des pays investis devaient alimenter à la fois les ateliers de l'état allemand, les services du front dépendant de l'état major général et les usines des particuliers.

Dès qu'il fut admis que des bâtiments et des machines utilisables au point de vue industriel pouvaient être détruits et réduits à l'état de mitraille pour alimenter les aciéries allemandes, la nécessité se fit jour d'opérer un triage rationnel parmi ces objets et de n'abandonner au marteau-pilon que ceux pour lesquels un emploi en Allemagne ou pour les services du front n'était pas probable. Cette opération de triage était difficile et délicate. D'un côté il s'agissait de fournir rapidement une quantité considérable de mitraille à l'Allemagne, de l'autre, de réserver à l'usage de l'industrie de guerre des machines importantes et de valeur. Or, c'était précisément la destruction de ces machines-là qui procurait le plus fort tonnage de fer et d'acier pour la refonte. Dans tous les cas, le zèle destructeur des équipes de démolition parut excessif aux yeux de certaines autorités allemandes et nous voyons dans une séance au Quartier Général de Mézières-Charleville (le 11 juillet 1917) décider que la démolition des halls d'usines doit être intensifiée, mais qu'aucune machine ne peut plus être brisée si elle est encore susceptible de fournir, d'une manière quelconque, un travail effectif ; la classification qui résulterait de cet ordre ne devrait d'ailleurs pas être définitive et pouvait être modifiée lors d'examens subséquents.

Les organismes Wumba et Rohma. — Le rôle de fournisseurs de l'industrie de guerre allemande en machines ou installations utilisables et en mitraille fut dévolu à deux organismes principaux : l'office pour le ravitaillement en armes et en munitions d'une part, l'office pour le ravitaillement en matières premières d'autre part.

Le premier est l'organisme conservateur. Il fut désigné d'après les initiales de son appellation allemande sous le nom de Wumba (1).

(1) Waffen und Munitionen-Beschaffungstelle.

Le second est l'organisme destructeur, connu sous le nom de Rohma (1). Wumba était une dépendance du Ministère de la Guerre prussien dont l'activité se révéla en Belgique dès l'année 1916. On se souvient que les arrêtés de saisie des machines publiés en 1916, ordonnaient la déclaration de ces objets, dans le territoire du gouvernement général, à l'officier d'Etat-Major de l'artillerie à pied (Stofus) ou à l'officier d'Etat-Major du corps des pionniers (Stopie); dans les territoires soumis à la juridiction militaire les déclarations étaient centralisées par un délégué du Ministère de la Guerre (B. d. K. M.) (2). Chacun de ces services marquait de certaines initiales (Fz et B. d. K. M.) et d'un numéro d'identification les machines et appareils susceptibles de emploi, puis en envoyait à Wumba les listes et les descriptions. Wumba s'occupait alors de faire parvenir des copies de ces listes aux ateliers de l'Etat, aux industries privées et aux bureaux compétents du Quartier-Maitre Général de l'Ouest; il s'évertuait ensuite à répartir le mieux possible les machines dont il disposait, suivant les commandes que lui adressaient ses correspondants.

Les opérations prirent rapidement une très grande extension, au point que la région des Flandres et du nord de la France envahie, qui au début avait été divisée en deux districts de réquisition de machines, en comporta bientôt trois, puis quatre, lorsque les mesures prises pour la fermeture des usines et des ateliers eurent agrandi la sphère d'activité des B. d. K. M.

Lorsque la décision fut prise, après les pourparlers que l'on sait entre le Gouvernement général et l'autorité militaire, de procéder à la démolition complète des usines en Belgique, la Section pour le Commerce et l'Industrie s'occupa de faire dresser des listes d'établissements dont la destruction donnerait un rendement suffisamment conséquent en mitraille de fer. Ces listes étaient envoyées à différents services allemands, afin de s'assurer si aucun des établissements en question ne présentait d'intérêt au point de vue militaire pour une utilisation éventuelle. Les usines qu'aucun service ne réclamait étaient déclarées concédées à la démolition (*zum abbau freigegeben*). Dans ce cas les bâtiments et tout ce qu'ils contenaient, constituaient un butin à partager entre Wumba et Rohma. Afin de faire la répartition des dépouilles entre les deux organismes, une commission dans laquelle chacun d'eux, ainsi que la Section pour le Commerce et l'Industrie, étaient représentés, faisait un examen rapide des installations et décidait de ce qu'il fallait réserver pour un usage ultérieur et de ce qui

(1) Rohmaterial-Beschaffungstelle.

(2) Beauftragter des Kriegs-Ministeriums.

pouvait être réduit en mitraille sur place et placé à la disposition de Rohma.

La rapidité des démolitions mit les services de Wumba à la tête d'un nombre de machines bien plus grand que celui pour lequel ils pouvaient trouver acquéreur en Allemagne. On décida alors de créer dans les territoires occupés un certain nombre de dépôts, où les machines, triées et cataloguées avec soin, se trouvaient à la disposition de Wumba pour lui permettre de répondre à une demande soudaine émanant soit du front, soit des industriels d'Allemagne. Lors de la retraite des troupes allemandes en novembre 1918, la découverte de ces dépôts, encombrés de matériel industriel, a contribué pour une large part à la formation de l'opinion, si souvent formulée, que les Allemands avaient pillé l'industrie de leurs ennemis sans aucune nécessité urgente, mais poussés par un pur esprit de vandalisme.

Les usines vouées à la démolition faisaient l'objet d'un inventaire détaillé et d'une levée de plans minutieuse, soit que Wumba éprouvât la nécessité d'être mise en possession de ces documents pour faciliter ses ventes en Allemagne, soit que la Commission Impériale d'Indemnisation ait désiré avoir des bases sérieuses pour vérifier, éventuellement, le montant des dommages réclamés par les industriels. Toujours est-il que les industriels belges et français virent s'établir chez eux des escouades d'ingénieurs et de dessinateurs, comprenant parfois vingt personnes séjournant pendant des mois dans la même usine, y relevant des plans, des dispositions de machines, s'informant des moindres détails de fabrication. Ces procédés soulevèrent beaucoup d'indignation parmi les propriétaires de ces usines et firent naître chez un grand nombre d'entre eux, la conviction profonde que l'Allemand se livrait dans leurs installations à des investigations aussi précises dans l'unique but d'en tirer un profit pour l'industrie allemande.

Pas plus Wumba que Rohma ne possédaient le personnel technique ni l'outillage nécessaire pour effectuer eux-mêmes les démontages ou les destructions d'usines. Aussi ces opérations étaient-elles confiées à des firmes allemandes de construction métallique qui se chargeaient de les exécuter soit pour des organismes officiels, soit pour des particuliers auxquels Wumba avait vendu « sur pied » les installations à démolir. Cette entreprise se faisait au poids pour le démontage des parties en fer (1) et au mètre pour la démolition des parties accessoires

(1) Dans ses contrats passés entre l'Inspection de l'Aviation (Idflieg) et un consortium de firmes allemandes pour la démolition et la reconstruction dans des endroits appropriés de halls d'usines, les prix sont les suivants :

Démolition....142 mk. 50, la tonne de fer ;

Reconstruction.... 107 mk. 50, la tonne de fer.

de la construction : couvertures en tuiles, vitrerie, gouttières, conduites d'eau, etc., susceptibles de emploi.

Les ingénieurs et les contremaîtres employés à cette besogne étaient des membres du personnel des firmes entrepreneurs de démolition, tandis que la main-d'œuvre, composée de quelques équipes de soldats de métier et surtout de prisonniers de guerre, était fournie par l'autorité militaire ; l'entrepreneur payait de ce chef à Wumba une redevance s'élevant à 22 mk 50 pour chaque tonne de fer démolie, 15 mk par tonne de fer remontée, et 0 mk 15 par mètre carré ou mètre courant d'autres matériaux provenant de la démolition. En France comme en Belgique, quelques ouvriers indigènes furent recrutés pour le travail de destruction d'usines ; malgré les efforts faits par les entrepreneurs pour se procurer cette main-d'œuvre indigène, elle ne fournit qu'un contingent très réduit ; en effet, dans les relevés mensuels de la main-d'œuvre de l'« Abbau-Gruppe », firme qui avait acquis en fait une sorte de monopole de la destruction d'usines en France et en Belgique, on ne compte jamais plus de 66 ouvriers indigènes embauchés à la fois sur un total d'ouvriers s'élevant parfois à plus de 1.500 hommes (novembre 1917).

Cet « Abbau-Gruppe » était une association de cinq grosses firmes allemandes de constructions métalliques qui s'étaient réunies, par contrat du 9 février 1917, dans le but d'entreprendre en commun, dans le territoire occupé de l'Ouest, la démolition des halls concédés à des tiers par Wumba pour être déplacés en Allemagne. L'association entreprenait sur demande la réduction en mitraille de ces halls ou leur reconstruction en Allemagne. Son influence fut assez puissante, la faveur dont elle jouit auprès des organismes militaires fut assez considérable, pour lui permettre de se faire concéder la presque totalité des destructions d'usines et pour évincer la concurrence que des firmes étrangères au groupe cherchaient à lui faire (1). Les opérations entreprises par l'Abbau-Gruppe semblent d'ailleurs avoir été fructueuses, car les bénéfices réalisés par l'association au 31 décembre 1917 s'élevaient déjà à 1.443.000 marks, pour un ensemble de 18.937 tonnes de fer démolies (2).

C'est sur l'Abbau-Gruppe que Wumba s'était déchargé du soin qui lui incombait de dresser l'inventaire et de lever le plan de chaque usine vouée définitivement à la démolition. Le travail fourni par ses ingénieurs et ses dessinateurs, dont la manière d'agir parut si suspecte aux industriels chez lesquels ils opéraient, semble d'ailleurs avoir été

(1) Jusqu'au 1^{er} août 1918 l'« Abbau-Gruppe » avait démolì et entièrement enlevé les matériaux de 151 usines et en avait démolì 34 autres sans en avoir encore enlevé les matériaux. Il avait expédié en Allemagne 43.125 tonnes de fer.

(2) Procès-verbal d'une assemblée générale de l'« Abbau-Gruppe » tenue à Cologne le 5 janvier 1918 (Archives de la Commission d'enquête).

fait plutôt dans un but commercial, pour faciliter les placements de Wumba, que pour éclairer la religion des membres de la commission impériale d'indemnisation. Le président de celle-ci adressa en effet le 4 décembre 1917, au ministère de l'intérieur à Berlin, un rapport dans lequel il se plaignait de l'insuffisance des renseignements contenus dans les documents mis à sa disposition.

Inexactitude des feuilles de réquisition. — D'après le rapport du président de la Commission d'Indemnisation il était devenu de pratique courante de ne décrire, sur les feuilles de réception, un objet enlevé, que d'après la destination donnée par les services militaires et non pas selon l'emploi qu'en faisait son ancien propriétaire. Alors, par exemple, qu'il s'agissait d'une machine spéciale d'un très grand prix, ou d'une installation importante qui pour l'une ou l'autre raison étaient transformées en mitraille, le document de réquisition d'après lequel la commission d'indemnisation était appelée à statuer quant à la valeur du préjudice infligé, ne portait qu'une seule indication, savoir : autant de kilogrammes de mitraille. Des coussinets de machines, une cuve de brasserie étaient décrites comme étant du métal au poids ; un marteau-pilon, une presse hydraulique en plein état de service, comme étant une certaine quantité de vieux fer.

Aux observations qui leur avaient été faites à ce sujet, les services de réquisition répondirent tout d'abord qu'ils manquaient de temps et de personnel pour faire une description plus exacte des objets détruits. Ils firent remarquer que l'établissement d'un relevé et d'une désignation précise aurait singulièrement retardé les opérations de la préparation de la mitraille, qu'on les priaît d'autre part de pousser celle-ci activement. La collaboration des directeurs d'usines pour dresser ces relevés, dans le cas où ces directeurs se trouvaient encore sur place, avait donné naissance à une documentation tellement volumineuse que la contre-vérification en était devenue impossible. Les organismes réquisitionneurs s'étonnaient enfin d'être mis en demeure de faciliter aux ennemis, par une description plus exacte des objets détruits, les moyens de faire la preuve de l'importance du préjudice qu'on leur avait causé (1). La Commission Impériale d'Indemnisation n'était pas animée de la même hâte fébrile que les services de la Rohma, soucieux ceux-ci de fournir rapidement de la mitraille aux fabriques d'armement. Elle entendait laisser aux mains du gouvernement, des documents indiscutables pour l'évaluation des dommages effectués.

(1) Rapport du président de la Commission Impériale d'Indemnisation du 4 décembre 1917 ; transmis par le Chancelier d'Empire au gouverneur général en Belgique le 20 décembre 1917 (copie dans les Archives de la Commission d'enquête).

Quant à l'indemnisation du propriétaire qui n'était pas sujet d'un état allié de l'Allemagne ou neutre, la question d'une plus ou moins grande précision dans la désignation de la marchandise enlevée n'avait aucune importance; en effet, comme le fait remarquer le rapport cité plus haut, suivant les principes en vigueur à la Commission d'Indemnisation, lorsqu'il s'agissait d'un objet appartenant à un sujet de pays en guerre avec l'Allemagne, que cet objet soit une balance de précision, une chaudière de brasserie, une tuyauterie de cuivre ou un monceau de métal hors d'usage, il n'était dans tous les cas évalué qu'à la valeur de vieux métal.

2. DÉPRÉDATIONS INUTILES

Manque de précautions techniques dans les démolitions. — Le démontage de halls destinés à être transportés à de grandes distances pour y être reconstruits pièce par pièce, était une opération délicate qui nécessitait le plus grand soin. Il est probable que c'est spécialement à cette besogne que furent employés les quelque soixante-dix ouvriers civils allemands et la centaine de soldats allemands, ouvriers spécialistes, désignés dans les états mensuels du groupe des cinq firmes associées pour la démolition des usines (1). Quant aux autres démolitions, celles qui étaient uniquement destinées à fournir de la mitraille, elles furent faites avec une insouciance complète de réduire les dégâts à un strict minimum. Si en haut lieu le mot d'ordre avait été donné d'éviter les « duretés inutiles », les chefs d'équipes de démolition n'en avaient cure et étaient animés d'un tout autre esprit. La réponse la plus fréquente aux objurgations désolées des propriétaires ou des directeurs d'usines, assistant impuissants à de véritables actes de vandalisme, était : « ici tout doit être mis au ras du sol », ou une phrase analogue, accompagnée d'un haussement d'épaule. Un propriétaire de fabrique de machines-outils, M. Canon-Legrand, trouva au milieu de son usine saccagée une pancarte portant ces mots qui voulaient être drôles :

« *Wer lacht am letzten
Lacht am besten* »

(Rira bien qui rira le dernier.)

(1) Un graphique dressé par un ingénieur au service des cinq firmes, donnant mois par mois le nombre moyen des ouvriers travaillant journellement aux démolitions, permet de se faire une idée exacte de la proportion dans laquelle les différents éléments de la main-d'œuvre étaient employés. On constate ainsi que sur 1.513 hommes qui au mois d'octobre 1917 travaillaient pour le compte de l'« Abbau-Gruppe », 69 ou 5 % étaient des sujets allemands ; 57 ou 4 % étaient des sujets français ou belges ; 96 ou 6 % des soldats allemands de métier ; 1.299 ou 85 % des prisonniers de guerre.

Ces chefs d'équipe commandaient à des hommes qui n'avaient aucune disposition à respecter la propriété d'autrui. Il est aisé de se faire une idée de la qualité du travail fourni par les quelques indigènes, belges ou français, qui consentaient à s'enrôler pour effectuer une besogne aussi répugnante et des précautions que des individus de cette espèce devaient prendre dans son exécution. Quant aux prisonniers de guerre, généralement russes ou italiens, leur capacité technique était nulle et leur rendement comme travail tout à fait insuffisant. Les archives de l'« Abbau-Gruppe » contiennent en effet des plaintes nombreuses au sujet de cette main-d'œuvre dont on stimulait la bonne volonté au travail soit avec des coups, soit par l'intervention de l'autorité militaire qui employait des moyens de coercition dont nous n'avons pas le secret (1).

Destructions hâtives. — En l'espace de quelque 18 mois, malgré le faible rendement et la pénurie de la main-d'œuvre qui augmentèrent précisément à mesure que l'importance des destructions s'élargit, 185 usines appartenant à l'industrie du fer furent démolies tant en France qu'en Belgique. Pendant cette période il n'y eut jamais plus de 200 spécialistes occupés aux démolitions ; encore ce nombre maximum fut-il atteint au mois de mai 1917, lorsque l'œuvre de destruction était encore empreinte d'un certain cachet de timidité. Après cette époque le nombre de spécialistes employés alla toujours en diminuant pour tomber à une centaine, d'avril à septembre 1918, au moment où la dévastation atteignit son maximum d'intensité.

Aussi la destruction prit-elle bientôt l'allure d'un pillage ; les équipes d'ouvriers s'attaquaient simultanément à plusieurs parties d'une usine à la fois, abandonnaient une quantité de matériel en fer dans une installation déjà en ruine, pour enlever quelques tonnes plus accessibles du même métal à des appareils ou des parties d'usines encore intactes. Par exemple dans les établissements de la Société Ougrée Marhay, à Seraing, près Liège, une des plus vastes entreprises métallurgiques du pays, déjà en 1917 plusieurs installations furent attaquées en même temps, et mises à la fois, dans un espace de temps très court, hors d'état de fonctionner. Ceci malgré toutes les démarches faites par les industriels pour que les destructions inévitables soient exécutées suivant une méthode qui leur fut moins préjudiciable. C'est ainsi que la démolition d'un second groupe de hauts

(1) Il existe notamment des instructions aux contremaîtres allemands leur rappelant qu'ils ne doivent pas se livrer à des sévices, et qu'en cas de paresse ou de mauvais vouloir de la part des prisonniers, le Flieger-Abbau-Kommando interviendrait avec les moyens de coercition dont il dispose.

fourneaux fut entreprise alors qu'il restait plus de mille tonnes de parties métalliques à enlever à un premier groupe déjà détruit.

De même dans les usines métallurgiques Gustave Boël, à La Louvière (Hainaut), la démolition des hauts fourneaux fut entamée alors que la destruction des autres divisions des usines n'était pas achevée, et qu'on eût pu encore en extraire une quantité de fonte et d'acier au moins égale à celle obtenue en s'attaquant aux hauts fourneaux. Ceux-ci étaient d'installation toute neuve, n'avaient pas encore été mis à feu et leur valeur était hors de proportion avec celle du métal enlevé.

Autre exemple encore. A Marcinelle, dans les usines de la Société Anonyme des hauts fourneaux, forges et aciéries de Thy-le-Château et Marcinelle, les délégués de Rohma firent sauter à la dynamite six trains de laminoirs et enlevèrent les parties en fonte employées dans la construction des fours à coke ; après quoi ils s'attaquèrent en même temps aux quatre hauts fourneaux avec leurs appareils Cowper et accessoires et à la division d'aciérie, sans pouvoir terminer aucune des démolitions entamées. Et ainsi de suite dans la plupart des installations de hauts fourneaux du pays.

On veut bien admettre que ces procédés puissent témoigner de plus de hâte que d'esprit de méchanceté. Aucune précipitation toutefois ne peut justifier les cas nombreux où, dans les usines non détruites complètement, les boulons de fondation des machines enlevées ont été recourbés ou brisés, ce qui rendait inutilisable, pour le remplacement éventuel des appareils, des massifs de fondation souvent très importants.

Destructions exagérées. — Un autre exemple qui porte l'empreinte d'un parti-pris de vandalisme dans les destructions, nous est fourni par les méthodes employées dans l'enlèvement de garnitures métalliques faisant partie d'appareils considérables. Nous avons signalé que dans les tissages l'arrachement de quelques kilogrammes de cuivre avait mis hors d'usage des mécaniques coûteuses, comme par exemple des métiers renvideurs.

Dans le district de Verviers, les garnitures de cardes furent enlevées au mois d'août 1918, et envoyées en majeure partie à Leipzig, où le service de la récupération en retrouva une grande partie entièrement hors d'usage. Ailleurs ce sont les installations de teinturerie d'étoffe qui sont démolies de fond en comble pour la récupération du cuivre dont elle étaient revêtues.

Démolition des chambres de plomb. — La démolition des chambres de plomb dans les fabriques d'acide sulfurique ne fut guère effectuée

avec plus de précaution. Ces destructions destinées à fournir 50.000 tonnes de plomb à l'Allemagne furent entreprises dès la fin de 1915, puis reprises avec intensité en 1917, après une interruption de quelques mois. Vingt-deux usines de production d'acide sulfurique sur les 27 de l'espèce que comptait la Belgique, eurent leurs chambres à plomb et tours de Gay-Lussac complètement ou partiellement démunies du revêtement métallique. Cette opération fut faite dans de nombreux cas d'une façon propre à entraîner des ruines qu'un peu de précaution eût pu empêcher. Un cas analogue à celui que nous avons signalé à propos de la dévastation des usines métallurgiques, se rencontre ici dans l'enlèvement du revêtement des chambres de plomb de la fabrique de produits chimiques agricoles A. Rosier, à Moustier (Hainaut). Cette installation comprenait une grande chambre automatique d'un système tout récent, construite en 1912, et une chambre d'ancien modèle remise à neuf en 1913. L'usine de M. Rosier avait été taxée pour la fourniture de 2 à 300 tonnes de plomb, quantité qu'il eût été possible de recueillir en démolissant toute la vieille chambre avec tous les bacs en plomb de l'usine. Au lieu de suivre cette méthode qui eût au moins laissé un des deux appareils, le meilleur, en état de fonctionner après la guerre, il fut procédé à l'enlèvement du revêtement dans les deux chambres, par moitié dans chacune. 283 tonnes de plomb provenant de cette opération furent expédiées dans une autre usine de Belgique fonctionnant sous l'administration allemande, et 75 tonnes arrachées sans nécessité aux cloisons des chambres restèrent sur place inutilisées. Aux démarches et aux protestations de l'industriel il fut répondu officieusement : « Pourquoi avez-vous refusé de travailler pour nous ? »

3. UTILISATION EN ALLEMAGNE DES MACHINES RÉQUISITIONNÉES

Machines belges employées pour épargner les machines d'Allemagne.
— On se souvient des raisons invoquées par l'autorité allemande pour justifier l'enlèvement des machines dans les usines qui n'étaient pas condamnées à la démolition, ou du moins dont la démolition n'était pas encore concédée : l'industrie allemande ne possédait pas assez de machines pour satisfaire aux demandes de munitions de plus en plus pressantes de l'armée ; le temps manquait pour en fabriquer de nouvelles ; enfin l'appel, en 1917, d'une grande quantité d'ouvriers au service militaire, avait eu comme conséquence une diminution du rendement des machines qui n'étaient plus conduites que par une main-d'œuvre inexpérimentée et même par des femmes. L'Allemagne

se serait donc trouvée en proie à une pénurie de machines nécessaires à son industrie de guerre et ce serait dans l'unique but de venir en aide à cette industrie de guerre surchargée que 24.308 machines, lots de machines et appareils divers, identifiés après l'armistice par le Service Belge de Restitution Industrielle, auraient été transportés en Allemagne.

Etant données ces déclarations, les ingénieurs du Service de la Restitution Industrielle auraient dû, semble-t-il, trouver dans chacune des usines d'Allemagne, où des machines belges leur étaient signalées, à côté de ce matériel « d'emprunt », un matériel allemand montrant les traces d'un usage sinon excessif, du moins très soutenu. Or, dans un très grand nombre de cas il n'en fut rien. Dès leurs premières visites aux usines allemandes, en mars 1919, ces ingénieurs constatèrent l'existence d'un matériel allemand en excellent état, quasi neuf, prêt à fournir l'effort que les machines réquisitionnées, usées jusqu'aux dernières limites, n'étaient plus capables de donner (1). Le bon marché exceptionnel auquel ces machines avaient été vendues (2) par le gouvernement allemand aux industriels, permettait de les employer sans aucune espèce de considération, et la rapidité avec laquelle leur prix d'achat avait été amorti fit que plusieurs d'entre elles se trouvaient jetées au vieux fer, ou avaient été revendues pour la refonte, lorsqu'il s'agit de les restituer. Dans d'autres cas, l'industriel sachant par les conditions de l'armistice que le matériel réquisitionné allait lui être enlevé, cherchait à tirer un dernier profit de ces machines déjà fortement usées par un travail continu et anormal, et les ingénieurs du Service de la Restitution les surprenaient en pleine activité à côté d'un matériel allemand inemployé (3).

Machines belges transportées en Allemagne et non employées. — Il paraît, d'autre part, que le nombre de machines expédiées en Allemagne par Wumba avait été hors de proportion avec les besoins réels de l'industrie de guerre allemande. Si, en effet, des industriels allemands ont employé le matériel belge à l'exclusion du leur et dans le but d'épargner celui-ci, il en est une quantité d'autres qui ont laissé les machines réquisitionnées dans l'état où elles leur avaient été expédiées, sans les utiliser aucunement. Parfois la machine n'avait jamais été remontée : une grosse presse hydraulique de la Société Dyle

(1) Note du 6 septembre 1919 de M. l'ingénieur Ad. Vogel du S. R. I. B. à la Commission d'enquête.

(2) Des tours Gisholt d'une valeur de 14.000 francs, bien que presque neufs encore, avaient été achetés au prix de 5.500 et 3.500 marks par la firme Maschinenbau-Anstalt Humboldt.

(3) Note du 6 septembre 1919 déjà citée.

et Bacalan (Louvain) n'avait même pas été enlevée de la gare d'arrivée, aux environs de Nuremberg, où elle encombrait les cours et les accotements des voies de garage ; on retrouva de même le matériel des papeteries de Saventhem, épars et en partie rouillé dans une usine d'Aschaffenburg.

On se demande dans quel but les dites machines ont été enlevées de Belgique et expédiées chez des industriels qui semblent n'avoir pas éprouvé le désir de les recevoir. Pour ne reprendre que les deux exemples cités plus haut, le hall dans lequel avait été démontée, à Louvain, la presse hydraulique de la firme Dyle et Bacalan n'avait pas été détruit, et la papeterie de Saventhem existait encore ; les machines enlevées auraient donc parfaitement pu rester où elles se trouvaient. Pourquoi dès lors cette singulière transaction du gouvernement allemand ?

On a proposé l'explication suivante : le Ministère de la Guerre prussien ayant projeté la création d'usines nouvelles dans le but d'intensifier la fabrication de certains articles militaires, des firmes existantes avaient fait le geste, en achetant des machines belges, d'agrandir leurs installations, pour donner le change à l'administration militaire et éviter ainsi l'établissement d'un producteur nouveau dans leur spécialité. Sans vouloir tirer une conclusion d'un fait particulier, le cas suivant nous paraît de nature à justifier cette hypothèse.

Des machines de visserie appartenant aux usines Dercq à Fontaine-l'Évêque (Belgique), furent identifiées dans une usine allemande, à Neuss. Le directeur de cette usine déclara ne s'en être jamais servi et ne les avoir prises que parce que le gouvernement allemand l'avait menacé de céder ces machines à une nouvelle visserie qu'on installerait, si lui-même ne les prenait pas. Afin d'éviter cette concurrence qui aurait pu lui être nuisible dans la suite, le directeur avait enlevé les machines en question et les avait mises en magasin. Des machines appartenant aux visseries et tréfileries de Haeren, aux usines de Sambre et Escaut, à la firme Le Jeune et Fretteur à Herstal, avaient été enlevées par la même firme allemande, et aucune, à part de faibles exceptions, n'avait été employée (1).

Machines belges vendues à l'étranger. — Quel que soit le but poursuivi, le gouvernement allemand semble avoir exercé une certaine pression sur les industriels allemands, pour leur faire absorber le plus possible de machines enlevées aux usines de Belgique et pour ne pas laisser trop encombrer les dépôts de matériel que Wumba avait consti-

(1) Note de M. l'ingénieur Yerna du S. R. I. B. à la Commission d'enquête (5 septembre 1919).

tués, en s'en souvient, en divers endroits du territoire occupé (1). Le fait que le service de Restitution industrielle ait retrouvé en Suisse une machine enlevée en Belgique, dans le territoire du gouvernement général, alors qu'il ne pouvait être question de la soustraire aux dégâts d'éventuels bombardements, prouve à suffisance que l'autorité allemande ne s'inquiétait guère de savoir si les machines réquisitionnées servaient réellement à l'industrie de guerre allemande. Il ne semble pas prouver tout au moins que la disette de machines en Allemagne fût aussi grande que l'on voulût bien le dire (2).

4. LES DESTRUCTIONS DE LA DERNIÈRE HEURE

Destruction des usines jusqu'au moment de la retraite de 1918. — Le principe de la dévastation et de la destruction des usines n'ayant été admis qu'avec une grande hésitation par l'administration du gouverneur général en Belgique, les services compétents firent preuve, dans les débuts, d'une certaine prudence dans le choix des usines à proposer pour la démolition. En effet, les rapports adressés au mois de juin 1917 au chef de la Section pour le Commerce et l'Industrie par les commissions d'inspection chargées d'examiner les usines au point de vue de l'opportunité de leur destruction, tiennent compte, dans leurs conclusions, de la quantité de mitraille à extraire de ces usines, mais en même temps de multiples considérations concernant l'état des installations, leur modernisme et leur susceptibilité de rendement dans l'avenir. Au cours des temps, l'appel fait aux constructions industrielles pour ravitailler l'Allemagne en mitraille de fer, fit glisser les réserves des premiers temps à l'arrière-plan et les démolitions, effectuées avec une hâte de plus en plus fébrile et avec un respect de moins en moins grand de la propriété privée, s'étendirent à un plus grand nombre d'usines.

Les revers des armées allemandes à partir de juillet 1918, ralentirent à peine le rythme de l'œuvre de destruction. Soit ignorance de la situation militaire, soit souci de vouloir profiter des circonstances jusqu'à la dernière limite possible, le Consortium des firmes de démolition, le « Abbau-Gruppe », fut surpris en plein travail par l'avance des troupes alliées victorieuses. Un certain affolement s'empara de la direction et des ingénieurs qui cherchaient, malgré le désarroi de la retraite et

(1) D'après les données de la Commission centrale de la récupération du butin de guerre, il fut retrouvé dans ces dépôts 12.172 machines, lots de machines et appareils provenant des usines belges.

(2) Il s'agit d'une machine raboteuse marquée F. Z. 14.793, provenant de la C^{ie} des conduites d'eau à Liège, et retrouvée dans une usine située à Uster, en Suisse.

l'encombrement des chemins de fer, à sauver l'outillage de la destruction ou à empêcher qu'il ne tombât entre les mains du vainqueur et ne devînt butin de guerre.

Quant aux services de réquisition ils fonctionnaient encore au mois de novembre 1918 ; à la veille de l'armistice des machines démontées prenaient le chemin de l'Allemagne. Bien plus, le document suivant, émanant du Quartier Général de la 4^e armée, porte la date du 12 novembre, lendemain de la date fatidique. Il est adressé à l'inspection des étapes et à la Baudirektion de la IV^e armée (Flandres), ainsi qu'au B. d. K. M. 3 (service de réquisition de machines de la Flandre) :

(TRADUCTION)

Commandement supérieur de l'armée. 4. (1)

Ir Tech. N° 5619.

Objet : *Renvoi de machines.*

A cause des difficultés de transport, l'envoi vers l'arrière des machines qui ne sont pas encore chargées sur des wagons paraît à peu près hors de question. Il faut tâcher de vendre ces machines à des neutres, dans les limites où cette vente est impossible à des entrepreneurs belges. En particulier, il y a lieu d'essayer de vendre à des Hollandais les machines chargées dans des bateaux et de faire passer en Hollande le bateau et toute sa cargaison. Il sera en général impossible, étant donné le défaut d'éléments d'appréciation suffisants, de fixer les prix d'une manière précise ; dans ce cas, il sera suffisant qu'une caution adéquate soit fournie par une banque allemande ou hollandaise, lorsqu'elle n'est pas fournie par la firme elle-même, et que dans un accord provisoire on renvoie à plus tard la fixation définitive du prix.

Là où une vente est absolument impossible, il est nécessaire de dresser un inventaire des machines restant dans les usines et de demander au propriétaire, ou à son représentant responsable, une attestation signée constatant que les machines en question sont restées en cet endroit.

Une copie ou un avis conforme de tous les arrangements survenus doit être envoyé au commandant supérieur de l'armée 4 (A. O. K. 4).

V. S. d. A. O. K.

J. A.

Signé : VOLKERS,
Colonel.

D'après la commission centrale de la récupération, étant donné la nature des machines retrouvées chargées sur bateaux, il est hors de doute que cette pièce concerne les machines enlevées aux usines belges. En agissant de la sorte, l'autorité militaire voulait probablement éviter que les machines réquisitionnées, pour lesquelles il exis-

(1) Les archives de la commission d'enquête contiennent une photographie de cette pièce, trouvée le 16 novembre 1918 dans l'atelier du timbre à Malines.

tait un document de fourniture entre les mains des propriétaires, ne soient recueillies par les armées victorieuses et considérées comme du butin de guerre. Il n'en est pas moins vrai que l'exécution de ces mesures, entraînant *in extremis* la disparition de l'outillage des usines, confirmèrent les Belges dans leur opinion sur l'intention systématiquement malveillante des autorités allemandes à l'égard de leur industrie.

Destruction pendant la retraite. — Dans la brochure : *Die deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht* déjà citée, l'autorité militaire se défend d'avoir entrepris des destructions abusives pendant la retraite de 1918. D'après le Grand État-major allemand, en dehors des destructions de routes, de chemins de fer, etc., dont l'intérêt militaire ne saurait être contesté, ces destructions n'auraient, en première ligne, affecté que des entreprises organisées par l'autorité allemande et exploitées par elle, dont l'abandon intégral à l'ennemi aurait contribué à augmenter presque immédiatement sa force de combat.

La bande du territoire belge sur laquelle s'est effectuée la retraite allemande avant l'armistice comprend peu de grandes usines en dehors des tissages. L'état dans lequel quatre années d'occupation, sous le régime que nous avons décrit, avait mis ces usines, était dans tous les cas un sûr garant qu'elles ne seraient d'aucune utilité aux ennemis de l'Allemagne avant un temps inappréciable. Il existait toutefois dans cette zone une usine de construction métallique d'assez grande importance, et d'ailleurs plus qu'à moitié dévastée et détruite par des explosions de dépôts de munitions. Les dernières destructions qui y furent faites au moment de l'abandon, sont de nature à infirmer les déclarations du Grand Etat major allemand et permettent un certain scepticisme sur la manière dont ses théories auraient été exécutées, si l'armistice n'était venu interrompre la poursuite des armées de l'Entente.

Il s'agit des ateliers de la Brugeoise et Nicaise et Delcuve, aciéries, forges et ateliers de construction, situées dans la banlieue de Bruges où ils couvrent un terrain de plus de 10 hectares. Du 14 au 18 octobre 1918, au moment d'exécuter un repli de leur ligne sur la Lys et l'Escaut, les Allemands y firent sauter, au moyen de mines marines, les deux centrales électriques, les deux grands châteaux d'eau et les plus puissantes machines qui restaient encore dans les ateliers. Les destructeurs ne peuvent invoquer dans ce cas l'excuse d'avoir voulu provoquer une inaptitude temporaire des ateliers au service des vainqueurs : cette inaptitude existait déjà du fait de l'explosion accidentelle d'un dépôt de munitions établi dans l'usine même.

La destruction des voies ferrées par une armée en retraite est un procédé dont on ne songe pas certainement à contester la légitimité. On ne comprend pas toutefois l'utilité que pouvait avoir pour l'armée allemande, la destruction qu'elle effectua, avant sa retraite, de tous les travaux d'art, ponts, viaducs, etc., établis le long du tracé d'une voie ferrée nouvelle, projetée entre Bruges et Bruxelles. Les remblais, dont la construction devait durer des années, n'étaient pas établis et ces travaux d'art isolés, qui jalonnaient une voie inexistante, ne pouvaient être d'aucun usage pour l'armée poursuivante, pas plus qu'ils n'avaient pu être utilisés par les Allemands eux-mêmes pendant les quatre années d'occupation.

Malgré la très grande importance que les Allemands attachaient à ne pas laisser tomber entre les mains de leurs ennemis des mines de houille capables de soulager la disette du charbon, les mines belges ne furent pas détruites lors de la retraite de 1918. La direction supérieure de l'armée (1) déclare même s'être contentée de démonter quelques parties de machines pour provoquer un arrêt momentané de l'exploitation. A la vérité, dans les charbonnages du Hainaut, compris entre la frontière française et le canal de Charleroi, les mesures prises en vue de la destruction des travaux de surface, destruction qui finalement ne fut pas exécutée, entraînèrent des dégâts assez considérables et une profonde désorganisation. Voici en effet ce qui s'y passa (2) : le 26 octobre 1918, le chef de l'administration allemande des usines (Bergverwaltung) de Mons, déclara que des instructions émanant du Grand Quartier Général prescrivaient la destruction des charbonnages. Le même jour, ordre était donné d'arrêter tout travail dans les mines, de faire remonter les chevaux, de supprimer l'épuisement des eaux et la ventilation, d'éteindre enfin les feux des chaudières qui produisaient la force motrice. Six jours après, des soldats du régiment des pionniers plaçaient des explosifs sur les machines d'extraction, et défense formelle était faite à quiconque n'appartenait pas à l'armée allemande de pénétrer dans les installations. L'émotion provoquée par ces dispositions fut considérable, et une société d'intérêt économique l'« Association Houillère » fit de pressantes démarches, appuyées par les représentants des puissances neutres, afin de faire modifier les dispositions prescrites. Ces démarches arrivaient à un moment où le gouvernement allemand, présidé par le prince Max de Bade, chancelier de l'Empire, était décidé à brusquer la fin

(1) Dans la brochure déjà citée : *Die deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht*.

(2) Les détails qui suivent concernent spécialement les charbonnages du Couchant de Mons, mais correspondent à peu près aux événements qui se sont passés dans tous les charbonnages de la région.

des hostilités par une capitulation complète ; elles eurent comme conséquence que, le 3 novembre, la reprise de l'exhaure et de la ventilation fut permise et qu'il fut promis verbalement, quelques jours après, que les machines d'extraction ne seraient pas détruites ; on enlèverait simplement à chacune d'elles un organe essentiel à son fonctionnement. Aux mêmes dates toutefois les hommes de 18 à 35 ans habitant le district houiller furent déportés à l'arrière des troupes allemandes, et de nombreux actes de pillage furent commis par les soldats qui enlevaient, sans aucune formalité et à main armée, la paille, le foin, le charbon, les huiles et les chevaux appartenant aux sociétés charbonnières.

TROISIÈME PARTIE

BILAN DE L'EXPLOITATION ALLEMANDE

CHAPITRE PREMIER

Description du dommage

- 1° Industries du fer (Hauts fourneaux. — Forges et laminoirs. — Ateliers de construction. — Fonderies.) — Exploitations mises sous séquestre.
- 2° Industries du zinc, du plomb, de l'argent et de l'aluminium.
- 3° Industries chimiques.
- 4° Industries charbonnières.
- 5° Industries des carrières (Carrières de porphyre, carrières de granit, sablières, cimenteries).
- 6° Industries verrières (Glaceries. — Verreries. — Cristalleries. — Gobeletteries. — Industries céramiques).
- 7° Industries textiles.
- 8° Industries du papier, du bois et du cuir.
- 9° Industries de l'alimentation.
- 10° Industries diverses (Armureries. — Fabriques d'automobiles, etc.).
- 11° Entreprises de travaux. — Services publics.

Après avoir examiné dans les deux premières parties de notre travail, les phases successives au cours desquelles les différentes industries du pays occupé éprouvèrent des dommages de toutes espèces, depuis l'invasion du territoire en août 1914 jusqu'à la retraite finale des troupes allemandes lors de l'armistice en novembre 1918 ; après avoir énuméré et commenté les nombreux arrêtés pris par l'administration civile allemande pour accaparer, au profit de l'économie de guerre allemande, toutes les ressources de la Belgique ; après avoir décrit les procédés mis en œuvre par les agents du gouvernement général et du haut commandement des étapes pour appliquer dans toute leur rigueur les susdits arrêtés ; après avoir enfin, par de nombreux exemples, fait apprécier toute l'étendue des dévastations commises dans tous les domaines de l'activité industrielle du pays, il nous reste-

rait à dresser le bilan complet des réquisitions, enlèvements et destructions dont furent victimes les propriétaires d'usines et d'ateliers de Belgique au cours de l'occupation étrangère.

Comme il n'est guère possible d'évaluer, même approximativement, le montant des dommages dont il s'agit, nous nous bornerons à reproduire, en les groupant, tels qu'ils furent recueillis par la « Commission d'enquête belge sur les violations du droit des gens », les renseignements sur les faits les plus caractéristiques concernant les agissements des Allemands à l'égard des principales firmes du pays dans chacune des grandes branches de l'industrie nationale.

On remarquera, dans les citations de parties de rapports que nous serons amenés à faire, que les industriels attribuent souvent l'enlèvement des machines, outillages et accessoires de leurs ateliers, uniquement au fait qu'ils ont repoussé les démarches de l'autorité allemande pour l'exécution de commandes dans l'intérêt allemand. L'étude que nous avons poursuivie dans les parties précédentes de cet ouvrage, permet de croire que ces enlèvements sont la conséquence de mesures plus générales, qu'une plus grande souplesse de la part des industriels n'eût pas forcément évité. De même les levées de plans d'usines et d'appareils par des ingénieurs allemands n'avaient pas toujours pour but de surprendre des secrets de fabrication, comme les propriétaires étaient naturellement portés à le croire.

1^o INDUSTRIES DU FER

Les grandes usines belges productrices de fonte et d'acier ont été particulièrement éprouvées par la destruction de leurs hauts fourneaux dont 26 sur 57 furent complètement détruits. Les fours à coke qui alimentent ces hauts fourneaux, les aciéries qui en transforment les produits et les laminiers qui façonnent ces derniers en rails, poutrelles et tôles, ont été expropriés ou démolis, de même que la plus grande partie des machines-outils, des installations de force motrice et des appareils divers constituant l'outillage des plus vastes entreprises industrielles du pays. Nous croyons pouvoir nous étendre quelque peu sur l'importance des dommages occasionnés aux firmes sidérurgiques possédant des hauts fourneaux, dont il s'agit ci-après.

Société anonyme John Cockerill, à Seraing.

Ces importantes usines, dont les installations concentrées à Seraing couvrent une superficie de 147 hectares avec 41 hectares de constructions, possédaient avant la guerre 7 hauts fourneaux avec 29 appareils Cowper, 12 machines soufflantes et 9 chaudières à vapeur. De ces

7 hauts fourneaux, 2 ont été complètement rasés avec tous leurs accessoires, 3 ont été en grande partie démolis, en même temps que leurs alimentateurs Cowper ; enfin 2 sont restés à peu près complets.

Les aciéries Cockerill possédaient en 1914 comme appareils de production d'acier : 5 convertisseurs basiques de 15 tonnes, 4 fours Martin basiques de 15 tonnes, 1 four électrique basique, le tout permettant d'assurer une production annuelle de 300 à 350.000 tonnes d'acier.

Comme moyens de transformation, on comptait dans les aciéries :

- 1 blooming de 950 m/m de distance de centres ;
- 1 gros train réversible à blooms, billettes et rails de 850 m/m ;
- 1 train réversible à rails et accessoires de 750 m/m ;
- 1 train à profils doubles de 600 m/m ;
- 2 trains à profils spéciaux de 480 et 300 m/m ;
- 3 trains à fers marchands
- 1 duo à tôles de 750 m/m ;
- 1 trio à tôles de 700 m/m et train universel à larges plats ;
- 1 groupe de 4 pions et train de laminaires pour bandage.

Dès les premiers jours d'août 1914, les usines Cockerill furent occupées par les troupes d'invasion qui s'y installèrent avec hommes, chevaux, cuisines de campagne et se livrèrent à plusieurs actes de pillage ; mais ce régime de terreur ne dura que pendant quelques semaines et un calme relatif régna vers la fin de 1914 et en 1915. Si les réquisitions faites pendant cette période ne furent pas très importantes, l'autorité militaire s'occupa toutefois de faire le relevé complet de tout ce que comportaient les établissements en fait de machines, de matériel, d'outillage et d'approvisionnements divers. On établit ainsi des catalogues détaillés qui étaient communiqués aux industriels allemands : ceux-ci venaient ensuite, munis d'un permis, choisir eux-mêmes l'outillage convoité par eux et comme conséquence, les plus belles installations, les machines-outils les plus perfectionnées prirent le chemin de l'Allemagne. Mais il ne suffisait pas d'enlever les appareils, il fallait encore s'approprier les plans de construction et c'est ainsi que sous la menace des baïonnettes, la société Cockerill dut remettre les plans de plusieurs machines, telles que grues, moteurs à gaz, y compris les moteurs construits pour des clients étrangers.

Nous avons déjà signalé que de multiples tentatives furent faites par l'autorité allemande pour amener les usines de Seraing à travailler pour l'occupant, notamment pour réfectionner le matériel de la position fortifiée d'Anvers, pour réparer les locomotives, pour fabriquer des bandages de wagons, enfin pour la fourniture de rails ; toutes ces sollicitations restèrent sans effet.

En juillet 1917, les réquisitions prirent une nouvelle ampleur par l'entrée en scène de l'organisme Rohma. On ne se contenta plus dès lors d'enlever l'outillage ; on brisa sur place tout ce qui tombait sous la main des agents de la Rohma qui, sans avis, sans bons de réquisition préalables, s'attaquèrent aux laminoirs, aux machines montées ou en montage. C'est ainsi que 4.500 wagons chargés de débris de machines furent expédiés en Allemagne comme mitraille. Les enlèvements ne cessèrent que le jour de l'armistice.

A la division des hauts fourneaux, où 2 fourneaux seulement sur 7 étaient restés à peu près indemnes, l'ennemi avait détruit complètement 14 appareils Cowper sur 29 existant, 8 machines soufflantes sur 12 en service en 1914 ; de plus, 6 appareils Cowper et 2 machines soufflantes avaient été sensiblement endommagés. Les 9 chaudières à vapeur de cette division avaient toutes subi des mutilations importantes. Avaient été détruits ou enlevés également : 2 pompes centrifuges, 2 presses à briqueter les poussières, 1 machine à casser les fontes, 2 ponts roulants et 1 grande grue portique. L'usine à pierrailles, la briqueterie et les 2 cimenteries avaient été complètement dévastées.

Quant aux aciéries, elles ont été entièrement ravagées et presque complètement détruites par les équipes de la Rohma. Qu'on en juge par ce qui suit :

Ont été brisés et expédiés sous forme de mitraille :

4 convertisseurs Thomas et 1 four Martin ; le gros train de laminoir de 850 m/m et le train de 750 m/m avec tous leurs accessoires, scies cisailles, rouleaux transbordeurs, refroidisseurs, etc. ; la moitié du train de 600 m/m, les 3 trains à fers marchands et les 2 trains de 480 et 300 m/m ; le trio à tôles et le train à larges plats ; l'outillage complet des parachèvements à rails et accessoires ; toutes les machines de l'atelier des ressorts et l'installation complète de broyage de scories.

Ont été gravement endommagés, de façon à nécessiter de longues et coûteuses remises en état : le blooming, la moitié restante du train de 600 m/m et l'installation de fabrication de bandages.

Bref, sur 11 laminoirs existant, un seul, le train duo à tôles, était resté intact ; encore manquait-il à cette installation les ponts roulants et les cisailles.

Toutes les autres divisions des usines de Seraing, notamment les ateliers de construction, les chaudronneries, les forges, les fours à coke, furent saccagés comme le furent les hauts-fourneaux et les aciéries. Des milliers de machines-outils, la plupart des ponts roulants, des moteurs électriques, les locomotives, wagons, grues roulantes, deux batteries de fours à coke avec l'installation, de récupération, furent enlevés ou brisés sur place. A l'armistice, les ateliers de construction,

ceux affectés à la fabrique de roues et trains montés, les forges ne formaient plus qu'un vaste désert.

Pour compléter cet exposé des épreuves subies pendant la guerre par la firme de Seraing, il y a lieu de signaler qu'au cours des opérations de la Rohma, un important détachement de civils, au nombre d'une centaine, demeura sur les lieux pendant plus de deux mois et se livra à de nombreux cubages et relevés.

Société anonyme d'Ougrée Marihaye, à Ougrée.

En dehors des gisements de minerais, des charbonnages et des usines à coke assurant l'alimentation de 8 grands hauts fourneaux d'une capacité de production de 1.000 tonnes par 24 heures, la Société d'Ougrée-Marihaye possédait une aciérie Thomas avec machines soufflantes pour 6 convertisseurs de 12 tonnes, un four électrique de 3 tonnes et une aciérie Martin avec 5 fours, dont 3 de 20 tonnes et 2 de 35 tonnes. Les installations comportaient encore une fonderie de fer et d'acier, de nombreux trains de laminoirs (dégrossisseur pour rails et grosses barres), des laminoirs pour tôles diverses, une usine spéciale pour tôles fines en fer étamé, un laminoir continu pour fil de fer, un atelier de construction pour ponts, une division toute récente pour la fabrication des projectiles et accessoires ; enfin divers ateliers de réparations, des forges, etc.

La plus grande partie de cet imposant outillage industriel a été enlevé, saccagé ou détruit systématiquement au cours de l'occupation.

Jusque fin 1916, il n'y eut à signaler que d'importantes réquisitions de marchandises, bronze, minerais, pièces de rechange, etc. Toutefois, dès le début de la guerre, il fut procédé au démontage, à l'enlèvement et à l'expédition en Allemagne de l'installation pour la fabrication de projectiles que la société d'Ougrée avait érigée peu de temps auparavant.

Au commencement de 1917, le plus récent des laminoirs (à aciers spéciaux, entièrement construit pendant les hostilités) fut démonté en partie pour être reconstruit en Allemagne.

En mai de la même année, la démolition effective des installations commença sous la direction du Dr Quasebart, ex-professeur à l'université d'Aix-la-Chapelle, agissant pour la Rohma, avec le concours d'entrepreneurs civils.

Les démolitions étaient conduites manifestement avec un esprit systématique de spoliation. Déjà à l'origine, c'est-à-dire en mai 1917, plusieurs installations étaient attaquées en même temps et mises, en un laps de temps excessivement court, hors d'état de marche.

Malgré toutes les démarches faites par les industriels en vue d'obtenir des démolisseurs qu'ils suivissent un certain ordre pour l'enlèvement des installations — notamment en achevant les destructions en cours avant d'en entamer d'autres et en commençant leurs opérations par la démolition et l'enlèvement des installations secondaires au lieu de s'attaquer à l'outillage essentiel — les délégués de la Rohma n'en continuaient pas moins à poursuivre de préférence la suppression du matériel le plus intéressant. C'est ainsi qu'au premier groupe de 4 hauts fourneaux démolis, il restait plus de 1.000 tonnes de parties métalliques à enlever, lorsqu'on les abandonna, pour commencer la démolition du second groupe de quatre hauts fourneaux. Celui-ci fut endommagé de telle sorte qu'après l'armistice plus de 70 ouvriers furent employés à la réfection de ces hauts fourneaux.

Le matériel était brisé sur place ; les fondations étaient complètement démolies et, dans beaucoup de cas, remblayées au moyen de scories de fours et de cendrées, de façon à augmenter les difficultés de reconstruction.

Les usines à coke de la société comportaient deux batteries de 60 fours, dont une ancienne et une nouvelle qui était encore en voie de construction au moment de la guerre. A l'ancienne batterie, les taquages, les tuyauteries et les appareils de chargement ont été enlevés et tout l'appareillage pour la récupération des sous-produits a été démolé. A la nouvelle batterie les fours sont restés intacts ; mais les taquages et les tuyauteries ont été détruits partiellement.

A la division des hauts fourneaux, ainsi qu'il est dit plus haut, le premier groupe de quatre fut complètement démolé ; les fourneaux proprement dits avec les appareils Cowper et les épurateurs, furent réduits en mitrailles ; des six machines soufflantes, cinq ont été démolies et l'autre partiellement démontée. Dans la centrale électrique, un moteur de 1.500 HP a été démolé, de même que le tableau de distribution et les barres conductrices de courant ; tous les câbles électriques ont été enlevés.

Aux aciéries, une installation de quatre fours Martin a été utilisée par l'occupant, de même qu'un gros laminoir, un laminoir à petits fers et une tréfilerie ; tout ce matériel a dû subir après l'armistice une réfection complète. Quant aux autres laminoirs, comprenant douze installations complètes avec chaudières, machines motrices, fours, cisailles, refroidisseurs, etc., tout en a été démolé et enlevé. De six convertisseurs pour acier Thomas, il ne subsistait plus que deux cornues très détériorées. Dans les ateliers de parachèvement pour rails, poutrelles laminés, 40 machines ont disparu, ainsi que 110 autres provenant des ateliers de réparations, d'essais et de charpentes. Ont été

enlevés également : 18 ponts roulants et grues électriques, 2 grues à vapeur, 178 moteurs électriques d'une puissance de 4.500 HP, 18 moteurs à gaz et à vapeur d'une puissance totale de 9.400 HP, 3 locomotives et des halls entiers couvrant une surface de 19.000 mètres carrés.

Le tableau ci-après, résumant le tonnage enlevé permet de se rendre compte des quantités de matières premières, produits finis, demi-produits, métaux, courroies et machines diverses qui ont constitué le butin de l'occupant dans une seule des principales usines sidérurgiques du pays.

Le total atteint le joli chiffre de 95.773.986 kilogs.

Société anonyme d'Ougrée, Marihaye.

Divisions aciéries et hauts fourneaux.

Relevé des matières, produits et machines enlevés.

	Kgs.
1. Matières premières : minerais, combustibles, mitrailles, briques réfractaires, approvisionnements divers..	35.373.594
2. Produits finis et charpentes, prêts à expédier.....	11.692.500
3. Demi-produits.....	749.106
4. Cuivre, bronze et courroies.....	282.400
5. Machines, outillages et installations diverses : brisés sur place et enlevés comme mitraille (1).....	43.931.000
6. Machines, chaudières, moteurs, matériel roulant, appareils de levage, charpentes, etc., enlevés pour être réutilisés en Allemagne.....	3.745.386
Total.	95.773.986

Société anonyme métallurgique d'Espérance Longdoz, à Liège.

Cette firme, dont les installations comprennent des hauts fourneaux, des aciéries avec laminoirs à Seraing, des tôleries à Liège-Longdoz, et des fours à coke à Flémalle, a été principalement éprouvée au siège de Seraing, où tout travail fut arrêté depuis le début de la guerre.

Les trois hauts fourneaux existant produisaient une moyenne journalière de 500 tonnes de fonte; ils étaient à peu près neufs au moment de la guerre; leur modernisation venait d'être réalisée et leur marche était parfaite. Les fourneaux 1 et 2 ont été dépourvus de toutes les pièces de réserve, des tuyauteries diverses et de la totalité des tuyères en cuivre électrolytique; celles qui étaient encastrées dans la maçonnerie ont été arrachées par les soldats allemands chargés

(1) Le poste 5 comprend 3.049 tonnes de briques réfractaires d'appareils de hauts fourneaux.

des démolitions. Le fourneau N° 3 a été presque complètement détruit : tout le gueulard avec les appareils de chargement, ainsi que la cuve avec les accessoires ont été enlevés ; 3 appareils Cowper pour chauffage du vent ont également été démolis. Ces trois appareils mesuraient 30 mètres de hauteur et 7 mètres de diamètre. La calotte d'un quatrième appareil a été enlevée ; de grands dégâts ont été causés aux appareils d'épuration de gaz, ainsi qu'aux installations d'enlèvement et de granulation des laitiers. Rien que pour le haut fourneau N° 3 et les trois appareils Cowper les démolitions comportent 3.071.378 kilos de matières.

Dans la fonderie, on a brisé sur place l'appareillage complet et on y a enlevé 492.103 kilos de châssis, coquilles, etc. On a saisi en outre, dans cette division, tout le matériel de transport et les moyens de locomotion : cinq locomotives, une grue volante, onze appareils de voies, jonction double, croisements, etc.

Dans la division des aciéries, deux convertisseurs sur quatre ont été détruits partiellement ; trois laminoirs sur quatre en ordre de marche ont complètement disparu, de même qu'une batterie de quatre gazo-gènes Morgan et trois grues hydrauliques. Les magasins à produits laminés, constitués par des poutrelles fortement enfouies et reliées entre elles dans du béton, ont été démolis de fond en comble. On a enlevé également, pour être réduites en mitraille, toutes les bases de lingotières, toutes les pièces de réserve et de rechange, en fonte et en acier. On a fait disparaître encore deux wagons de 20 tonnes, ainsi que trois chaudières à foyers intérieurs de 100 m² de surface de chauffe, chacune avec surchauffeurs et toutes leurs tuyauteries et accessoires de pression et de sécurité. Cette division était pour ainsi dire neuve et produisait avant la guerre, par mois, 4.500 tonnes environ de barres de toutes espèces. Le total des matériaux métalliques qui y ont été enlevés représente un tonnage de 3.236 tonnes environ.

En vue de la récupération des machines et appareils non démolis sur place, la société d'Espérance-Longdoz a fait dresser une longue liste du matériel constituant une partie des enlèvements effectués dans ses usines. On relève dans cette liste :

99 moteurs électriques de toutes forces, dont un de 350 chevaux et un de 800 chevaux ;

1 transformateur électrique de 1.000 kw. ;

7 ponts roulants électriques ;

1 grue Cockerill de 30 tonnes ;

4 tours perfectionnés ;

1 scie circulaire à métaux, 1 machine à forer, 1 machine à raboter, 3 foreuses électriques, 6 cisailles, 3 marteaux-pilons, etc.

Il n'est signalé dans ce relevé que les enlèvements les plus importants et l'on ne cite que pour mémoire les marchandises et objets d'approvisionnements divers : aciers rapides, bourrages, accessoires pour chaudières, câbles en acier, chaînes, huiles, graisses, cordages, matériel de laboratoire, briques de magnésie et briques pour poches à acier.

A noter enfin que l'ensemble des matériaux métalliques enlevés aux diverses divisions est évalué à plus de 13 millions de kilogrammes !

Société anonyme d'Athus Grivegnée.

Comme son nom l'indique, cette firme possède deux groupes d'usines, l'un situé à Grivegnée près Liège, avec un haut fourneau, des aciéries et laminoirs, l'autre à Athus, dans la province de Luxembourg, avec 3 hauts fourneaux, une aciérie et des laminoirs. C'est le siège de Grivegnée qui eut le plus à souffrir des abus de pouvoir de l'autorité allemande.

Après avoir refusé formellement de reprendre la fabrication d'acier pour les besoins de l'armée, les industriels de Grivegnée furent purement et simplement expulsés de l'aciérie et des bureaux. L'usine fut complètement occupée jusqu'à l'armistice ; l'aciérie Martin et 3 laminoirs furent exploités à outrance par les Allemands pendant toute la durée de cette occupation.

Mais ceux-ci ne s'en tinrent pas là : au début de 1917, ils démontèrent et expédièrent en Allemagne la centrale à gaz récemment établie, qui comprenait deux machines de 2.600 chevaux avec deux génératrices de 2.200 kilowatts chacune. Ces machines avaient été fournies par la firme Theysen, de Mülheim, et avaient coûté plus de 700.000 francs.

Ils transportèrent de même en Allemagne l'installation absolument moderne du train à tôles fortes. Ce laminoir, unique en Belgique, avait coûté près de 800.000 francs. Il venait d'être installé par la même firme Theysen et était à peine en ordre de marche régulière au début des hostilités. A noter que cette installation, destinée à laminier des tôles d'acier de très fort calibre, fut retrouvée après l'armistice dans une usine à cuivre à Osnabrück, où elle ne pouvait être d'aucune utilité.

Enfin les Allemands démolirent entièrement le haut fourneau de Grivegnée avec tous ses appareils accessoires pour en retirer les mitrailles ; les maçonneries seules furent laissées sur le sol.

Usines Gustave Boël, à La Louvière.

Au moment où la guerre éclata, ces usines comprenaient :

a) une division de deux hauts fourneaux construits en 1913, ayant chacun une capacité de 200 tonnes ;

b) une division de 82 fours à coke ;

c) une aciérie Thomas avec 4 cornues de 16 à 18 tonnes ;

d) deux fours Martin Siemens de 15 tonnes ;

e) une division des laminoirs comportant : 1 blooming de 950, 1 train rails de 750, 2 trains rails de 550, 1 petit train de 300, une tréfilerie et un train N° 4 de 350 ;

f) une aciérie de moulage avec 2 cornues Bessemer de 1.000 et 1.500 kilogs et 1 four Martin de 6 tonnes.

Il y avait en outre une division de bandages et essieux, une division de trains montés, des ateliers de parachèvement, des ateliers de réparations et autres installations secondaires.

La façon dont l'œuvre de dévastation des Allemands fut conduite dans les grandes usines du pays est particulièrement mise en lumière par le résumé ci-après de réquisitions, enlèvements et destructions que subirent les importantes installations Gustave Boël de La Louvière.

Jusque fin 1916, les opérations de la Rohma se bornèrent à des réquisitions de matières premières, telles que : minerais de manganèse ferro-manganèse et ferro-silicium, mitrailles de fonte et d'acier, fontes hématites, de moulage et à acier. On enleva également une partie de l'outillage, tel que cylindres de laminoirs et des taques de pavement en fonte et en acier.

De son côté, la Fussartillerie enlevait les pièces en cuivre et en bronze disponibles dans les magasins, n'hésitant pas cependant à détruire les tableaux de distribution d'énergie électrique dans la division des fourneaux et fours à coke, pour s'approprier le matériel en cuivre y attenant.

Lorsque la réquisition des matières premières fut arrêtée par suite d'épuisement complet de tous les stocks, la Rohma se mit à enlever les différentes pièces en fonte et en acier constituant les produits finis des fonderies, telles que pièces pour machines, centres de roues, boîtes à huile, outillage, ainsi que toutes les pièces de rechange comprenant les accessoires de laminoirs, pignons, engrenages, poupages, tuyauteries, vannes, pièces de forge, etc. Les pièces trop pondéreuses étaient brisées à la dynamite avant le chargement.

Entre temps, les propriétaires des usines avaient été contraints à

remettre la liste de toutes les machines et moteurs électriques existants. Les industriels allemands ayant été invités, d'autre part, à se pourvoir dans les usines belges du matériel qui pouvait leur convenir, on vit apparaître, dès fin 1916, de nombreux délégués des firmes allemandes venant inspecter les installations, non seulement les machines proprement dites, mais encore le matériel en général, tel que ponts, charpentes, halls, etc. La Wumba procédait à l'enlèvement et à l'expédition des machines choisies et laissait à la disposition de la Rohma tout ce qui n'était pas à sa convenance ou à celle des visiteurs. C'est ainsi que plus de 200 machines-outils, 300 moteurs électriques, 20 ponts roulants, des charpentes furent expédiés dans les différentes usines et dépôts allemands. C'est ainsi, notamment, que l'installation complète pour la fabrication des essieux et bandages fut transportée aux usines de Rotheer de la « Geisen-Kirchener Bergswerke A. G. », tandis que de nombreuses machines et des appareils furent expédiés dans les dépôts créés par la Wumba pour faciliter l'approvisionnement des industriels allemands et le dépouillement systématique des usines belges. Il existait entre autres un dépôt de matériel électrique à Dortmund et un dépôt de machines-outils à Rheydt.

Mais tout ceci ne suffisait pas encore et en juillet 1917 commença la démolition des installations de laminoirs, d'aciéries et de hauts-fourneaux. Cette œuvre de destruction se continua sans trêve et, le 9 novembre 1918, avant-veille de l'armistice, les délégués de la Rohma procédaient encore à l'enlèvement des produits de leurs dévastations. Ces produits étaient classés en deux catégories : fonte et acier ; ils étaient expédiés directement aux usines allemandes à titre de matières premières ou adressés à des organismes allemands chargés d'en effectuer la répartition. Les pièces en bronze étaient mises à la disposition de la Fussartillerie, qui s'appropriait également les câbles et les canalisations électriques. Quant aux machines-outils délaissées par la Wumba, elles furent brisées sur place par la Rohma et comprises dans les expéditions de mitraille faites par cet organisme.

En dehors des enlèvements et destructions dont il s'agit ci-dessus, l'œuvre de dévastation accomplie dans les usines Boël comprend encore :

a) la démolition des aciéries Martin et Thomas, de tous les laminoirs y compris les bâtiments et les installations accessoires ;

b) la démolition des installations des hauts fourneaux, à l'exception des fourneaux proprement dits, des machines soufflantes et groupes électrogènes ;

c) l'enlèvement partiel des installations de récupération de sous-produits des fours à coke.

Rappelons à ce propos que la démolition des deux hauts fourneaux de La Louvière ne commença qu'en juin 1918, alors que la destruction des autres divisions des usines n'était pas totalement accomplie et qu'on pouvait trouver encore une quantité de fonte et d'acier au moins égale à celle qu'on obtint en s'attaquant aux hauts fourneaux.

Forges de la Providence de Marchienne-au-Pont.

Cette firme importante qui, en dehors de ses installations de Marchienne-au-Pont et de Dampremy, possède en France les usines de Rehon (Meurthe-et-Moselle) et les aciéries de Hautmont (Nord) avec un dépôt à Lille, a été fortement éprouvée dans tous ses sièges. Il n'est fait mention ci-après que des principaux dégâts commis dans les divisions des usines de Marchienne et Dampremy.

Division des hauts fourneaux : cette division comportait :

a) cinq hauts fourneaux modernes de grandes dimensions, dont trois situés à Marchienne et deux à Dampremy, avec leurs accessoires, tuyauteries à gaz, air et eau, chaudières à vapeur, soufflantes à vapeur, etc., épuration du gaz primaire et secondaire ;

b) une centrale à gaz à Marchienne, comprenant trois moteurs soufflants pour hauts fourneaux et cinq moteurs à gaz électriques, force 10.000 chevaux, pour transport de force. Celle-ci était reliée aux hauts fourneaux de Dampremy par une tuyauterie à gaz de 1.40 mètre de diamètre et d'environ 800 mètres de longueur.

c) une centrale à Dampremy, comprenant un groupe de dix chaudières avec machine Carels, turbine à vapeur de 2.000 kw., machine soufflante à vapeur et deux moteurs à gaz soufflants pour hauts fourneaux.

La production de ces cinq hauts fourneaux était de 26.500 tonnes de fonte par mois.

De ces installations il ne restait, au moment de l'armistice :

1) à Marchienne, que la centrale, qui a été dépouillée de tous ses cuivres. Les hauts fourneaux étaient dans un état tel, qu'il fut nécessaire de les démolir complètement. Les douze chaudières à vapeur et les deux soufflantes à vapeur ont été enlevées ou démolies.

2) à Dampremy un seul haut fourneau subsistait en partie ; il a dû y recevoir des réparations importantes qui ont duré presque un an. Les deux moteurs soufflants furent enlevés. Les chaudières, machine Carels, turbine et l'ancienne soufflante à vapeur sont restées intactes.

La tuyauterie à gaz de 800 mètres de longueur reliant les deux centrales avait disparu.

Division des fours à coke. — Lorsque la guerre éclata, on était occupé à modifier cette division, en installant cinquante fours à coke à récupération et régénération. Il n'y avait encore que des maçonneries faites. Seules dix chaudières à vapeur étaient déjà installées. Elles ont d'ailleurs été enlevées par les Allemands.

Division des aciéries. — Cette division comprenait une aciérie Thomas avec quatre convertisseurs de 15 tonnes, mélangeurs, cubilots, machine soufflante à vapeur, un groupe de vingt-trois chaudières, un moteur soufflant à gaz et divers accessoires, un atelier pour le broyage des scories. La production mensuelle de cette division était de 26.000 tonnes de lingots. De toute cette installation, il n'est resté que le moteur soufflant à gaz, dont une grande partie de pièces essentielles fut enlevée.

Divisions des laminaires. — Cette division comprenait trois sections. Dans la première section, quatre gros trains, mus par de puissantes machines modernes de 10.000 chevaux avec condensation centrale et accessoires, produisent des pièces de grandes dimensions et des poutrelles de 400 m/m de hauteur, pouvant atteindre un poids total de 46.000 tonnes par mois. Les ateliers, qui avaient subi d'importantes modifications depuis 1914, ont été complètement supprimés par l'ennemi, y compris les bâtiments et les fondations; tout a été rasé.

L'usine de Belle-Vue constituait la deuxième section de laminaires, comprenant trois trains moyens et un atelier de parachèvement. L'un des trains a été réquisitionné et exploité sur place par l'autorité allemande; les trois autres trains sont restés à la disposition de la société qui a régulièrement pu actionner l'un d'entre eux; celui utilisé par les Allemands a dû être démonté pour être réparé. Certaines parties de cette section, notamment les ponts roulants, ont été enlevés.

Quant à la troisième section, laquelle comprenait un train à fil moderne, elle a été réquisitionnée également par les Allemands qui l'ont laissée après l'armistice dans un état tel, qu'il a fallu y apporter de grosses réparations; les fours, notamment, ont dû être démolis et reconstruits.

Dans la division de broyage de scories Thomas et à la fonderie tout le matériel a été enlevé ou cassé.

Le total des matières premières, machines, appareils et installations démolis et enlevés sous forme de mitraille aux établissements de Marchienne au Pont et de Dampremy s'élève à 56.276 tonnes.

Société Anonyme des hauts fourneaux, forges et aciéries de Thy-le-Château et Marcinelle, à Marcinelle.

Les installations de cette société comprenaient avant la guerre : soixante fours à coke à récupération, quatre hauts fourneaux de 160 tonnes, une aciérie Thomas avec quatre convertisseurs de 16 tonnes, six trains de laminoirs (un blooming, un train de 450 m/m, trois de 300 m/m et un de 250 m/m), une centrale électrique de la force de 7.500 kw. et divers ateliers de fonderie, chaudronnerie, etc.

De tout ce matériel, il ne restait en novembre 1918, que quelques halls et une partie de l'aciérie ; tout avait été emporté ou détruit par les Allemands. La plupart des halls restant ne contenaient plus ni matériel, ni machines.

Plus de 50.000 tonnes de matériaux avaient été enlevés.

Plus de deux cents moteurs électriques, ainsi qu'une grande partie des ponts roulants, avaient disparu, de même que toutes les locomotives et les wagons de la société. A la centrale, une machine de 4.000 kw et une de 1.200 kw n'existaient plus. Dans les ateliers, il ne restait plus aucune machine-outil. Aux fours à coke, on ne retrouva que la maçonnerie des fours, toutes les parties métalliques ayant été enlevées. Aux hauts fourneaux, hormis les fûts en réfractaires, sans cerclages, et deux appareils Cowper sur seize existant, tout avait été démoli. Il restait encore cependant deux soufflantes presque en ordre, sur cinq existantes en 1914. A l'aciérie, l'ennemi ne laissa que les quatre convertisseurs sur pieds, mais sans becs, et les soufflantes. Plus de tuyauteries à eau et à vent. Les ponts démouleurs et pits, la halle à chaux, le mélangeur, la dolomie, disparus ou détruits en tout ou en partie. Aux laminoirs, il ne restait que les trains dégrossisseurs alimentant un train de 300 m/m et celui de 250 m/m, soit le train continu, presque au complet, et une partie du semi-continu. De tous les fours à réchauffer, rien ne subsiste, si ce n'est une partie des deux fours du continu.

Dans ces usines, les réquisitions et les enlèvements furent dirigés d'une façon systématique pendant toute la durée de l'occupation ; les travaux de démolition se poursuivirent en 1918 avec une hâte fébrile. En effet, après avoir fait sauter à la dynamite six trains de laminoirs et enlevé les parties en fonte des fours à coke, les démolisseurs s'attaquèrent en même temps et avec un esprit de destruction manifeste, aux quatre hauts fourneaux avec leurs appareils Cowper et accessoires et à l'aciérie, sans pouvoir terminer aucune démolition commencée. Ils brisèrent aussi des machines modernes neuves, notamment un train de laminoirs construit pendant la guerre et d'un type tout à fait perfectionné, ainsi qu'une machine à vapeur de 1.800 chevaux construite en 1913.

*Société anonyme minière et métallurgique de Monceau-Saint-Fiacre,
à Monceau-sur-Sambre.*

Ces usines, construites de 1910 à 1912, étaient à peu près neuves et étaient dotées d'un outillage absolument moderne comprenant : trois hauts fourneaux de 150 tonnes chacun, deux batteries de trente-deux fours à coke chacune, une aciérie Thomas avec trois convertisseurs et trois trains de laminoirs, un vaste atelier d'entretien d'électricité et de tournage de cylindres. L'usine à fer de Saint-Fiacre comportait de son côté des trains complets pour fers fondus, cinq fours à puddler, six fours à réchauffer Siemens, une masserie munie de nombreuses cisailles et plusieurs ateliers accessoires.

Les Allemands ont démoli, pour en faire de la mitraille, les trois hauts fourneaux avec toutes leurs tuyauteries à vent et à gaz, leurs monte-charges, tout le matériel et l'outillage. Ils ont détruit également les soixante-quatre fours à coke et défourneuses, ainsi que l'usine à fer où ils n'ont laissé que les charpentes. A la division de l'aciérie, ils ont épargné les convertisseurs ; mais ils ont démoli l'atelier d'entretien d'électricité et de tournage et enlevé toutes les machines-outils, ponts roulants, ne laissant à cet endroit qu'un monceau de briques. Ils ont en outre démonté et expédié en Allemagne, pour y être réemployés, tous les ponts roulants électriques, les halls des laminoirs mesurant ensemble 350 mètres de long sur 30 mètres de large, avec tous les trains de laminoirs et appareils accessoires qu'ils abritaient. Furent compris également dans le butin, plus de 150 moteurs électriques de toutes puissances, les presses à meules et à disques de l'atelier dolomitique, la charpente de la halle de coulée de l'aciérie, la charpente du hangar à chaux, toutes les pompes centrifuges d'alimentation de toutes les divisions, toutes les lingotières, les poches de coulée, enfin cinq locomotives de 25 à 35 tonnes à vide et tous les wagons de service dans les usines.

A noter qu'il n'est pas fait mention dans cette énumération, des importantes réquisitions qui furent opérées au début de l'occupation et qui absorbèrent les stocks de produits finis et de matières premières, ainsi que les pièces de rechange et d'outillage divers, dont il ne reste absolument rien.

L'œuvre de vidange fut complète et les procédés de destruction furent des plus sommaires. Les hauts fourneaux avec leurs appareils Cowper et les épurateurs de gaz, les fours à coke, l'usine à récupération des sous-produits, de même que les laminoirs à fer, furent réduits sur place en mitrailles, au moyen de la dynamite, de l'oxyhydrique ou du marteau.

Société anonyme des usines Bonehill, à Marchienne-au-Pont.

Cette société possède trois usines, dont deux à Marchienne et une à Hourpes-sur-Sambre.

Le département des laminoirs à Marchienne comptait : six fours à réchauffer avec souffleries, dix chaudières multitubulaires De Naeyer, grues électriques, pompes ; trois trains complets dont l'un venait d'être installé en 1914 et 1915 et n'avait pas encore marché ; trois machines à vapeur, dont l'une de 850 et les deux autres de 500 chevaux, pour la commande des trains ; une grande masserie avec 15 cisailles et un pont-roulant électrique avec électro-aimant pour le déchargement des mitrailles.

De tout cet important matériel, dont l'énumération est encore incomplète, il ne restait presque plus rien lorsque l'occupation prit fin. Après avoir réquisitionné et enlevé toutes les matières premières diverses, les pièces de rechange, les produits finis en magasin, dont beaucoup appartenaient à des clients étrangers et neutres, les Allemands se mirent à démonter et à casser au marteau, au mouton et à la dynamite, toutes les machines et appareils divers, et cette démolition amena la destruction d'une partie des halls. On ne retrouva lors de l'armistice, à l'emplacement de l'usine, qu'une cisaille marquée pour être enlevée et qui ne l'avait pas été sans doute par négligence, un pont roulant dont la partie électrique était complètement hors d'usage et les machines à vapeur qui avaient été rendues inutilisables. Le poids total des matériaux enlevés se montait à 6.500 tonnes environ.

Mais ce n'était pas tout d'avoir réalisé ainsi le vide à l'emplacement des halls et ateliers, les bâtiments des bureaux et habitations des contre-maîtres furent réquisitionnés et aménagés pour une grande écurie qui abrita jusque 1.200 chevaux et qui fut abandonnée, lors de la retraite, dans un état de saleté repoussante.

La division des fonderies et ateliers, constituant la deuxième usine de la société Bonehill à Marchienne, ne fut pas mieux traitée que la division des laminoirs. Ici encore, les Allemands enlevèrent d'abord les matières premières, les pièces fabriquées et les machines ; puis, ils procédèrent à la démolition et au bris du matériel et des installations. Celles-ci comprenaient au début de la guerre : quatre cubilots, deux fours réverbères, onze tours à cylindres de laminoirs, cinquante machines-outils, six ponts roulants électriques, une forge avec deux pilons, des ateliers d'ajustage et de modelage, etc. Tout y passa et le tonnage ainsi disparu atteignit 2.000 tonnes.

La division des hauts-fourneaux qui était installée à Hourpes comprenait : un haut fourneau en ordre de marche, complètement réfec-

tionné pendant la guerre, les fondations et l'ossature d'un second haut fourneau, trois machines soufflantes, deux monte-charges, neuf chaudières multitubulaires De Naeyer, deux réservoirs à fonte liquide, six fours à puddler, deux trains ébaucheurs avec accessoires, une centrale électrique, pompes, etc.

Toutes ces installations furent presque totalement anéanties. Les bâtiments des machines soufflantes et les halls furent culbutés ; les fondations même des hauts fourneaux furent disloquées, en faisant sauter le premier fourneau à la dynamite.

Là aussi les pièces de rechange et matières en magasin furent enlevées ; le tonnage sorti de cette usine est de 5.500 tonnes. Après démolition, les bâtiments restant furent occupés par les Allemands qui en firent un dépôt de munitions.

Il ne restait à Hourpes, au moment de l'armistice, qu'une installation de fours à coke avec récupération de sous-produits et usines de distillation. Cette installation, toute neuve, n'avait pas encore marché. A la déclaration de guerre on était occupé à sécher les fours, qui devaient être mis à feu incessamment.

Usines de Châtelineau (Société anonyme), à Châtelineau.

Cette société n'existait que depuis 1911 et possédait des installations modernes qui se trouvaient à l'état neuf au moment de la déclaration de guerre. Un des hauts fourneaux n'avait jamais été mis à feu.

Les industriels ayant, malgré plusieurs sollicitations pressante, refusé de travailler pour les besoins militaires allemands, une grande partie des usines de la Société de Châtelineau fut réquisitionnée le 6 mars 1916 ; l'occupant s'y installa et fit fonctionner plusieurs divisions, notamment les laminoirs, pour son propre compte et sous sa direction exclusive.

L'occupation ne prit fin que le 11 novembre 1918. Pendant cette période de nombreux produits de magasin furent réquisitionnés et la Rohma procéda à la démolition partielle des deux hauts fourneaux de l'aciérie Thomas, du mélangeur de fonte et des estacades de déchargement de minerais. Dans l'énumération des marchandises, matières et machines diverses enlevées par l'autorité allemande, on relève 6 chaudières multitubulaires, un économiseur, une presse à dolomie, une presse hydraulique, un accumulateur, une locomotive, du matériel de voies ferrées, le tout représentant aux prix de 1914 plus de 1 1/2 million de francs.

Société anonyme des hauts fourneaux et mines d'Halanzy.

Ces usines, situées dans le Luxembourg belge, eurent particulièrement à souffrir du pillage et des dévastations par les agents de la Rohma qui avaient employé à cette triste besogne une centaine de prisonniers italiens. C'est en mai 1917 que la Rohma prit définitivement possession des installations des hauts fourneaux et fonderies d'Halanzy ; le personnel fut expulsé des bâtiments avec défense formelle d'y pénétrer sauf réquisition. Successivement furent brisés, réduits en mitrailles et expédiés en Allemagne comme telles : deux machines soufflantes Cockerill, deux machines électriques et un moteur actionnant les machines-outils. Ensuite, les Allemands s'en prirent aux appareils à air chaud Cowper, âme des hauts fourneaux ; les deux groupes furent démolis et enlevés. Il existait neuf appareils de ce genre de 25 mètres de hauteur et 6 m. 700 de diamètre ; les tôles et les parties réfractaires furent chargées sur wagons à destination d'usines allemandes, de même que toutes les conduites de gaz, de vent chaud, de vent froid et d'eau. Cinq chaudières et sept pompes subirent le même sort. Enfin, on s'attaqua aux hauts fourneaux proprement dits ; l'un d'eux fut privé de toutes ses tuyauteries, l'autre fut détruit à la dynamite ; après l'occupation, il dressait lamentablement sa cuve décapitée, son creuset béant, ses grosses colonnes en fonte que l'on dynamitait encore le 8 novembre 1918. De même, une machine soufflante toute nouvelle, construite à Couillet en 1914, fut entamée en novembre 1918 ; les pièces de distribution et les plaques de cylindre furent brisées à coups de masse. L'armistice sauva la machine elle-même, que l'on retrouva au milieu de l'usine dévastée, en même temps que trois chaudières qui avaient été partiellement épargnées.

Société anonyme des hauts fourneaux, fonderies et mines de Musson.

Ici encore la rage destructive des démolisseurs se fit sentir dans toute son ampleur ; comme sa voisine d'Halanzy, l'usine de Musson fut presque complètement dévastée. Les deux hauts fourneaux furent démolis jusqu'au niveau du creuset ; tous les appareils Cowper furent rasés. Les chaudières à vapeur, les machines motrices, les dynamos, les moteurs électriques furent enlevés ou réduits en mitrailles, de même que les canalisations, tableaux de distribution et accessoires divers.

*
* *

En faisant la récapitulation des dégâts les plus importants commis dans les usines des grandes firmes métallurgiques dont il est question ci-dessus, on constate que sur un total de 57 hauts fourneaux que pos-

sédaient ces firmes en août 1914, 26 furent complètement démolis, 20 furent partiellement endommagés et 11 seulement furent épargnés par l'ennemi.

Les installations des aciéries et des laminoirs des mêmes firmes furent aussi très éprouvées. C'est ainsi que dans les 8 grands établissements du Hainaut qui possédaient 24 convertisseurs Thomas en service en 1914, 16 de ces appareils furent complètement détruits et 8 fortement endommagés ; les laminoirs de ces mêmes usines comprenaient 48 trains, dont 6 seulement purent être remis en service quelques mois après l'armistice. De même dans la province de Liège, sur 53 trains de laminoirs en ordre de marche en 1914, 29 ont été démolis et 3 fortement endommagés.

En dehors des 18 grandes firmes possédant des hauts fourneaux, il y avait en Belgique en 1913, 29 aciéries et 38 usines à ouvrer le fer et l'acier (fabriques de fer, fonderies, laminoirs, tôleries). Ces 67 établissements occupaient un total de 30.885 ouvriers et produisaient ensemble près de 2 millions de tonnes d'éléments métalliques divers (rails, poutrelles, tôles, etc.), représentant une valeur de plus de 250 millions de francs. La plupart de ces établissements ont été gravement éprouvés par les réquisitions et les dévastations ; plusieurs ont été complètement anéantis. En outre, tous les grands ateliers de fabrication utilisant des matériaux métalliques — et dont le nombre peut être estimé à plus de 500 pour tout le pays — furent soumis aux mêmes mesures de rigueur et dépossédés, dans les mêmes conditions, des éléments essentiels nécessaires à leur fonctionnement. Les grands ateliers de construction pour matériel de chemins de fer, les forges, chaudronneries et usines métallurgiques diverses furent spécialement visés par les dirigeants des organismes allemands : c'est là en effet qu'ils firent une ample moisson de matériaux de fabrication et de machines à utiliser par l'industrie allemande, c'est là surtout qu'ils récoltèrent des approvisionnements considérables de mitrailles à refondre, en démolissant à tort et à travers tout le matériel existant dans les usines.

Ainsi qu'il est dit au début du présent chapitre, il n'est guère possible de signaler les pertes subies par toutes les aciéries, fonderies et tôleries, de même qu'il ne peut être question de faire un relevé complet des dommages dont les nombreux ateliers de construction furent victimes ; mais l'examen des principaux cas considérés ci-après permettra de fixer les idées sur l'ensemble des réquisitions et dévastations, ainsi que sur les procédés mis en œuvre par les agents du gouvernement général sous le régime de terreur.

Usines Ch. Vermot, Valère Mabilie et R. Pelgrims, à Mariemont.

Les vastes établissements de Mariemont comprenaient notamment une aciérie nouvellement construite en 1912, dont les trois halls métalliques couvrant une superficie de 85 m. 60 de longueur sur 49 m. 50 de largeur, furent complètement rasés et enlevés avec tout le matériel et l'outillage qu'ils abritaient à l'exception de deux convertisseurs (il y en avait quatre) et d'un cubilot.

Le bâtiment des forges, construit en 1913-14, comprenait un hall de 53 m. 40 de longueur sur 25 mètres de largeur entièrement métallique avec une travée centrale de 16 mètres d'axe en axe des colonnes et deux annexes en appentis de 4 m. 50 entre les colonnes. Ce hall fut complètement démonté, mais ne put être enlevé, l'armistice étant survenu au moment où il allait être procédé au chargement.

Tous les autres bâtiments de l'usine ont été fortement ébranlés et lézardés à la suite de nombreuses explosions de dynamite, auxquelles on avait eu recours pour détruire les marteaux-pilons et diverses grosses machines-outils. Il ne restait indemne que le bâtiment du modelage construit en 1916; en résumé, toutes les installations furent complètement dévastées et pillées.

Les quantités de matières premières et de produits fabriqués sur commande qui furent enlevées par les Allemands pendant l'occupation s'élèvent à près de 2.000 tonnes, tandis que les outillages emportés sous forme de mitrailles représentent un total de 3.770 tonnes environ. Il y a lieu d'ajouter à ce total : 56 machines-outils choisies parmi les meilleures et les plus modernes, 44 moteurs électriques avec courroies, 8.561 kilos de cuivre et bronze, 2.587 kilos de courroies, 3.865 kilos d'acier rapide, 365 kilos de zinc, 1 grue à vapeur, 1 pont roulant.

Les parties métalliques provenant des trois halls de l'aciérie, y compris deux ponts roulants, pesaient 355.510 kilos, les tuiles des toitures de ces mêmes halls 154.220 kilos et les vitrages 14.300 kilos.

Outre les cinquante-six machines-outils enlevées entières avec leurs courroies, cent quarante machines ont été complètement brisées et transformées en mitrailles ; deux machines à vapeur, l'une de 210 HP, l'autre de 84 HP, et la machine soufflante de l'aciérie ont subi le même sort. Il convient de signaler encore comme ayant été détruits : 3 compresseurs à air, 2 convertisseurs, 1 accumulateur, 19 machines à mouler et à démouler, 7 désableuses, 2 diviseurs à sables, 2 broyeurs, 2 séchoirs, 19 marteaux-pilons, 10 moutons à estamper, 9 ventilateurs, 3 aspirateurs de poussières, 25 fours à réchauffer ou à recuire, 15 chaudières. A ce butin considérable, il faut ajouter enfin, toutes les garnitures de forges, les taques de pavement, toutes les transmissions, pou-

lies, paliers, supports, consoles, chemins de roulement, trolleys, voies Decauville, plaques tournantes, tuyaux et réservoirs à vent, à eau et à vapeur, toutes les installations de force et d'éclairage électrique, etc.

Avec les deux convertisseurs et le cubilot abandonnés dans l'aciérie, il ne restait qu'une trentaine de machines-outils qui n'ont pas été enlevées, mais qui ont été débarrassées de tous leurs cuivres, et une turbine, qui, complètement déshabillée et cassée, n'était plus utilisable.

Société anonyme des laminoirs de La Croyère, à La Louvière.

Cet établissement, simple transformateur de mitrailles de fer et de produits d'acier en fers marchands et aciers marchands, comprenait : quatorze fours à puddler, un train ébaucheur et trois pilons, deux petits trains de laminoirs de 235 m/m et 300 m/m avec chacun deux fours à réchauffer, un train marchand de 450 m/m avec deux fours à réchauffer, ainsi que tous les appareils, cisailles, scies, pompes, épurateurs, ateliers de parachèvement, chaudières, etc., que comportent les installations de laminoirs. Situées dans la même région que les précédentes, ces usines furent pour ainsi dire complètement supprimées au cours de l'occupation et si certains bâtiments, tels que les halls, sont restés debout et n'ont pas été enlevés à La Louvière, les constructions en général ont dû subir une réédification totale après la guerre.

Les réquisitions dans ces usines avaient commencé à la fin de l'année 1916 et se poursuivirent presque sans interruption pendant toute l'année 1917. En décembre 1916, 150 tonnes de mitraille avaient déjà été saisies. Dès fin février 1917 les militaires allemands vinrent procéder à l'enlèvement des principales machines-outils, ainsi que de tous les cuivres des trains et de machines, montés et en magasin, courbes en cuivre, coussinets, soupapes, etc. Quelque temps après les enlèvements commencèrent : ce furent d'abord des fers finis, taques de pavements, cylindres, demi-produits, matières premières, pièces de rechange, etc. Puis furent entamées les démolitions des fours, des chaudières, et des machines. On parvint ainsi à amonceler plus de 2 millions de kilos de fers et aciers transformés en mitraille ; les expéditions faites pendant les quatre derniers mois de l'année 1917 représentaient un total de 2.056.872 kilos, d'après les bordereaux remis aux intéressés.

Forges et laminoirs de Saint-Victor (Société anonyme), à Marchienne-au-Pont.

Le 21 juin 1917 les directeurs de cette société furent avisés que toutes les parties métalliques de l'usine seraient enlevées, mais qu'il ne serait pas touché aux charpentes et ponts roulants. Les tra-

vaux de destruction et les enlèvements furent entamés un mois après et furent continués d'une façon active et permanente jusqu'en mai 1918. Rien ne fut respecté, tout fut brisé et emporté. Les armatures et les ancrages des fours furent arrachés ; les fours tombèrent en ruines. Les gazogènes, les chaudières, les dynamos furent enlevés, de même qu'un hall de laminage. On ne laissa dans la centrale d'électricité que deux machines dépouillées de leurs tuyauteries en cuivre. Quant aux bâtiments, ils furent presque complètement détruits par suite des explosions de dynamite, et, de toute l'usine, il ne resta que quelques murs en ruines.

Usines et aciéries Léonard Giot (Société anonyme), à Marchienne-au-Pont.

Cette firme avait été informée par une lettre émanant de l'organisme Rohma, que toutes les installations intérieures de l'aciérie et les ateliers de construction seraient démolis. Huit jours après la réception de cette lettre, tous les organes essentiels de l'usine et les machines-outils ne formaient plus qu'un amas de ferrailles que des wagons vinrent emporter ensuite vers l'Allemagne. Ce qui n'avait pas été brisé fut enlevé tel quel ; de tout l'outillage, il ne resta qu'un four Martin. Après la vidange complète, les bâtiments servirent successivement d'écuries, d'étables et de remise pour automobiles.

Société anonyme des laminoirs de la Rochette, à Chaudfontaine.

Dès le mois de décembre 1916, la Materialbeschaffungstelle de Liège fit enlever dans cette usine la totalité des tôles fabriquées, matières, premières, produits en fabrication, approvisionnements, outils et une partie des cisailles et des tours. Le travail de destruction fut achevé par des démolisseurs envoyés par la Rohma : fours, laminoirs, machines, turbines, pompes, tout fut enlevé après avoir été mis hors d'usage. Toutefois, une machine motrice à vapeur était restée intacte ; on se disposait à la démonter avec soin pour la remonter en Allemagne, lorsque l'armistice survint. A part ce seul engin, tous les bâtiments avaient été complètement vidés et dévastés.

Société anonyme J. et J. Dewandre, Bressoux, Liège.

Cette société fabriquait dans ses ateliers du matériel spécial pour charbonnages et des appareils pour conduites d'eau et d'égoûts. Elle avait reçu l'autorisation de travailler avec un nombre très res-

treint d'ouvriers ; mais ayant refusé de livrer du matériel à l'administration allemande, les industriels reçurent un avis les informant que ladite autorisation leur était retirée « parce qu'ils s'étaient refusés à exécuter des travaux pour l'administration allemande ».

A partir de ce jour, les ateliers furent vidés, toutes les machines-outils furent enlevées et en grande partie brisées par le personnel de la Rohma ; toutes les matières premières furent réquisitionnées. Le matériel surtout fut détruit d'une façon spéciale : un four Martin qui avait coûté près de 250.000 francs fut démoli pour prendre 12 à 13 tonnes de mauvaises mitraille en partie en acier et fonte brûlée.

*
* * *

En dehors des grandes firmes métallurgiques exploitant des hauts fourneaux dont les installations ont été saisies par l'ennemi, les différentes usines (aciéries et laminaires) mentionnées ci-dessus n'ont pas été occupées par les services de l'administration allemande et leurs installations n'ont pas été exploitées pour le compte de celles-ci. Il n'en est pas de même pour un grand nombre d'autres firmes qui ont été déposées complètement de leurs propriétés pendant des périodes variables ou dont les biens ont été mis sous séquestre, tandis que les usines continuaient à travailler au seul profit de l'occupant.

Nous avons déjà mentionné plus haut dans quelles circonstances la Société anonyme des Forges, usines et fonderies de Haines-Saint-Pierre fut mise sous séquestre en mars 1916 ; nous avons signalé aussi que les forges et tôleries Liégeoises, à Jupille, furent réquisitionnées en juin 1916 et exploitées jusqu'au 11 novembre 1918 par l'autorité militaire allemande ; il en fut de même pour les laminaires à fers et à tôles du Monceau, près Tilff, qui furent occupés par les Allemands depuis octobre 1916 jusqu'à fin 1917. Tous ces établissements furent exploités dans des conditions déplorables, des dégradations importantes eurent lieu ; des enlèvements nombreux furent opérés et des destructions furent faites avant l'évaluation de l'occupant.

Nous pouvons citer encore à titre d'exemple le cas suivant :

Société anonyme de la fabrique de fer de Charleroi.

A la suite du refus de cette société de travailler pour l'autorité allemande, celle-ci a saisi, le 9 avril 1916, la division du petit train de laminaire ; le personnel fut expulsé de cette partie de l'usine et le travail y fut poursuivi par les Allemands. Un an après, la même auto-

rité réquisitionnait le restant de l'usine avec les bureaux et en interdisait tout accès aux propriétaires, qui furent ainsi complètement déposés.

Les usurpateurs quittèrent les lieux à l'armistice, c'est-à-dire le 11 novembre 1918, pendant la nuit ; le lendemain on constata que les trois trains de laminoirs avec leurs chaudières et tous les accessoires avaient disparu. Il ne restait plus que quatre cisailles à tôles. Dans la division du petit train qui avait été réquisitionnée et exploitée depuis avril 1916, le laminoir était encore en place avec ses machines et ses accessoires, mais dans un état lamentable ; les fours étaient presque totalement détruits. A l'emplacement des autres trains on avait installé une fabrique de tuyaux en béton. Tout le matériel disparu avait été brisé sur place et transformé en mitraille ; les industriels reçurent après l'armistice une série de bons de réquisition (Empfangschein) établis à leur adresse pour un total de 3.000.180 kilos de mitrailles provenant du bris de trains de laminoirs, machines à vapeur, pompes, locomotives, chaudières à vapeur, pont-roulant, pièces métalliques des fours, grues, etc.

*
* *

Il ne peut être question ici d'examiner en détail la situation des nombreuses fonderies de moyenne importance, réparties dans les différentes régions industrielles du pays, qui eurent à supporter à des degrés divers les durs traitements de l'occupant. Beaucoup de ces installations avaient déjà cessé tout travail faute de matières et de moyens de transport lorsque l'arrêté de février 1917 fit fermer les usines qui refusaient de travailler pour l'administration allemande. Plusieurs fonderies furent alors exploitées par les agents de cette administration ; d'autres servirent d'ateliers de réparations ou de remises pour le charroi ; mais toutes furent mises en coupe réglée, quant aux réquisitions d'approvisionnements de matières premières et de produits fabriqués. Les châssis de fonderie, les poches de coulée, les creusets furent brisés et enlevés comme mitrailles, les modèles en bois employés comme bois de chauffage et dans de nombreux cas, les ateliers furent complètement vidés de leur outillage.

On peut rattacher aux fonderies, les boulonneuses et clouteries dont plusieurs sont établies à Fontaine-l'Évêque et qui ont été plus ou moins exposées aux vexations et spoliations de l'administration occupante, suivant qu'elles ont opposé un refus catégorique aux offres de travailler pour l'ennemi ou qu'elle ont su se plier aux exi-

gences de la dite administration. En effet lorsque paraît l'arrêté ordonnant la fermeture de toutes les usines qui n'auraient pas obtenu l'autorisation de continuer le travail, certains industriels avaient demandé un sursis pour leur permettre de terminer les commandes en cours. Ce sursis leur fut refusé à la Section pour le Commerce et l'Industrie de l'administration civile, où il leur fut répondu : « Seules les usines qui travailleront pour nous pourront continuer. »

A la Société Anonyme des Clouteries Mécaniques de Fontaine-l'Evêque, les enlèvements de machines, matières premières, produits finis, outillages, etc., avaient commencé le 19 janvier 1917. On y enleva tout, sauf une partie des métiers de fabrication qui avaient été marqués pour la casse sur place et qui n'échappèrent à la destruction que par suite de la déclaration d'armistice.

A la Société Anonyme des Boulonneries, Forges et Ateliers de construction du Nord, à Marchienne-au-Pont, le bilan des dommages s'établit comme suit :

Les réquisitions de la « Maschinenbeschaffungstelle » avaient porté sur soixante-treize machines et appareils divers, dont vingt tours, douze presses à friction, deux pilons à vapeur. En outre, le même organisme avait enlevé pour 510 tonnes de boulons, tirefonds, crampons d'écrous ; les fers, aciers, cuivres, courroies, pièces de rechange, outillages divers ; les cubilots, les pompes, transmissions, poulies, coussinets, bascules, palans, crics, etc. Quant à la Rohma, elle avait brisé et emporté 530 tonnes de taques de pavement en fonte, les installations de chauffage à la vapeur, les outils de parachèvement, les matrices des grosses forges, l'outillage des divers ateliers de tarauderie ainsi que de nombreuses pièces en cours de fabrication d'avant-guerre. Les Allemands ont détruit en partie les fondations des presses à friction, les conduites d'eaux, les paliers en fonte des transmissions, la moitié d'une porte roulante en fer, les planchers des plaques tournantes et bascules, les wagonnets de service, toute l'installation électrique, etc., etc.

Société Anonyme Les Boulonneries Basset, à Houdeng-Goegnies.

Ces usines qui appartiennent à une firme anglaise et dont le directeur est Anglais ont été soumises à toutes les tracasseries et vexations de l'autorité occupante.

L'établissement Basset, qui est resté inactif pendant toute la durée de la guerre, était considéré comme un modèle du genre ; il s'étendait

sur deux hectares de superficie, situé entre la gare et le canal. La construction en elle-même comprenait dix halls de 100 mètres de longueur sur 10 mètres de largeur, plus la salle des machines, magasins d'approvisionnements, bureaux, maison directoriale, maison du chef de service et réfectoires. On y fabriquait des boulons, crampons, tirefonds, rivets, écrous, enfin tous les accessoires de rails.

Dès février 1915, le gouvernement allemand envoya les délégués sur place pour exiger certains renseignements sur la gestion de la société : nationalité des actionnaires, adresses de ces derniers, fonds de banque, noms du personnel employé, service technique, etc. En mai et juin 1915, après avoir cherché vainement à obtenir ces renseignements, le gouvernement allemand nomma un commissaire de surveillance muni de tous les pouvoirs pour la vérification des opérations durant l'occupation. En 1916, les pionniers allemands de Charleroi — Materialbeschaffungstelle — ont réquisitionné et enlevé les fers et aciers, ainsi que d'autres marchandises servant à la fabrication et au parachèvement des pièces dont l'usine s'était fait une spécialité. Au mois d'août 1916, une équipe de douze soldats allemands, conduits par un caporal, a envahi les ateliers pour enlever le cuivre et le bronze aux machines.

Le travail accompli par ces hommes — dont la profession n'était guère en rapport avec la besogne qui leur était assignée — fut tellement grossier, que les machines furent rendues inutilisables, comme le constata quelques jours après un expert appelé à faire l'état des lieux.

En octobre 1916, la Materialbeschaffungstelle de Mons fit de nouvelles réquisitions de différentes marchandises et articles de bureaux pour l'installation du bureau allemand de Mons. On enleva différents meubles, qui furent renvoyés dans la suite sensiblement détériorés.

En septembre 1917, la Rohma fit enlever des ateliers toutes marchandises restantes et toutes les pièces de la partie outillage non démontables. En octobre 1917, le même organisme donna ordre de démolir les machines et de les charger sur wagons. Cette démolition fut confiée à un entrepreneur belge habitant aux environs de Charleroi. Seule, la machine à vapeur fut marquée pour être préservée de la destruction, mais non de l'enlèvement. En novembre 1917, la démolition de la charpente commença et les fers et fontes provenant de cette destruction furent expédiés jusqu'en février 1918. Au cours du mois de novembre 1917, un groupe d'ingénieurs allemands est venu relever l'emplacement des machines et faire le constat des travaux de démolition.

En août 1918, les entrepreneurs de démolition reçurent ordre de faire crouler les murs extérieurs pour permettre d'enlever les colonnes en fonte dont on avait, paraît-il, un pressant besoin. Ce

travail continua jusqu'au 15 octobre 1918, à la veille du jour où l'on devait commencer le démontage de la grosse machine à vapeur. Quelques jours avant la signature de l'armistice, l'occupant réquisitionna les locaux restant debout, notamment la maison directoriale, qui a servi de logement pour les troupes allemandes regagnant l'Allemagne. Ces troupes ont achevé l'œuvre de destruction complète en démontant systématiquement les boiserics et planchers de la maison pour l'allumage de leur foyer de cuisine. Pour finir, la cuisine, la salle à manger, le salon, la salle de billard, etc., servirent d'écurie.

* * *

Pour compléter l'examen des dommages causés pendant la guerre aux établissements industriels qui se rattachent à la métallurgie du fer, il convient de citer quelques-uns des ateliers de construction qui eurent le plus à souffrir des vexations et spoliations de l'occupant. Ce sont surtout les grandes usines situées dans la zone des étapes qui furent l'objet d'actes de pression de la part des chefs militaires, en vue de leur faire accepter des commandes de matériel pour les besoins de l'armée allemande ; plusieurs d'entre elles, par suite de leur refus persistant, furent exploitées par les services de cette armée et mises sous séquestre. Ce furent également les grandes installations des régions industrielles de Liège et de Charleroi qui attirèrent la convoitise du gouvernement général pour y établir des ateliers de réparations, des dépôts de vivres et d'équipements, des remises pour charrois des lazarets, etc.

Parmi les sociétés industrielles mises sous séquestre, il y a lieu de citer tout d'abord l'importante firme :

Société Anonyme des Travaux Dyle et Bacalan, à Louvain.

Nous avons déjà mentionné dans les chapitres précédents que les usines de cette société furent incendiées en partie le 28 août 1914, troisième journée du sac de Louvain, que les bureaux furent livrés au pillage et que les bâtiments furent occupés militairement pendant toute la durée de l'occupation.

Dès le mois de novembre 1914, les établissements furent l'objet d'une série de réquisitions de machines spéciales dont la plupart étaient destinées à des industriels allemands. A la fin du mois d'avril 1915, date à laquelle les usines de Dyle et Bacalan furent mises sous séquestre, l'ensemble du matériel enlevé par l'autorité militaire ou, sous le cou-

vert de celle-ci, par des firmes concurrentes, comportait 134 machines représentant une valeur de 2.600.000 francs environ.

La mise sous séquestre eut des conséquences désastreuses pour la société à cause des agissements des séquestres qui firent procéder à la liquidation systématique et forcée de tout le matériel contenu des établissements : machines, transmissions, moteurs, courroies, grand et petit outillage, modèles, matières premières, etc., tout fut liquidé le plus souvent à vil prix. Voici comment s'expriment les chefs de l'entreprise dans un rapport relatant les dévastations commises dans leurs usines de Louvain :

En résumé, après avoir détruit tous nos documents de comptabilité, tous nos plans, toutes nos archives commerciales et industrielles, après avoir volé le contenu de nos coffres-forts et tout notre avoir à la banque, enlevé toutes nos machines — ils ne nous ont laissé qu'un vieux tour à trains de roues et lorsque, vers la fin de l'occupation, le temps leur a fait défaut pour procéder à l'enlèvement des quelques machines restant encore, ils les ont détruites à coups de marteau et de mouton — après avoir enlevé ou vendu à vil prix toutes nos matières premières, les Allemands ont encore détruit les chaudières et l'une des machines à vapeur, démonté et enlevé les ponts-roulants et les fermes de plusieurs grands halls d'atelier, ne laissant que les pans de mur informes et des décombres, dans l'intention évidente de rendre nos usines inutilisables, tout au moins pendant une assez longue période après la guerre.

Le montant des dommages subis par suite de destruction d'immeubles et d'enlèvement de matériel et de matières premières s'élève à plus de 12 millions de francs.

Nous avons signalé également parmi les grands ateliers de construction qui furent mis sous séquestre et occupés par les services de l'administration allemande ou de l'armée les firmes ci-après :

Société Anonyme des Usines Carels frères, à Gand.

Mise sous surveillance le 5 juillet 1915 et pourvue d'un séquestre le 2 décembre de la même année. Dès le début de 1915, la société eut à subir des réquisitions importantes de machines-outils, de matières, de moteurs Diesel, réquisitions qui furent continuées jusqu'à la veille de l'armistice. Elle eut à subir aussi des enlèvements de plans de moteurs de sa fabrication, des saisies de capitaux et autres vexations de la part du séquestre.

Les divers bâtiments et ateliers des usines Carels frères ont été successivement occupés par les troupes allemandes et ont servi à la réparation de remorqueurs et de canons.

Société Anonyme de Saint-Léonard (Machines et outils), à Liège.

Cette société qui avait refusé d'effectuer des fournitures pour l'administration allemande, fut mise sous séquestre le 24 octobre 1916. Le séquestre prit possession de tout l'actif de la société et fit exécuter dans les ateliers la réparation des locomotives; ces travaux y furent poursuivis jusqu'au moment de l'armistice.

Si les installations ne furent pas systématiquement détruites, les dommages subis par les industries furent toutefois considérables par suite du bouleversement complet apporté dans l'organisation des ateliers pour en changer la destination et de l'emploi désordonné des machines-outils utilisées par un personnel inexpérimenté.

Nous avons signalé plus haut les violences exercées par le séquestre à l'égard du personnel, employés, contremaîtres et ouvriers, qui avaient refusé de travailler sous sa direction.

Société Anonyme des Ateliers de Construction de la Meuse, à Sclessin.

Mis sous séquestre le 23 octobre 1916, les établissements de cette société ne furent réoccupés par leurs propriétaires que le 12 novembre 1918.

Ci-après l'extrait d'un rapport émanant des chefs de cette firme :

Au 12 novembre 1918, à la reprise de possession de nos établissements, nous avons retrouvé nos bureaux entièrement bouleversés. Nos cours, voies de raccordement et halls étaient encombrés par un très nombreux matériel : locomotives et tenders en réparation, éléments divers de locomotives abandonnés par les Allemands ; notre station centrale avariée et hors d'état de fonctionner ; notre fonderie encombrée d'une partie des nombreux produits que nous avions en fabrication au moment de la prise en possession de nos usines le 23 octobre 1916. Trente-sept machines demi-fixes, dix locomotives, quatre chaudières de locomotives et de nombreuses pièces détachées avaient disparu, de même que de nombreux plans et modèles industriels.

Nos forges avaient été utilisées, mais laissées sans entretien. Notre grosse presse à forger était mise hors d'usage.

Notre chaudronnerie était transformée. Les Allemands y avaient érigé des installations pour nettoyage des chaudières et tubes à fumée, bouleversé nos installations et enlevé une partie de l'outillage.

Une centaine de nos meilleures machines-outils avaient été enlevées de notre atelier de parachèvement et transportées en Allemagne ou dans d'autres usines du pays. Les autres machines subsistantes se trouvaient dans un état lamentable ; plusieurs avaient été littéralement sabotées.

Nos ateliers de montage avaient été désaffectés et transformés en ateliers pour la réparation de locomotives. Nos chantiers d'essais de demi-fixes et turbines, notamment, étaient détruits.

Notre station centrale, ainsi que notre distribution d'énergie électrique, dut être complètement révisée et remise au point. Le personnel du séquestre allemand avait fait fonctionner nos installations sans sûretés et sur de nombreux circuits, du zinc avait été substitué au cuivre.

Nos ponts-roulants, comme d'ailleurs notre outillage en général, soit inexpérience de ceux qui les utilisèrent, soit défectuosité des produits de graissage et d'entretien, soit encore par suite de sabotage, portaient des traces d'une fatigue excessive et de nombreuses dégradations.

Nous donnons encore ci-après quelques exemples d'ateliers de construction qui, sans avoir été mis sous séquestre, furent occupés par l'autorité allemande, laquelle y fit fabriquer du matériel par ses propres agents. On y installa des dépôts de l'armée et des dépôts de matériel.

Anciens Ateliers G. Van Acker (Société anonyme), à Gand.

Ces ateliers qui fabriquaient spécialement des poulies et organes de transmission et dont les chefs avaient refusé de travailler pour l'occupant, furent réquisitionnés en avril 1917. Pendant l'exploitation étrangère, qui ne cessa qu'à l'armistice, quantité d'installations furent modifiées et détruites. Le plus grand nombre des machines-outils fut démonté et jeté à la mitraille dans la cour d'une usine voisine. Les trois fonderies furent transformées en forges ; toutes les matières premières furent expédiées vers d'autres lieux par les soins des Allemands qui, avant leur départ, enlevèrent toutes les dynamos, un pont roulant, et ce qui restait de machines-outils. Pendant leur séjour dans les ateliers, les Allemands y construisaient presque exclusivement des wagonnets sur rails Decauville destinés à la distribution des munitions de l'artillerie.

La Brugeoise et Nicaise et Delcuve, aciéries, forges et ateliers de construction (Société anonyme), à Saint-Michel-lez-Bruges.

Dans le courant de l'année 1917, ces usines furent occupées par un dépôt d'artillerie, par une compagnie de pontonniers et par une compagnie d'ouvriers pour la réparation du matériel de chemin de fer à voie étroite. Ces trois groupements accaparèrent presque tous les bâtiments et les industriels furent avisés qu'ils avaient à quitter complètement les lieux.

En dehors des dévastations immenses provoquées par des explosions à la fin de leur séjour dans les bâtiments de La Brugeoise, les Allemands se sont livrés à des réquisitions et des enlèvements continuels depuis décembre 1914, mais principalement depuis le début de 1918 jusqu'en octobre de la même année.

En effet, le 30 mai 1918, les magasins à munitions installés par le dépôt d'artillerie firent explosion et du 14 au 28 octobre on fit sauter au moyen de mines marines les deux centrales électriques, les deux grands châteaux d'eau et toutes les plus puissantes machines des ateliers, de façon à transformer en un monceau de ruines toutes ces vastes installations, qui comportaient une superficie totale de plus de 100.000 mètres carrés de constructions.

Quant à l'outillage, il fut en grande partie démoli ou enlevé : dans la division des aciéries, tous les fours furent détériorés ; les presses à forger, les laminoirs, moteurs électriques, tours, mortaiseuses, raboteuses, etc., ont disparu, de même que deux grands ponts-roulants avec accessoires et un électro-aimant pour la manutention des mitrailles. Dans les autres ateliers-forges, fonderie de fer, chaudronnerie, tournerie, débitage des bois, menuiserie, etc., les machines-outils et le petit outillage furent emportés principalement par les trois détachements qui avaient occupé les locaux jusqu'au 15 octobre 1918. Cet important butin fut embarqué pendant les quatre semaines qui précédèrent la délivrance. Enfin, les matières premières et l'outillage enlevés avant cette époque firent l'objet des réquisitions du Kriegsministerium N° 3 de Gand, depuis le début de 1918.

Forges de Bellecourt (Société anonyme), à Manage.

Dès 1915, les réquisitions débutèrent dans ces usines par l'enlèvement d'une importante installation hydraulique pour emboutissage d'un type absolument moderne qui constituait la division la plus importante des établissements de Manage. Les enlèvements se multiplièrent en 1917, la Rohma réquisitionnait et enlevait tout ce qui restait comme mitraille. Le bilan de l'action de cet organisme est résumé dans l'extrait ci-après du rapport de la Société des Forges de Bellecourt.

Enlèvement et destruction de plus d'un million de kilos d'outillages spéciaux d'emboutissage, fruit de plus de dix années d'études et de perfectionnements dans cette spécialité.

Destruction sur place et enlèvement de vingt-six machines-outils en ordre de marche. Parmi ces machines figuraient deux grosses cisailles poinçonneuses spéciales, pouvant découper les tôles jusqu'à 40 m/m. Ces machines ont été détruites sans utilité aucune, à la dynamite ; leurs débris n'ont pas même été enlevés de nos usines.

Il en a été de même d'un pilon à vapeur, que nous avons dû démonter nous-mêmes pour éviter qu'on ne le fasse sauter dans l'atelier, ce qui aurait détruit une grande partie du bâtiment.

Enlèvement comme mitrailles de toutes les commandes en cours de fabri-

cation qui se trouvaient en nos ateliers, au moment où la Rohma a commencé son œuvre.

Destruction, sans utilité directe, de tous nos fours à réchauffer et à recuire (huit grands fours et douze fournaies) qui représentaient en 1914 une valeur de plus de 100.000 francs et qui nous coûtèrent un demi-million pour les rétablir. Cette opération a procuré à la Rohma quelques milliers de kilos de fonte brûlée et des rails formant l'ossature de ces fours.

Destruction, par le personnel de l'entrepreneur de ces enlèvements pour compte de la Rohma, de 228 armoires d'ouvriers brisées pour en faire du feu.

Destruction et enlèvement de tout notre réseau d'éclairage pillé par le même personnel.

Pendant que se poursuivaient les opérations de la Rhoma les usines de Bellecourt furent réquisitionnées à la fin de 1917 pour le service des chemins de fer militaires qui transforma les halls et les cours en un vaste dépôt de matériel où l'on accumula des locomotives, des centaines de milliers de billes, d'appareils de voies, ainsi que des quantités d'automobiles, de machines-outils pillées dans d'autres usines ; de nombreuses dispositions existantes furent bouleversées par l'enlèvement de voies, le percement de murs, etc.

De plus, avant l'armistice, certains locaux furent encore occupés par de la cavalerie et transformés en écuries.

Usines de Braine-le-Comte (Société Anonyme), à Braine-le-Comte.

Ces usines furent très éprouvées, parce que malgré de nombreuses sollicitations, elles avaient refusé de réparer du matériel roulant de chemin de fer pour les besoins de l'armée allemande. Elles ne furent pas exploitées par l'ennemi, mais elles furent complètement vidées et des destructions importantes y furent opérées. Les Allemands y installèrent, le 6 septembre 1918, des dépôts de matériel, continuèrent les dévastations entreprises par la Rohma et détruisirent une quantité d'archives, que les industriels n'avaient pu sauver avant leur expulsion des bâtiments.

C'est au mois de janvier 1918 qu'a commencé l'enlèvement telles quelles ou la destruction à l'état de mitraille de quatre chaudières à vapeur, de quatre machines à vapeur, de cent cinquante-cinq machines-outils, de six pilons et de tous les moteurs électriques. Toutes les matières premières en magasin ou destinées à des commandes en exécution, soit 240 tonnes, avaient été réquisitionnées avant cette époque. La majeure partie des voies de raccordement, des ponts et charpentes terminés ont été démolis sur place et réduits à l'état de mitraille (210 tonnes). Enfin, quarante-neuf wagons, type vicinaux,

entièrement terminés, vingt-quatre wagons charbonniers en parachèvement, dix wagons culbuteurs, des ponts roulants, trois grues roulantes, devinrent également la proie des Allemands au cours de leur séjour aux usines.

Anciens Établissements Fetu Defize (Société Anonyme), à Liège.

Les réquisitions de machines-outils en magasin et en service dans ces ateliers commençaient en mars 1915 et se poursuivaient presque sans interruption jusque mi-juin 1918. L'administration de la Rohma réduisit à l'état de mitraille 650.000 kilos de machines-outils, pièces brutes, ébauchées ou finies.

En octobre 1918, l'autorité militaire prit possession des ateliers et bureaux que les industriels durent quitter en y laissant le mobilier, les machines à écrire, les catalogues, etc. L'occupant voulant établir des magasins dans l'usine fit démolir, niveler ou combler les fondations des machines, dont l'emplacement fut recouvert ensuite d'un pavé en briques cimentées.

Au cours des opérations de la Rohma et de l'occupation des ateliers et bureaux qui, dès la signature de l'armistice, furent envahis par les troupes en retraite, quantités de modèles en bois, environ 22 1/2 mètres cubes, furent détruits, de même qu'un grand nombre de plans, imprimés et archives. Les troupes ayant établi logement dans les bureaux, ceux-ci furent abandonnés dans un état de malpropreté écoeurant.

On pourrait allonger encore la liste des industriels expulsés de leurs propriétés, parce qu'ils avaient refusé de travailler pour l'occupant et qui, après l'armistice, retrouvèrent leurs installations dévastées, la plus grande partie de leur matériel et leur outillage ayant été enlevés. Il convient toutefois de signaler encore quelques cas d'installations industrielles qui ont été en grande partie dépouillées, sans que les locaux et bâtiments aient été occupés d'une façon permanente par les agents de l'administration allemande ou par les détachements de l'armée.

Les Grandes Chaudronneries de l'Escaut (Société Anonyme), à Hoboken.

Peu après la chute de la place d'Anvers, des officiers de la marine et de différents organismes vinrent proposer du travail aux directeurs de ces vastes chantiers, qui avaient cessé toute activité dès le 4 août 1914. Sur le refus qui fut opposé à ces offres, les Allemands firent remarquer aux industriels que leurs machines étant devenues sans emploi, ils allaient s'en emparer. C'est alors que commencèrent les

réquisitions qui, du 23 novembre 1914 jusqu'au 22 octobre 1918, se succédèrent presque sans interruption. L'état récapitulatif de ces réquisitions constitue un document de huit feuillets comportant plus de 130 postes divers, parmi lesquels on compte au moins trente machines complètes, et trente-cinq génératrices et moteurs électriques enlevés ; mais la plupart des machines ont été brisées et figurent sur le dit relevé comme mitraille (*Schrott*) pour une quantité totale de plus de 2.000 tonnes.

Le 8 octobre 1918, l'usine a été entièrement réquisitionnée et a servi comme écuries et logements de troupes en retraite mais avant cette date tous les chantiers et magasins avaient été complètement vidés par l'ennemi.

Société Liégeoise d'Estampage, à Sclessin.

Les organismes de l'autorité allemande ont réquisitionné et enlevé dans cette usine la totalité des matières premières, une grande partie des fabricats, des machines-outils, outillage et installations diverses d'une valeur considérable. Les agents de la Rohma ont détruit notamment tous les fours de la division d'estampage, soit treize fours et cinq forges doubles ; ils ont brisé sur place et enlevé les charpentes supportant les transmissions, les transmissions avec paliers, poulies, les conduites à vent, les matrices, les tenailles et tout le petit matériel nécessaire à la fabrication. A remarquer qu'en avril 1918, on a arraché de leurs fondations vingt-trois chabottes de moutons à estamper et que ces chabottes n'étaient pas encore enlevées lors de l'armistice.

A signaler encore, que les fours ont été détruits après l'enlèvement des tôles, armatures et renforts ; cette destruction ne procurait donc aucun avantage aux démolisseurs et ne pouvait que retarder la remise en marche ultérieure.

Ateliers de Construction, de Chaudronnerie et d'Estampage d'Awans.

Dans ces ateliers s'est produit un cas particulièrement intéressant de transfert en Allemagne d'une installation complète d'estampage, édifiée en 1913 et absolument neuve.

Les opérations ont eu lieu systématiquement à partir du mois de septembre 1917 et se sont poursuivies jusqu'au début de l'année 1918. Elles ont consisté en l'enlèvement de tout le matériel, les moutons, machines-outils, tuyauteries, tout le petit outillage, le bâtiment complet avec ses charpentes, sa couverture en tuiles, les vitres, les tôles galvanisées et tous ses accessoires, y compris le pont-roulant.

Cette installation complète a été transportée aux usines de la Rhei-

nische Stahlwerke, à Immigrath, près de Düsseldorf, où, après l'armistice, les industriels d'Awans ont pu constater la réinstallation complète du bâtiment, tel qu'il existait en leurs usines. Une partie du matériel était en service ; mais plusieurs machines n'étaient pas encore remontées. Pour cacher leur origine, on avait eu soin de buriner les marques de constructeurs américains. Les Allemands avaient exprimé le désir de conserver le bâtiment d'estampage qui avait été remonté chez eux et offrirent même en échange un bâtiment neuf.

En dehors de la suppression de la division d'estampage, les Allemands avaient enlevé ou détruit dans les ateliers de construction d'Awans une grande quantité de machines et des meilleures, tout le petit outillage, deux ponts-roulants, un marteau-pilon, etc. De plus, en janvier 1918, un dépôt de munitions a été installé dans ce qui restait de halls d'usine.

Usines à tubes de la Meuse (Société Anonyme), à Flemalle-Haute.

Ici encore, on a procédé au déménagement d'une installation tout à fait moderne. En 1917, par ordre de la « Materialbeschaffungstelle », le laminoir pour le laminage des tubes de 100 à 200 m/m de diamètre, qui avait été fourni en 1913 et 1914 par deux firmes allemandes (Gewerkschaft Deutscher Kaiser Thyssen et Deutsche Maschinen-Fabrik A. G. Deway), a été enlevé complètement avec toutes les machines accessoires, les moteurs, les fours, y compris les briques réfractaires et les ponts roulants. On ne laissa sur place que la charpente du hall qui fut préservée dans la suite, parce que le Comité National de ravitaillement de la population se servit de ce hall vide pour y constituer un approvisionnement de céréales. Quant au laminoir enlevé, il a été remonté à Reisholz, près de Düsseldorf, dans une usine dépendant du groupe Thyssen et, au moment de l'armistice, on allait y laminier les premiers tubes.

D'autres machines accessoires et des moteurs appartenant à la même société ont été éparpillés dans différentes usines, notamment les ponts-roulants chez Krupp. Parmi les machines enlevées on comptait dans un des halls dix tours, fraiseuses et étaux-limeurs, et dans un autre atelier dix-huit foreuses, affûteuses et mortaiseuses.

2. INDUSTRIES DU ZINC, DU PLOMB, DE L'ARGENT ET DE L'ALUMINIUM.

De toutes les usines productives de métaux autres que le fer, les seules qui aient été complètement dévastées par l'ennemi, en dehors des faits de guerre proprement dits, sont les établissements Dumont

de Sclaigheaux, près Namur, ainsi qu'une fabrique d'aluminium de Selzaete, près de Gand. Les usines de Baelen-Wezel, dans la province d'Anvers, appartenant à la Société de la Vieille Montagne et celles de Beersse de la Compagnie Métallurgique de la Campine, furent mises sous séquestre et après avoir été exploitées par les occupants, elles se virent dépouillées d'une grande quantité de leur matériel. D'importants enlèvements de machines et des dévastations eurent lieu également dans une grande usine à zinc située à Boom, près d'Anvers. Aux fonderies et laminoirs de Biache-Saint-Vaast, à Ougrée près Liège, les fours ont été détruits presque complètement ; les Allemands les brisèrent à coups de masse pour en retirer les pièces métalliques et une partie des briques réfractaires. On a enlevé également dans cette installation les câbles électriques, les rails, les wagonnets, les courroies et matériaux divers.

À la Société anonyme métallurgique de Prayon, à Trooz (province de Liège), le bilan des enlèvements et dévastations s'établit comme suit :

Du 11 janvier 1916 au 22 octobre 1918, on ne compte pas moins de 135 réquisitions diverses portant tout d'abord sur des approvisionnements de cendres plumbeuses (2.500 tonnes), de zinc brut (571 tonnes) du zinc laminé (1.720 tonnes), du plomb brut (51 tonnes), du plomb laminé (40 tonnes). Dans le courant de 1916, on a saisi 56 wagons citernes de 10 et 15 tonnes. Puis en 1917, se succédèrent les enlèvements de vieux métaux, de mitrailles de fonte et de ferrailles diverses ; les voies de raccordement, le matériel de voies ferrées et de transport furent emportés, ainsi que deux locomotives ; toutes les taques de pavement en fonte furent démolies ; 53 moteurs électriques avec accessoires et appareillage électrique furent enlevés en juin et juillet 1918 ; enfin, le 12 octobre 1918, on réquisitionnait encore 316.000 briques. Le total des matières et objets saisis est évalué à plus de 4 millions de francs, valeur 1914.

Quant aux autres usines à métaux (autres que le fer) elles n'ont généralement été touchées que par des réquisitions de matières premières et de produits fabriqués ou par des enlèvements d'outillage ; elles ont pour la plupart, continué à fonctionner pendant les premières années de la guerre, avec une production sans cesse décroissante, pour s'arrêter complètement lorsque les stocks existants de minerais furent épuisés, aucune importation de minerais n'ayant pu être effectuée pendant l'occupation.

On trouvera ci-après quelques détails au sujet des agissements des Allemands dans les usines de Sclaigheaux, des Baelen Wezel et de Selzaete, qui ont eu le plus à souffrir de dévastations, d'enlèvements et de mesures de vexation de la part de l'autorité occupante.

Société Anonyme G. Dumont et Frères, à Sclaigneaux.

Cette société possède une importante fonderie de zinc avec fabrique d'acide sulfurique, en même temps qu'une vaste usine à plomb produisant accessoirement de l'argent.

Dès le mois d'août 1914, l'armée d'invasion fractura les coffres-forts, s'empara de leur contenu et des métaux précieux, ainsi que d'objets mobiliers, outils et appareils divers. Pendant le premier semestre 1915 eurent lieu les premières réquisitions de minerais et produits de fabrication. En 1916 et 1917, se succédèrent les différents enlèvements de machines, de locomotives, de voies ferrées, de wagons-citernes, d'appareillage électrique et des éléments de plomb, formant les parties constitutives des chambres de fabrication. Ce n'est qu'en 1918 qu'eurent lieu les destructions systématiques des fours et constructions mixtes où le métal à utiliser comme ferrailles n'était qu'une partie accessoire. C'est au cours de ces opérations que l'on fit usage de nombreuses charges de dynamite pour détruire de fond en comble des installations dont l'utilisation ultérieure était ainsi rendue impossible. De janvier à octobre 1918, la Rohma expédia 147 wagons de mitraille provenant des machines à vapeur, des fours, des chaudières, des broyeurs et appareils divers de l'usine à zinc. Quinze jours avant l'armistice, on démolit encore deux fours à gaz pour la réduction du zinc, de construction récente. Ce travail entamé par des prisonniers italiens, fut achevé par des prisonniers anglais et français sous les ordres d'agents allemands qui voulaient soi-disant utiliser les bâtiments pour y installer des ateliers de charronnerie, alors qu'il y avait d'autres halls complètement vidés par eux à proximité.

Si l'usine à zinc de Sclaigneaux a été en grande partie détruite, on peut dire que l'usine à plomb avec la fabrique d'acide sulfurique de la même firme a été complètement dévastée par l'occupant. Les installations de cette usine à plomb avaient été entièrement modernisées pendant les dix années précédentes ; on y a tout enlevé ou démoli, machines, transmissions, tuyauteries, voies ferrées, matériel volant, fours, cuves et jusqu'aux charpentes de la toiture de la halle aux demi-hauts fourneaux.

Les enlèvements et destruction de machines et d'outillages dont les établissements Dumont furent victimes représentaient aux prix de 1914 une valeur de 4 1/2 millions de francs, tandis que les réquisitions de matières premières et de tous les produits fabriqués enlevés de 1915 à 1918 dans les mêmes usines sont évaluées par les industriels à près de 7 millions de francs aux cours de juillet 1914.

Société Anonyme des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille Montagne.

Cette importante firme métallurgique qui compte 5 usines en Belgique et plusieurs à l'étranger, n'a eu à subir des dévastations proprement dites que dans l'usine à plomb de Baelen-Wezel où l'ennemi s'est installé de force, afin de fabriquer des produits de guerre. Dans les autres installations que la Société de Vieille Montagne possède en Belgique, dans la province de Liège (Angleur, Tilff, Flône et Valentin Cocq), ainsi que dans ses agences et dépôts l'ennemi a enlevé toutes les matières premières, les produits finis, ainsi que la plus grande partie du matériel.

A plusieurs reprises, les administrateurs de l'usine de Baelen avaient été sollicités, d'abord pour fournir l'énergie nécessaire à l'électrification des fils installés à la frontière distante d'environ 5 kilomètres de leurs établissements, ensuite pour fabriquer l'acide concentré nécessaire aux besoins de l'armée. Le directeur, ainsi que l'ingénieur chef de fabrication furent même déportés en Allemagne pour avoir refusé de donner des renseignements techniques à l'autorité militaire allemande. Cette dernière fit occuper l'usine et s'empara des instruments de travail le 15 décembre 1916. Avant d'abandonner les bâtiments, la direction militaire démolit les chambres destinées à la fabrication de l'acide sulfurique et fit transporter tout le plomb en Allemagne. On arracha également aux installations des éléments en platine d'un poids total de 72 kilogs, sans compter que presque tout le matériel électrique, conducteurs, moteurs, etc., fut enlevé et que la station centrale de force motrice fut mise hors d'usage.

Ci-après le tableau des réquisitions totales faites dans les établissements de la Vieille Montagne pendant les années de guerre :

Produits finis.

Zinc extra pur.....	2.034 tonnes.
Zinc laminé.....	13.563 —
Zinc brut ordinaire.....	26.330 —
Plombs divers (y compris le plomb des chambres de Baelen-Wezel).....	3.969 —
Argent fin.....	18 —
Blanc de zinc.....	70 —
Acide sulfurique.....	1.543 —

Matières premières.

Minerais de zinc.....	3.863 —
Pyrites.....	2.730 —
Antimoniate.....	2.564 —

Sous-produits.

Matériel mécanique : Locomotives, wagons, cisailles, pompes, machines-outils et machines diverses.

Divers : Courroies, charbon, bois, cuivre, fers, mitrailles, emballages, etc., etc.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau pour voir combien considérables ont été les réquisitions exercées à la Vieille Montagne.

Outre les produits finis et les matières premières, on a enlevé une bonne partie de l'outillage mécanique et du matériel électrique, les réserves de bois pour la fabrication des tonneaux d'emballage pour les blancs de zinc et les zincs laminés, les chambres de plomb nécessaires à la fabrication et les citernes indispensables au transport de l'acide sulfurique, les cisailles des laminoirs, etc.

Société Anonyme filiale Belge Néerlandaise d'Aluminium, à Selzaete.

Les installations de cette société occupaient une superficie de 15 hectares environ avec bassins et quai sur le canal de Gand à Terneuzen, les bâtiments de l'usine couvraient 18.000 mètres carrés et comportaient une trentaine d'ateliers avec machines et appareils très importants pour le traitement complet des minerais alumineux.

Le personnel ouvrier atteignait avant la guerre 600 à 700 ouvriers et la production annuelle comprenait 70.000 tonnes de produits divers dont 70 % destinés à l'exportation.

Bien que l'usine de Selzaete fût la propriété exclusive d'une société belge, l'administration allemande décida sa mise sous séquestre en juillet 1915. Le séquestre favorisa manifestement le relevé des plans et dessins des installations ainsi que la violation du secret des procédés spéciaux de fabrication au profit de fabricants allemands concurrents.

C'est ce même séquestre qui autorisa l'enlèvement et le transport en Allemagne d'une partie importante de l'outillage de l'usine et qui toléra, sinon ordonna, la dévastation complète de la seule installation existant en Belgique pour la fabrication des produits alumineux.

Cela résulte en effet de l'extrait ci-après d'un rapport établi par les propriétaires de l'usine de Selzaete.

Aussitôt que les Allemands sont devenus maîtres à Selzaete, l'usine a été envahie par les représentants des usines concurrentes allemandes. Ces représentants ont étudié les appareils, les dispositifs et les modes de fabrication et y ont prélevé les plans. C'est surtout la Chemische Fabrik de Honningen et la Chemische Fabrik Gebrüder Giuliani de Ludwigshafen, qui ont

délégué leurs agents à l'usine de Selzaete et l'ont étudiée de plus près. C'est ainsi que M. Kircheisen, directeur de l'usine de Honningen et M. Giuliani fils, de Ludwigshafen, sont venus à Selzaete et y ont étudié l'usine en s'emparant de ses plans.

Avec la liquidation des stocks très importants de matières premières, combustibles, approvisionnements, produits fabriqués et produits en cours de fabrication, a commencé en 1915 la dispersion de l'outillage et en 1916 la destruction systématique de l'usine. La plupart des machines et appareils de fabrication ont été soigneusement démontés sous la direction des ingénieurs des usines allemandes et expédiés à l'usine de Honningen, actuellement filiale de la Société Chemische Fabrik Rhenania. Le restant des machines et appareils a été brisé sur place et expédié en Allemagne comme mitraille de fonte, de fer, de cuivre, de bronze, de plomb, etc.

Toutes les fondations des machines et appareils ont été détruites au moyen d'explosifs, de même que les raccordements au chemin de fer et au canal ; 5 cheminées d'usine dont une de 75 mètres de hauteur ont été renversées.

Les bâtiments mêmes ont été presque en totalité détruits et tout ce qu'il y avait de fer ou de fonte, poutrelles, colonnes, supports, plateformes métalliques, gitages de planchers, portes, fenêtres, etc., a été expédié en Allemagne, sauf quelques charpentes ébranlées, les carcasses des fours à chaux et des fours à pyrite qui restent à l'usine avec quelques réservoirs déformés ou perforés.

Cette destruction a été opérée sans aucune nécessité militaire pendant la période tranquille de l'occupation de la région.

Plus de 2.000 tonnes de machines et appareils et diverses parties métalliques ont été expédiées en Allemagne (sans compter les stocks de matières premières et marchandises) ; le reste a été dispersé en Belgique et en France par les autorités militaires. Un ancien employé de l'usine de Selzaete a annoté plus de 100 wagons de matériel et parties métalliques expédiés en Allemagne. Aux seules usines de Honningen indiquées ci-dessus, on a expédié 88 wagons de matériel provenant de Selzaete et appartenant à la Société Filiale belge néerlandaise d'aluminium, et ce sans prévenir le propriétaire et sans laisser de bons de réquisition.

3. INDUSTRIES CHIMIQUES.

Ainsi qu'il a été mentionné dans la 3^e partie de la présente étude, la grande industrie chimique a été particulièrement éprouvée par la destruction des chambres de plomb dans les fabriques d'acide sulfurique.

Sur 27 usines de l'espèce, 5 seulement ont conservé leurs chambres de plomb intactes et sont restées en état de produire après la guerre. Pour toutes les autres, l'enlèvement du revêtement intérieur des dites chambres a été effectué avec plus ou moins de sauvagerie, suivant l'époque — au début ou à la fin de l'occupation — suivant la région dans laquelle se faisaient les démolitions, ainsi que suivant le mode de construction des appareils.

C'est ainsi que dans une des usines des environs de Louvain les Allemands ont arraché brutalement le plomb des chambres et ont causé par ce fait des dégâts considérables à toute l'installation, dont la charpente entière et les revêtements en bois ont dû être démolis dans la suite. Les pilastres en maçonnerie sur lesquels reposaient ces boiseries étaient imbibés d'acide, il fallut même prendre les plus grandes précautions pour n'en laisser subsister aucune trace en vue de la bonne conservation des ouvrages à établir dans la suite.

Par contre, à l'usine de la société anonyme des Industries chimiques de Wilsele, les constructions ont beaucoup mieux résisté aux procédés allemands, attendu que ces constructions, d'un système plus moderne, étaient montées sur fer et reposaient sur des assises en béton armé.

Mais dans la généralité des cas, l'enlèvement du plomb qui, pour plusieurs usines se chiffrait par plus d'un million de kilos, a donné lieu à la destruction presque complète des chambres à plomb.

A l'usine des produits chimiques de Moustier-sur-Sambre on a enlevé non seulement le plomb des chambres proprement dites, mais encore la plupart des appareils accessoires (colonnes de Gay-Lussac, et Glovers). Pour se débarrasser de l'acide et du sulfate que contenaient encore les appareils on a simplement percé le fond des parois de ceux-ci ; le sol de l'usine et ses fondations sont restés fortement imprégnés des susdits produits. Pour comble de malchance, l'usine a servi de dépôt d'obus en quantités considérables, qui ne furent évacués que très longtemps après l'armistice.

De même, à la société des Superphosphates et Guanos de Gand, les réservoirs à acide ont été vidés dans les fondations du bâtiment, celles-ci en furent irrémédiablement perdues ; toutes les pièces en grès ont été brisées, les charpentes arrachées, les pulsomètres d'une grande valeur brisés à coups de marteau pour en retirer quelques kilos de débris de plomb.

Aux établissements Kuhlmann de Rieme-Ertvelde, sur le canal de Gand à Terneuzen, usines appartenant à la société française des manufactures de produits chimiques du Nord, l'ordre était parvenu en 1917 de démonter les chambres de plomb de la fabrique d'acide sulfurique ; des équipes d'ouvriers furent embauchées et démolirent toutes les chambres des 4 appareils existant, les tours, les conduites, tuyaux, bacs, etc. La quantité totale de plomb expédiée en Allemagne s'élève pour cette seule usine à 1.035 tonnes. Comme les tours renferment une garniture, soit de coke, soit de silice, les démolisseurs arrachant simplement l'enrobage en plomb, laissaient crouler la garniture imprégnée d'acide sulfurique sur les bâtiments et massifs de maçonnerie en contre-bas, qui en furent en partie recouverts.

Mais ce n'est pas seulement par la destruction des chambres de plomb que les industries chimiques ont souffert ; en dehors, d'importantes réquisitions de matières premières et de produits fabriqués, la plupart des usines ont été dépouillées de nombreuses machines, de moteurs électriques et d'appareillages divers : plusieurs furent mises sous séquestre ou occupées par des services de l'armée ; d'autres enfin furent gravement atteintes par la violation de leurs secrets de fabrication et par des enlèvements de plans et dessins.

Ci-après quelques détails au sujet de deux usines dont il a déjà été fait mention et qui ont été particulièrement éprouvées.

*Fabrique de produits chimiques agricoles A. Rosier, à Moustier
(Hainaut).*

Au début de 1915, le directeur et fondé de pouvoirs des usines de l'Anglo-Continental, à Crefeld vint saisir dans cette fabrique, au nom de l'autorité militaire, toutes les matières premières comprenant 2.000 tonnes de pyrites cuivreuses, 4.000 tonnes de phosphates, 6.000 tonnes de superphosphates, 50 tonnes de sulfate d'ammoniaque et 30 tonnes de chlorate de potasse, ainsi que 25.000 sacs.

Toutes ces matières, d'une valeur totale de 650.000 francs, aux prix de 1914, furent expédiées à Crefeld aux usines mêmes de celui qui les avait réquisitionnées. Le fils de l'industriel belge, qui avait voulu empêcher ses ouvriers de charger ces marchandises, fut déporté pendant de longs mois en Allemagne et le comptable de l'usine subit un emprisonnement de 50 jours pour la même raison !

A la suite de cette première réquisition, l'ennemi enleva successivement différentes machines-outils, telles que tours, perceuses, étaux-limeurs, enclumes, ventilateurs, etc. ; puis l'armée prit possession pendant deux ans des bâtiments pour y loger 300 chevaux et 200 à 300 hommes.

C'est en 1917 que les chambres de plomb furent réquisitionnées ; celles-ci comprenaient notamment une grande chambre automatique d'un système tout récent construit en 1912, qui avait servi de modèle et qui fut visitée avant la guerre par de nombreux étrangers. Comme résultat, 283.000 kilos de plomb furent expédiés à Hoboken à une usine fonctionnant sous l'administration allemande et 75.000 kilos qui avaient été arrachés sans nécessité des cloisons des chambres, restèrent sur place.

Vers la fin de l'occupation, on organisa dans les bâtiments de la fabrique Rosier, un dépôt de munitions pour les troupes opérant dans la région de l'Escaut ; 400 soldats déchargeaient pendant la journée

50 wagons et pendant la nuit, un autre détachement rechargeait les munitions sur les camions et auto-camions. On avait encore enlevé et détruit à la même époque : 112 courroies, 2.000 mètres de voies ferrées avec croisements, 2 locomotives, 2 wagons-citernes, 9 moteurs électriques, tous les fils et isolateurs électriques. Pendant toute cette période les locaux subirent des dévastations nombreuses, portes fracturées, bancs et tables brisés, vols et destruction d'archives, de plans.

Au moment de l'armistice, il restait dans l'usine plus de 5.000 tonnes d'obus répartis en 588 tas ; d'autre part, 150 wagons de de bois, bruyères, feuilles sèches et tourbes avaient été déversés pêle-mêle au-dessus des machines et du matériel non enlevé par les occupants.

Société anonyme des Industries chimiques de Wilsele-lez-Louvain.

Dans cette usine, dont les chambres de plomb étaient établies sur carcasses métalliques et fondations en béton, les dévastations furent moins désastreuses au point de vue de la reconstruction ; par contre, les réquisitions faites par l'ennemi furent considérables. On y a enlevé en effet, toutes les canalisations électriques, une installation de force motrice électrique de 525 HP avec 25 moteurs et un transformateur, 10 wagons-citernes, tout le matériel à voie étroite (wagonnets culbuteurs, plaques tournantes et accessoires), toutes les garnitures de chaudières, plusieurs pompes, une locomotive à benzol, 120 kilogs de courroies en balata, des appareils et approvisionnements de laboratoire, etc. Enfin, on y a réquisitionné également tout le stock existant de pyrites, d'acide sulfurique, soit plus de 325 tonnes, ainsi que 996 kilos de ciment de cuivre et 179 kilos de cadmium métallique.

Voici quelques chiffres relatifs aux résultats de la destruction des chambres de plomb dans différentes usines du pays.

	Nombre de chambres.	Kilogr. de plomb enlevé.
Usines J. P. Meyers à Schaerbeek..	9	380.000
S. A. de Pont Brulé à Vilvorde.....	13	500.000
S. A. des produits chimiques de Vedrin.	13	962.434
S. A. Union des produits chimiques à Hemixem.....		1.187.610
S. A. cuivres métaux et produits chimiques.....	5	909.358
S. A. Superphosphates et guanos à Gand.....		373.400

* *

Parmi les usines se rattachant à l'industrie chimique, on peut citer les fabriques de céruse, dont plusieurs situées dans la région des étapes furent particulièrement ravagées. C'est ainsi que les 4 fabriques de céruse établies à Courtrai, à Heule et à Waereghem ont été complètement mises hors de service.

Pour l'enlèvement des accessoires en cuivre, tous les appareils ont été fortement endommagés ; les matériaux en cuivre, fer, plomb, zinc, ainsi que le matériel roulant ont été enlevés, les machines ont été systématiquement démolies, enfin les bâtiments ont été pour la plupart transformés pour l'usage des militaires occupant ces usines.

4^o INDUSTRIES CHARBONNIÈRES

S'il est vrai que l'industrie charbonnière a moins souffert que la plupart des grandes industries belges parce qu'elle a pu continuer à fonctionner pendant l'occupation, on ne peut en déduire que les charbonnages ont été complètement épargnés, car presque tous ont été atteints dès le début de l'invasion par des dégradations importantes ; plusieurs subirent les effets directs des opérations de guerre par suite de bombardements et d'incendies ; le chômage fut général pendant les premières semaines des hostilités ; enfin, certains sièges furent complètement abandonnés et il en résulta de graves dommages aux installations souterraines.

Après les réquisitions nombreuses, les tracasseries et les spoliations de toutes espèces auxquelles furent soumises les sociétés houillères pendant toute la durée des hostilités, on pouvait espérer que les installations des sièges d'exploitation échapperaient à la destruction lors de la retraite de l'armée allemande. Il s'en fallut de peu pour que cet espoir fût déçu et que toutes les machines de la surface de la plupart des charbonnages et principalement dans la province de Hainaut fussent anéanties avant l'évacuation du territoire.

On sait que cette destruction complète ne fut évitée que grâce à l'intervention personnelle du prince Max de Bade, chancelier de l'Empire (1) ; toutefois, les mesures prises en vue de cette destruction avaient causé des dégâts considérables et désorganisé tous les services ; il fallut de longues semaines pour rétablir le fonctionnement régulier des installations.

(1) Voir 2^e Partie, chap. II, p. 176.

Les renseignements qui vont suivre se rapportent aux événements survenus dans les principaux charbonnages du Hainaut qui avaient continué à fonctionner pendant l'occupation.

Usines et mines du Grand Hornu et de Hornu.

Lors des combats qui se livrèrent dans la région de Mons en août 1914, les installations furent abandonnées, les eaux envahirent les puits d'extraction et le travail ne put être repris partiellement que plusieurs semaines plus tard ; d'autre part les expéditions de charbon ne furent autorisées par l'occupant qu'en mai 1915 ; enfin la société fut mise sous séquestre en septembre 1916. Pendant l'année 1917, on réquisitionna dans les ateliers de construction des houillères de nombreuses machines-outils, telles que tours, foreuses, fraiseuses, raboteuses et autres objets d'outillage, ainsi que des quantités de cuivre et de mitraille, en même temps que les métaux en magasin. Mais c'est surtout depuis octobre 1918 que les épreuves les plus dures furent réservées au Grand Hornu. Après les journées de terreur, pendant lesquelles on avait préparé la destruction des machines et arrêté tous les travaux, survinrent les combats dans la région, puis les scènes de pillage des troupes en retraite.

Société Anonyme des Charbonnages du Rieu-du-Cœur et de la Boule Réunis, à Quaragnon.

Les directeurs de ces charbonnages s'exprimaient comme suit :

Nous n'avons pas eu à subir la destruction de nos installations ; elle a été projetée, la dynamite a été placée aux fondations de toutes nos machines, les fils pour réaliser la destruction ont été reliés et il ne restait qu'à presser un bouton pour anéantir le tout.

L'ordre de faire sauter n'a pas été donné ; mais pour mettre notre industrie dans l'impossibilité de marcher pendant un temps, des pièces essentielles ont été enlevées à chacune de nos machines d'extraction, jetées dans un bateau et emmenées par remorqueur vers le canal du Centre ; elles ont été retrouvées et la société a pu en reprendre possession le 18 décembre.

Le 24 octobre, tous les sièges occupés militairement étaient complètement arrêtés, les chevaux remontés à la surface et tous les appareils d'exhaure et de ventilation inactifs par suite de l'extinction imposée de tous les foyers de chaudières. L'inondation gagna certaines parties de mine et ce n'est que le 30 octobre que l'on fut autorisé à faire fonctionner les appareils d'exhaure. Les effets consécutifs à l'arrêt et au défaut d'entretien absolu, ainsi que l'envahissement par les eaux ne purent être réparés complètement que plusieurs mois plus tard.

En même temps que la mine elle-même subissait de si graves désastres, le pillage s'effectuait dans toutes les dépendances de la surface.

Dans les autres charbonnages de la région de Mons (1), on constate avec quelques variantes les mêmes faits que ceux relatés ci-dessus ; il paraît donc inutile de faire une mention spéciale, des rapports émanant de ces sociétés ; de même nous ne signalerons que pour mémoire les dommages causés en 1914 par les troupes d'invasion dans certains charbonnages des provinces de Hainaut, de Liège et de Namur.

D'autre part, nous croyons intéressant de relater ce qui se passa dans deux houillères qui avaient cessé toute exploitation depuis 1914 et qui furent complètement dépouillées par l'autorité occupante.

S. A. de Jemeppe Auvelais, à Jemeppe-sur-Sambre.

Cette société a eu les puits du charbonnage inondés par suite de faits de guerre survenus le 21 août 1914. La centrale électrique d'Auvelais qui fournissait le courant à tous les moteurs, fut arrêtée par les troupes allemandes et les 3 câbles reliant le charbonnage à la centrale furent détruits par les obus.

La société qui aurait pu après quelques mois rétablir les travaux d'exhaure et reprendre l'exploitation, décida de cesser toute activité jusqu'à la fin des hostilités. Elle fut sollicitée, par l'autorité allemande, afin de remettre l'extraction en marche. L'occupant menaça notamment de faire vider les eaux des puits par des prisonniers russes sous direction allemande ; puis ce furent les menaces de fortes amendes, de déportation des directeurs et du personnel ouvrier. Rien n'y fit. On décida alors de réquisitionner toutes les installations de la surface. En juin 1917 on enleva — après de nombreux refus de la société de la démonter et de la livrer elle-même — la ligne électrique de transport de force ; ensuite, ce fut le raccordement de chemin de fer, les wagons de service intérieur, une partie du matériel et enfin toute l'installation électrique à peine achevée en 1914. Les tableaux, les moteurs, les appareils furent démontés ou arrachés brutalement, en même temps que le matériel de forge et les divers objets et matières en magasin.

S. A. des Charbonnages et Agglomérés de Malonne Floreffe.

Lors de la déclaration de guerre ce charbonnage était inactif et en liquidation ; les Allemands en profitèrent pour démolir toutes les installations au cours de l'occupation. Le travail fut confié à un entrepreneur de Huy ; tout a été anéanti et chargé sur bateaux à destination de Liège, à savoir : les machines à vapeur, les machines électriques,

(1) S. A. des charbonnages de Bernissart ; S. A. du Nord du Rieu de Cœur ; S. A. du couchant du Flénu.

les pompes, les treuils, les chaudières, les dépendances, le ventilateur à commande électrique, le pont sur la Sambre pour le traînage des wagonnets, toute l'installation de triage pour les charbons, les élévateurs, la grue de chargement. On détruit en même temps tout le matériel d'une fabrique double pour briquettes et boulets ovoïdes, le matériel de raccordement au vicinal de Namur-Malonne, le matériel de raccordement au chemin de fer de l'Etat à Ronet. Enfin le nettoyage fut complet ; les destructions avaient commencé en 1916 et se poursuivirent avec ampleur en 1917 et 1918.

*
* *

En ce qui concerne les nouveaux charbonnages de la Campine, les travaux d'appropriation furent forcément contrariés pendant toute la durée des hostilités ; un seul siège parvint à extraire du charbon en 1917 ; tous les autres furent arrêtés ou retardés dans les opérations de fonçage des puits d'extraction, ainsi que dans la construction d'habitation ou des installations de la surface. Certaines sociétés furent mises sous séquestre ; d'autres subirent des réquisitions de machines importantes et toutes eurent à souffrir des exigences et des tracasseries de l'occupant. On peut citer notamment la Société Anonyme des Charbonnages de Beeringen qui se vit enlever un turbo-alternateur de 2.000 kilowatts que l'on transporta en Saxe, tandis que 2 autres turbo-alternateurs de 1.000 kilowatts chacun, ainsi que 3 chaudières de la centrale électrique furent réquisitionnés par l'autorité militaire et utilisés sur place pour la production du courant au camp de Bourg-Léopold et au champ d'aviation occupés par les troupes allemandes.

Usines à coke.

Un certain nombre d'usines à coke des 3 régions minières du Hainaut et de la province de Liège ont continué à fonctionner pendant l'occupation ; mais beaucoup de fours à coke ont été mis hors feu et n'ont pas été entretenus. D'autres ont été démolis complètement par les Allemands, notamment à la société Cokerill, ou' dépourvus de leur installation de récupération comme ceux des usines d'Ougrée-Marihaye.

Les renseignements ci-après qui se rapportent aux principales usines à coke du pays permettent de se rendre compte des différents moyens mis en œuvre par l'occupant pour dépouiller ceux des industriels qui n'avaient pas voulu continuer leur exploitation et livrer leurs produits à l'administration allemande.

Société Anonyme des Fours à coke de Tilleur Ougrée, à Tilleur.

Cette société ayant arrêté toute fabrication dès le début de la guerre a subi toute une série de réquisitions et de saisies de novembre 1915 jusqu'en août 1918. Les équipes de soldats qui procédaient à l'enlèvement du matériel opéraient brutalement sans aucun ménagement pour les installations existantes — brisant les isolateurs électriques supportant les câbles à enlever, abattant les poteaux pour en arracher les fils, brisant les appareils pour en enlever le métal visé.

Les enlèvements effectués comportèrent notamment, en 1915, 15 tonnes de sulfate d'ammoniaque, en 1916, 3 wagons citernes complètement neufs. En 1917, on emporta 1.150 kilos de courroies, des métaux divers (cuivre rouge, bronze, métal blanc) et plus de 80 tonnes de taques en fonte. Enfin, en 1918, disparurent tous les câbles, fils de trolleys et installations électriques, les appareils d'éclairage, des quantités de plomb, 3 pompes à vapeur et tout le matériel de voies ferrées.

Société Anonyme des Fours à coke et à gaz de Grivegnée.

Les usines de cette société situées à proximité des établissements d'Athus-Grivegnée, où les Allemands avaient installé une aciérie militaire, eurent à souffrir de ce voisinage immédiat de l'ennemi.

L'autorité allemande prit possession tout d'abord du laboratoire pour les besoins de cette aciérie, ce qui amena la détérioration d'une partie importante du matériel de ce laboratoire ; elle prit possession ensuite des installations du port des usines à coke (sur le canal de l'Ourthe), où de nombreux appareils et objets de matériel furent détruits ou volés. Une grue à grappins de 6 tonnes avec ses 3 moteurs électriques et câbles desservant le même port, un pont portique de 55 mètres de portée avec grue électrique de 6 tonnes, ses câbles et ses 4 moteurs desservant le parc à charbon, ainsi que toutes les pièces de réserve de ces deux appareils de manutention furent complètement enlevés pour être remontés en Allemagne dans les usines de la « Gelsenkirchener Bergwerke A. G. », à Gelsenkirchen.

Les boulons d'ancrage des rails du chemin de roulement du pont portique précité furent coupés de telle façon qu'il fallut démolir une partie des murs pour les remplacer.

On a enlevé également à l'usine de Grivegnée, les taques en fonte servant de pavement aux aires d'extinction du coke. Pour enlever ces taques, les agents civils de l'autorité allemande les ont brisées, en détériorant les radiers en béton sur lesquels elles étaient posées.

De même, les industriels s'étant formellement refusés à faire démonter les lignes électriques en bronze et les bacs avec tuyaux en plomb montés dans la fabrique de sulfate, l'autorité occupante fit enlever ces appareils par des soldats, qui procédèrent à ce travail en cassant et détériorant les isolateurs et ferrures des lignes électriques et en brisant tous les bacs et chenaux en bois qui étaient garnis de plomb : 26.278 kilos d'acide sulfurique à 60° Beaumé contenu dans les bacs ont été perdus ainsi.

En dehors de ces enlèvements pratiqués avec violence, on a saisi encore dans les magasins, ateliers et chantiers de la Société, diverses marchandises et appareils de réserve, des approvisionnements de toutes espèces, une locomotive de 25 tonnes en service, 6 wagons de service pour l'aciérie militaire voisine, une grue à vapeur de 3 tonnes, 4 moteurs électriques, 1 tour, 1 cisaille, 1 machine à meuler, 2 creusets en platine, et toutes les courroies se trouvant sur les installations arrêtées.

Société Anonyme des Fours à coke de Vilvorde.

Cette société fondée en 1912 possédait des usines entièrement neuves qui avaient été mises en activité le 1^{er} mai 1914 et qui furent arrêtées définitivement dès les premiers jours de la guerre. Pendant l'occupation, la société fut l'objet de réquisitions, d'enlèvements et de destructions de toute nature. Les réquisitions de matériaux métalliques ont comporté des cuivres divers provenant des pièces de rechange et des éléments de machines, 155 tonnes de fonte obtenues par la mise à mitraille des taques de défournement, 350 tonnes de fers divers provenant de charpentes métalliques.

D'autre part, on a enlevé et transporté dans diverses usines allemandes, 33 électro-moteurs. De plus, on a démonté pour être rétablie aux usines métallurgiques de la « Rheinische Stahlwerke » à Duisburg Meiderich des installations complètes comprenant des ponts roulants, des défourneuses à coke, des tuyauteries pour appareils de récupération, des chaudières, des pompes, une turbine, etc. Tout ce matériel fut retrouvé après l'armistice dans l'usine de Duisburg où l'on constata la présence de machines et outillages divers provenant de 15 firmes belges et françaises.

Les Fours à coke du Nord (Société anonyme), à Hoboken.

Le rapport de cette société mentionne ce qui suit :

Le 9 août 1914, nos usines ont été complètement arrêtées. En juin 1916 nous sommes sollicités par les délégués allemands de la Kohlenzentrale

pour remettre nos installations en marche. Notre administrateur délégué refuse catégoriquement d'acquiescer à cette demande. Ce refus fut la cause principale des réquisitions dont notre Société fut la victime. Notre installation électrique complète : lignes, câbles, trolleys, moteurs électriques, fut enlevée. Tout notre magasin d'approvisionnements électriques eut le même sort. Nos cuivres ouvragés et bruts, nos courroies, toutes nos taques en fonte des quais de défournement, une grande partie de l'outillage, tels que tours, réservoirs, bascule, palans, treuils, crics, etc., furent l'objet de réquisitions.

Fabriques d'agglomérés et de briquettes.

Nous avons déjà dit qu'à quelques rares exceptions près, toutes les usines d'agglomérés, dont plusieurs sont attachées directement à des charbonnages, n'ont pas cessé de fonctionner pendant toute la durée de la guerre. Elles ont généralement été respectées par l'autorité occupante qui avait le plus grand intérêt à s'assurer la livraison des briquettes nécessaires à l'alimentation de ses locomotives. Aussi n'a-t-on guère signalé de dévastations, de violences, ni destructions volontaires dans les fabriques d'agglomérés et les réquisitions ou saisies de matières de métaux et d'appareils divers semblent avoir été limitées aux besoins des troupes et services d'occupation.

Il y a lieu de relever toutefois le cas particulier d'une usine située dans la zone des opérations qui fut complètement démolie avant l'évacuation du territoire.

Société des briquettes de houille de Zeebrugge.

Ci-après quelques détails fournis au sujet de cette société par M. Vierendeel, professeur à l'Université de Louvain :

Cette usine est située à Zeebrugge le long du canal maritime de Bruges à Zeebrugge. Elle fut fondée en 1907. Sa valeur en immobilisation était de 2.700.000 francs.

Cette usine fut détruite de fond en comble par les Allemands ; on ne peut pas imaginer destruction plus complète ; cette destruction s'est faite par ordre et dans l'unique but de détruire, afin d'appauvrir les propriétaires et leur rendre à la paix la reprise des affaires impossible.

Les Allemands ont commencé par emporter toutes les locomotives, les wagons et une bonne partie des rails ; puis ils sont venus prendre les $\frac{3}{4}$ du matériel électrique ; quant au reste de ce matériel, ainsi que les machines fixes et les machines-outils diverses, ils les ont brisées à coups de marteaux et en ont chargé la mitraille pour l'Allemagne ; ils ont employé à cette besogne les propres ouvriers de l'usine, les obligeant ainsi de détruire leur gagne-pain futur. Les pièces de fer et d'acier qui ne pouvaient être emportées ni cassées à coups de masse, furent coupées à l'oxyhydrique et laissées en place mais rendues absolument inutilisables.

Le matériel électrique comptait 31 moteurs d'une puissance totale de 968 chevaux avec transformateurs et accessoires divers ; de tout ce matériel il n'y a plus trace ; il s'est comme volatilisé ; les Allemands ont fait le vide complet.

L'atelier des briquettes est devenu un désert entre 4 murs ; on n'y voit plus le moindre vestige de ce qui y était auparavant.

Pour augmenter les difficultés de reconstruction de l'usine, les Allemands ont brisé les boulons de fondations des machines, ou bien en ont détruit les filets et les ont courbés, de façon que pour reconstruire, il faudra au préalable compléter les destructions allemandes, en démolissant les fondations en ciment et béton, afin d'en extraire les boulons mis hors d'usage et les remplacer.

Bien plus, les Allemands ont anéanti toutes les archives de l'établissement ; ils ont pénétré dans les bureaux ; ils ont ouvert toutes les fardes et dossiers et en ont éparpillé le contenu sur le sol, et pour être certains qu'avec de la patience on ne pourrait les reconstituer, ils en ont brûlé une partie et une autre partie a été jetée aux vents de l'extérieur ; le restant que nous avons vu est un fouillis inextricable comme la litière d'un animal.

5. INDUSTRIE DES CARRIÈRES

Rappelons que les carrières de porphyre de Lessines, de Quenast et de Bierghes, c'est-à-dire les plus importantes installations de l'espèce, furent mises sous séquestre et exploitées par l'autorité occupante dans le seul but de produire d'une façon intensive les pierrailles nécessaires aux besoins militaires. Lorsque cette exploitation prit fin à la veille de l'armistice, les Allemands détruisirent de nombreuses voies ferrées et appareillages pour la manutention des produits ; ils enlevèrent des machines et outillages divers, de façon à retarder le plus possible la reprise des travaux.

Un certain nombre de carrières de pierres à chaux et à ciment furent également réquisitionnées par les Allemands et exploitées à leur profit ; la plupart se virent enlever aussi du matériel de transport et de voies ferrées au moment de l'évacuation.

Quant aux carrières de pierres de taille, de marbre et d'ardoises, elles furent généralement abandonnées pendant toute la durée de la guerre et cessèrent toute exploitation ; elles subirent de nombreux dommages par suite de l'envahissement des eaux et du manque d'entretien ; plusieurs installations furent complètement dévastées par les troupes d'invasion.

Carrières de porphyre de Lessines.

Il a déjà été signalé que le personnel de ces carrières qui groupent plusieurs industriels a été soumis à des actes de violence pour avoir refusé de travailler sous les ordres du séquestre. Les chefs de carrières

et 6 contremaîtres furent incarcérés dans les prisons d'Allemagne, tandis que 81 ouvriers subirent des peines d'emprisonnement à Mons.

Il a été dit également que la façon désordonnée dont les sièges d'extraction furent exploités par l'occupant, eut des conséquences financières désastreuses pour les sociétés. En outre, peu de temps avant l'armistice, l'autorité allemande fit enlever toutes les courroies, dispersa dans tous les sens 22 locomotives à voie normale dont on s'était servi pour l'exploitation. Les occupants rendirent inutilisables toutes les locomotives à voie étroite, détruisirent une grande partie des voies ferrées, treuils, usines à concasser, matériel roulant, etc. Enfin, le fonctionnaire allemand qui avait assumé les fonctions de séquestre pour toutes les carrières de la région, de septembre 1915 à novembre 1918, partit précipitamment de Lessines, sans rendre aucun compte, en emportant les valeurs en caisse des carrières séquestrées.

Carrières de porphyre de Bierghes.

Ces carrières furent également mises sous séquestre et exploitées par les Allemands jusqu'aux derniers jours de l'occupation. Elles furent abandonnées dans un état lamentable, des machines importantes avaient été enlevées et tout le matériel d'exploitation saccagé ; presque tout le petit outillage avait disparu.

Carrières de porphyre de Quenast.

Nous avons relaté ailleurs les moyens mis en œuvre par l'administration allemande pour porter les chefs de ces carrières à fournir des pierrailles pour les besoins du pouvoir occupant, les agissements du séquestre, ainsi que les dégâts causés par une exploitation irrationnelle des gisements.

En dehors des gisements, les bâtiments industriels, les ouvrages d'art et le matériel ont énormément souffert. Trois concasseurs sur sept avaient disparu, leurs bâtis ayant été cassés. Le long des voies ferrées, les quais, les ponts et les installations de trainage avaient été démolis ou mis hors d'usage ; les machines et les chaudières étaient fortement dégradées par suite d'un emploi abusif et de manque d'entretien ; toutes les courroies, de même que les soufflets et l'outillage des forges avaient été enlevés ; les locomotives, les wagonnets et tout le matériel de voie étroite étaient inutilisables ; 7.500 mètres de voie étroite et 6.500 mètres de voie pour trainage mécanique avaient disparu. Toutes les chaînes calibrées en magasin avaient été enlevées comme mitraille, ainsi que 40 wagons chargés de pièces d'atelier

neuves et de réserve. Des 15 bateaux que la société possédait sur le canal de Charleroi, 11 furent réquisitionnés, dont un seul, réduit à sa carcasse métallique, fut retrouvé à l'armistice.

* * *

Pour compléter la documentation relative aux dommages causés par l'occupation dans l'industrie des carrières, on peut signaler les réquisitions, les enlèvements et destructions dont furent victimes dans les provinces du Hainaut, de Liège et de Namur plusieurs chefs d'entreprises qui avaient refusé de fournir à l'ennemi ou dont les installations ne présentaient aucun intérêt pour les besoins de l'armée.

Firme F. Yernaux, Jaumot et Cie, à Ecaussines - Carrières.

L'association des carrières de petit granit du Hainaut (Soignies-Ecaussines et environs), comprend d'importantes firmes qui n'ont généralement pas éprouvé de dommages sérieux en dehors des réquisitions ordinaires et d'entraves apportées à la liberté du travail et du trafic. Toutefois la firme F. Yernaux, Jaumot et Cie note qu'elle a été particulièrement frappée, parce qu'elle avait refusé de livrer des pierrailles. La Bergverwaltung fit saisir toutes les pierres de la carrière et les fit concasser sur place par des ouvriers et des soldats. On saisit une grue à flèche à vapeur, roulante et pivotante de 12 tonnes à l'état neuf, ainsi qu'une locomotive à voie normale. Au mois de mars 1918 les soldats allemands commencèrent le démontage des appareils de scierie de pierres et des lignes électriques ; on enleva tous les coussinets de cuivre des machines et les câbles en cuivre, ce qui entraîna l'arrêt forcé de toute l'exploitation, et comme conséquence l'inondation du siège d'extraction.

Carrières de petit granit d'Anthismes et les environs.

Ces carrières n'étant d'aucune utilité pour les occupants, le travail y fut interdit et l'administration allemande refusa l'autorisation d'épuiser les eaux, ce qui causa les plus grands préjudices aux industriels. Certains sièges d'extraction furent complètement inondés à une profondeur moyenne de 40 mètres et tout le matériel d'exploitation fut gravement endommagé. On a réquisitionné dans plusieurs carrières tous les câbles pour canalisations électriques, les moteurs électriques, les transformateurs, les courroies, chaînes, câbles de levage, grues, etc., ainsi que le matériel de voies ferrées.

Société anonyme de Montfort, à Poulseur.

Cette société, qui exploite des carrières de grès, de pierres blanches et de petit granit, possède deux sièges qui furent mis sous séquestre en mai 1917 et dont l'un fut exploité avec la plus grande activité pour la production exclusive de moellons et de pierrailles. Le magasin d'approvisionnements fut presque totalement vidé et une partie du matériel fut employée dans les carrières voisines exploitées également par les Allemands.

Carrières de Riendotte, à Andenne.

Ces carrières exploitent des bancs de grès à pavés. Les industriels n'ayant pas voulu livrer leurs produits, ni continuer leur exploitation pour l'occupant, ont été totalement expropriés en juin 1917. Leurs chantiers ont été exploités dans des conditions déplorables ; des modifications profondes ont été apportées aux installations et une grande partie du matériel existant a été enlevée avant l'armistice.

Les installations nouvelles créées par l'occupant et qui comprenaient des maçonneries, des massifs en béton armé, etc., durent être démolies pour permettre la reprise normale des travaux par les propriétaires.

Sablières.

Les dévastations causées par les Allemands dans les sablières sont relativement peu considérables ; toutefois plusieurs chefs d'entreprise ayant refusé de fournir leurs produits ou de prêter leur matériel à l'occupant, furent soumis à des réquisitions forcées qui comprenaient non seulement les produits des carrières, mais surtout du matériel de voies ferrées et de transport, ce qui eut pour conséquence immédiate d'immobiliser l'exploitation.

C'est ce qui se produisit notamment aux *carrières de Marouset à Braine-le-Comte*. Le propriétaire de ces carrières ayant refusé de fournir du sable aux Allemands, ceux-ci vinrent enlever successivement, 2 locomotives, 30 wagonnets basculateurs, et près de 8.000 mètres de rails avec de nombreux accessoires, ainsi qu'une grande quantité d'approvisionnements. Par suite de l'arrêt de l'exploitation de graves éboulements se produisirent dans la sablière et les Allemands, en démontant les voies ferrées, bouleversèrent toute l'installation.

Mais c'est dans les établissements de la firme *F. et W. Emsen Stevens Vennen*, à *Lommeel*, que les occupants ont causé les dégâts les plus sérieux. Ces industriels possèdent une sablière, une centrale électrique, une verrerie, une briqueterie, une scierie et une exploitation agricole. Dans toutes ces installations l'ennemi opéra de nombreux enlèvements et des destructions importantes. Des actes de pillage se produisirent à diverses reprises au cours de l'occupation.

Les cimenteries.

Nous avons déjà exposé les raisons pour lesquelles l'administration allemande chercha en entraver le plus possible l'exploitation des fabriques de ciments qui étaient très nombreuses en Belgique, avant la guerre, et qui constituaient une concurrence des plus gênantes pour les industriels allemands. Aussi, loin d'encourager le maintien en activité des quelques rares cimenteries qui fonctionnaient encore en 1915, ou de faciliter la reprise du travail dans celles qui étaient arrêtées depuis le début des hostilités, on somma les industriels qui ne voulaient pas pourvoir aux besoins de l'armée, de cesser immédiatement leur exploitation. Plusieurs usines furent occupées par des services militaires et transformées en dépôts de munitions, lazarets, écuries ou magasins. D'autres furent affermées à des firmes allemandes afin de continuer la fabrication intensive des produits cimenteux nécessaires au front. Une fabrique de ciment fut utilisée également pour la préparation d'engrais chimiques. Mais dans toutes les cimenteries, on saisit les produits en magasin, ainsi que tous les sacs, barils et éléments divers servant au transport et à la manutention des ciments (les sacs étaient utilisés essentiellement comme sacs à terre pour la construction de retranchements). On enleva de nombreuses machines pour les transporter dans les cimenteries militaires que l'on installa dans la province d'Anvers à Burght et à Hemixem et dans le Hainaut, à Cronfestu et à Harmignies.

Alors qu'avant la guerre il y avait environ 70 usines en activité, dont 38 dans la région de Tournai, centre principal de la production, où les matières premières se trouvent en grandes quantités, il n'en restait plus que 10 en état de fonctionnement au moment de l'armistice. Celles qui avaient été occupées par l'ennemi étaient en grande partie endommagées par suite d'usure anormale de leur matériel et celles qui avaient été complètement arrêtées, eurent leurs carrières submergées, durent réparer les dégâts provenant du manque d'entretien et remplacer les métaux, les courroies et attirails divers qui avaient été enlevés par les agents de réquisition allemands.

Société Anonyme de Niel on Rupel.

L'exemple le plus caractéristique des agissements de l'autorité allemande à l'égard de l'industrie du ciment est fourni par la Société Anonyme de Niel on Rupel. Cette firme fabrique du ciment Portland artificiel à Niel (sur le Rupel affluent de l'Escaut) et exploite des carrières de craie à Harmignies et à Havré dans le Hainaut ; elle exploite également une tonnellerie mécanique annexée à sa fabrique de ciment. La capacité de production annuelle était de 120.000 tonnes de ciment et la tonnellerie était montée en vue d'une fabrication journalière de 2.000 barils.

Après avoir été sollicitée à diverses reprises pour effectuer des fournitures pour l'administration allemande, la société fit arrêter l'exploitation et fit effectuer des travaux importants de réparations et d'améliorations qui devaient donner lieu à des démolitions et des démontages tels que l'usine se trouva hors d'état d'être remise en activité.

L'autorité militaire qui avait manifesté l'intention d'exploiter elle-même l'usine de Niel dûit renoncer à ses projets et, au mois de janvier 1916, les matières premières, craie, gypse, etc., furent réquisitionnées et transportées d'abord à Burght dans une cimenterie militaire, que l'occupant venait d'installer après en avoir expulsé les propriétaires, ensuite à d'autres usines successivement réquisitionnées.

L'autorité militaire prit possession de la tonnellerie de Niel et y fit travailler et enlever tout l'approvisionnement de planchettes pour barils ; après 7 mois de travail, tout le bois étant consommé, on démontra les machines-outils, les transmissions, le moteur et tout le petit outillage qui furent expédiés, comme tous les produits de la fabrication, aux usines militaires de Burght, Hemixem et Cronfestu. Ce fut ensuite l'installation de force motrice électrique qui, sauf la génératrice, fut enlevée. On réquisitionna encore 4 locomotives, des wagonnets, du matériel fixe et des appareils des voies ferrées, ainsi que les tuyauteries à vapeur et à eau avec leur robinetterie et les accessoires.

Il est inutile d'ajouter que l'usine a été complètement vidée de ses courroies, huiles, graisses, objets en cuivre et approvisionnements.

Parmi les approvisionnements réquisitionnés et expédiés dans diverses fabriques et installations militaires on peut citer les postes ci-après :

- 63.600 sacs à ciment ;
- 19.150 kilos corps triturants (boulets en acier) ;
- 70.000 kilos briques de revêtements pour four rotatif ;
- 3.680 kilos de cuivre ;
- 61.525 kilos de courroies.

Cannons Brand Artificial Portland Cement Works Co Ltd.

Cette société dont les installations sont situées à Burght-lez-Anvers, avait continué son exploitation jusque vers la fin de l'année 1915, mais ayant refusé de travailler pour l'ennemi, les usines furent saisies militairement et les industriels en furent expulsés. C'est alors que fut organisée la cimenterie militaire de Burght dont il s'agit ci-dessus.

Pendant une période de près de trois années, l'occupant exploita l'établissement d'une manière intensive avec un personnel inapte et des moyens d'exploitation et d'entretien absolument insuffisants. Les usines qui avaient été complètement renouvelées et modernisées en 1912, 1913 et 1914 n'étaient plus après l'armistice qu'un amas de ruines absolument impropres à toute remise en exploitation industrielle.

Tout l'outillage électrique avait été enlevé ; la carrière d'argile était remplie d'eau sur une hauteur de 10 à 12 mètres ; toutes les installations se trouvant au fond de cette carrière étaient noyées et complètement hors d'usage. L'atelier de réparation avait été complètement dévalisé de toutes les machines-outils. Les bâtiments avaient subi de graves dégradations ; les bureaux avaient été dépouillés de tout leur mobilier de même que le laboratoire où tout avait disparu. Enfin, toutes les matières premières de fabrication, de même que la presque totalité des objets et marchandises des magasins d'approvisionnements avaient été réquisitionnés.

C'est dans la province de Hainaut, et principalement dans la région d'Antoing et de Tournai, où l'industrie du ciment était la plus développée de tout le pays, que les industriels furent le plus exposés aux sollicitations et aux actes de violences de l'autorité occupante.

Nous avons déjà signalé que la *Société anonyme des Ciments Portland artificiels belges à Harmignies* ayant refusé de fabriquer du ciment pour les besoins de l'armée fut dépossédée de ses usines en février 1916. L'autorité militaire s'y installa et exploita les gisements sans ordre ni méthode jusqu'en novembre 1918. Avant leur départ, les Allemands enlevèrent toutes les courroies et les moteurs et détruisirent les pièces principales de la machine à vapeur ; ils comblaient avec du fer et du ciment le puits servant à l'alimentation des chaudières.

*Société Anonyme des Carrières de Vaulx et de Gaurain Ramecroix,
à Vaulx-lez-Tournai.*

L'usine de cette société fut saisie en juillet 1917 et prise sous administration militaire ; elle fut en même temps concédée à une firme particulière au service de l'occupant. L'exploitation de ces établissements

fut menée sans le moindre souci économique tant au point de vue des gisements, qu'au point de vue de la conduite et de l'entretien des machines.

Les Ciments Portland du Tournaisis (Société Anonyme), à Vaulx-lez-Tournai.

L'usine de cette société fut fermée dès le début de la guerre. En 1916 et 1917 on réquisitionna tous les sacs et récipients à ciment, ainsi que toutes les courroies ; on enleva successivement un transformateur d'électricité, 3 moteurs électriques avec leurs accessoires, ainsi que tout l'appareillage électrique, les voies ferrées, wagonnets, plateformes, croisements, etc. Enfin, on fit disparaître les câbles, tracteurs, les boulets en acier des broyeurs, les coussinets en cuivre et les éléments essentiels de différentes machines.

Les bâtiments, fours, usines et bureaux furent occupés pendant 2 ans par l'autorité allemande qui y installa des dépôts de matériel. Au cours de cette occupation, les soldats se livrèrent à des destructions nombreuses et commirent des vols et déprédations de toute espèce.

La carrière de cette société, de même que toutes celles du Bassin calcaire de Tournai, s'était remplie d'eau pendant la longue période d'inactivité de l'usine.

Des faits analogues ont été constatés aux installations suivantes : Compagnie des ciments Portland de Vaulx et Antoing, à Vaulx-lez-Tournai, Société Anonyme des cimenteries de Bruxelles, près Antoing, Ciments Portland du Hainaut (Société Anonyme), à Antoing.

A la carrière de Calonne, exploitée par cette dernière société, les Allemands ont fait sauter au moyen de mines toute l'installation d'extraction de la pierre, comprenant le treuil, la machine actionnant le treuil, et la chaudière à vapeur. Le bâtiment abritant ces appareils fut complètement détruit. Enfin les soldats se sont amusés à précipiter dans la carrière inondée des quantités de matériel, tels que wagonnets, plaques tournantes, engrenages, etc.

6. INDUSTRIES VERRIÈRES

On a vu que l'industrie verrière comprenant les glaces, les verres à vitre, la cristallerie et la gobeletterie était fort développée en Belgique et comptait environ 60 firmes occupant plus de 25.000 ouvriers. On a vu également que l'autorité allemande avait tout intérêt à ménager le plus possible les usines fabriquant les glaces en Belgique ; c'est pourquoi la plupart des grandes glaceries ont été épargnées ou du moins n'ont subi aucune destruction systématique. Les bâtiments

furent occupés pour y installer, soit des fabriques de fibres de bois ou des dépôts de munitions, soit pour y loger des détachements de troupes techniques avec leurs ateliers et approvisionnements. On enleva les coussinets en bronze et les courroies des machines, les taques de pavement en fonte, des moteurs électriques, du matériel de voies ferrées, etc., mais dans leur ensemble les installations essentielles des usines furent respectées.

A côté de la mansuétude relative témoignée par l'autorité allemande à l'égard des glaceries belges qui étaient affiliées à l'Union Continentale des Glaceries, il y a lieu de relever le cas particulier de la seule fabrique de glaces affiliée au trust américain de Pittsburg, qui était exploitée par une société dont les actionnaires sont en grand nombre de nationalité américaine. Il s'agit de la

Société Anonyme des Glaces de Courcelles.

La fabrication avait été arrêtée dès le 8 août 1914 et jusqu'en 1916 il ne se produisit rien d'anormal dans les usines. Dans le courant de cette même année, d'importantes réquisitions de matières d'approvisionnement général furent faites ; on enleva successivement les courroies, le cuivre, le plomb, l'étain, etc. En 1917, on enlevait dans toute l'usine les taques de fonte de pavement.

En août de la même année, les ateliers furent transformés en vue de l'installation d'une fabrique de fibres de bois. A cet effet, on détruisit tout ce qui gênait et on raccorda la nouvelle usine à la centrale électrique, ainsi qu'à trois des chaudières. Cette exploitation se poursuivit jusqu'en novembre 1918 ; on y employait un grand nombre d'ouvriers — à certains moments plusieurs centaines — qui avaient accès dans tous les bâtiments sans être soumis à aucune surveillance ; tout contrôle de la Société était interdit, en outre, par l'occupant.

A partir du mois de janvier 1918, la situation devint plus grave ; la totalité de l'usine fut saisie par l'administration militaire allemande, avec défense expresse à la société d'en disposer de quelque manière que ce soit. On commença alors à déposer des munitions dans les locaux de l'usine non occupés par la fabrication de fibres de bois. Ce dépôt de munitions subsista encore longtemps après la fin des hostilités.

C'est également au début de 1918 que la Rohma fit procéder par des équipes d'ouvriers au démontage et à l'enlèvement de tous les appareils, machines et parties métalliques constituant l'outillage des glaceries. Tout fut emporté, excepté la charpente des bâtiments et ce travail de démolition systématique se poursuivit jusqu'au moment de l'armistice.

L'usine de Courcelles est la seule dans l'industrie des glaces de Belgique qui fut véritablement anéantie parce qu'elle était propriété américaine et que des raisons d'ordre économique rendaient sa disparition désirable pour l'Allemagne.

Citons encore deux cas de glaceries qui furent occupées par l'autorité militaire et qui eurent à subir des réquisitions importantes sans que leurs installations principales aient été saccagées et détruites.

Société Anonyme des Glaces de Monceau-sur-Sambre.

Le 1^{er} novembre 1917, une partie de l'usine fut réquisitionnée, en même temps que les chaudières, les machines à vapeur et les ateliers de réparation, pour y installer une fabrique militaire de fibres de bois. Quelque temps après, en janvier 1918, tout le restant de l'usine fut occupé par un dépôt de munitions. Tout le personnel, direction comprise, fut expulsé des bâtiments et d'une partie des bureaux. La surveillance de ce dépôt de munitions était assurée par un détachement de soldats qui enlevèrent des locaux tout ce qui pouvait leur convenir, notamment du bois, du charbon et du sel de soude qu'ils revendaient avec de gros profits.

Au cours de cette occupation, qui se prolongea jusqu'à la fin des hostilités, de nombreuses réquisitions et enlèvements de machines se succédèrent. On emporta tout d'abord en juillet 1918, pour l'expédier aux charbonnages d'Emscher Lippe (firme dans laquelle Krupp et le Norddeutscher Lloyd ont de gros intérêts), un groupe turbo-alternateur de 3.000 kw. complètement neuf, qui avait été fourni pour l'A. E. G. de Berlin et qui était encore en montage en juillet 1914. Ce groupe fut retrouvé en avril 1919 dans la centrale du susdit charbonnage allemand ; il n'y avait pas encore été monté.

On enleva également à la société des glaces de Monceau, tous les coussinets de transmissions, les courroies, des objets d'approvisionnement divers et des moteurs électriques ; puis on emporta comme mitraille les taques de pavement en fonte et les pièces de rechange pour machines.

Société Anonyme des Glaces de Charleroi, à Roux.

Cette société résume comme suit les réquisitions dont elle fut victime :

- 1^o 30.000 kilos de cuivre provenant des coussinets des transmissions et appareils divers, ainsi que des canalisations électriques ;
- 2^o 9.000 kilos de courroies de transmissions ;
- 3^o 1.200 tonnes de taques de pavement ;

4° plusieurs moteurs électriques et machines-outils ;

5° matériel de forge et outillage des ateliers de réparation et de menuiserie ;

6° approvisionnements de bois sciés et en grume, matières premières et approvisionnements divers.

Les industriels ont été expulsés de leurs bureaux et de tous les locaux de l'usine, dans lesquels les Allemands ont établi une fabrique de fibres de bois et un vaste dépôt de munitions.

Verreries, cristalleries, gobeletteries.

L'autorité allemande ayant tout intérêt à maintenir en activité l'industrie verrière, plusieurs fabriques de verres à vitre avaient été autorisées, sous certaines conditions, à continuer leur fabrication ; d'autres furent réquisitionnées par l'autorité occupante, afin de livrer toute leur production. Il en fut de même pour plusieurs gobeletteries et flaconneries qui fournissaient les verres à conserves, les flacons pour médicaments, les bouteilles pour eaux minérales, etc. Le régime spécial dont jouirent les industriels du verre, s'étendit dans une certaine mesure aux cristalleries, faïenceries et autres industries céramiques. Celles-là seules furent inquiétées qui opposèrent un refus catégorique de fournir à l'ennemi ou qui cessèrent systématiquement leur exploitation dès le début de la guerre. Même dans ces éventualités, les usines en question ne furent soumises qu'à des réquisitions ordinaires, à l'occupation de leurs bâtiments et à l'enlèvement de quelques machines ; mais presque nulle part on n'a signalé, comme dans tant d'autres branches de l'industrie belge, des destructions arbitraires et des dévas-tations systématiques produites par les agissements des délégués du pouvoir occupant.

Signalons à titre d'exemple les réquisitions opérées dans les établissements de la *Société anonyme des cristalleries du Val-saint-Lambert*. Cette importante société possède plusieurs usines dans les provinces de Liège et de Namur, notamment au Val, à Herbatte, à Jambes, à Jemeppe-sur-Meuse, ainsi qu'une exploitation de sable à Naninne. Les réquisitions dans les différents sièges relevant de la société peuvent se résumer comme suit :

Câbles en cuivre et en aluminium, tôles et pièces en cuivre, fil et câbles en cuivre.....	21.809	kilogr.
Platine, objets divers enlevés au laboratoire....	774 25	—
Acier rapide, barres, déchets et outils usagés....	1.066	—
Tôles de pavement et pièces de fonte.....	167.500	—
Courroies diverses.....	1.185	—

Machines-outils : 2 tours, 3 scies circulaires, 1 scie sauteuse, 1 raboteuse, 1 machine à tailler, 1 machine à forer, 1 mandrin ;

Instruments : 1 installation complète de rayons X, 1 diviseur universel pour machines à fraiser ;

Matières premières et approvisionnements : chromate de plomb, minium de plomb, litharge ; 3.375 cercles en bois et 31.016 m² planches en bois pour emballage ; fibres, fontes (40.910 kg.), etc.

Matériel de transport : une grue locomotive avec grappin.

A l'exploitation de sable de Naninne, on a relevé en 1916 et 1917 : 1 locomotive Decauville, 3 wagonnets, 2.352 mètres de voie étroite, 2.275 billes en bois et accessoires.

Les industries céramiques.

On peut grouper sous cette rubrique, outre les fabriques de faïences et de porcelaines, les exploitations de terres plastiques et de produits réfractaires, les fabriques de poteries et des produits divers en grès, enfin les émailleries.

D'une façon générale, toutes ces industries peuvent être assimilées à celles examinées plus haut — industrie verrière — quant aux dégâts occasionnés pendant les hostilités et au régime auquel furent soumis les exploitants.

Certains industriels ayant refusé de travailler pour l'autorité occupante furent obligés d'arrêter leur fabrication et de licencier leur personnel ; on leur enleva les courroies, les moteurs, ainsi que toutes les pièces en cuivre et en plomb ; telles que robinets, coussinets, tuyauteries, etc. Plusieurs usines furent occupées par l'ennemi qui y installa des ateliers, magasins et écuries. De nombreux actes de pillage furent commis pendant les derniers jours de l'occupation. C'est ainsi que la *Société anonyme de la Faïencerie de Wasmael, à Quaregnon*, dont les usines avaient été réquisitionnées vers la fin de 1917 et où de nombreuses destructions avaient été faites et d'importantes réquisitions opérées, signale que peu avant l'armistice tous les ateliers qui étaient encore restés en ordre de marche furent convertis en écuries, sans souci des dommages causés. Après s'être livrés au pillage de ces ateliers, les soldats se mirent à casser avec rage la plupart des marchandises fragiles restant en magasin dans la faïencerie. A certains endroits, des débris de pièces réfractaires avaient été cassés au milieu des faïences ; dans d'autres rayons, les objets avaient été pilés en petits morceaux avec un véritable acharnement. Toutes les armoires avaient été forcées, leur contenu dispersé, cassé ou sali dans le seul but de nuire.

De nombreuses exploitations de terres plastiques et de produits

réfractaires étaient installées avant la guerre dans la province de Namur et notamment dans la région d'Andenne. Ces exploitations n'ont été éprouvées en général que par des destructions provenant d'opérations militaires et du passage des troupes d'invasion ; d'autre part, elles ont subi de graves dommages par suite de l'immobilisation forcée des travaux dans la plupart des sièges ; en plusieurs endroits des réquisitions de matériel de voies ferrées ont été effectuées ; mais à part quelques rares exceptions, on n'a guère relevé de mesures de violence de la part des occupants.

Il existe dans la région de Châtelet et de Bouffroulx de nombreuses installations céramiques où l'on fabrique des poteries et produits divers en grès ; toutes ces marchandises furent réquisitionnées par l'autorité occupante et les industriels furent invités à continuer leur fabrication pour les besoins de l'armée allemande. Ceux qui ne répondirent pas à ces propositions furent sommés d'arrêter tout travail et se virent enlever leurs courroies et divers objets d'outillage et d'approvisionnement. Les moteurs et les installations électriques furent saisis dans certaines usines à la fin de l'occupation ; mais le matériel ne fut pas enlevé grâce aux événements qui précipitèrent la retraite.

Les fabricants d'objets émaillés furent soumis au même traitement que les potiers ; ceux qui ne voulurent pas fournir volontairement leurs produits durent les livrer sur bons de réquisition ; leur magasins furent complètement vidés, leur fabrication fut arrêtée, leurs machines et outillages furent enlevés. Une émaillerie militaire fut installée aux usines Watelaer frères, à Jumet et l'autorité militaire s'empara également d'une partie des installations des usines Aubry, à Gosselies. D'autre part, les manufactures Vanden Kieboom et fils, à Huy furent occupées à diverses reprises par des services de l'administration allemande. Dans ces deux derniers établissements on enleva des quantités de machines, d'outillages et de produits divers, ainsi que de nombreux articles émaillés en magasin.

70 INDUSTRIES TEXTILES

Dans les chapitres qui précèdent nous avons eu fréquemment l'occasion d'insister sur l'importance de l'industrie textile en Belgique et de mettre en évidence la répercussion désastreuse que les mesures prises à son égard par l'autorité allemande ont eu sur la population ouvrière et la vie économique du pays. Si en effet, l'industrie textile n'a pas fait l'objet d'une destruction systématique, comme ce fut le cas pour la métallurgie, elle a toutefois été une des principales victimes des multiples arrêtés décrétés par l'occupant. C'est dans cette branche

de l'activité nationale que les réquisitions en masse sévirent d'une façon constante et rigoureuse. On se rappelle les mesures prises pour accaparer toute la récolte de lin et les approvisionnements de fil de même que tous les stocks de coton et de laine existant dans le pays.

Nous avons cité d'autre part les procédés d'intimidation et de violence mis en œuvre par l'occupant pour forcer les fabricants de tissus de Renaix à travailler pour l'administration militaire, ainsi que de nombreux cas d'exploitation d'office par un personnel étranger des teintureries, usines d'apprêts et impressions de tissus, dans la région de Gand.

L'application des différents arrêtés concernant les réquisitions de machines et de métaux fut faite d'une façon très intense dans les usines de l'industrie textile. Les conséquences en furent désastreuses pour son outillage ; presque toutes ces usines subirent l'enlèvement complet de leurs installations d'éclairage et de distribution de force motrice, suivi peu à peu de l'enlèvement de l'outillage des forges, des pièces de rechange des machines, des tuyauteries de tout genre. Vint ensuite la saisie des courroies et des câbles de transmission, décrétée en septembre 1916. Mais ce sont surtout les réquisitions résultant de la saisie du cuivre qui entraînèrent les plus graves dommages. Ce qui restait des installations électriques (tableaux et canalisations) fut totalement arraché et, fait encore plus grave, les métiers et les machines essentielles des tissages et des filatures furent dégaris de leurs pièces en cuivre. Les cuves en cuivre des teintureries furent enlevées sans éviter les dégâts par la moindre précaution. A noter à ce sujet que l'enlèvement des plates-bandes et collets des métiers renvideurs mettait hors de service des appareils coûteux : à l'usine de la Société anonyme La Louisiane, à Gand, cette opération a produit 1.100 kilos. de cuivre, alors que la réfection de 12.000 broches détériorées par son fait devait coûter plus de 30.000 francs.

Il est à signaler également que l'enlèvement presque général des garnitures de cardes dans les filatures de laine mettait les établissements dans l'impossibilité absolue de reprendre le travail rapidement après la guerre. C'est ainsi qu'à la Société anonyme Yvan Simonis, à Verviers, toutes les garnitures de cardes, comportant 8.500 kilos, furent enlevées en août 1918 ; sur 14 assortiments que cette exploitation possédait, 4 seulement purent être utilisés 8 mois après l'armistice.

Pour toutes les usines l'enlèvement des courroies et câbles de transmission empêcha pendant longtemps la remise en marche de l'exploitation. Outre les divers dommages subis d'une façon générale par l'industrie textile, il convient de rappeler les nombreux cas d'enlèvement de collections d'échantillons dans les fabriques de tissus.

En ce qui concerne la destruction des machines et les dommages

apportés aux bâtiments, les établissements textiles ont été traités diversement suivant leur situation géographique. Sauf pour l'industrie de la laine, dont le siège principal se trouve dans la région de Verviers, c'est-à-dire dans le territoire soumis au gouvernement général, la grande majorité des filatures et tissages est massée dans les Flandres dans les délimitations qui, sous l'occupation, comprenaient la zone d'étape de la IV^e armée et la zone des opérations. Les usines situées dans cette dernière zone furent traitées sans aucune espèce de considération et subirent le régime militaire dans toute son ampleur. L'armée réquisitionnait les locaux, l'industriel était mis brutalement à la porte de ses bâtiments ; à peine l'autorisait-on à empiler lui-même, dans un coin de son usine, ses installations les plus précieuses. Plus aucune surveillance de sa part n'était tolérée ; aussi les dégâts s'accumulaient-ils par suite de vols, de la négligence et de la manie de dégradation systématique qui caractérisent le soldat en campagne.

Les usines de filature et tissage de Courtrai furent parmi les premières victimes de la décision prise en 1917 par le gouvernement allemand de briser les machines pour en obtenir de la mitraille... C'est ainsi que la *firme de tissage Camille Destoop*, outre les nombreux vols dont elle a été victime a vu toutes ses mécaniques non fixées au sol, ainsi que toutes les pièces accessoires de rechange réduites en mitraille ; même les murs et bâtiments ne furent pas épargnés. A la *filature et tissage Léonard de Kien et fils*, les machines et le matériel ont été mis en pièces au marteau ; le pillage et le feu ont complété la destruction. De l'usine de la *Société de tissage de Courtrai*, il ne restait que les murs et la toiture : 103 métiers, 5 ourdissoirs mécaniques, 2 bobinoirs, 3 épouloirs, 1 presse hydraulique, 200 casouples en fer, toutes les pièces de rechange et les montages Jacquard ont été brisés.

Dans l'*usine de tissage de M. Jules Van Wtberghe, à Iseghem*, on força le propriétaire à empiler tout son matériel dans un espace tellement restreint qu'il en résulta des dégâts considérables à toutes ses machines. D'autre part on enleva tout ce que contenaient en fait de machines et d'outillage la forge et l'atelier de menuiserie de l'usine. Enfin on fit sauter à la dynamite, en octobre 1918, la machine à vapeur d'une force de 350 chevaux, causant ainsi l'effondrement total de la salle où elle se trouvait.

Et l'on pourrait prolonger encore la liste des dommages en citant les ateliers de teinturerie, les blanchisseries de toiles qui eurent leurs installations saccagées et leur matériel enlevé.

Dans les arrondissements de Courtrai et de Roulers, la plupart des teillages de lin ont subi d'importants dégâts par suite de destruction et de pillage. Certains ateliers furent transformés en écuries, d'autres

en salles de bains pour militaires ou en prisons. Le matériel en bois fut en général utilisé comme combustible, le restant fut détruit.

Dans la zone de l'étape, les usines textiles furent traitées avec moins de rigueur et d'arbitraire, sauf celles qui par un hasard géographique malheureux présentaient un avantage spécial pour l'utilisation de leurs locaux par l'occupant. Dans certaines usines on installa des ateliers de construction, ce qui entraîna diverses modifications aux bâtiments. L'usine de Waerschoot, près Gand, fut transformée en lazaret pour chevaux et tout son matériel de tissage fut remisé chez des fermiers du voisinage. Une filature de jute, à Gand, devint un atelier d'armes ; dans une filature de coton, à Alost, on construisit des murs et autoclaves en béton armé pour le service de désinfection, les bains-douches, les dépôts sanitaires, etc.

A Wetteren, *l'usine de filature et teinturerie de coton de M. Lercan-gée*, fut occupée dès le début de la guerre et transformée en abattoir, tannerie et écurie. On y a démolé toute une série d'installations de mécanique, de tuyauteries et de conduits électriques ; on a abattu des cloisons, transformé les pavements et modifié la disposition des principaux locaux. Pas une pièce de l'outillage n'est restée sur place ; toutes les machines ont été démolies. Tout ce que l'usine comportait de cuivre : coussinets de transmission et des métiers, pompes, courroies en cuir ou coton, a disparu. Il ne restait plus un fil de toute l'installation électrique, plus une lampe, plus un plomb. Les bureaux ont servi tantôt d'imprimerie, tantôt de dortoir. Les écuries et la sellerie ont été vidées des harnais, selles, accessoires, etc.

L'industrie lainière presque entièrement située dans le territoire du gouvernement général souffrit surtout, en dehors des réquisitions de matières premières, des saisies de métaux et principalement du cuivre. On a vu de quelle importance avait été l'enlèvement des garnitures de cardes et notamment dans les usines de la société Yvan Simonis, à Verviers.

L'industrie de la soie artificielle arrêtée dès le début par les réquisitions de matières premières subit les mêmes enlèvements de métaux, de machines et de courroies de transmission que les autres usines de textiles. Il y a lieu de relever spécialement le cas de la fabrique de la *Société générale de soie artificielle par le procédé Viscose à Alost* dont le matériel comprenant tout un outillage spécial, les accessoires de métiers à filer et tous les moteurs électriques fut démonté méthodiquement et envoyé en Allemagne dans une usine concurrente. Cet enlèvement avait eu lieu peu de temps après la visite de la fabrique d'Alost par le directeur de la principale société allemande pour la fabrication de soie par le procédé Viscose.

*
* *

8. INDUSTRIES DU PAPIER, DU BOIS ET DU CUIR.

Les papeteries, les fabriques de pâtes et de cartons, qui groupent en Belgique environ 35 firmes, furent en assez grand nombre autorisées à poursuivre leur fabrication ; des facilités leur furent même accordées pour l'importation des matières premières nécessaires ainsi que pour la délivrance du combustible ; mais elles durent en échange livrer tout d'abord une partie, puis plus tard la presque totalité de leurs produits à l'autorité allemande ou aux organismes reconnus par celles-ci. Le matériel et l'outillage de ces fabriques furent généralement respectés et ce n'est que vers la fin de l'occupation qu'elles subirent, comme toute la population belge, des réquisitions ordinaires de cuivre, de courroies et d'appareils électriques.

Par contre, les quelques industriels du papier qui avaient opposé un refus catégorique aux offres de fournitures pour l'Allemagne, ou qui avaient volontairement cessé tout travail, virent leurs usines dépouillées ou occupées par l'ennemi ; dans plusieurs cas, des machines complètes furent enlevées, de nombreuses et importantes réquisitions furent effectuées. Toutefois, aucune destruction violente ne fut opérée dans les installations proprement dites.

Ci-après quelques précisions au sujet de deux usines de l'industrie du papier qui furent particulièrement éprouvées.

*Société Anonyme des Anciens Établissements L. de Naeyer,
à Willebroeck.*

Après de nombreuses discussions qui surgirent entre les dirigeants de cette société et les autorités allemandes, l'arrêt complet de l'usine fut ordonné en août 1917 et l'enlèvement d'une grande partie des installations ne se fit pas attendre.

La Rohstoffverwaltungsstelle réquisitionna tout d'abord les cuivres des machines à papier Nos 1 à 9, des presse-pâte, de la distillerie, etc. Il en fut enlevé 50.486 kilos. Peu de jours après eut lieu la réquisition des plombs ; les militaires en enlevèrent 211.030 kilos.

Au mois de décembre 1917 on réquisitionna des courroies. Il en fut enlevé 556 pièces d'un poids de 9.906 kilogrammes.

Vinrent ensuite :

- La réquisition des câbles et fils électriques ;
- celle d'une vingtaine de moteurs électriques ;
- celle d'une locomotive ;

celle de quatre raffineurs coniques de pâte ;
 celle de la grande grue à vapeur à bennes prenantes pour le
 déchargement des charbons ;
 celle d'une grue à main ;
 celle de tous les feutres, de toutes les toiles métalliques, de toutes
 les courroies-guides ;
 celle de 17 presses en caoutchouc de machines à papier, etc., etc.

Du mois d'août 1917 au mois de mai 1918 l'usine de Naeyer reçut successivement la visite de plusieurs fabricants allemands, qui étaient à la recherche de machines à papier ; certains étaient accompagnés d'experts. Chaque fois les machines à papier N^{os} 10 et 11, qui étaient restées intactes et étaient les seules pouvant être mises en marche après la guerre, furent mesurées et examinées en détail. Finalement, la « Aktiengesellschaft für Maschinenpapier fabrikation » à Aschaffenburg obtint du gouvernement allemand l'autorisation de prendre aux usines de Naeyer : la machine à papier N^o 11, la machine à fendre le bois, et le transporteur de bois.

Le démontage et l'enlèvement de ces machines eurent lieu. Les derniers wagons quittèrent l'usine le 6 novembre 1918, cinq jours avant la conclusion de l'armistice.

Société anonyme des papeteries de Saventhem.

Cette société exploite deux usines, l'une « ancienne » qui comporte 4 machines à papier et l'autre « nouvelle » qui en comprend deux.

Dans l'usine ancienne le matériel général de fabrication ne fut pas enlevé ; toutefois, tous les objets en cuivre, tuyauteries, coussinets, robinetteries, épurateurs ont été réquisitionnés.

L'usine nouvelle installée en 1905-1906 était pourvue d'un matériel moderne et actionnée uniquement à l'électricité ; elle fabriquait des genres spéciaux de papiers et sa production journalière atteignait 25.000 kilos.

Cette fabrique, en partie inactive depuis le début de la guerre, fut complètement arrêtée vers le milieu de 1917, par ordre de l'autorité allemande. Celle-ci informa en janvier 1918 les industriels que l'usine et ses dépendances devaient être immédiatement évacuées et que tout accès leur en était désormais interdit. Après en avoir pris possession, les Allemands y apportèrent diverses transformations et y installèrent un dépôt de munitions.

Il n'y eut pas de destructions proprement dites dans les bâtiments ; mais au cours de l'occupation, il s'y produisit d'importantes dégradations, dont la réparation exigea des dépenses considérables.

D'autre part, de nombreux enlèvements de machines furent opérés ; on s'attaqua tout d'abord aux machines les plus modernes et les inscriptions faites sur ce qui ne fut pas enlevé prouvaient que l'usine aurait été complètement dépouillée, si l'armistice n'était venu mettre fin brusquement à l'exécution de ce plan.

La rareté des matières premières — pâtes à papier, colle, huiles, charbon — et les restrictions imposées à la fabrication du papier eurent comme conséquence le ralentissement, puis l'arrêt presque complet du travail dans les industries utilisant le papier ou le carton ; telles les fabriques de cartonnages, de papiers d'emballage, de papiers d'ameublement, etc. ; mais c'est principalement dans les imprimeries et les lithographies que l'influence du manque de papier se fit sentir. D'autre part, la plupart des grands journaux belges ayant cessé de paraître dès le début de l'occupation étrangère, les ateliers d'impression de ces journaux furent automatiquement réduits au chômage. Grâce à ces circonstances particulières, l'autorité allemande put pratiquer sur une vaste échelle les réquisitions de machines et d'outillage dans les établissements de l'espèce.

Dans la capitale, tout l'outillage de certains ateliers d'impression fut réquisitionné, notamment les presses rotatives et les linotypes ; 60 grandes presses lithographiques furent prises par la Maschinenbeschaffungsstelle et un nombre considérable de pierres lithographiques furent envoyées aux établissements produisant des cartes géographiques militaires. Les petites imprimeries ont le moins souffert, mais la plupart d'entre elles ont dû fournir leurs rouleaux de gélatine et leur outillage en cuivre.

Dans un établissement phototypique de Bruxelles on enleva notamment une presse phototypique d'un modèle perfectionné qui permettait d'exécuter des travaux spéciaux de photogravure que l'on devait autrefois confier à des firmes allemandes.

A Anvers, toutes les imprimeries ont été dépouillées de leurs pâtes à rouleaux et bon nombre d'entre elles ont dû livrer leurs moteurs électriques, courroies et réserves de papier. Dans la région de Gand, presque toutes les machines des imprimeries, surtout les presses, ont été enlevées. A Courtrai, dans la plupart des imprimeries et ateliers de lithographie les caractères d'imprimerie et les pierres lithographiques ont été réquisitionnés. Dans le Hainaut, dans les régions de Mons et d'Ath on constate également la disparition des caractères d'imprimerie, des clichés, des presses, des pierres lithographiques. A Tournai on signale en outre l'enlèvement des transmissions, de machines à perforer le papier, d'appareils et outils divers ; on mentionne encore d'importantes réquisitions de matières premières et de marchandises.

INDUSTRIE DU BOIS

En dehors des coupes importantes pratiquées dans les forêts domaniales et des quantités d'arbres abattus sur les routes de l'Etat et des provinces, ainsi que dans les propriétés privées, les Allemands ont réquisitionné dans tout le pays les approvisionnements de bois en grume ou débités existant dans les entrepôts et chez les industriels du bois. Ils ont également saisi et enlevé dans la plupart des usines et ateliers, de nombreuses machines servant à débiter et à façonner le bois. Mais comme il fallait, en même temps, assurer la mise en œuvre des immenses stocks de matériaux de bois ainsi accumulés pour les besoins de l'armée et de la population allemandes, on chercha à maintenir en exploitation le plus grand nombre possible d'entreprises se rattachant à l'industrie du bois. C'est ainsi qu'après l'arrêté du 17 février 1917 (1) 385 exploitations furent maintenues en activité pour des nécessités militaires ou subsidiairement pour les besoins du Comité National d'alimentation. Il est à remarquer aussi que plusieurs installations, notamment des scieries, dont les patrons n'avaient pas voulu travailler pour l'ennemi furent occupées militairement.

Quant aux réquisitions et enlèvements de matériel dont furent victimes les principales usines de l'industrie du bois dans différentes provinces de la Belgique on relève ce qui suit :

Brabant. — Dans nombre d'usines pour le travail mécanique du bois, l'occupant a exigé la livraison des scies et mortaiseuses utilisées pour la préparation des bois pour tranchées.

Anvers. — Dans les fabriques de meubles, à l'exception de celles qui ont procédé à la fabrication en série de mobiliers pour l'Allemagne, la majeure partie de l'appareillage mécanique a été enlevée — scies, raboteuses, toupies, courroies et moteurs électriques. Dans ces mêmes établissements, les bois d'ébénisterie ont été enlevés et mis à la disposition des fabriques de meubles dont le travail a pu continuer.

Flandres Occidentale et Orientale. — Dans les fabriques de meubles et menuiseries mécaniques, autres que celles situées à proximité du front où tout a été enlevé, des machines-outils ont été prises, des foreuses, des scies, des machines à raboter, etc. A Mouscron, 6 ateliers de menuiserie ont été complètement dépouillés. Dans une fabrique de meubles toutes les machines-outils ont été détruites ou enlevées. Une fabrique de voitures à Beveren a été complètement dépouillée.

Hainaut. — De petits menuisiers occupant un ou deux ouvriers se

(1) Texte dans J. PIRENNE et M. VAUTHIER, *op. cit.*, partie documentaire, chap. II note 2.

sont vu enlever, qui une scie à ruban, qui une raboteuse, qui une circulaire, qui toute l'installation suivant les caprices des pillleurs. Dans certaines fabriques de caisses, toutes les scies à balancier, moteurs électriques et transmissions ont été enlevés.

Les scieries de bois ont subi une dévastation totale. Les ateliers de menuiserie ont eu leurs machines-outils, outils à main, bancs de menuisier et leurs approvisionnements de bois réquisitionnés, enlevés ou détruits ; il en est de même pour les fabriques de meubles et de sièges.

A titre d'exemple de dévastations commises dans certains établissements appartenant à l'industrie du bois on peut citer le cas du sieur *René de Busseré*, à Deynze, qui dirigeait une fabrique de voitures d'enfants, sièges, fauteuils roulants et dont l'installation fut réquisitionnée et transformée en dépôt de désinfection. On enleva d'abord toutes les machines et l'outillage qui furent expédiés en Allemagne. On bouleversa les installations d'électricité, de gaz et de chauffage, puis on entassa dans un grenier toutes les marchandises, les modèles et les accessoires dont l'occupant ne pouvait sur-le-champ tirer profit ; dans la suite, on s'introduisit dans ce grenier et l'on y pillait tout ce qui pouvait présenter quelque valeur. Enfin, lors de sa retraite précipitée, l'ennemi mit le feu aux bâtiments et brisa les quelques pièces qui étaient encore restées entières. Dans les ruines de l'usine on retrouva un générateur et une machine à vapeur qui avaient été acquis en 1913 et qui étaient rendus inutilisables.

INDUSTRIE DU CUIR

Toute l'industrie du cuir ayant été mise pendant l'occupation sous le contrôle absolu de la « *Kriegsleder A. G.* », on conçoit que tous les industriels et commerçants utilisant le cuir sous toutes ses formes se soient trouvés dans l'impossibilité de continuer leur exploitation, à moins d'entrer en relation directe avec les organismes allemands pour s'approvisionner de matières premières et pour vendre leurs produits fabriqués, dont ils devaient abandonner une partie, si pas la totalité, à l'occupant. Dans diverses régions du pays, un certain nombre de tanneries ont consenti à travailler pour les Allemands ; mais les tanneurs qui avaient cessé leur exploitation ont dû liquider leurs stocks et ont subi de grands dommages par suite de chômage forcé. Dans les grandes fabriques de chaussures comportant un outillage mécanique important, on réquisitionna de nombreuses machines et quelques établissements de l'espèce furent complètement vidés ; d'autres furent mis sous séquestre ou occupés militairement. En dehors de ces enlèvements de machines et des réquisitions de cuivres, de courroies, d'appareillages électriques,

etc., on ne signale, en règle générale, pas de destruction systématique ni de dévastations complètes dans les différentes branches de l'industrie du cuir.

Rappelons qu'en plus des quantités considérables de cuirs et peaux à l'état neuf accumulés par la centrale des cuirs, on a enlevé dans toute l'étendue du pays, chez les industriels de toutes catégories, dans les grandes usines comme chez les plus humbles artisans, dans les exploitations publiques comme chez les particuliers, les courroies, les objets de sellerie et les harnachements en cuir. On a enlevé fréquemment des courroies à des machines en ordre de marche et dans bien des cas la fermeture de nombreux ateliers eut pour seul mobile l'enlèvement de courroies de transmission.

9. INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION

Les besoins de l'armée occupante et du nombreux personnel attaché aux administrations militaire et civile allemandes de même que les nécessités du ravitaillement de la population belge, imposèrent à l'occupant l'obligation de maintenir en activité un total assez considérable de fabriques de denrées alimentaires, telles que meuneries, boulangeries, brasseries, sucreries, etc. La conséquence immédiate de cette situation fut, qu'à part les réquisitions imposées à toute la population de la Belgique — métaux, courroies, appareils électriques, etc. — on ne constate généralement pas de dommages importants dans les industries de l'alimentation. Toutefois dans certains grands établissements, notamment dans les brasseries, distilleries, huileries, sucreries, l'enlèvement de toutes les chaudières, appareils de distillation et tuyauteries en cuivre, entraîna l'arrêt forcé de plusieurs de ces exploitations.

Voici quelques renseignements fournis par les services de l'inspection du travail, au sujet de la situation des brasseries et fabriques diverses de l'alimentation dans la région des Flandres :

Les brasseries et les distilleries ont eu toutes leurs chaudières et un grand nombre de tonneaux enlevés, dans d'autres tout l'outillage de mise en bouteilles a disparu. Certains établissements ont été dépouillés des pompes et machines motrices ; les portes ont été utilisées comme bois à brûler et les caves transformées en salle de bains pour soldats.

Dans l'arrondissement de Roulers, sur 18 huileries fonctionnant avant la guerre, 2 seulement furent en état de reprendre le travail après l'armistice ; toutes les autres ont dû être reconstruites presque complètement par suite de l'enlèvement d'une grande partie du matériel. Dans toutes les brasseries et distilleries les appareils en cuivre, les tuyauteries de tout métal, les courroies ont été enlevés. La plupart des machines à vapeur ont été

démolies par suite de l'enlèvement brutal des coussinets et autres accessoires en cuivre. Sur 42 brasseries en activité en 1914, 10 seulement fonctionnaient encore à l'armistice, les autres ayant été dépouillées d'une grande partie de leur outillage. Dans le même arrondissement de Roulers plusieurs huileries et meuneries ont été volontairement incendiées, 2 laiteries ont été complètement pillées ; une brasserie fut également incendiée par les Allemands.

Ainsi qu'il a été mentionné déjà, les réquisitions de cuivre ont atteint également les sucreries auxquelles on enleva surtout les tuyauteries intérieures des chaudières de cuite et d'autres appareils de fabrication ; toutefois la marche normale des établissements ne fut pas toujours entravée par ces enlèvements, plusieurs fabriques ayant pu, au cours de la guerre, remonter leurs installations au moyen d'appareils en fer. C'est surtout par suite de la livraison forcée de leurs produits à un prix fixé par l'occupant que les sucreries ont subi des pertes considérables. Voici quelques exemples :

Sucrerie et raffinerie d'Embresin (Société Anonyme).

Cette Société a dû fournir directement aux autorités allemandes ou à des raffineries belges désignées par l'occupant, 18.798 sacs de sucre. On lui a réquisitionné 10.642 kilos de cuivre comportant des tubes de caisses à évaporer ou des réchauffeurs. On lui a enlevé du matériel de chemin de fer, notamment deux locomotives, 54 wagons et 14 kilomètres de rails et accessoires

Sucreries et raffineries Le Docte, à Gembloux.

On a enlevé dans ces usines 15.514 kilos de cuivre en tubes provenant des réchauffeurs et calorisateurs.

Sucrerie raffinerie du Grand Pont, à Hougaerde.

Cette usine a dû fournir 2.642 sacs de sucre brut. On y a réquisitionné 11.244 kilos de métaux dont 10.401 kilos de laiton en tuyaux.

Sucrerie de Gilly-lez-Enghien.

Dans cette sucrerie les réquisitions ont porté notamment sur 1.475.000 kilogs de sucre, 15.586 kilogs de bronze, cuivre et laiton.

10. INDUSTRIES DIVERSES

On a rassemblé sous cette appellation les renseignements concernant diverses industries qui n'ont pas été comprises dans les catégories examinées jusqu'à présent et qui n'ont, à quelques exceptions près, été éprouvées que par les mesures générales édictées par l'occupant relativement à la réglementation du travail, à la saisie des matières premières et marchandises fabriquées, ainsi qu'à la réquisition des métaux et matériaux divers faisant partie des installations. Parmi ces industries figurent les fabriques d'armes, d'automobiles, de cycles, de bandages, dont l'arrêt était devenu inévitable dès le début des hostilités, par suite du caractère spécial des objets fabriqués et de leur utilité incontestable pour des buts militaires.

Armurerie

Il y a lieu de rappeler tout d'abord, que l'armurerie liégeoise — spécialement la fabrication des armes de luxe et de chasse — dont s'occupent un grand nombre de petits industriels, fut l'objet de destructions importantes. Les machines modernes spéciales furent transportées à l'étranger, tandis que les machines-outils qui ne pouvaient être utilisées pour la construction des armes de guerre, furent démolies et les produits demi-finis réduits en mitraille. On peut citer à ce propos :

La Manufacture Liégeoise d'armes à feu (Société Anonyme), à Liège.

Cette société possède deux usines dont l'une à Liège et l'autre à Nessonvaux ; elle fut dépouillée de tout son outillage, à savoir :

61 machines-outils enlevées à l'usine de Liège et 37 machines-outils dont 35 brisées sur place à Nessonvaux en même temps que des canons de fusils et des barres d'acier à canons. Dans les deux établissements on a réquisitionné également des outils, de l'acier à outils, des courroies et divers objets de matériel, le tout représentant une valeur considérable.

Usines à canons en acier pour armes portatives, Locket Habran, à Jupille.

En dehors d'importantes réquisitions de câbles électriques, de courroies, d'aciers à canons et appareils divers, on a détruit sur place 280 machines-outils avec accessoires, dépouillé de toutes les garnitures en cuivre, 7 chaudières à vapeur, une dynamo et deux moteurs électriques.

Usines à canons J. Delcour-Dupont, à Nassonvaux.

Après avoir enlevé 9 machines modernes dont 3 fraiseuses toutes neuves, les agents de la Rohma brisèrent sur place 107 machines-outils diverses et rassemblèrent dans l'usine tout ce qu'elle contenait comme matériel en fer et en acier, canons, fraises, objets en cuivre et courroies, ce qui produisit un total de 90 tonnes de mitraille, 350 kilos de cuivre et 550 kilos de courroies. Les démolisseurs occupèrent les bâtiments pendant 33 jours pour effectuer leur travail et emporter leur butin.

Fabriques d'automobiles.

Parmi les grandes firmes de l'industrie automobile du pays nous avons déjà mentionné la firme *Nagant frères de Liège* et la *Société anonyme Minerva Motors, à Anvers*, dont les établissements furent mis sous séquestre ; d'autres fabriques d'automobiles, telles que les *Usines Pipe, à Bruxelles*, furent occupées par les Allemands qui les transformèrent en ateliers de réparations. Dans la plupart des exploitations se rapportant à l'industrie de l'automobile et du cycle, on a signalé d'importants enlèvements de machines-outils, de courroies et de pièces séparées ; mais il n'est guère fait mention d'actes de dévastation et de destructions violentes. Nous nous bornerons à donner quelques détails au sujet des faits relatifs aux trois firmes précitées.

Firme Nagant Frères, à Liège.

Cette importante firme qui fabriquait des armes en même temps que des automobiles, se vit enlever tout d'abord tous les fusils que renfermaient ses magasins. Fin août 1914, tous les châssis, voitures et camions montés dans les ateliers ou se trouvant chez les carrossiers furent réquisitionnés et emportés par les Allemands, en même temps que de nombreuses pièces de rechange.

A la suite de nombreux démêlés que les industriels eurent avec l'autorité occupante et de leur refus persistant de travailler pour elle, les ateliers furent exploités pendant quelque temps par un personnel militaire ; puis la société fut mise sous séquestre et l'usine fut peu à peu vidée de tout son matériel, de son outillage et de ses marchandises ; 41 des principales machines-outils furent expédiées en Allemagne, plusieurs autres, ainsi que des moteurs complets et appareils divers, qui avaient été enlevés sans aucune nécessité et dont on n'avait pu trouver l'emploi au cours de l'occupation, furent, peu de temps avant l'armistice, offertes en vente à des particuliers par le fonctionnaire allemand qui avait ordonné la réquisition des objets en question.

Minerva Motors (Société Anonyme) Automobiles, à Anvers.

Les directeurs de cette firme, qui avaient quitté Anvers à l'approche des Allemands, ayant refusé de rentrer en Belgique pour exploiter leurs usines au profit de l'occupant, l'entreprise fut mise sous surveillance en juillet 1915 et définitivement sous séquestre le 17 avril 1916. Les ateliers avaient été occupés dès l'entrée des Allemands dans la métropole anversoise et, jusqu'à la fin de la guerre, ils furent utilisés pour la réparation du charroi automobile de l'armée et du gouvernement général.

Les enlèvements de machines-outils, d'accessoires et d'attirails divers se poursuivirent pendant toute la durée de l'occupation et, au moment de l'armistice, il ne restait dans les locaux que quelques rares machines sur les 800 qui existaient, avant la guerre, dans les vastes ateliers de la firme. Presque tous les moteurs électriques, les courroies, les transmissions et les poulies avaient disparu. Les ateliers avaient été vidés à un tel point, qu'afin de pouvoir exécuter leurs travaux de réparation, les Allemands furent obligés à certains moments d'amener une vingtaine de machines-outils qui avaient été dérobées ailleurs et qui furent installées à l'usine Minerva.

Usines Pipes (Société Anonyme), à Bruxelles.

Ces usines ont été occupées, du 1^{er} février 1917 jusqu'à l'armistice, par les Allemands qui les transformèrent en ateliers de réparations d'automobiles. Les propriétaires furent mis en demeure de déménager dans un très court délai tout ce qui pouvait gêner l'occupant dans les bureaux, magasins et ateliers. Ceci occasionna de graves dégâts.

D'autre part, bien que les usines fussent occupées par eux, les Allemands enlevèrent les transmissions, moteurs électriques et courroies,, ainsi que toutes les machines-outils qui ne pouvaient être utilisées sur place pour les services fonctionnant dans les bâtiments. Les installations de force motrice furent transformées complètement et les principaux éléments en furent enlevés. Il en fut de même pour les établis, les appareils d'essais de moteurs, les installations d'éclairage et de chauffage des ateliers.

Enfin, un préjudice considérable fut occasionné aux industriels par la réquisition et l'enlèvement comme mitraille d'un stock important de pièces usinées destinées à assurer les rechanges d'une grande partie des modèles de châssis de la firme. Ces pièces dont la destruction amena 85.000 kilos de matières premières diverses, représentaient une valeur de 1 1/2 million de francs.

Citons encore comme se rattachant aux industries du cycle et de l'automobile, la firme *O. Englebert Fils et C^{ie}, manufacture liégeoise de caoutchouc, à Liège.*

Les Allemands, après avoir pris les pneumatiques qui se trouvaient dans les magasins de cette firme, ont enlevé les matières premières de tous genres (toiles, cuirs, soufre, etc.) servant aux fabrications. Ils ont pris également des machines, ont démonté 3 chaudières à vapeur et enlevé six mélangeurs à caoutchouc qui constituaient la base même de la production. On saisit également des quantités considérables de mélanges de caoutchouc dont l'occupant tenta vainement de connaître la composition.

* * *

On pourrait prolonger indéfiniment la liste déjà très longue des industriels de diverses catégories qui ont eu à déplorer l'enlèvement de machines indispensables à la continuation du travail, de ceux plus nombreux encore, qui ont dû livrer, parfois sans la moindre rémunération, ni bon de réquisition, leurs produits fabriqués et leurs matières premières ou qui ont été privés simplement de leurs courroies et des éléments en cuivre de leur outillage.

Notons à ce propos, qu'en dehors des grands établissements industriels qui ont le plus souffert des enlèvements et destructions, toutes les usines entrant dans la catégorie dite de la petite industrie, depuis les petits ateliers occupant 2 ou 3 ouvriers jusqu'aux établissements occupant 30 à 40 ouvriers (industrie moyenne), il n'en est guère qui furent épargnées, à moins que les propriétaires n'aient consenti à travailler pour l'occupant.

11^o ENTREPRISES DE TRAVAUX. — SERVICES PUBLICS

Avant de clôturer l'inventaire des pertes subies pendant la guerre par l'industrie belge considérée dans ses branches principales, il reste à fournir quelques données relativement aux entreprises de travaux publics, ainsi qu'aux services d'exploitation pour les transports en commun, l'éclairage et la distribution d'eau dans les villes.

Les dommages causés aux entrepreneurs se rapportent en grande partie à du matériel qui se trouvait en août 1914, déposé à pied d'œuvre sur les terrains appartenant à l'Etat ou à des administrations publiques. Par suite de l'état de guerre, ce matériel était resté sans surveillance, les travaux ayant été arrêtés et les chantiers abandonnés ; il devint ainsi une proie facile pour l'envahisseur.

D'autre part, les chefs d'entreprises qui possédaient dans leurs magasins et dépôts des machines servant au transport et à la manutention des produits pondéreux, ou encore des appareils affectés au dragage et à la navigation fluviale, furent mis en demeure de mettre ce matériel à la disposition de l'occupant. Ceux qui ne s'exécutaient pas de bonne grâce furent expropriés. On peut mentionner parmi les principales firmes d'entreprises ayant subi des dommages :

Jean Bolsée, entrepreneur de travaux publics, à Anvers.

Cet entrepreneur avait, au moment de la guerre, différents travaux en cours, notamment des travaux de rectification de la digue sur le Rupel, à Rumpst, la construction d'un hôpital à Renaix, d'une malterie à Malines et d'un garage à Anvers. Sur tous ces chantiers des quantités importantes de matériaux de construction et de matériel furent enlevées. De plus, dans les magasins de l'entrepreneur, on a réquisitionné une locomobile, une bétonneuse et divers accessoires.

Georges Cousin, travaux de dragage, à Anvers.

Cet industriel n'ayant pas voulu travailler pour l'ennemi se vit enlever tout son matériel de dragage. Après l'occupation, ce matériel fut retrouvé dans différents ports, en partie coulé et le tout fortement détérioré ; plusieurs bateaux avaient été crevés par des explosifs ou par des grenades, d'autres complètement brûlés. Les magasins du sieur Cousin avaient été vidés, les machines-outils de son atelier enlevées ainsi que les wagons, rails et locomotives servant aux travaux de terrassements.

A. Medaets et H. De Clercq, entreprises générales de travaux publics, à Bruxelles.

Cette firme qui était chargée d'importants travaux maritimes au nord d'Anvers et qui occupait de vastes chantiers à Eeckeren a subi un préjudice considérable. On relève notamment dans la liste du matériel réquisitionné ou détruit : 19 locomotives pour voie Decauville, 8 locomobiles à vapeur, un excavateur avec chaudière de réserve, 2 grues à vapeur, 341 wagons divers et wagonnets, 2 bétonnières avec malaxeurs, 15.536 billes vicinales, 165 tonnes environ de mitrailles diverses, un bateau automobile, environ 500 tonnes de rails et profils divers et une quantité énorme de petit matériel.

Parmi les industries dont les produits servent spécialement aux travaux d'utilité publique, on peut citer la fabrication des conduites d'eau et des appareils pour canalisation d'eau, de gaz et de vapeur. Quelques-unes des firmes exploitant cette fabrication furent particulièrement éprouvées et notamment les deux sociétés mentionnées ci-après :

Société Anonyme des Fonderies et distributions d'eau, à Ciney.

Depuis le mois d'août 1914, l'usine de cette société était restée inactive ; on y saisit bientôt, puis on y enleva tous les stocks de marchandises. Au 1^{er} janvier 1918, le total des réquisitions s'élevait déjà à 273.959 kilos de tuyaux et pièces spéciales, avec les cuivres des machines, aciers pour outils, etc.

Le 19 novembre 1917, l'autorité allemande annonça l'occupation militaire de l'établissement et un délai de huit jours fut donné aux industriels pour évacuer les locaux principaux de l'usine.

En février 1918, on saisit un lot important de tuyaux et de pièces spéciales en fonte, ainsi que cinq pompes à épreuves et 2.500 kilos de goudron ; d'autres réquisitions suivirent et c'est ainsi que du 1^{er} janvier au 30 avril 1918, il fut enlevé encore 113.529 kilos de tuyaux et accessoires divers.

Au début du mois de mai 1918, la Société fut avisée de ce que le matériel et les installations des usines ainsi que les matières premières et marchandises s'y trouvant, allaient être démontés, enlevés et transférés en Allemagne. Le travail de démolition commença aussitôt et se poursuivit jusque fin août. Toutes les machines, à l'exception d'un tour « Pearn » et d'une machine à vapeur « Badenia » furent, de même que les produits fabriqués, réduites en mitraille, chargées sur wagons et expédiées par les agents de la Rohma, de Liège. Le poids total des enlèvements effectués par cet organisme, s'est élevé à 1.593 tonnes.

En ce qui concerne la machine à vapeur Badenia, elle avait été commandée en Allemagne avant la guerre. En 1915, les Allemands forcèrent la société à en prendre livraison et à la payer. La dite machine ne fut jamais utilisée, l'usine étant inactive et, en 1917, elle fut enlevée par la Materialbeschaffungstelle de Namur.

Outre les réquisitions et enlèvements mentionnés ci-dessus, des dommages importants furent causés aux bâtiments de l'usine par les troupes qui l'occupèrent. C'est ainsi que les fossés pour la fabrication des tuyaux coulés verticalement furent entièrement comblés, après l'enlèvement de tout le matériel qui s'y trouvait.

Compagnie Générale des conduites d'eau (Société Anonyme), à Liège.

Cette société qui exploite une usine à Liège (Vennes) et une fonderie à Seilles et qui occupait un personnel de près de 1.000 ouvriers et 125 employés a été particulièrement atteinte par les réquisitions et opérations de la Rohma. Les installations de Vennes (fonderies et ateliers de construction) ont été complètement dépouillées et les bâtiments même y compris les tuiles des toitures, étaient destinés à disparaître au moment de l'armistice.

Les enlèvements de machines-outils commencèrent en septembre 1915, tandis que les premières opérations de la Rohma datent de février 1917 ; mais c'est surtout pendant la période de février à juin 1918 que les démolisseurs sévirent avec rage. On relève notamment que pendant les mois de février à mai 1918 on a expédié 247 wagons avec 3.560 tonnes de mitrailles. De deux halls de fonderie d'où sortait plus de 50 % de la production des usines, il ne resta que les murs. Dans l'atelier de construction on avait enlevé et détruit 17 tours, 4 machines à raboter, une machine à fraiser et une à rectifier, etc.

Il a été rendu compte précédemment des différentes mesures prises par l'administration allemande en vue de contrôler, de restreindre ou de supprimer l'exploitation dans les villes et communes du territoire occupé des services du gaz, de l'eau et de l'électricité.

L'activité de la Centrale chargée de ce contrôle, s'étendit bientôt aux sociétés de chemins de fer vicinaux et de tramways. On supprima plusieurs lignes de chemins de fer vicinaux et l'on restreignit dans une forte proportion le trafic sur toutes celles maintenues en service. Sous prétexte de parer à la pénurie de combustible, on parvint ainsi à immobiliser un grand nombre d'usines et l'on profita de ce chômage forcé pour enlever des générateurs, des machines motrices et des transformateurs d'énergie, qui furent utilisés pour les besoins de l'occupant ou expédiés en Allemagne. On s'empara en même temps de quantités considérables de matériaux d'exploitation, d'appareils en cuivre, bronze et laiton, de conduites métalliques, de câbles de transmission et de protection qui servirent à alimenter l'immense butin de « Massen-güter » récolté par l'ennemi sur le territoire belge.

La façon dont furent traitées certaines grandes entreprises de services publics fait l'objet des constatations ci-après :

*Société Ostendaise Lumière et Force Motrice (Société Anonyme),
à Ostende.*

Cette société fournissait le gaz et l'électricité nécessaires à la Ville d'Ostende ; elle possédait des fours à coke qui furent immobilisés dès l'entrée des Allemands à Ostende, pour éviter l'accaparement des sous-produits par l'ennemi. Mais bientôt la Société fut en butte aux tracasseries de l'autorité allemande et malgré la résistance de la direction, celle-ci fut obligée de remettre les fours à coke en activité au début de 1915. En juin de la même année, le directeur général fut expulsé de l'usine et l'administration militaire s'y installa.

Il n'y eut ni prise de possession régulière, ni séquestre, ni reprise sur inventaire et toutes les protestations faites à ce sujet furent vaines. La Société fut complètement dépossédée et lorsqu'au moment de la retraite des troupes allemandes l'usine dut être évacuée, on détruisit les installations en faisant sauter les machines — sauf celles provenant de marques allemandes — et en incendiant les magasins d'approvisionnements.

Compagnie Anonyme du Gaz de Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles).

Cette société, filiale de la compagnie générale du gaz, qui possède neuf usines en province et qui fournit le gaz à 10 communes du Brabant et l'électricité à 3 de ces mêmes communes, a été mise sous contrôle dès le 20 août 1914, jour de l'entrée des troupes allemandes dans la capitale belge.

L'ensemble des exploitations gazières de Belgique ayant été placé dans la suite sous le contrôle de la Centrale pour le gaz, l'eau et l'électricité, et de la Kohlenzentral, la Société vit ces deux organismes s'immiscer graduellement dans toutes ses opérations et régler jusqu'aux moindres détails de la fabrication.

C'est ainsi que la Kohlenzentral se chargea elle-même et exclusivement de la fourniture du charbon à des prix et conditions fixés par elle. C'est ainsi également que des mesures furent prises pour restreindre la consommation du gaz et de l'électricité, et que la vente du coke fut réglementée par l'autorité occupante.

Dès les premiers jours de l'occupation, tous les autres sous-produits de la fabrication du gaz — goudron, eaux ammoniacales et sulfate d'ammoniaque — ont été saisis. Le goudron devait être envoyé à la distillerie de Schoonaerde, près Termonde, exploitée par une firme allemande. Tout le sulfate d'ammoniaque en magasin ou à produire devait être tenu à la disposition de l'autorité militaire. De son côté,

le génie militaire allemand a fait enlever des cuivres, 80 % des lanternes publiques, des câbles électriques, tuyaux de fonte et tôle se trouvant dans les magasins ; le personnel militaire démontra les câbles souterrains de plusieurs réseaux électriques exploités par la compagnie de Saint-Josse et chargea tous les cuivres, provenant de la démolition, sur wagons.

La mise sous séquestre de la compagnie fut décrétée le 2 juin 1917, en même temps que celle de la Compagnie Générale du Gaz ; le 6 février 1918, les affaires de ces deux sociétés filiales furent mises en liquidation puis vendues le 1^{er} octobre suivant à la société allemande « Belgische Gaswerke ».

Compagnie Continentale du Gaz, à Bruxelles.

Cette compagnie filiale d'une société anglaise : « Imperial Continental Gas Association », dont le siège social est à Londres, fut soumise dès le début de l'occupation aux mêmes tracasseries que les sociétés mentionnées ci-dessus. Le 6 avril 1915, les entreprises de la Compagnie Continentale furent placées sous séquestre² ; à la fin de 1916, la liquidation des biens de la société anglaise fut ordonnée et vers la fin de l'occupation la Compagnie Continentale fut vendue et cédée à une société allemande.

Pendant toute la durée de l'occupation tout l'avoir liquide, toutes les recettes quelle qu'en fût l'origine, ventes de gaz, de coke, de sous-produits, etc., étaient immédiatement saisis par les fonctionnaires allemands installés dans les bureaux de la compagnie qui en opéraient le versement à la Deutsche Bank. En ce qui concerne les sous-produits résultant de la fabrication du gaz, y compris le coke, rien ne pouvait être vendu sans une autorisation des services allemands intéressés, et rien n'échappait à la surveillance des préposés à ces services.

Comme toutes les autres associations de l'espèce, la compagnie continentale du gaz eut à subir de multiples réquisitions et saisies dont plusieurs pour des sommes très importantes ; ces enlèvements se rapportaient au cuivre sous toutes ses formes, à l'étain provenant du démontage des compteurs, et comprenaient des tuyaux de fonte, de l'acier, des câbles électriques, des moteurs, etc.

De même, la compagnie fut fortement éprouvée par suite des exigences des centrales (du gaz et des charbons) et par l'obligation de fournir le gaz et le courant électrique à prix réduit aux autorités allemandes. Elle dut suivre enfin la loi commune, quant à la restriction de la consommation et à l'interdiction d'étendre les canalisations

ou de raccorder de nouveaux abonnés, sauf lorsqu'il s'agissait de sujets allemands.

Il y a lieu de signaler, en terminant ce long exposé, la situation des sociétés d'exploitation des chemins de fer vicinaux et des lignes de tramways.

Société Nationale des Chemins de Fer vicinaux.

Cette société exploitait au 1^{er} août 1914, 4.150 kilomètres de lignes vicinales ; 1.700 kilomètres de ces voies furent enlevés pendant la guerre.

De même, sur un ensemble de 11.955 véhicules pour traction à vapeur et 1.111 véhicules pour traction électrique, les Allemands ont réquisitionné 6.266 véhicules du matériel à vapeur et 130 voitures à traction électrique.

Il ont en outre enlevé sur presque tous les véhicules conservés par la Société Nationale, les garnitures en cuivre, bronze et acier. Sur les réseaux à traction électrique, ils ont enlevé les fils de cuivre qui servaient de protection contre les fils téléphoniques tombant accidentellement. Il ont enlevé les fils de prise de courant au-dessus de nombreuses voies des réseaux exploités par la société. L'ensemble de ces réquisitions représente plus de 180.000 kilos de cuivre.

Des câbles électriques souterrains ont été emportés également dans plusieurs installations de la société et ce, pour des sommes considérables.

En outre, dans les établissements de production ou de transformation du courant électrique, les Allemands ont enlevé en différentes stations, des groupes complets avec appareillage et accessoires, représentant une puissance totale de plus de 2.000 chevaux, enfin, sur certaines lignes, les poteaux, potences et accessoires ont été supprimés et expédiés en Allemagne.

Association des Tramways électriques de Belgique.

Les réquisitions de matériel faites dans les exploitations de cette société coopérative qui groupe la plupart des compagnies de tramways à traction électrique ont porté en ordre principal sur des accessoires ou des réserves, tels que les garnitures de cuivre, des voitures, des fils de garde des lignes aériennes, le matériel neuf en cuivre, les *feeders* en magasin, etc., dont les intéressés ont dû se passer ou qu'ils sont parvenus à remplacer provisoirement par du matériel de fortune. Le coût du matériel réquisitionné pour l'ensemble des sociétés affiliées fut évalué à cinq millions de francs (valeur 1914).

Rappelons que les sociétés de tramways furent l'objet de nombreuses mesures vexatoires de la part de l'autorité occupante qui fit supprimer des lignes secondaires et imposa des réductions dans le trafic. Sous prétexte d'économiser le combustible et les matières servant à l'exploitation, l'occupant parvint, grâce à ces mesures, à s'approprier d'importantes quantités de cuivre et de matériel électrique.

On peut ajouter encore à ces dommages directs, ceux résultant de l'obligation faite aux sociétés de tramways de transporter gratuitement tous les sujets allemands, tant civils que militaires. On estime à plus de vingt millions de francs le montant des réquisitions de transport que subirent de ce chef les affiliés de l'association des tramways électriques de Belgique.

CHAPITRE II

La Restauration

1° Facteurs s'opposant à la restauration.

2° Etat de l'industrie au début de 1919.

3° L'effort de restauration en 1919.

1° *Facteurs s'opposant à la restauration.* — Dans son intéressant travail sur la situation économique de la Belgique (1), M. R. F. H. Duke, secrétaire commercial de l'ambassade d'Angleterre à Bruxelles, s'exprime comme suit :

La situation industrielle de la Belgique après la guerre fut toute différente de celle d'aucune autre puissance de l'Entente. Comme suite à l'occupation du pays presque tout entier par l'ennemi pendant toute la guerre — alors que l'invasion ne fut que partielle pour la France et l'Italie — il enregistra non seulement la complète annihilation de toute son industrie (à l'exception des charbonnages), mais il ne fut pas gratifié de cette occasion d'intensifier sa production et de créer de nouvelles industries, laquelle permit à ses alliés, et particulièrement à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, de profiter des événements dans une certaine mesure aux dépens des puissances ex-ennemies. En conséquence, la fin de la guerre trouva le pays privé non seulement des capitaux allemands, mais aussi devant ses anciens marchés fermés ou devenus dépendants d'autres fournisseurs ; sa population industrielle, décimée par la guerre, accusait un rendement moindre à la suite du chômage forcé ou d'une détérioration physique ; la majorité de ses établissements industriels avaient été dépouillés ou détruits.

Le tableau des destructions qui fait l'objet du chapitre précédent permet de se rendre compte de l'état déplorable dans lequel se trouvait l'industrie belge au moment de l'armistice. De nombreux facteurs s'opposaient d'ailleurs à son relèvement.

(1) Report on the economic situation of Belgium at the end of 1921 by Mr R. F. H. Duke, C. B. E., Commercial Secretary H. M. Embassy Brussels, London, H. M. Stationery Office, 1922.

Le plus grave était la destruction du réseau de chemins de fer. 1.419 ouvrages d'art avaient été complètement démolis. La longueur des lignes totalement détruites était de 1.110 kilomètres ; en tenant compte de ce que les destructions et démolitions portaient également sur des lignes à double voie, il y avait plus de 2.000 kilomètres de voies à réfectionner. Toute la signalisation belge avait été enlevée par les Allemands et remplacée par une signalisation inutilisable par les nationaux. L'administration des chemins de fer ne disposait que de la moitié de l'effectif des locomotives d'avant-guerre et encore beaucoup de celles-ci étaient-elles en mauvais état. Il manquait plus de 50 % des voitures pour voyageurs et des wagons pour marchandises. Pour bien se rendre compte de la difficulté des transports, il faut se rappeler qu'à cette époque de nombreux mouvements de troupes se faisaient vers l'Allemagne occupée et que le ravitaillement des armées d'occupation encombrait le réseau belge utilisable.

Un second facteur qui rendait difficile la restauration des industries nationales est la situation spéciale en charbons. Comme il a été signalé au cours de notre étude, la Belgique avant-guerre produisait 22 millions de tonnes de charbon par an, exportait 6 millions de tonnes de charbon maigre et importait 10 millions de tonnes de charbon gras. Ce dernier arrivait spécialement d'Allemagne et d'Angleterre. Or, les importations de charbon allemand et anglais étant tout à fait supprimées au début de 1919, l'industrie belge ne disposait comme charbon gras que des faibles ressources du bassin de Mons. D'autre part, la production dans les premiers mois de 1919 était très réduite. Conclusions : les industries utilisant le charbon et dont les usines étaient en état de reprendre le travail, étaient arrêtées faute de combustibles ; les autres industries ne pouvaient reprendre le travail à cause de la rareté des charbons ordinaires et du manque de moyens de transport.

Enfin, toutes les industries manquaient de matières premières. Rappelons à ce propos, que l'industrie belge, en grande partie tout au moins, transforme et manufacture des produits achetés à l'étranger ; les Allemands ayant enlevé tous les stocks de matières premières existants, il était impossible de les reconstituer à cause de la rareté des frêts et du change défavorable.

Dans ces conditions, bien rares sont les pays qui auraient songé à se remettre au travail. Le bel exemple de courage, d'initiative et d'énergie que la Belgique donna au monde pendant la guerre, fut poursuivi après l'armistice par les chefs d'industries, les ingénieurs et les ouvriers.

Dès janvier 1919, les industriels se mirent en mouvement ; ils cherchèrent à rassembler leur personnel, à récupérer leurs machines enlevées, à obtenir de nouvelles machines, de la matière première, etc., etc., et déjà en mars certaines usines reprenaient le travail.

Les services publics déployaient aussi une grande activité ; la récupération des machines enlevées par les Allemands s'organisa rapidement : 55 machines rentraient en avril, 596 en juin, 654 en juillet, 1.807 en août, 2.400 en septembre ; en décembre, 9.886 machines représentant un tonnage de 62.258 tonnes étaient rentrées en Belgique.

De son côté, l'administration des chemins de fer faisait aussi des efforts surhumains pour rétablir des communications et dès le mois de décembre 1919, les trains circulaient sur la plus grande partie du réseau ; le trafic en effet n'était plus interrompu que sur une longueur totale de 50 kilomètres, se répartissant entre 8 lignes d'importance secondaire. En août, la plupart des usines avaient repris le travail ou tout au moins étaient en voie de reconstruction. Seuls quelques établissements qui se trouvaient dans la zone des combats ne donnaient encore aucun signe de vie, à cause du manque de moyens de transport qui s'opposait à toute reconstruction, et quelques autres usines restaient encore inertes, souvent parce que la possibilité de les reconstruire sur des plans modernes était étudiée. A ce sujet, il est à remarquer que beaucoup d'usines belges avaient eu des débuts modestes et s'étaient développées très progressivement. Elles se trouvaient à leur origine à la campagne à proximité des villes et se sont trouvées par suite de l'extension de celles-ci englobées dans des quartiers populeux loin des voies de communication nécessaires à leur développement. Aussi certains industriels profitèrent-ils de la démolition de leurs établissements pour les réédifier dans des conditions meilleures.

2° *Etat de l'industrie au début de 1919.* — Dès le début de 1919 le Ministère de l'industrie, du travail et du ravitaillement fit procéder à une enquête sur la situation industrielle dans les différentes régions du pays et par groupes d'industries, ce qui permit de se rendre compte des conditions dans lesquelles la reprise du travail pouvait être effectuée, des obstacles qui s'opposaient à cette reprise et des moyens à préconiser pour revenir le plus rapidement possible à une situation normale.

Si l'on passe une revue rapide des grandes classes de l'industrie belge à la fin de 1918, on constate ce qui suit :

Industrie des Mines.

A) *Charbonnages.* — Les exploitations houillères ayant pour la plupart continué à fonctionner pendant toute la guerre, leurs installations sont restées intactes sauf l'usure anormale du matériel et les dévastations commises dans certains sièges au moment de l'armistice. A noter toutefois que la production totale de charbon qui était pour tout le royaume de 22.841.590 tonnes en 1913 était tombée pour l'année 1918 à 13.821.930 tonnes soit 60 % du chiffre précédent. Le manque d'explosifs, d'huiles et graisses, de chevaux, de câbles d'extraction, de machines et de moyens de transport créait d'ailleurs autant de difficultés à vaincre pour revenir progressivement à l'ancienne production.

B) *Fours à coke.* — Beaucoup de fours à coke avaient été mis hors feu pendant l'occupation ; d'autres avaient subi des réquisitions de métaux, d'appareils de manutention. La production de coke en 1918 était tombée au 1/7 de sa valeur normale avant la guerre, 30 % au moins des installations de trouvaient hors d'état d'être remises en marche après l'armistice.

C) *Fabriques d'agglomérés.* — Les fabriques d'agglomérés furent généralement respectées par le pouvoir occupant, la plupart de ces fabriques devaient d'ailleurs fournir les briquettes nécessaires à l'alimentation des locomotives circulant sur le réseau exploité en entier par l'administration allemande.

Carrières. — On a vu plus haut que les carrières de porphyre de Les-sines avaient été mises sous séquestre en 1915 et que celles de Quenast et de Bierghes subirent le même sort en 1916. Ces carrières furent exploitées par les Allemands sans aucun souci d'avenir dans le seul but de produire d'une façon intensive des pierrailles pour les besoins militaires. De plus, des destructions de voies, des enlèvements d'outillage ont été opérés lors de la retraite à la veille de l'armistice, ce qui a rendu encore plus difficile la mise en marche des exploitations.

La valeur de la production totale des carrières du pays qui s'élevait à 70 millions de francs en 1913 n'atteignait plus que 10 millions en 1918. Alors qu'avant la guerre on comptait 1.556 sièges d'exploitation en activité, il n'y en avait plus que 238 en 1918.

Les carrières de pierres de taille, de marbres, d'ardoises avaient cessé toute exploitation ; plusieurs carrières avaient été noyées par suite de

la cessation des travaux d'exhaure, le pouvoir occupant ayant interdit la fourniture du charbon nécessaire à ces travaux ; d'autre part, les moyens de transport faisaient défaut, les Allemands ayant notamment enlevé les voies de chemins de fer vicinaux qui traversaient toute la région des carrières du Condroz et de Sprimont Poulseur. De même les carrières de la Meuse, de l'Ourthe, de l'Amblève et de la Vesdre qui avaient peu souffert et qui étaient en état de reprendre leur travail après les hostilités, en furent empêchées par le manque de moyens de transport pour écouler la production.

Industries métallurgiques. — Rappelons que les grandes usines productrices de fonte et d'acier avaient toutes été profondément atteintes, que sur les 57 hauts fourneaux existant dans le pays avant la guerre, 11 seulement restaient encore debout au moment de l'armistice, que les aciéries avaient été démolies, que les laminoirs avaient été enlevés en grande partie.

La production des aciéries, qui était de 1.409.460 tonnes avant la guerre, n'était plus que de 2.380 tonnes en 1918, tandis que les fabriques de fer et les usines à ouvrer le fer et l'acier qui usinaient plus de 750.000 tonnes de marchandises en 1913, ne produisirent plus que 64.660 tonnes en 1918.

Les usines à zinc, sauf celle de Sclaigneaux, n'avaient pas notablement souffert en ce qui concerne leur division métallurgique proprement dite ; par contre, la démolition des chambres de plomb et l'enlèvement des installations pour la fabrication de l'acide sulfurique eurent pour conséquence l'impossibilité de griller les blendes destinées à l'alimentation des usines à réduction.

La production de zinc (brut et laminé) et de plomb pour les années 1913 et 1918 se présente comme suit en tonnes :

	1913	1918
Zinc brut.....	204.220	9.245
Zinc laminé.....	51.490	745
Plomb.....	103.480	20.630

Le problème de la reprise de l'industrie du zinc en Belgique justifiait bien des inquiétudes ; le minerai venant exclusivement de l'étranger, surtout de l'Australie, la reprise était liée à la possibilité d'amener ces minerais, ce que le coût élevé du frêt et l'état du change rendaient particulièrement difficile. D'autre part, de grosses usines à zinc ont été établies pendant la guerre, notamment en Angleterre, ce qui a modifié sensiblement les conditions du marché mondial.

Ateliers de construction métallique. — Cette branche de l'industrie belge avait été particulièrement frappée par les saisies, enlèvements et réquisitions ; les meilleures machines-outils, les courroies, les organes de cuivre, les transmissions furent enlevés dans presque tous les établissements de quelque importance ; de plus, de nombreuses machines furent réduites en mitraille et beaucoup d'ateliers furent détruits de fond en comble ; les fondations même des machines avaient été démolies pour en enlever les ancrages.

Dans ces conditions la reprise du travail après l'armistice fut particulièrement lente et pénible. Dans certains grands établissements qui avaient le plus souffert des dévastations, on s'occupa tout d'abord de reprendre des ouvriers pour des travaux de nettoyage et de réfection et pour former un nouveau noyau de personnel spécialiste.

Dans d'autres, les Ateliers de Construction de la Meuse, par exemple, 500 ouvriers furent employés à la réfection des locomotives. (Le personnel se montait à 1.600 environ avant la guerre.)

A la Fabrique Nationale d'armes de guerre, on répara les automobiles abandonnées par l'ennemi, mais quelques ouvriers seulement étaient occupés aux travaux d'avant la guerre. De petits constructeurs qui avaient eu la chance de conserver leur matériel et un peu de matières premières pour chaudronneries et charpentes purent effectuer de petites commandes ; les patrons qui n'avaient pas de matériel hésitaient à en commander à cause des prix très élevés que l'on réclamait ; ils espéraient que ces prix baisseraient dans l'avenir ; de même la clientèle attendait cette baisse et ne commandait que le strict indispensable. A noter encore que les usines et ateliers qui avaient pu conserver les parties essentielles de leur outillage mécanique, ne pouvaient s'en servir par suite du manque de courroies ou de moteurs électriques. Enfin les difficultés que l'on éprouvait à se procurer les matières premières, le coût élevé de celles-ci et la pénurie des moyens de transport constituaient autant d'éléments s'opposant à la reprise d'un travail normal.

Industries textiles. — A Gand, centre principal du coton, la situation au début de l'année 1919 était la suivante :

Sur les 1.600.000 broches à filer existant avant la guerre, 800.000 seulement étaient en état de reprendre le travail. Les autres étaient immobilisées par suite des réquisitions de bronze, courroies pour transmissions, chaudières, turbines, moteurs électriques, etc., etc. Le matériel proprement dit, c'est-à-dire les machines de filature, n'avait en général pas souffert. Les tissages étaient en état de reprendre immédiatement le travail avec une partie importante de leurs métiers, mais les matières premières manquaient.

En ce qui concerne les filatures de lin, de chanvre et de jute, sur les 375.000 broches environ qui existaient avant la guerre, 35.000 représentant 9 usines avaient été détruites et 8.000 étaient frappées d'inactivité par suite de l'enlèvement des machines motrices.

La plupart des teillages de lin de la région des Flandres avaient subi d'importants dégâts par destruction et pillage ; tout le matériel en bois avait été utilisé comme bois à brûler, les machines motrices démolies et les locaux transformés en écuries. La remise en état de ces installations retarda singulièrement la reprise de cette industrie qui, dans les premiers mois de 1919 n'occupait encore qu'un nombre très restreint d'ouvriers.

Quant à l'industrie lainière, à quelques exceptions près, les bâtiments d'usines et le matériel avaient peu souffert, mais il avait été procédé à des enlèvements de courroies, cuivres, garnitures de cadres, câbles, etc., ce qui immobilisait les filatures.

Dans quelques petits ateliers on avait réussi à cacher de nombreux éléments de machines et l'on put remonter les assortiments après l'armistice ; mais la laine faisait défaut, pour reprendre le travail. De même dans les tissages qui avaient relativement été épargnés par les saisies et enlèvements, le chômage était complet parce que l'on manquait de chaîne et de fil.

Industries chimiques. — Sur 27 usines qui fabriquaient l'acide sulfurique avant la guerre, 5 seulement pour des raisons diverses avaient conservé leurs chambres de plomb et étaient en état de produire au début de 1919. Les poudreries, les fabriques d'explosifs de sécurité et les fabriques de dynamite avaient été profondément atteintes.

La situation signalée ci-dessus pour les industries extractives et métallurgiques dépendant de l'administration des mines ainsi que pour les ateliers de constructions, les usines textiles et les industries chimiques, se présentait de même quelques mois après l'armistice dans les différentes autres branches de l'activité nationale. C'est ainsi que dans les glaciers, verreries, et gobeletteries dont les installations avaient été généralement respectées, le travail ne put reprendre, faute de sulfate de soude. Dans les grandes briqueteries le charbon à longue flamme indispensable pour la cuisson des briques ne pouvait être obtenu et les voies ferrées étroites avaient été enlevées par l'occupant ; c'est pourquoi l'on dut attendre de longs mois avant de pouvoir entamer la fabrication des briques si nécessaires à la reconstruction des bâtiments détruits pendant la guerre. On pourrait citer encore les industries céramiques, les industries alimentaires, celles du vêtement, du papier,

du cuir, de l'ameublement, etc., dans lesquelles le chômage fut plus ou moins complet par suite des causes principales mentionnées plus haut : enlèvements du matériel (machines, moteurs, outillage, courroies, approvisionnement), manque de matières premières et difficultés de transport. Les chefs d'entreprise ne pouvaient, dans l'immense majorité des cas, remédier à ces causes de chômage qui ne s'atténuèrent que lentement.

3° *L'effort de restauration en 1919.* — A la fin de l'année 1919 la situation générale s'était sensiblement améliorée, et la reprise du travail se présentait dans des conditions très favorables. Les chiffres que nous citons ci-dessous sont les résultats d'une enquête faite par le Ministère de l'industrie, du travail et du ravitaillement entre le 8 et le 20 décembre 1919. Pour les charbonnages, les carrières, les usines métallurgiques, l'enquête a consisté à comparer le personnel employé et la production obtenue pendant une journée de la semaine du 12 au 20 décembre aux chiffres correspondants pour l'année 1913. Pour les autres industries, l'enquête n'a pu porter que sur la comparaison du nombre d'ouvriers employés.

NOMBRE D'ENTRE- PRISES 1913-1915		CATÉGORIES	PERSONNEL POUR UNE JOURNÉE DU 12 AU 20 DÉCEMBRE 1913-1919		POURCENTAGE PAR RAPPORT A 1913	PRODUCTION EN TONNES POUR UNE JOURNÉE DU 12 AU 20 DÉCEMBRE 1913-1919		POURCENTAGE DE 1913 PAR RAPPORT A 1913
125	125	Mines de charbon (1).	148.748	154.333	104	78.884	73.981	94
41	17	Fabriques de coke	3.092	1.640	53	8.729	2.898	37
62	62	Fabriques d'agglomérés.....	1.530	1.646	109	7.867	7.568	98
	20	Carrières de marbre ..	678	337	51	54 m 3	18 m 3	33
	51	Carrières de taille.....	7.883	3.650	46	815 m 3	309 m 3	38
	99	Carrières craie, chaux, marne.....	5.988	3.189	58	12644 m 3	6143 m 3	49
	86	Carrières, pavés, pierres.....	8.865	5.231	59	8394 m 3	3882 m 3	46
	11	Carrières phosphates..	823	645	78	1099 T	630 T	57
	11	Ardoisières.....	730	429	59	113100 pièces	56230 pièces	50

(1) Au cours de la guerre l'exploitation de 5 petites mines fut arrêtée par suite d'épuisement, de difficultés financières ou de destructions, par contre, 5 nouveaux charbonnages furent mis en activité, dont un pendant la guerre, dans la Campine et le Hainaut, ce qui explique l'augmentation de la population ouvrière. La production toutefois a diminué.

Métallurgie du fer. — Pour 61 usines comprenant les hauts fourneaux, les aciéries, les laminoirs, les fabriques de fer, les fonderies d'acier, on relève les chiffres suivants :

PERSONNEL EN DÉCEMBRE 1913-1919		POURCENTAGE PAR RAPPORT A 1913	TONNAGE TOTAL MIS EN ŒUVRE PAR JOURNÉE. — DÉCEMBRE 1913-1919		POURCENTAGE DE LA PRODUCTION DE 1919 PAR RAPPORT A 1913
36.548	22.971	60	20.065	6.761	34

Métallurgie du zinc, du plomb, du cuivre et de l'argent.

NOMBRE		PERSONNEL EN DÉCEMBRE	
		1913	1914
18	Usines à zinc (fonderies et laminoirs).	10.095	5.390
4	Usines à plomb, argent et zinc	2.648	1.335
3	Usines à plomb, argent et cuivre.	1.894	1.037
25		14.637	7.762

POURCENTAGE DU PERSONNEL DE 1919 PAR RAPPORT A 1913 : 53 %

PRODUCTION D'UNE JOURNÉE EN DÉCEMBRE			POURCENTAGE DE LA PRODUCTION DE 1919 PAR RAPPORT A 1913
	1913	1919	
Zinc brut.....	598 T.	106 T.	18
Zinc laminé.....	162 T.	153 T.	94
Plomb	302 T.	27 T.	9
Cuivre	18 T.	5 T.	28
Argent.....	518 Kg.	15 Kg.	3

En ce qui concerne les industries autres que les industries extractives et métallurgiques l'enquête de décembre 1919 avait porté sur 3.692 entreprises ou divisions d'entreprises qui occupaient en 1914, un total de 412.462 ouvriers. Au 15 décembre 1919, cette population était

réduite à 289.172 ouvriers soit 70 % du personnel de 1914. Si l'on tient compte de la population ouvrière des charbonnages et des carrières, il en résulte que, pour l'ensemble des industries belges, l'enquête de l'inspection du travail faite à la fin de 1919 portait sur 69 % des entreprises occupant plus de 20 ouvriers avant la guerre, et sur 89 % du nombre d'ouvriers au travail à la même époque.

Il est à remarquer encore que sur les 3.692 entreprises n'appartenant pas aux industries extractives et métallurgiques il y avait :

351 entreprises chômant complètement ou.....	9.5 %
277 — occupant 1/4 du personnel de 1914.	7.51 %
459 — — du 1/4 à 1/2 du personnel de 1914.	12.43 %
749 — — du 1/2 à 3/4 du personnel de 1914.	20.29 %
1.856 — — des 3/4 et plus du personnel de 1914.	50.27 %
	<u>100.00 %</u>

On peut classer comme suit, les causes principales entravant la reprise complète du travail :

CAUSES	NOMBRE D'ENTREPRISES	POUR CENT
Manque de matériel.	649	17.58
— de matières premières.	462	12.52
— de charbon.	270	7.31
— de matières premières et de charbon	209	5.66
— de main-d'œuvre.	183	4.96
— de capitaux.	227	6.15
— de commandes.	285	7.72
Défense d'exportation.	21	0.57
Pénurie de moyens de transports.	44	1.19
Cherté des matières premières.	113	3.06
Cherté de main-d'œuvre.	51	1.38
Liquidation d'entreprises.	85	2.30
TOTAUX.	2.599	70.40
Entreprises dans lesquelles la reprise est complète.	1.016	27.52
Nouvelles exploitations.	77	2.08
Totaux généraux.	3.692	100.00

Situation générale de l'industrie en décembre 1919.

Le tableau ci-dessous donne une idée de la reprise du travail dans l'ensemble de l'industrie en se basant uniquement sur le personnel employé dans les différentes branches en décembre 1919 :

INDUSTRIES	NOMBRE d'entreprises et divisions d'entreprises	NOMBRE D'OUVRIERS		POURCENTAGE DE REPRISE
		AVANT LA GUERRE	DÉCEMBRE 1919	
Mines.....	189	153.370	158.019	103
Carrières.....	368	30.901	17.564	57
Métaux.....	784	149.769	96.406	64
Céramique.....	149	14.055	9.965	71
Verrière.....	59	28.149	22.785	81
Chimique.....	199	24.485	18.144	74
Alimentaire.....	310	22.271	19.749	89
Textile.....	967	129.524	79.232	61
Vêtement.....	219	12.351	8.237	67
Construction.....	123	9.765	8.434	86
Bois et ameublement.....	284	16.866	11.135	66
Cuirs et peaux.....	150	12.752	7.458	58
Tabac.....	88	6.870	5.174	75
Papier.....	78	6.501	5.065	78
Livre.....	141	7.874	5.979	76
Art et précision.....	89	5.120	4.176	82
Transports.....	66	12.377	13.298	107
Totaux généraux.....	4.263	643.000	490.820	76

D'après ce tableau, l'industrie belge occupait à la fin de 1919, 76 % du personnel de 1914 ; la reprise du travail était complète dans l'industrie des mines (103 %) et dans l'industrie des transports (107 %).

Malheureusement la restauration de l'industrie belge qui, grâce à l'énergie, au courage et à l'activité de ses dirigeants s'annonçait si brillante, un an à peine après la cessation des hostilités, fut brusquement arrêtée au cours de l'année 1920 par la crise profonde qui s'abat- tit sur le monde entier atteignant la Belgique en plein effort de relève- ment.

Ce serait sortir du cadre du présent travail, que de retracer les phases pénibles que les différentes industries du pays eurent à traverser pour réparer les dommages de toute espèce résultant de la guerre. Il ne s'agissait pas seulement de reconstruire les bâtiments et de reconsti- tuer l'outillage ; il fallait encore dresser une main-d'œuvre nouvelle

dont les exigences croissaient tous les jours ; aux difficultés pour se procurer les matières premières venaient s'ajouter les efforts à déployer dans la lutte contre la concurrence et les démarches à entreprendre pour se créer de nouveaux débouchés à l'étranger.

L'ouvrage déjà cité de M. R. F. H. Duke, secrétaire commercial de l'ambassade britannique, constitue un tableau frappant de la situation économique et industrielle de la Belgique à la fin de 1921. Nous y renvoyons le lecteur étranger qui voudrait se rendre compte plus complètement de l'immense effort accompli, après de longues années de souffrance et de deuil, par un petit pays qui, suivant l'exemple donné par son Souverain, sait lutter de toute son énergie pour mériter le droit d'avoir confiance dans une destinée libre et indépendante.

INDEX

A

Abbau-Gruppe, 165, 167, 168, 173.
Abrechnungstellen (voir : bureaux de liquidation des lins).

Acide nitrique, 30 ; — sulfurique, 30, 57, 60, 118, 138-140, 148, 169, 170, 215-219, 221, 227, 267, 269.

Acier, aciéries, 13, 14, 16, 57-59, 81, 112, 126, 134, 156, 162, 169, 175, 180-193, 197-204, 209, 226, 239, 252, 253, 257, 267, 271.

Acker (ateliers G. Van —), 208.

Activité industrielle, 3, 6, 11, 24, 25, 28-30, 73, 179 (voir : vie économique, et : reprise du travail) ; son arrêt, 24 ; obstacles à la reprise de l' —, 33-51 ; limites imposées à la reprise de l' —, 71-72.

Administration allemande, autorités allemandes, 6-9, 23, 25, 26, 28, 29, 31, 38, 40, 41, 43, 45, 49, 50, 52-54, 58-61, 63, 64, 67-69, 71, 73-80 ; 81-91, 94, 95, 98-101, 104, 105, 107-109, 111, 115-117, 120-125, 130-132, 139-141, 143, 145, 146, 152-157, 170, 173-176, 179, 181, 187, 201-207, 211, 212, 217, 224, 226, 228, 230, 231, 233-237, 239, 242, 247, 250, 257-259, 266 ; — militaire des mines, 97 ; — douanière en Belgique, 97.

Aerschot, 4.

Agglomérés, 15, 266, 270.

Agriculture, 57, 148.

Air liquide (l' —), 90.

Aiseau (Société anonyme d' —), 139.

Alcool, 104, 105.

Alimentation (industries de l' —), 12, 14, 20, 50, 96, 104-107, 123, 127, 145, 250, 251, 269, 273.

Allemagne, 3, 4, 6-8, 11, 14-17, 19, 20, 23, 25, 26, 29, 33-37, 40, 44-46, 48, 52, 55, 57, 59-62, 66, 67, 70, 72, 75, 77, 82, 84, 92, 101, 102, 115, 120, 128, 135, 151, 156, 158, 162, 170, 171, 182, 249, 264.

Allemands, 5, 10, 21-23, 25, 31, 48, 73, 84, 85, 151, 175, 176.

Allumettes, 107, 122, 144.

Aluminium, 213, 217, 218.

Amendes, 78, 109-113, 116, 117, 224.

Angleterre, 11, 15-17, 19, 25, 34, 40, 46-49, 60, 63, 263, 264, 267.

Angleur (Aciéries d' —), 81.

Anvers, 3, 15, 21, 23, 26, 27, 34, 36, 37, 64, 74, 80, 90, 97, 138, 146, 181, 211, 214, 233, 247, 248, 253, 254, 256.

Anthisnes (carrières de petit granit d' —), 231.

Appareillages électriques, 14, 116. (Voir : enlèvements de machines).

Archives de la guerre, 1, 100, 101, 119, 152, 165, 166, 174.

Argent, 17, 137, 138, 213, 215, 216, 271.

Armées, 4, 8, 28, 36, 143, 175 — ; allemande, 6, 8, 21, 25, 26, 34, 36, 38, 42, 46, 57, 59, 70, 74-77, 79-81, 84, 87, 91, 98, 101, 115, 119, 127, 128, 130, 132, 133, 137, 140, 141, 143, 146, 147, 153, 156-158, 161, 162, 170, 173, 176, 206, 210, 211, 220, 222, 224, 231, 241, 243, 259 ; — belge, 4, 5, 22, 25 ; britannique, 4 ; — française, 4, 22.

Armes à feu, — de guerre, 17, 23, 89, 162-166, 206, 252, 253 (voir : munitions).

Armistice, 4, 8, 41, 77, 80, 81, 86-88, 93, 115, 129, 133, 134, 152, 171, 174, 175, 179, 182, 184, 187, 190, 191, 194-196, 198, 200, 202, 203, 205, 207, 208, 210-213, 215, 219, 221, 227, 229-231, 233, 235, 237, 246, 247, 254, 263, 264, 266-269 ; — état de l'industrie au début de 1919, 265-270.

Arrestations, 23 (voir : prison, et : déportations).

Arrêtés, 1, 35, 44, 68, 76, 77, 82, 96, 99, 102, 103, 105, 108, 113, 116, 143, 161, 163, 179, 241, 242 ; — contre les chômeurs paresseux, 78 ; — 26 octobre 1914, 30, 33, 35 ; 56, 65 ; — 15 novembre 1914, 30, 33, 56, 65, 69 ; — 26 novembre 1914, 82 ; — 20 décembre 1914, 30, 33 ; — 17 février 1915, 82, 83 ; — 25 février 1915, 44, 58 ; — 26 avril 1915, 55 ; — 29 mai 1915, 57 ; — 26 juillet 1915, 146 ; 14 août 1915, 99 ; — 18 août 1915, 77, 78 ; — 5 et 6 septembre et 5 décembre 1915, 69 ; — 13 décembre 1915, 105 ; — 31 décembre 1915, 111 ; — 8 janvier 1916, 109 ; — 10 janvier 1916, 109 ; — 6 mars 1916, 116 ; — 15 avril 1916, 44 ; — 22 avril 1916, 111 ; — 2 mai 1916, 46 ; — 25 mai 1916, 46 ; — 8 juillet 1916, 113 ; — 23 juillet 1916, 111 ; — 19 juillet 1916, 109 ; — 22 août 1916, 110 ; — 29 août 1916, 91 ; — 15 septembre 1916, 112 ; — 27 septembre 1916, 114 ; — 14 octobre 1916, 110 ; — 20 octobre 1916, 117 ; — 13 décembre 1916, 114 ; — 15 avril, 9 août, 23 décembre 1916, 69 ; — 30 décembre 1916, 113 ; — 1 février 1917, 105 ; — 14 février 1917, 110, 143 ; 17 février 1917, 119-124, 131, 145, 202, 248 ; — 30 juillet 1917, 121 ; — 17 novembre 1917, 147 ; — 26 mars 1918, 91 ; — 25 avril 1918, 105.

Arsenal de Malines, 29.

Asmis (Docteur W. —), 119.

Association des tramways électriques de Belgique, 261.

Ateliers de construction mécanique, 13, 14, 22, 23, 24, 43, 58-59, 86-88, 115, 120, 151, 175, 182, 192, 197, 201, 204-208, 211-213, 268 ; — (voir : usines ; exploitations ; métallurgiques (industries —) ; — van de Kerchove, 76, 81 ; — de la Meuse, 87, 88.

Athus Grivegnée (Société anonyme d' —), 81, 187, 226.

Automobiles, 23, 210, 253, 254, 268 (voir : Nagant, et : Minerva).

Autorités allemandes (voir : administration).

Avis à la population, 23, 79 ; — 9 janvier 1915, 38 ; — 2 avril 1915, 39.

Awans (ateliers de construction, chaudronnerie et estampage d' —) 212.

B

Baelen-Wezel, 214, 216.

Balance commerciale belge, 11, 13.

Banques allemandes, 38-41, 154 ; — belges, 13, 26, 27, 31, 83, 95, 96 ; — nationale de Belgique, 24, 26-28 41 ; enlèvement de ses encaisses, 26.

Basset (boulonneries —, à Houdeng-Goëgnies, 203.

Bâtiment (industries du —) 122, 133-135.

B. d. K. M., 163.

Beeringen (Société anonyme des charbonnages de —), 225.

Bekaert, 75.

Belgique, belges, 1-10 ; situation de son industrie en 1914, 11-20 ; — invasion du territoire, 21-32 ; — réquisitions en masse, 33-42 ; — obstacles à la reprise du trafic avec l'étranger, 43-51 ; — utilisation des entreprises dans un but militaire, 73-93 ; — organisation générale de l'exploitation de l'industrie, 94-107 ; — nouvelles saisies en 1916, 108-118 ; — fermeture des usines, 119-149 ; — évolution dans les méthodes d'exploitation, destructions, 151-160 ; — organisation de l'exploitation à outrance, 161-177 ; — bilan de l'exploitation

allemande et description du domage, 179-262; — la restauration, 263-274.

Bellecourt (forges de —), 209.

Benzine, benzol, 30, 56, 90, 148.

Berlin, 42, 53, 69, 100, 102.

Beurre, 107.

Biache Saint-Vaast, 214.

Biens étrangers ennemis (liquidation des —), 91-93.

Bierghes (carrières de porphyre de —), 75, 85, 131, 133, 229, 230, 266.

Bilan de l'exploitation allemande, 179-262.

Billets de banques, 26, 27; — émission de —, 27.

Bissing (Freiherr von —), 7, 8, 23, 29, 38, 43, 44, 50, 52, 53, 59, 71, 72, 75, 77, 97, 108, 115, 152-156.

Blanchisseries, 122, 243.

Blé, 12.

Blocus, 6, 43, 46, 47, 62, 63; — Nord Sperre, 47.

Boël (Usines Gustave —), 169, 188, 189.

Bois (industries du —), 12, 13, 15, 19, 56, 89, 122, 127, 128, 217, 245, 248, 249, 273.

Bolsée (entreprise Jean —), 256.

Bonehil (Société anonyme des usines —), 194.

Bons de réquisition, 28, 37-43, 68, 69, 102, 182, 202, 241; — de provinces belges, 28.

Boom, 214.

Bornhardt, 54, 55, 71.

Borsig (K. von —), 58, 63, 74.

Boulonneries, 202-204.

Braine-le-Comte (Usines de —), 210.

Brasseries, 104, 106, 107, 123, 127, 145, 250.

Briey (bassin de —), 58.

Briques, briquettes, 45, 51, 185, 187, 214, 228, 234, 266, 269.

Brugioise et Nicaise et Delcuve (La —), 175, 208.

Bruges, 3, 148, 175, 176.

Bruxelles, 1, 3, 21, 26, 27, 38, 42, 53, 85, 137, 145, 146, 148, 156, 159, 176, 236, 247, 254, 260.

« **Bull.** » (voir : Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire de la Belgique).

« **Bull. Et.** » (voir : Bulletin offi-

ciel des arrêtés pour le rayon des étapes).

Bulletins administratifs de la Section pour le Commerce et l'Industrie, 9, 46, 49, 77, 78, 84, 97, 100, 108, 121, 124-127, 134, 135, 147.

Bulletin officiel des arrêtés pour le rayon des étapes de la IV^e armée, 1; — des lois et arrêtés pour le territoire de la Belgique, 1, 120.

Bureaux : central des eaux-de-vie, 104-106; — central des huiles, 99; — central des charbons, 55, 56, 84, 96, 98, 147, 148, 227, 259; — de contrôle pour l'importation des produits pharmaceutiques, 97; — de liquidation des lins, 68; — militaires, 94, 95; — de perception des matières premières, 96; — principal pour l'eau, le gaz, l'électricité, 84, 96, 101, 102, 146, 147, 258, 259; — de répartition des sucres, 104, 105; — de surveillance des entreprises commerciales à Anvers, 97.

Burght, 80, 233-235.

Bussere (Usines René de —), 248.

C

Câbles, 110, 113-115, 129, 144, 184, 185, 198, 203, 206, 208, 214, 215, 217, 221, 224, 226, 228, 230, 231, 234, 236-239, 242, 245, 249, 252, 258, 260, 261, 266, 268, 269.

Cacao, 37.

Caisses de prêt, 27, 42.

Calonne (carrières de —), 236.

Campine (La —), 14, 15, 92, 93; 138, 214, 225.

Canaux, 12, 29.

Cannon Brand Artificial Portland Cement Works Co Ltd., 80, 235.

Caoutchouc, 30, 34, 37, 129, 255.

Carels frères (Usines —), 86, 206.

Carrières, 3, 14, 18, 64, 74, 77, 85, 86, 122, 127, 130-134, 229-232, 266, 270, 272, 273 (voir : ciment.)

Castelein (M. E. —), 37.

Centrales, 84 (voir : bureaux); — industrielles, 98-102; — du charbon, 84, 96, 98, 100; — des

- huiles, 96, 99, 100, 140, 141 ; — des orges et des escourgeons, 104, 106, 107 ; — de la section de l'alimentation, 104-107.
- Céramiques** (industries —), 122, 134, 239-241, 269, 273.
- Céréales**, 37.
- Céruse**, 222.
- Chambres de Commerce**, 36, 37.
- Chambres de plomb**, 169, 170, 216-221, 267, 269.
- Chancelier de l'Empire**, 42, 53, 166, 176, 222.
- Chanvre**, 19, 30, 64, 65, 66, 67, 110, 142, 269.
- Charbon**, charbonnages, 3, 8, 12-14, 22, 51, 54-57, 71, 92, 93, 96, 98, 101, 120-123, 126, 128, 135, 145-148, 152, 154, 176, 177, 183, 200, 217, 222-229, 259, 264, 266, 267, 269, 270, 272.
- Charleroi**, 14, 18, 54, 95, 97-99, 131, 145, 176, 204, 205 ; fabrique de fer de —, 201 ; société anonyme des glaces de —, 238.
- Châtelineau** (usines de —), 80, 195.
- Chemins de fer**, 12, 15, 17, 28, 29, 59, 73, 75, 85, 88, 98, 101, 102, 111, 123, 127, 130, 136, 140, 146-148, 174-176, 197, 207, 208, 210, 218, 261, 262, 258, 261, 262, 264, 267.
- Chevaux**, 153, 177, 223, 266.
- Chiffons**, 96, 103, 109, 142, 144.
- Chimiques** (industries —), 14, 19, 122, 127, 138-139, 218-222, 269, 273 (voir : produits —).
- Chlorure de calcium**, 139, 140.
- Chômages**, 5, 24, 25, 58, 71, 73, 78, 119, 131, 154, 222, 249, 270.
- Ciment**, 45, 51, 63, 122, 145, 229, 233-236.
- Ciney** (fonderie et distribution d'eau de —), 257.
- Circulation fiduciaire**, 24, 26-28, 30, 42.
- Clouteries**, 202, 203.
- Cockerill** (Usines John —), 15, 23, 24, 57, 74, 126, 180-183, 225.
- C. O. E.** (voir : centrale des orges et escourgeons).
- Coke**, fours à —, 14, 15, 54-57, 90, 98, 102, 120, 126, 146-148, 180, 182-184, 188, 189, 191-193, 195, 225-227, 259, 260, 266, 270.
- Collections de dessins**, 4 ; — d'échantillons, 4.
- Comité consultatif des sucres**, 104 ; — national belge, 50, 123, 127, 128, 144, 213 ; — de guerre pour l'industrie allemande, 53.
- Commerce**, 3, 12, 25, 27, 35, 52, 64, 65, 95, 99, 135.
- Commissaire général pour les Banques**, 83, 95, 155 ; — du Ministère de la Guerre prussien, 30, 35 ; 44, 65 ; — spécial pour les séquestres et surveillances, 97.
- Commissions** : belge d'enquête sur les violations du droit des gens, 1, 9, 22, 31, 40, 53, 68, 69, 74, 75, 81, 82, 100, 101, 106, 152, 158, 165, 166, 171, 172, 174, 180 ; — économique allemande, 24-26, 29, 35, 39, 40, 45, 50, 52-53, 57, 58, 61-63, 65, 68, 70, 72, 75, 83, 84, 95, 108, 115 ; analyse des rapports présentés à la — économique, dans la séance du 19 juin 1915, 54-70 ; — impériale pour le règlement des indemnités, 42, 68, 76, 102, 164, 166.
- Communications**, 28-30.
- Compagnies** : Continentale du gaz, 260 ; — générale des conduites d'eau, 258 ; — des métaux d'Overpelt, 137, 139.
- Conduite allemande de la guerre et le droit des gens** (la —), 157, 175, 176.
- Congo**, 13.
- Congrès économique**, 53.
- Conscription belge**, 25.
- Conseil de surveillance**, 83, 90, 95.
- Consortium** : des Banques bruxelloises, 27 ; — de firmes de démolition (voir : Abbau-Gruppe).
- Constructions en bois**, 14 ; industries de la — mécanique, 17. (Voir : métallurgiques).
- Contrebande de guerre**, 46, 47.
- Contremaîtres**, 76, 77, 194, 230.
- Contributions de guerre**, 27, 28, 37-39, 42, 153 ; — indemnités de guerre, 31.
- Conventions de la Haye**, 26, 36, 40, 64, 73, 74, 77, 79, 86 ; — internationales, 6, 36, 40, 75, 152.
- Coton**, 12-14, 19, 30, 34, 36, 37, 64-66, 103, 109, 110, 142, 242, 244, 268.
- Courcelles** (Société anonyme des Glaces de —), 61, 134, 237.

Courroies (voir : câbles).
Courtrai, 19, 34, 67, 69, 109, 222, 243, 247.
Cousin (Entreprises Georges —), 256.
Coût de la vie, 42.
Crises, 24, 55, 128, 168, 273.
Cristallerie, 236, 239, 240.
Croyère (laminaires de La —, à la Louvière), 76, 199.
Cuir, 14, 19, 37, 96, 103, 122, 136, 245, 249, 250, 270, 273 ; (voir : Société par actions du cuir de guerre).
Cuivre, 12, 15, 17, 30, 102, 103, 113, 114, 138, 144, 169, 185, 188, 198, 203, 217, 221, 226-228, 231, 234, 237-240, 242, 244, 245, 249-251, 253, 257, 258, 260, 261, 268, 269, 271.

D

Dahrlenkassen, 27.
Delcour-Dupont (usines à canons J. —), 253.
De Nederlandsche Overzeetrust Maatschappij, 47, 48.
Département allemand des matières premières, 33-35, 65 ; — son action en Belgique, 34.
Déportations, 29, 75-77, 85, 88, 118, 119, 131, 132, 154, 156, 220, 224 ; (voir : pression exercée).
Dereq (Usines —), 172.
Description du dommage, 179-262.
Destoop (tissage Camille —), 243.
Destructions, 3, 4, 5, 8, 21-24, 54, 81, 88, 91, 96, 114, 118, 124, 132-134, 151-157, 161-170, 179-262, 263, 264 ; responsabilité des —, 157, 158 ; description du dommage, 179-262 ; les — de la dernière heure, 173-177 ; — exagérées, 169 ; — inutiles, 167-170 ; — systématiques, 4, 5, 8, 23, 151, 152, 157, 158 161, 164, 175, 183, 215, 241 ; (voir : explosifs).
Deutschkriegsrohstoffabteilung, (voir : département allemand des matières premières).
Deutsche Wirtschaftsausschuss für belgien, 53.
Dévastations (voir : destructions).
Dewandre Bressoux (Société anonyme J. et J. —), 200.

Die Hauptindustrien Belgiens (voir : principales industries de Belgique).
Dinant, 26.
Dison, 19.
Distributions d'eau, de gaz, d'électricité, 84, 92, 96, 101, 146, 147, 255, 257-260 (voir : centrales, et : bureaux).
Dixmude, 4.
Dreger (colonel) —, 74.
Droit des gens, 26, 40, 43, 78, 157 (voir : conventions, et : commissions).
Droits sur les prix, 45, 46.
Droogenbosch (Société anonyme de —), 139.
Duke (M. R. F. H. —), 263, 274.
Dumont (Etablissements —, de Sclaigneaux), 213-215.
Dupont (firme —), 43.
Dyle et Bacalan (Société anonyme de travaux —), 22, 111, 171, 172, 205, 206.

E

Eckert (Docteur Christian —), 25.
Emailleries, 241.
Embresin (sucrerie d' —), 251.
Emissions (privilège d' —), 27, 28, 41.
Emmerling, 61, 62.
Employés, 5, 28, 64, 85, 87-89.
Emsen Stevens (établissements F. et W. —), 233.
Enlèvements : de machines, 23, 24, 43, 52, 58, 91, 102, 111, 114, 118, 128, 129, 147, 161, 162, 170-173, 174, 179-262 ; — délimitation du butin, 161, 162 ; — bilan du dommage industrie par industrie, 179-262 ; — du cuivre, 114 (voir : cuivre) ; — des encaisses de la Banque nationale, 26.
Enquêtes, 9, 32 ; — en 1919, 265, 270-272.
Entreprises de travaux publics, 255, 256.
Envois en Allemagne, 23, 36, 37-51, 66-68, 102, 140, 174 ; (voir : enlèvements de machines).
Escaut, 4 ; chaudronneries de l' —, 211, 212 ; teintureries et apprêts de l' —, 80.

Escourgeon, 104, 106.
 Espagne, 15, 16, 50, 57.
 Espérance Longdoz (Société anonyme métallurgique d' —), 185, 187.
 Etablissements industriels (voir : exploitations).
 Etapes (voir : territoires d' —).
 Etat allemand (voir : Allemagne).
 Etats-Unis, 16, 17, 19, 49, 50, 60, 142, 157, 263.
 Exploitation de l'industrie belge, 7, 8, 9 ; — rationnelle, 9, 11-149 ; organisation générale de l' — de l'industrie, 94-107 ; — à outrance, 9, 25, 151-177 ; bilan de l' — allemande, 179-262.
 Exploitations industrielles, 4-6, 21-24, 35, 63 ; — leur utilisation dans un but militaire, 73-93 ; leur occupation militaire, 80-81 ; leur mise en surveillance ou sous séquestre, 82-93 ; nouvelles saisies en 1916, 108-118 ; fermeture des usines, 119-149 ; liste des — autorisées en 1917, 122, 123, 136, 137, 142, 144-146, destruction des — 151-156, 161-170, 173-177 ; description du dommage, 179-262 ; 264, 265, 270-274.
 Exportations, 6, 8, 12, 13, 16, 19, 35, 43-51, 55, 58, 59, 61-63, 65, 67-70, 75, 98, 121, 126, 135, 137, 141, 147, 148, 154, 217, 272 (voir : trafic).

F

Fabrique nationale d'armes de guerre d'Herstal, 23, 89, 268.
 Falkenhausen (generaloberst Freiherr von —), 32, 121, 156.
 Fer, 12-14, 15-16, 26, 57-59, 122, 124-127, 134, 152, 156, 158, 162, 165, 166, 168, 180-213, 217, 253, 267, 271 ; saisies de — en 1916, 111-112.
 Fermeture des usines, 119-149, 163 (voir exploitations).
 Fetu-Defize (établissements —), 211.
 Feuilles de réquisition (inexactitude des —) 166, 167 (voir : réquisitions).
 Fil, 13, 30, 64, 65, 69, 70, 74, 103, 110, 143, 269.

Flandres, 4, 19, 29, 36, 64, 96, 104, 163, 174, 248, 250, 269 ; — occidentale, 21, 75, 143.
 Fonderie royale de canons de Liège, 23, 74.
 Fontaine-l'Evêque (clouteries mécaniques de —), 202, 203.
 Fonte, 14, 16, 112, 126, 127, 169, 180, 185, 188-190, 195, 204, 214, 226, 228, 239, 267.
 Forges (voir : laminoirs, et : métallurgiques (industries —) ; — et tôleries liégeoises, 81, 201 ; — de la Providence (voir : Providence).
 Fourcalt (verreries de —), 135.
 France, 11, 14-17, 19, 20, 28, 34, 46, 47, 66, 163, 165, 190, 263.
 Fret, 61, 267.

G

Gand, 3, 19, 34, 36, 40, 68, 69, 76, 79, 80, 86, 109, 114, 144, 206, 208, 209, 214, 219, 242, 244, 247, 268.
 Gesetz und Verordnungsblatt für die Okkupierten Gebiete belgiens, für Flandern, für Wallonien, I. « G. Fl. », I.
 Gilly lez Enghien (sucrerie de —), 251.
 Giot (usines et aciéries Léonard —), 200.
 Glaces, 13, 14, 18, 51, 61, 63, 134-136, 236-239, 269 ; glacières de Courcelles, 61, 134, 237 ; (voir : Saint-Gobain).
 Glycérine, 57.
 Gobeleterie, 13, 14, 18, 51, 134, 135, 236, 239, 240, 269.
 Goetze (Docteur —), 45.
 Goltz (Feld Maréchal von der —), 25.
 Goudron, 30, 56, 57, 90, 101, 148, 259.
 Gouvernement belge, 24, 27, 36, 54, 130, 160 ; — général allemand, 7, 9, 24, 27, 28, 30, 50, 60, 68, 71, 84, 86, 94-97, 100, 104, 112, 116, 123, 139-142, 144, 146, 152, 153, 156, 163, 197, 205, 243.
 Gouverneur général, 7, 23, 38, 40-42, 43, 45, 49, 50, 52, 53, 56, 57, 69, 71, 75-78, 83, 94-98, 105, 106, 115, 129, 152, 155, 157, 166, 173 ; son pouvoir, 95.

Graisses, 30, 54, 122, 129, 140, 141, 234, 266.
Grand Pont (sucrierie du —), 251.
Grand quartier général allemand, 151, 155-158, 162, 175, 176.
Greiner (M. Ad. —) 23.
Grivegnée (société anonyme des fours à coke d'Athus —), 81, 187, 226.
Guerre de 1914-1918, 3-6, 7, 10, 11-14, 21-24, 26, 30, 33, 34, 43, 61, 130, 155 ; — économique, 33 ; — sous-marine, 46, 47, 57, 148.
 « G. W. », 1.

H

Hainaut, 18, 29, 75, 77, 96, 169, 170, 176, 177, 220, 222-225, 231, 233-236, 247, 248.
Haine Saint-Pierre (forges, usines et fonderies de —), 87, 201.
Halanzky (hauts fourneaux et mines d' —), 196.
Ham sur Sambre et Moustier (charbonnages d' —), 22.
Harmignies (Société anonyme des ciments Portland artificiels belges d' —), 80, 233-235.
Hasselt, 26.
Hauts fourneaux, 14-16, 57, 80, 168, 169, 180-197, 200, 201, 215, 267, 271.
Herstal, 23, 89, 172, 268.
Hindenburg (von —), 7-8, 119, 153, 155.
Hoboken (usines d' —), 137, 227.
Hollande, 16, 17, 25, 46-50, 55, 56, 61-63, 71, 72, 74, 95, 101, 134, 137, 142, 148, 174.
Hornu (usines et mines du Grand-Hornu et de —), 223.
Houille, houillères, 14, 15, 55, 56, 93, 98, 134, 176, 222-228, 266.
Huile, 30, 37, 56, 57, 90, 96, 99, 100, 122, 140, 141, 148, 177, 234, 250, 266.

I

Importations, 3, 6, 12, 13, 15, 19, 40, 44, 48, 49, 55, 59, 72, 95, 128, 142, 148, 154.
Impôts, 8, 13, 27, 101.

Incendies volontaires, 21, 22, 205, 209, 222, 243, 249, 259 (voir : destructions).
Indemnisations pour réquisitions, 37-43.
Indes, 16, 19.
Indiennerie Teinturerie Gantoise, 80.
Industrie belge, sa ruine en 1914, 3-5, 8, situation de l' — belge en 1914, 11-20 ; période d'invasion du territoire belge, 21-32 ; les — considérées comme valeurs de garantie, 31 ; premiers obstacles à la reprise de l'activité de l' —, 33-51 ; l'intérêt militaire et économique de l'Allemagne et les grandes —, 52-72 ; utilisation des entreprises dans l'intérêt militaire, 73-93 ; organisation générale de l'exploitation de l' — 94-107 ; nouvelles saisies en 1916, 108-118 ; fermeture des usines, 119-149 ; évolution dans les méthodes d'exploitation, destructions, 151-160 ; organisation de l'exploitation à outrance, 161-177 ; bilan de l'exploitation allemande et description du dommage, 179-262 ; la restauration, 263-274 ; l' — allemande, 26, 31, 45, 46, 53, 58, 63, 70, 97, 118, 134, 136, 151, 158, 164, 171, 197, 233 ; — de guerre allemande, 4, 6, 84, 102, 108, 109, 115, 151, 158, 161, 162, 171, 173 ; — Büro, 97, 121.
Industriels, 4, 5, 7, 24, 30, 35, 37, 43, 45, 48, 50, 54, 59, 64, 66, 70, 80, 85, 88, 89, 103, 109, 115-117, 130, 132, 133, 136, 145, 159, 160, 164, 167, 171, 180, 184, 195, 201, 208, 210-213, 215, 224, 227, 229, 233, 240, 241, 243, 245, 248, 264, 265 ; pression exercée sur les —, 73-80 ; (voir : violences, intimidation) ; leur situation pénible, 159, 160.
Invasion du territoire belge, 21-32, 179.
Inondations, 22, 223, 224, 231, 233, 235, 236, 266, 267.
Intérêt militaire et économique de l'Allemagne (l' —) et les grandes industries, 52-72.
Interventions des Allemands (premières —), 24-25.

Intimidation, 73-76, 85, 88, 89, 111, 131, 132, 168.
Inventaire des machines, 115, 116, 164, 165, 174 (voir : machines).
Italie, 16, 17, 263.
Ivoire, 37.

J

Jarotsky (Général von —), 26.
Jemeppe Auvelais (Société anonyme de —), 224.
Journaux, 128, 129.
Jumet (verrière de —) 135.
Jus neecessitatis, 6.
Jute, 19, 30, 64-67, 110, 142, 244, 269.

K

Kempff (Herr —), 26.
Keppel (Oberst —), 23.
Kerchove (ateliers van de —), 76, 81.
Kohlenzentral (voir : bureau central des charbons).
Köhler (Docteur von —), 97, 158.
Kuhlmann (Etablissements —), 219.

L

Laboratoire de chimie de la Section, 97.
Laine (industries de la —), 12-14, 19, 30, 34, 37, 64, 65, 103, 109, 110, 142, 242-244, 269.
Laiton, 30, 113, 114.
Laminoirs, 16, 17, 111, 112, 169, 180-189, 191-195, 197, 199, 200, 201, 202, 209, 213, 214, 267, 271 ; (voir : Monceau et Croyère).
Landcken (Freiherr van der —), 26.
Langen, 65, 66, 68, 70.
Ledeberg, 79, 80.
Le Docte (sucreries —), 251.
Le Jeune et Fretteur, 172.
Léonard de Kien et fils (tissages —), 243.
Lercangée (usines de coton —), 244.
Lessines (carrières de porphyre de —), 77, 85, 86, 131, 133, 229, 266.
Lettre du 25 novembre 1916, 7 ; 152, 153, 155.

Liège, 14, 15, 17, 18, 21, 23, 26, 54, 57, 64, 74, 76, 87, 90, 95, 97-99, 131, 168, 173, 185, 187, 197, 200, 205, 207, 211, 214, 216, 224, 225, 231, 239, 252, 253, 257, 258.

Liégeoise d'estampage (société —), 212.

Limbourg, 14.

Limites imposées à la reprise de l'activité industrielle, 71, 72.

Lin, 12, 14, 19, 30, 34, 36, 37, 40, 64, 65, 67-70, 103, 109, 143, 242, 243, 269.

Louisiane (Société anonyme La —), 114-242.

Liquidation des biens étrangers ennemis, 91-93, 96 ; — des bons de réquisition, 41-43.

Liste des industries autorisées en 1917, 122, 123, 136, 137, 142, 144-146.

Livre (industries du —), 14, 273.

Lochet-Habran (usines à canons —), 252.

Locomotives, 17, 58, 74, 87, 88, 117, 133, 181, 182, 186, 192, 195, 202, 207, 210, 214, 215, 217, 221, 227, 228, 230-232, 234, 245, 251, 256, 264, 266, 268.

Lois, 25 ; projets de lois sociales, 31.

Londres, 26, 27, 46, 60.

Louvain, 4, 22, 111, 172, 205, 206, 219, 228 ; sac de —, 22, 205.

Ludendorff (von —), 8, 119.

Lumière et force motrice (Société —), 146.

Lumm (Docteur von —), 26, 35, 39, 40, 83, 84.

Luttre, 75.

Luxembourg, 15, 16, 18, 44, 132, 187, 196.

Lys, 19, 67, 175.

M

Machines, — outil, 4, 8, 13, 14, 22, 23, 43, 52, 58, 76, 86-89, 91, 102, 108, 111, 113-118, 120, 122, 123, 128, 129, 133, 144, 154, 156, 157, 161-164, 166, 167, 169-173, 174, 180-196, 198-218, 223-225, 227-231, 234-243, 245-249, 252-254, 256-258, 265, 266, 268-270 ; premiers enlèvements de —, 23 (voir : enlèvements de —) ; inventaire

- des —, 115, 116 ; vente de — à l'étranger, 172 ; utilisation en Allemagne des — réquisitionnées, 170-173.
- Mahaim**, Le secours de chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, 48.
- Main-d'œuvre**, 8, 52, 56, 59, 97, 118, 154, 156, 165, 168, 170, 172, 273 ; — féminine, 170.
- Malines**, 29, 75, 136.
- Malonne Floreffe** (Société anonyme des charbonnages de —), 224.
- Manage**, 209.
- Manganèse**, 15, 112.
- Manufacture liégeoise d'armes à feu**, 252.
- Marchandises**, 44, 45, 48, 50, 51, 68, 102, 103 ; réquisition des — en masse, 33-43 (voir : réquisitions).
- Marche-les-Dames** (aciéries de —), 21.
- Marchés internationaux**, 5, 13, 16, 44, 45, 49, 134, 136, 267.
- Marchiennes-au-Pont**, 57, 81, 190, 194, 199, 200, 203.
- Marcinelle**, 169, 192.
- Mariemont**, 198.
- Marousset**, à Braine le Comte (carières de —), 232.
- Massengüter** (voir : réquisition des marchandises en masse).
- Matières premières**, 3, 4, 6, 12, 13, 30, 33, 34, 38, 44, 49, 50, 54, 65, 67, 70-72, 74, 95, 96, 102, 107, 108, 120, 122, 128, 129, 137, 142, 143, 162-166, 214-218, 220, 234, 235, 245, 249, 252, 264, 268, 270, 272, 274 ; — servant aux besoins de la guerre, 29, 30, 33, 43, 56, 57, 69 (voir : marchandises).
- Max de Bade**, 172, 222.
- Medaets et H. de Clercq** (entreprises A. —), 256.
- Menaces**, 4 (voir : intimidation, et : pression exercée).
- Métallurgiques** (industries —), 13, 14, 57-60, 64, 86-90, 111-114, 122, 124-127, 137, 138, 179-218, 222-229, 267, 268, 270, 273 (voir : fer, zinc, acier, ateliers).
- Mesures** plaçant entièrement l'industrie belge sous le régime économique de guerre allemand, 119-124.
- Meuse** (usines à tubes de la —), 213 ; ateliers de construction de la —, 87, 88, 207, 268.
- Micheroux** (Société anonyme du bois de —), 22.
- Middendorf**, 8, 152.
- Minerva motors**, 90, 253, 254.
- Mines**, industries minières, minerais, 14, 15, 22, 54-57, 59, 95, 97, 98, 111, 113, 121, 126, 127, 131, 136, 138, 147, 176, 183, 188, 222-233, 266, 270, 273.
- Ministère de la Guerre à Berlin**, 30, 35, 39, 157, 163, 172.
- Misère**, 24, 27, 54, 131.
- Moissons**, 25.
- Monceau** (Société anonyme des glaces de —), 134, 135, 238 ; laminoirs à fer et à tôle de —, 81 ; société anonyme de — Saint-Fiacre, 193.
- Mons**, 14, 26, 54, 77, 95, 98, 99, 131, 176, 204, 223, 224, 247, 264.
- Montfort** (Société anonyme de —), 232.
- Moratorium**, 24.
- Moustier-sur-Sambre** (usine des produits chimiques de —), 219.
- Munitions**, 23, 34, 40, 43, 49, 129, 153, 156, 161-166, 170, 175, 183, 208, 209, 220, 221, 233, 237-239, 246.
- Musson** (hauts fourneaux et mines de —), 196.

N

- Naeyer** (usines de —), 129, 245, 246.
- Nagant frères** (automobiles —), 23, 90, 253.
- Namur**, 3, 15, 18, 21, 132, 214, 224, 231, 239, 257.
- Nancy** (bassin de —), 57.
- Neerpelt** (Société de —), 138.
- Nickel**, 138.
- Niel on Rupel** (Société anonyme de de —), 234.
- Nieuport**, 4.
- Nitrates**, 30, 37.
- Nord** (boulonneries, forges et ateliers du —), 203.
- Norvège**, 62.
- N. O. T.** : de Nederlandsche Overzeetrust Maatschappij, 47, 48.
- Notes** : du 4 août 1914, 48 ; — 6 septembre 1919, 171.
- Nouvelle Montagne** (La —), 137.

O

Objets fabriqués (voir : produits fabriqués).

Obstacles à la reprise de l'activité industrielle, 33-51 ; — au trafic avec l'étranger, 43-51.

Occupation militaire de certaines usines, 23, 80-81, 111, 128, 129 (voir : usines).

Oelzentral (voir : huiles).

Offices : d'achat des lins, 68 ; — impérial pour l'habillement, 96 ; — militaire des matières textiles, 96 ; — pour le ravitaillement en matières premières, 162-166, 169, 182-184, 188, 189, 195, 196, 200, 201, 203, 204, 209-212, 215, 237, 253, 257, 258 ; — pour le ravitaillement en munitions, 162-166, 171, 172, 189.

Or, 17.

Order in council, 46.

Ordonnances, 1 ; — du 25 avril 1915, 42 ; — du 1^{er} décembre 1915, 109 ; — 23 juillet 1916, 110, 114 ; — 29 septembre 1916, 116 ; — 9 décembre 1916, 115 ; — 1^{er} mai 1917, 110.

Organisation générale de l'exploitation de l'industrie, 94-107.

Orge, 104, 106.

Ostendaise Lumière et Force motrice (Société —), 259.

Ougrée Marihaye (Société anonyme d' —), 23, 168, 183-185, 225.

Outillage économique, 4, 5, 8.

Ouvriers, 5, 14, 17, 18, 20, 24, 25, 28, 29, 49, 54, 61-66 ; 85-88, 101, 117-121, 131, 132, 154, 156, 165, 167, 168, 170, 197, 201, 217, 229, 230, 236, 270-272 ; — spécialistes, 55, 59, 120, 167, 168 ; pression exercée sur les —, 73-80 ; 85.

Overpelt (Compagnie des métaux d' —), 137, 139.

P

Papier, 14, 20, 51, 122, 128-130, 140, 162, 245-247, 269, 273.

Paresseux (arrêtés contre les chômeurs —), 78.

Passellecq, 153 ; « La déportation et le Travail forcé des ouvriers et de la population civile », 34, 52, 97, 120, 121 ; « Les Déportations belges », 46.

Pavés, 51, 130, 232, 270.

Pays-Bas, 11.

Peaux, 12, 14.

Personnel des chemins de fer belges, 28, 29.

Pétrole, 12, 37.

Phosphates, 8, 18, 30, 51, 139, 152, 219, 220, 270.

Pierres à construire, 45, 51, 270.

Pillage, 4, 5 (voir : destructions).

Pipe (usines —), 253, 254.

Pirenne (J. — et M. Vauthier), « La législation et l'administration allemandes en Belgique pendant la guerre, 25, 28, 44, 55, 65, 76, 78, 82, 83, 98, 99, 101, 104-106.

Plomb, 13-15, 17, 30, 137, 138, 170, 213-218, 219-221, 226, 227, 237, 240, 267, 271 (voir : chambres de —).

Pommes de terre, 107.

Population belge, 3, 11, 12, 20, 25, 27, 31, 44, 54, 57, 79, 98, 104, 120, 139, 140, 145, 147, 157, 159 ; — industrielle, 20, 24, 25, 120, 121, 270-273.

Ports, 12, 34, 36, 226, 256.

Prayon (Société anonyme métallurgique de —), 214.

Preisgaben (voir : droits sur les prix).

Pression exercée sur les industriels et les ouvriers, 73-80, 114, 168, 181, 224, 242.

« **Principales Industries de Belgique** » (Les —), 32, 36, 67.

Prison, 29, 75-78, 85, 109-113, 116, 117, 220, 230 (voir : pression exercée).

Prisonniers de guerre, 131, 134, 165, 167, 168, 196, 215, 224.

Prix maxima, 69, 109.

Proclamations, 25 (voir : avis).

Production, 8, 16-19, 30, 54, 55, 60, 61, 67, 135, 266, 267, 270, 271.

Produits fabriqués, 3, 6, 16, 18, 19, 44, 48, 49, 52, 108, 120, 185, 188, 214-218, 220, 249, 252 ; — chimiques, 12, 51, 138-140, 170 ; — métallurgiques, 12, 16 ; — pharmaceutiques, 97.

Progrès Industriel (Le —), 88.
Prondzynski (von —), 63.
Providence (forges de la —), 57, 81, 190.
Provinces belges, 38, 39 ; réunion des représentants des — belges, 38.
Punitions collectives, 79.

Q

Quasebart (Docteur —) 183.
Quenast (carrières de porphyre de —), 85, 86, 132, 133, 229, 230, 266.

R

Rapports, 9, 31, 35, 40, 53, 70, 71, 91, 93, 133, 140, 141, 147, 166, 173, 180, 206, 207, 209, 224 ; — de la commission belge d'enquête sur les violations du droit des gens, 9, 22, 53 (voir : commission belge) ; — présentés à la Commission économique, 54-71.
Rathenau (plan du Docteur Walter —), 34, 35, 65, 162.
Recq de Malzennes frères (ateliers de —), 88, 89.
Refus de travail, 78, 80, 86.
Renaix, 43, 75, 242.
Reprise du travail, 24, 25, 28, 29, 31 ; son importance, 25 ; obstacles à la —, 33-51 ; limites imposées à la —, 71, 72 ; obstacles à la — en 1919, 263-265 ; 268 ; — en 1919, 270.
Réquisitions, 4, 6, 23, 24, 50, 52, 64-66, 68, 70, 76, 77, 80, 81, 82, 85, 86, 88, 91, 95, 103, 107, 113-118, 131, 136, 138, 142, 143, 151, 153, 161-167, 174, 181, 183, 188, 191-195, 197, 199, 201, 202, 204, 206, 208-212, 214, 215, 220-223, 225, 226-231, 234-243, 245, 247-252, 254, 257-262, 266, 268 ; — des marchandises en masse, 33-43 ; 68, 102, 103, 108, 242, 258 (voir : enlèvements) ; indemnisations pour —, 37-43 ; nouvelles saisies en 1916, 108-118 ; inexactitude des feuilles de —, 166, 167 ; de main-d'œuvre (voir : déportations).

Responsabilité des destructions, 157-159.

Restauration de l'industrie, 263-274 ; facteurs s'y opposant, 263-265 ; l'état de l'industrie au début de 1919 et l'effort de —, 265, 274.

Riendotte (carrières de —), 232.

Rieu du Cœur et de la Boule réunis (Société anonyme des charnages de —), 223.

Rochette (laminoirs de La —), 200.

Rohma (voir : Office pour le ravitaillement en matières premières).

Rohstoffsabteilung, 34.

Rolin (Albéric —), « Le Droit moderne de la Guerre », 6, 7, 40.

Rosier (usines —), 170, 220.

Roulers, 19.

Russie, 13, 17, 19.

S

Sablères, 232, 239.

Sac de Louvain, 22, 205.

Sacs de tranchées, 43, 75, 76, 80, 233.

Saint-Gobain (Société anonyme des glaces de —), 135.

Saint-Josse-ten-Noode (Société du gaz de —), 146, 259.

Saint-Léonard (Société anonyme de —), 76, 87, 207.

Saint-Victor (forges et laminoirs de —), 199, 200.

Saisies, 102, 103, 108-118, 114, 151, 163 ; nouvelles — en 1916, 108-118 ; (voir : réquisitions).

Salaires, 27, 28, 49, 56, 77, 154.

Sandt (van —), 26, 37, 38.

Saventhem (papeteries de —), 172, 246, 247.

Savon, 57, 139, 141.

Schein (voir : bons).

Schwabach (Herr van —), 31.

Séance du 19 juin 1915 de la Commission économique, 52-72 (voir : Commission économique).

Secrets de fabrication, 4, 89, 90, 180, 217, 220.

Sections : de l'Alimentation, 104 ; — pour le Commerce et l'Industrie, 9, 31, 32, 45, 46, 49, 74, 77,

84, 91, 93, 94-102, 103, 104, 108, 109, 112, 113, 115, 120-125, 136, 138, 147, 152, 158, 163, 173, 203 ; attributions, 94-97 ; rôle 97 ; sous — de l'industrie du fer, 125, 126.

Sel, 107, 112, 139.

Selzaete (usines d'aluminium de —), 90.

Séquestre (mise sous —), 74, 76, 77, 82-91, 95-97, 111, 122, 124, 130-132, 146, 201, 205-208, 214, 217, 220, 223, 225, 230, 232, 249, 253, 254, 260.

Seraing, 15, 16, 23, 57, 74, 168, 180-183, 185.

Services publics, 255 ; — de Restitution industrielle, 171-173.

Simonis (Société anonyme Yvan —), 242, 244.

Sociétés : anonymes, 16, 22, 23, 57, 76, 80, 81, 85-88, 103, 114, 134, 135, 146, 180, 183, 185, 187, 192-194, 196, 199-201, 203, 205-217, 221, 223, 226, 227, 232, 234-238, 245, 246, 251, 252, 254, 275-259 ; — par actions du cuir de guerre, 96, 103, 249 (voir : cuir) ; — par actions pour les besoins en laine de guerre, 96, 103 ; — par actions pour les chiffons de guerre 96, 103 ; — centrale des achats pour la Belgique, 96, 103 ; — commerciale, 92 ; — générale de Belgique, 27, 28, 41-43 ; — de guerre par actions, 102, 103, 153 ; — immobilière, 92 ; — industrielles, 92 ; — nationale des chemins de fer vicinaux, 29, 261.

Soie, 19, 110, 144, 244.

Soude caustique, 139, 140.

Stocks, 34, 36, 44, 60, 61, 63-66, 69, 105, 109-113, 115, 128, 135, 136, 142, 143, 193, 218, 242, 248, 249, 254, 257, 264.

Subdivisions du pays, 29.

Sucre, 104, 123, 127, 128, 134, 250, 251.

Suède, 62.

Suisse, 56, 173.

Sulfate d'ammoniaque, 139, 148, 220, 226, 227, 259.

Surveillance (mise sous —), 82-91, 96, 97, 111, 208-213, 254.

Syndicats, 55.

T

Tabac, 14, 107, 122, 273.

Tableaux : des marchandises réquisitionnées et expédiées en Allemagne, 37 ; exportation de certaines marchandises en 1915, 1916 et 1917, 51 ; quantités de lin enlevées en Belgique, 68 ; listes des industries autorisées en 1917, 122, 123 ; matières premières mises à la disposition des exploitations de l'industrie du fer, 126 ; distribution des commandes entre les usines travaillant le fer, 126 ; exploitations autorisées dans l'industrie du bois, 127 ; usines autorisées à travailler le papier, 130 ; production des fonderies de métaux, 138 ; souscription des firmes aux emprunts, 141, 142 ; répartition du combustible, 147 ; réquisitions faites aux établissements de la Vieille Montagne, 216 ; réquisitions de plomb, 221 ; reprise du travail en 1919, 270-273.

Taxes, 46, 56.

Teintureries, 242, 243.

Termonde, 4, 21.

Territoires d'étapes et d'opérations militaires, 29, 38, 41, 96, 115, 116, 139, 140, 142, 144, 146, 153, 205, 243, 244.

Textiles (industries —), 19, 21, 22, 64-70, 96, 114, 142-144, 241-244, 268, 269, 273 ; — nouvelles saisies en 1916, 108-110.

Thy-le-Château et Marinelle (forges de —), 169, 192.

Tiberghien (Madame Veuve Ant. —), 80.

Tilleur Ougrée (Société anonyme des fours à coke de —), 226.

Tôle, 111, 126, 127, 137, 180, 182, 183, 187, 196, 197, 200, 202, 239.

Tourbe, 15, 221.

Tournaisis (Société anonyme des Ciments Portland du —), 236.

Trafic avec l'étranger, 43-51, 95 (voir : exportations) ; — avec l'ennemi, 160.

Tramways, 261, 262 (voir : chemins de fer).

Transmissions, courroies (voir : câbles).

Transit, 12, 28-30.
Transports, 4, 13, 28, 29, 56, 112, 120, 128, 130, 133, 135, 145, 148, 255, 258, 261, 262, 266-268, 270, 272, 273.
Travaux (entreprises de—), 255.

U

Union continentale commerciale des Glaceries, 61, 134, 237.
Usines, 3, 5, 8, 12, 15, 16, 19, 21-25, 35, 37, 49, 52, 60-65, 70, 76, 80, 85, 87, 117, 151-157, 161-177 ; — dévastées, 4, 5, 8, 21, 22, 161-170 (voir : destructions) ; occupation militaire de certaines —, 23 ; fermeture des —, 119-149 ; description du dommage, 179-262 ; (voir : exploitations ; séquestre ; surveillance ; destructions) ; usines de guerre, 36.
Utilisation des entreprises dans un but militaire, 73-93 ; — en Allemagne des machines réquisitionnées, 170-173.

V

Val-Saint-Lambert, 18, 239.
Vaux et de Gaurain Ramecroix, (carrières de —), 235.
Vermot, Valère Mabilie et R. Pelgrims (usines Ch. —), 198.
Verreries, 13, 14, 18, 45, 46, 51, 62, 63, 122, 134-136, 236-240, 269, 273.
Verviers, 19, 34, 62, 64, 65, 169, 242, 243.
Vêtement (industries du —), 14, 64, 96, 269, 273.
Vexations, 4, 117 (voir : pression exercée.)
Vie économique, 3, 6, 11, 24, 25, 28-30, 42, 44, 46, 49, 64, 91, 92, 94, 97, 149, 263 ; — son arrêt, 24.

Vieille Montagne (Société anonyme de la —), 16, 137, 139, 214, 216.
Vierre (usines de la —), 89.
Villes (grandes —), 21, 27, 34, 38, 43.
Vilvorde (Société anonyme des fours à coke de —), 227.
Violences, 73, 75-77, 79, 81, 85, 87, 114, 131, 168 (voir : pression exercée).
Viscose (Société générale de soie artificielle par le procédé —), 244.
Visé, 3.
Vopélius (Docteur von —), 62.

W

Wagons. 17, 74, 128, 181, 182, 192, 196, 200, 210, 211, 214, 215, 217, 218, 221, 226-228, 230, 256, 264.
Wasmael (faïencerie de —), 240.
Westarp (Graf von —), 79.
Wilsele (Société anonyme des industries chimiques de —), 219, 221.
Wirtschaftszeitung der Zentralmächte, 45.
Wtberghe (tissage Jules van —), 243.
Wumba (voir : Office pour le ravitaillement en munitions).
Wyck (von —), 80.

Y

Yernaux, Jaumot et Cie (firme F. —), 231.
Ypres, 3, 4.
Yser, 21.

Z

Zeebrugge (Société des briquettes de houille de —), 228.
Zinc, 12-17, 30, 45, 59, 60, 103, 134, 137, 138, 198, 213-218, 267, 271.
Zivilverwaltung, 31.
Zone d'étapes (voir : territoire d'—).

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	VII
INTRODUCTION.....	3

PREMIÈRE PARTIE

Exploitation rationnelle

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DE L'INDUSTRIE BELGE EN 1914.....	11
1. <i>Balance commerciale.</i> — Nécessité d'une industrie importante	11
2. <i>Principales industries.</i> — Extraction de la houille, métallurgie du fer, du zinc, du plomb; construction mécanique; carrières; industries verrières; industries textiles, coton, lin, laine.....	14

CHAPITRE II

PÉRIODE D'INVASION DU TERRITOIRE BELGE.....	21
1. <i>Influence directe de l'invasion sur l'industrie.</i> — Dévastations de bâtiments industriels par les troupes. — Occupation militaire de certaines usines. — Premiers enlèvements de machines. — Arrêt de la vie économique.....	21
2. <i>Premières interventions des Allemands dans les questions relatives à l'industrie belge.</i> — Importance de la reprise du travail. — Circulation fiduciaire. — Voies de communication. — Subdivisions du pays. — Matières servant aux besoins de la guerre. — Projets de lois sociales. — Les industries considérées comme des valeurs de garantie.....	24

CHAPITRE III

PREMIERS OBSTACLES A LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE.....	33
1. <i>Réquisition des « Marchandises en Masse ».</i> — Le département allemand des matières premières de guerre. — Son action en Belgique. — Les réquisitions de « Massengüter ». — La question de l'indemnisation. — La liquidation des bons de réquisition.....	33
2. <i>Obstacles au trafic avec l'Etranger.</i> — Les intentions du Gouverneur général. — Importance de l'exportation et de l'importation. — Mesures restrictives à l'exportation. — Les intérêts de la concurrence allemande. — Les effets de la guerre économique. — Rejet des propositions des alliés pour favoriser l'exportation. — Rejet des propositions des alliés pour fournir l'importation.....	43
3. <i>Tableau des exportations pour certaines marchandises</i>	50

CHAPITRE IV

L'INTÉRÊT MILITAIRE ET ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE ET LES GRANDES INDUSTRIES BELGES.....	52
1. <i>La Commission économique du Gouverneur von Bissing.</i> — Mission de la Commission économique. — Séance du 19 juin 1915.....	52
2. <i>Analyse des rapports présentés à la Commission économique.</i> — Industrie des charbonnages. — La « Kohlenzentral ». — Abus de la Kohlenzentral. — Récupération des sous-produits du coke. — Industrie du fer et de l'acier. — Les ateliers de construction mécanique. — Industrie du zinc. — Industrie des glaces. — Industrie du verre. — Industrie du ciment. — Industries textiles. — La laine. — Le coton. — Le chanvre et le jute. — Le lin.....	54
3. <i>Limites imposées à la reprise de l'activité industrielle.</i>	71

CHAPITRE V

UTILISATION DES ENTREPRISES DANS L'INTÉRÊT MILITAIRE.....	73
1. <i>Pression exercée par les autorités allemandes sur les industriels et les ouvriers.</i> — Procédés d'intimidation et de violence. — Arrêté contre les chômeurs qui par paresse se soustraient au travail. — Punitions collectives.....	73
2. <i>Occupation et exploitation militaires.</i>	80
3. <i>Mise sous surveillance et sous séquestre.</i> — Avantages de la mise sous séquestre. — Arrêté du 17 février 1915. — Points de vue de l'administration allemande pour la mise sous séquestre d'entreprises. — Exemples d'exploitation par séquestre. — Nombre d'entreprises mises sous séquestre et surveillance. — Résultats de l'administration allemande dans les entreprises.....	82
4. <i>Liquidation des biens étrangers ennemis.</i>	91

CHAPITRE VI

ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'EXPLOITATION DE L'INDUSTRIE.....	94
1. <i>La section pour le Commerce et l'Industrie près le Gouvernement général.</i> — Attributions de la Section. — Rôle de la Section.....	94
2. <i>Les « Centrales » industrielles.</i> — La centrale des charbons. — La Centrale des huiles. — Bénéfices réalisés par ces organismes. — Le bureau principal pour le gaz, l'eau et l'électricité.....	98
3. <i>Les sociétés de guerre par action.</i>	102
4. <i>Les « Centrales » de la section de l'Alimentation.</i> — Bureau de répartition des sucres. — Bureau central des eaux-de-vie.....	104

CHAPITRE VII

NOUVELLES MESURES DE SAISIE EN 1916.....	108
1. <i>Saisies intéressant l'industrie textile.</i>	108
2. <i>Saisies intéressant l'industrie du fer.</i>	111
3. <i>Saisies intéressant l'industrie en général.</i> — a) les métaux : cuivre, étain, bronze, laiton, etc. — b) les courroies et les câbles de transmission. — c) les machines.....	113

CHAPITRE VIII

FERMETURE DES USINES.....	119
1. <i>Mesures prises afin de placer complètement l'industrie belge sous le régime économique de guerre allemand.</i> — Arrêté du 17 février 1917. — Exécution de cet arrêté. — Arrêté complémentaire du 21 juillet 1917. — Nombre d'industries autorisées.....	119
2. <i>Application des mesures dans les différentes branches de l'industrie.</i>	124

DEUXIÈME PARTIE

Exploitation à outrance

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION DANS LES MÉTHODES D'EXPLOITATION.....	151
1. <i>Les destructions d'usines.</i> — Portée des destructions. — Causes des destructions. — Résistances du Gouvernement général.....	151
2. <i>Responsabilité au sujet de ces actes.</i> — Protestations du Grand Quartier Général allemand. — Responsabilité des autorités.....	157
3. <i>Situation pénible de certains industriels belges</i>	159

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'EXPLOITATION A OUTRANCE.....	161
1. <i>Organisation des dévastations.</i> — Délimitation du butin. — Les organismes Wumba et Rhoma. — Inexactitude des feuilles de réquisition.....	161
2. <i>Déprédations inutiles.</i> — Manque de précautions techniques dans les démolitions. — Destructions hâtives. — Destructions exagérées. — Démolition des Chambres de plomb.....	167
3. <i>Utilisation en Allemagne des machines réquisitionnées.</i> — Machines belges employées pour épargner les machines d'Allemagne. — Machines belges transportées en Allemagne et non employées. — Machines belges vendues à l'étranger.....	170
4. <i>Les destructions de la dernière heure.</i> — Destruction des usines jusqu'au moment de la retraite de 1918. — Destruction pendant la retraite....	173

TROISIÈME PARTIE

Bilan de l'exploitation allemande

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION DU DOMMAGE.....	179
1. Industries du fer (hauts fourneaux. — Forges et laminaires. — Ateliers de construction. — Fonderies). — Exploitations mises sous séquestre..	180
2. Industries du zinc, du plomb, de l'argent et de l'aluminium.....	213
3. Industries chimiques.....	218
4. Industries charbonnières.....	222
5. Industries des carrières (carrières de porphyre, carrières de granit, sablières, cimenteries).....	229
6. Industries verrières (glaceries, verreries, cristalleries, gobeletteries). — Industries céramiques.....	236
7. Industries textiles.....	241
8. Industries du papier, du bois, et du cuir.....	245
9. Industries de l'alimentation.....	250
10. Industries diverses (armureries. — Fabriques d'automobiles, etc.).....	252
11. Entreprises de travaux. — Services publics.....	255

CHAPITRE II

LA RESTAURATION.....	263
1. Facteurs s'opposant à la restauration.....	263
2. Etat de l'Industrie au début de 1919.....	265
3. L'effort de restauration en 1919.....	270

PLAN D'ENSEMBLE

D'UNE

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

I

LISTE DES DIRECTEURS ET DES COMITÉS DE DIRECTION

DIRECTEUR GÉNÉRAL : M. JAMES T. SHOTWELL

Membre de droit des Comités de direction.

BELGIQUE

M. H. Pirenne, *directeur*.

FRANCE

Comité de direction :

Président : M. Charles GIDE.

Membres : M. Arthur FONTAINE.

M. Henri HAUSER.

M. Charles RIST.

GRANDE-BRETAGNE

Comité de direction :

Président : Sir William BEVERIDGE, K. C. B.

Membres : M. H. W. C. DAVIS, C. B. E.

M. Thomas JONES, LL. D.

M. J. M. KEYNES, C. B.

M. F. W. HIRST.

M. W. R. SCOTT, D. Phil. LL. D.

ITALIE

Comité de direction :

Président : M. Luigi EINAUDI.

Membres : M. Pasquale JANNACCONE.

M. Umberto RICCI.

ALLEMAGNE

*Comité de direction :**Président* : M. Carl MELCHIOR.*Membres* : M. A. MENDELSSOHN-BARTHOLDY.

M. Hermann BÜCHER.

M. Carl DUISBERG.

M. Max SERING.

AUTRICHE

*Comité de direction :**Président* : † M. Friedrich WIESER (1920-1926).
mort le 26 juillet 1926.*Membres* : M. Richard RIEDL.

M. Richard SCHÜLLER.

M. Clemens PIRQUET.

HONGRIE

M. Gustave GRATZ, *directeur*.

RUSSIE

† Sir Paul VINOGRADOFF, *directeur* (1921-1925).
mort le 19 décembre 1925.M. Michel Florinsky, *directeur-adjoint*.

PAYS-BAS

M. H. B. GREVEN, *directeur*.

PAYS SCANDINAVES

*Comité de direction :**Président* : M. Harald WESTERGAARD (Danemark).*Membre* : M. Eli KECKSCHER (Suède).

ROUMANIE

M. David MITRANY, *directeur*.

LISTE DES MONOGRAPHIES

L'Histoire économique et sociale, comme l'indique la préface du Directeur, est composée de monographies écrites par les personnalités les plus qualifiées pour chaque sujet traité. Parmi les auteurs dont la liste est ci-dessous, plus de trente ont été ministres ou en ont rempli les fonctions dans les gouvernements du temps de guerre. D'autres ont occupé des postes très importants où ils ont été à même d'observer avec précision les effets de la guerre sur les services qu'ils dirigeaient. Une liste descriptive plus détaillée des auteurs et des monographies figure dans les Rapports annuels du Directeur de la Section historique et économique de la Dotation Carnegie, qui seront envoyés sur toute demande adressée soit à l'éditeur, soit aux bureaux de la Section historique et économique, 405 West, 117th Street, New-York.

La liste ci-dessous ne comprend que les monographies déjà parues et celles qui sont en préparation. Elle pourra être modifiée ou allongée selon les besoins. Les monographies se divisent en deux catégories principales : celles destinées à former un volume de 300 à 500 pages, et celles qui, ne comportant qu'une centaine de pages, pourront être ultérieurement réunies en un même volume avec d'autres traitant de sujets connexes. Les titres ont été groupées pour indiquer l'arrangement en volumes qui est projeté, mais dans les séries longues et compliquées, ce groupement ne saurait être considéré comme définitif. Les monographies déjà parues sont indiquées par un astérisque, celles qui ne traitent qu'une partie d'un sujet par un double astérisque.

SÉRIE BELGE

La Belgique et la guerre mondiale, par M. H. PIRENNE.

La Déportation et le travail forcé des ouvriers et de la population civile (1915-1918), par M. Fernand PASSELECQ.

***Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Albert HENRY.**

***La Législation et l'administration allemandes en Belgique, par MM. J. PIRENNE et M. VAUTHIER.**

***Le Secours-Chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Ernest MAHAÏM.**

***L'Industrie belge pendant l'occupation allemande, par le comte Ch. de KERCHOVE.**

L'Action du gouvernement belge en matière économique pendant la guerre, par M. F. G. van LANGENHOVE.

SÉRIE FRANÇAISE

*Bibliographie méthodique de l'Histoire économique et sociale de la France pendant la guerre, par M. Camille BLOCH.

L'Organisation gouvernementale française pendant la guerre :

**Les Formes du gouvernement de guerre, par M. Pierre RENOUVIN ;

**Le Problème du régionalisme, par M. Henri HAUSER ;
Les Services administratifs pendant la guerre (leur histoire et leurs archives), par M. A. BOUTILLIER DU RETAIL ;

**L'Organisation de la République pour la Paix, par M. Henri CHARDON.

*Le Contrôle du ravitaillement de la population civile, par M. Pierre PINOT.

*L'Agriculture pendant la guerre, par M. Michel AUGÉ-LARIBÉ.

La Guerre et l'industrie française :

*L'Industrie française pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE ;

L'Organisation des industries de guerre, par M. Albert THOMAS ;

*Les Industries textiles, par M. Albert AFTALION ;

Les Industries métallurgiques, par MM. L. PRALON, P. RICHEMOND et L. BARADUC-MULLER ;

Les Industries chimiques, par M. Eugène MAUCLÈRE ;

Les Combustibles minéraux, par M. Henri de PEYERIMHOFF ;

**Les Forces hydro-électriques, par M. Raoul BLANCHARD ;

*Les Bois d'œuvre pendant la guerre, par M. le général CHEVALIER ;

Les Industries de l'aéronautique, par M. le colonel Paul DHÉ.

La Guerre et le travail (3 volumes) :

Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves, par MM. William OVALID et C. PICQUENARD ;

*Chômage et placement, par M. A. CRÉHANGE ;

Le Syndicalisme durant la guerre, par M. Roger PICARD ;

**La Main-d'œuvre étrangère et coloniale, par M. B. NOGARO et M. le lieutenant-colonel WEIL ;

**La Santé et le travail des femmes pendant la guerre, par M. Marcel FROIS.

Effets économiques de la guerre dans les régions envahies :

L'Organisation du travail dans les régions envahies de la France pendant l'occupation, par M. Pierre BOULIN ;

Le Ravitaillement des régions envahies, par MM. Paul COLLINET et Paul STHAL ;

Les Dommages de guerre pour la France, par M. Edmond MICHEL.

Réfugiés et prisonniers de guerre :

Les Réfugiés, par M. Pierre CARON ;

Les Prisonniers de guerre en France, par M. Georges CAHEN SALVADOR.

La Guerre et le commerce :

La France et la politique économique interalliée (2 volumes),
par M. Etienne CLÉMENTEL ;

La Guerre et le commerce français. Etude générale, par M. Charles
RIST.

La Guerre et la marine marchande française :

Transports par mer : la marine marchande, par M. CANGARDEL ;

Les Ports français pendant la guerre, par M. Georges HERSENT.

La Guerre et les transports :

*Politique et fonctionnement des transports par chemins de
fer, par M. Marcel PESCHAUD ;

**La Navigation intérieure en France pendant la guerre, par
M. Georges POCARD DE KERVILER.

La Guerre et les finances françaises :

**Les Finances de guerre de la France, par M. Henri TRUCHY ;

Le Marché monétaire et financier français pendant la guerre.
par M. Albert AUPETIT.

Le Coût de la guerre pour la France :

*Les Dépenses de guerre de la France, par M. Gaston JÈZE ;

Le Coût de la guerre pour la France, par MM. Charles GIDE
et Gaston JÈZE.

La Guerre et la vie sociale :

**La Lutte contre la cherté par les organisations privées, par
MM. Charles GIDE et DAUDÉ-BANCEL ;

Le problème du logement ; son influence sur les conditions de
l'habitation et l'aménagement des villes, par MM. Henri
SELLIER et A. BRUGGEMAN ;

La Population et les revenus en France pendant la guerre, par
M. Michel HUBER ;

*Le Mouvement des prix et des salaires durant la guerre en
France, par M. Lucien MARCH.

La Guerre et la santé publique :

La Défense de la santé publique pendant la guerre, par le Dr Léon
BERNARD ;

Les Mutilés, par MM. CASSIN et DE VILLE-CHABROLLE.

Mémoires et impressions de tranchées, par M. Jean Norton CRU.**Etudes d'Histoire locale (2 volumes).**

**Paris, par MM. Henri SELLIER, A. BRUGGEMAN et M. POETE ;

**Lyon, par M. Edouard HERRIOT ;

**Marseille, par M. Paul MASSON ;

**Rouen, par M. J. LEVAINVILLE ;

**Bordeaux, par M. Paul COURTEAULT ;

**Bourges, par M. Claude-Joseph GIGNOUX ;

**Tours, par MM. Michel LHÉRITIER et Camille CHAUTEMPS ;

L'Alsace et la Lorraine, par M. Georges DELAHACHE.

La Guerre et les colonies françaises :

**L'Afrique du Nord, par M. Augustin BERNARD ;

Les Colonies françaises pendant la guerre, par M. Arthur GIRAULT.

SÉRIE AMÉRICAINE

- *Recueil des sources américaines pour l'Histoire économique de la guerre,
par MM. Waldo G. LELAND et Newton D. MERENESS.
- Le Contrôle de l'industrie pendant la guerre aux Etats-Unis, par M. Alvin
S. JOHNSON.
- Histoire des Chemins de fer américains et politique des transports pendant
la guerre, par M. Walker D. HINES.
- Histoire financière de la guerre, recettes, taxations, etc..., par M. Thomas
SEWALL ADAMS.
- Les Contrôles de guerre aux Etats-Unis, par M. Edwin F. GAY.
- Autres volumes en préparation.

SÉRIE BRITANNIQUE

- *Bibliographie, par Mlle M. E. BULKLEY.
- *Archives britanniques de paix et de guerre, par M. Hubert HALL.
- *Manuel de l'administration des archives, par M. Hilary JENKINSON
- Le Gouvernement de guerre de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, consi-
déré spécialement au point de vue économique, par M. W. G. S. ADAMS,
C. B.
- *Le Gouvernement de guerre dans les Dominions, par M. A. B. KEITH,
D. C. L.
- *Mécanisme de certains contrôles de l'Etat, par M. E. M. H. LLOYD.
- Rationnement et ravitaillement, par Sir William BEVERIDGE K. C. B.
- *Prix et salaires dans le Royaume-Uni (1914-1920), par M. A. L. BOWLEY.
- Les Impôts et les bénéfices de guerre, par Sir Josiah C. STAMP, K. B. E.
Les Impôts.
- Les Bénéfices de guerre et leur répartition.
- La Guerre et les assurances. Série d'études :
Assurances sur la vie, par M. S. G. WARNER.
- Assurances-incendie, par MM. A. E. SICH et S. PRESTON.
- Assurances maritimes, par Sir Norman HILL.
- Sociétés de Secours mutuels et assurances sur la santé, par Sir Alfred
WATSON.
- Le Mouvement national pour l'épargne, par Sir William SCHOOLING.
- Assurances contre le chômage, par Sir William BEVERIDGE.
- *Histoire générale de la marine marchande britannique pendant la guerre,
par M. C. Ernest FAYLE.
- *Le Contrôle des alliés sur la navigation maritime ; une expérimentation
d'administration internationale, par Sir Arthur SALTER, K. C. B.
- *L'Industrie britannique du charbon et la guerre, par Sir Richard
REDMAYNE, K. C. B.
- L'Industrie britannique du fer et de l'acier pendant la guerre, par M. W.
T. LAYTON, C. H., C. B. E.

Les Effets de la guerre sur les industries textiles britanniques :

****La Commission de contrôle du coton**, par M. H. D. HENDERSON,

***Production des denrées alimentaires**, par Sir Thomas MIDDLETON, K. B. E.

Les Trade-Unions et la guerre, par M. G. D. H. COLE :

****Le Trade-Unionisme et les munitions.**

****La Main-d'œuvre dans l'industrie britannique du charbon.**

****Les Organisations ouvrières par ateliers.**

***L'Organisation du travail et son contrôle**, par M. Humbert WOLFE, C. B. E.

Effets de la guerre sur la santé publique :

La Santé de la population civile pendant la guerre, par M. A. W. J. MACFADDEN, C. B.

La Santé des soldats démobilisés, par M. E. Cunyngham BROWN, C. B. E.

***Les Industries de la vallée de la Clyde pendant la guerre**, par M. W. R. SCOTT et M. J. CUNNISON.

***L'Ecosse rurale pendant la guerre : série d'études sous la direction de M. W. R. SCOTT :**

***Pêcheries écossaises**, par M. D. T. JONES ;

***Agriculture écossaise**, par M. H. M. CONACHER ;

***Le Travailleur agricole**, par M. J. S. DUNCAN ;

***La Réforme agraire**, par M. W. R. SCOTT ;

***Appendice sur le jute**, par M. J. P. DAY.

***Les Budgets de guerre et la politique financière britannique**, par MM. F. W. HIRST et J. E. ALLEN.

Le Pays de Galles et la guerre, par M. T. JONES.

Manuels pour l'étude de l'économie de guerre :

Dictionnaire des organisations officielles du temps de guerre, par M. B. N. DEARLE.

Chronique économique de la guerre, par M. N. B. DEARLE.

Etudes d'Histoire sociale britannique pendant la guerre mondiale (en préparation).

Le Coût de la guerre pour la Grande-Bretagne (en préparation).

SÉRIE ITALIENNE

Bibliographie économique et sociale de la guerre, par M. Vincenzo PORRI, avec une introduction sur les archives de la guerre, par M. Eugenio CASANOVA.

***La Législation économique de la guerre**, par M. Alberto De'STEFANI.

La Production agricole en Italie (1914-1919), par M. Umberto RICCI.

Les Classes agricoles en Italie pendant la guerre, par M. Arrigo SERPIERI.

***L'Alimentation et la politique du ravitaillement en Italie**, par M. Riccardo BACHI, avec un appendice sur le Réapprovisionnement en vivres de l'armée italienne, par M. Gaetano ZINGALI.

***Les Finances de guerre**, par M. Luigi EINAUDI.

Le Coût de la guerre pour l'Italie, par M. Luigi EINAUDI.

De l'Inflation en Italie et de ses répercussions sur les prix, les revenus et les changes étrangers, par M. Pasquale JANNACCONE.

*Statistique de la santé publique en Italie pendant la guerre et après la guerre, par M. Giorgio MORTARA.

Le Peuple italien pendant et après la guerre : étude sociale, par M. Gioacchino VOLPE.

*Les Répercussions de la guerre sur la vie économique et sociale du Piémont, par M. Giuseppe PRATO.

SÉRIE ALLEMANDE

Aperçu bibliographique de la littérature allemande relative à l'histoire économique et sociale de la guerre, par M. A. MENDELSSOHN-BARTHOLDY et M. E. ROSENBAUM, avec une section sur les archives impériales, par M. le comte MUSEBECK.

Effets de la guerre sur le gouvernement et la constitution de l'Allemagne :

a) Le Gouvernement de guerre de l'Allemagne, par M. A. MENDELSSOHN-BARTHOLDY ;

b) L'Administration politique des territoires occupés, par MM. von GAYL, W. von KRIES et L. F. von KOHLER.

*Effets de la guerre sur la morale et la religion :

*a) Les Effets de la guerre sur la morale, par M. O. BAUMGARTEN.

*b) Les Effets de la guerre sur la religion, par MM. Erich FOERSTER et Arnold RADEMACHER.

*c) Les Effets de la guerre sur la jeunesse, par M. Wilhelm FLITNER.

*d) La Guerre et le crime, par M. Moritz LIEPMANN.

Effets de la guerre sur la population, le revenu et le niveau de vie en Allemagne :

a) Les Effets de la guerre sur la population, par M. R. MEERWARTH.

b) Les Effets de la guerre sur les revenus, par M. A. GUNTHER.

Les Effets généraux de la guerre sur la production, par M. Max SERING.

La Guerre et le contrôle gouvernemental :

a) Le Contrôle de l'Etat et sa liquidation, par M. H. GÖPPERT.

b) L'Approvisionnement des matières premières et le contrôle du gouvernement, par M. A. KOETH.

c) La Coopération économique avec les alliés de l'Allemagne et l'organisation du ravitaillement, par M. W. FRISCH.

d) L'Utilisation économique des territoires envahis :

La Belgique et la France du Nord, par M. JAHN.

La Roumanie et l'Ukraine, par M. MANN.

La Pologne et la région baltique, par MM. W. von KRIES et von GAYL.

Les Effets de la guerre sur le commerce allemand, par M. K. WIEDENFELD.

Les Effets de la guerre sur la navigation et les chemins de fer :

- a) La Guerre et la flotte allemande, par M. E. ROSENBAUM.
- b) La Guerre et les chemins de fer, par M. SARTER.

L'Influence de la guerre sur l'industrie allemande, par M. Hermann BÜCHER.

La Guerre et les syndicats ouvriers allemands, par MM. Paul UMBREIT, Adam STEGERWALD, Antoine ERKELENZ ; le Travail des femmes pendant la guerre, par le docteur Charlotte LORENZ.

L'Histoire sociale des classes ouvrières pendant et après la guerre :

- a) La Guerre et l'ouvrier allemand, par M. DAVID.
- b) La Guerre et les salaires, par M. Waldemar ZIMMERMANN.
- c) L'Action du gouvernement sur les conditions sociales en Allemagne pendant la guerre, par le docteur DIECKMANN.

L'Alimentation et l'Agriculture :

- a) La Guerre et la population agricole, par M. Max SERING.
- b) L'Approvisionnement alimentaire pendant la guerre, par M. Ar. SKALWEIT.
- c) L'Influence de la guerre sur la production agricole, par M. Friedrich AEREBOE.

Effets de la guerre sur la santé de la population civile en Allemagne, par le docteur Franz BUMM.

Effets de la guerre sur les finances allemandes :

- a) Effets de la guerre sur la circulation monétaire et les banques (en préparation).
- *b) Les Finances allemandes pendant la guerre, par M. Walter LOTZ.

SÉRIE AUTRICHIENNE ET HONGROISE

Autriche-Hongrie :

*Bibliographie des documents imprimés, par M. Othmar SPANN.

*Les Finances austro-hongroises pendant la guerre, par M. Alexandre POPOVICS.

Histoire économique militaire ; série d'études écrites sous la direction du professeur WIESER, du général KRAUSS, du général HOEN et du colonel GLAISE-HORSTENAU. Le Recrutement, etc., par le colonel KLOSE ; Munitions et ravitaillement, par le colonel PFLUG. (Autres volumes en préparation.)

L'Utilisation économique des territoires occupés : Serbie, Monténégro, Albanie, par le général KERCHNAWE ; l'Italie du Nord, par le général LEIDL ; la Roumanie, par le général Félix SOBOTKA ; l'Ukraine, par le général KRAUSS ; la Pologne, par le général MITZKA.

* « Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle union économique, par MM. GRATZ et SCHÜLLER.

La Ruine et le démembrement de la monarchie des Habsbourg (en préparation).

Empire d'Autriche :

- *Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph REDLICH.
- Réglementation de l'industrie en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Richard RIEDL.
- *Le Contrôle de l'alimentation et de l'agriculture en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. H. LOWENFELD-RUSS.
- *Le travail en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Ferdinand HANUSCH.
- Les Chemins de fer autrichiens pendant la guerre (contrôle civil), par M. ENDERES ; les transports sous le contrôle militaire, par le colonel RATZENHOFFER.
- *Le Ravitaillement en charbon de l'Autriche pendant la guerre, par M. HOMANN-HERIMBERG.
- Effets de la guerre sur la morale et la religion, par le chancelier SEIPEL.
- La Guerre et le crime en Autriche, par M. Franz EXNER.
- Le Coût de la guerre en Autriche, par M. HORNIK.

Royaume de Hongrie :

- Histoire générale de l'économie de guerre en Hongrie, par M. Gustav GRATZ.
- Les Effets de la guerre sur l'administration gouvernementale et sur l'esprit public en Hongrie, par le comte Albert APPONYI.
- Histoire de l'industrie hongroise pendant la guerre, par le baron Joseph SZTERÉNYI.
- Histoire du commerce hongrois pendant la guerre, par M. Alexandre MATLEKOVITS.
- Histoire des finances hongroises pendant la guerre, par M. John TELESZKY.
- L'Agriculture en Hongrie, par M. MUTSCHENBACHER et le Contrôle alimentaire, par M. Jean BUD.
- La Vie sociale en Hongrie pendant la guerre, par M. Desider PAP.

La Santé publique et la Guerre en Autriche-Hongrie :

- Exposé général de la santé publique en Autriche-Hongrie, par le docteur PIRQUET.
- *Etudes sur la santé publique en Autriche pendant la guerre (deux volumes), par les docteurs HELLY, KIRCHENBERGER, STEINER, RASCHOFSKY, KASSOWITZ, BREITNER, von BOKAY, SCHACHERL, HOCKAUF, FINGER, KYRLE, ELIAS, ECONOMO, MULLER-DEHAM, NOBEL, WAGNER, EDELMANN et MAYERHOFER, avec une introduction par le docteur PIRQUET.

PREMIÈRE SÉRIE RUSSE

(Jusqu'à la Révolution bolchéviste).

Effets de la guerre sur le gouvernement et les finances nationales en Russie :

Les Effets de la guerre sur le gouvernement central en Russie, par
M. Paul P. GRONSKY.

Les Finances de l'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Alexandre
M. MICHELSON.

La Circulation monétaire en Russie pendant la guerre, par M. Michel
V. BERNADSKY.

Le Crédit d'Etat en Russie pendant la guerre, par M. Paul N. APOSTOL.

Les Municipalités et les Zemstvos pendant la guerre :

Les Effets de la guerre sur les municipalités russes et l'Union nationale des villes, par M. N. I. ASTROFF.

Les « Zemstvos » en temps de paix et en temps de guerre, par le
prince George E. LVOFF.

Les « Zemstvos », par le prince Vladimir A. OBOLENSKY.

L'Union nationale des « Zemstvos » et la « Zemgor » (Fédération de
l'Union des Zemstvos et de l'Union des Villes), par M. Serge
P. TURIN.

La Guerre et la psychologie des membres des « Zemstvos », par Isaac
V. SHKLOVSKY.

L'Armée russe dans la guerre mondiale, étude d'histoire sociale, par le
général Nicolas N. GOLOVINE.

L'Economie rurale en Russie et la guerre, par MM. Alexis ANZIFEROFF,
Alexandre BILIMOVITCH et M. O. BATCHEFF.

Les Effets de la guerre sur la propriété foncière et la réforme agraire,
par MM. V. A. KOSSINSKY et Alexandre D. BILIMOVITCH.

Le Problème du ravitaillement en denrées alimentaires de la Russie pendant la guerre, par M. Pierre B. STRUVÉ, de l'Académie des sciences de Russie.

Effets de la guerre sur le mouvement coopératif en Russie :

Le Crédit coopératif et la coopération agricole en Russie et la guerre,
par M. Alexis N. ANZIFEROFF.

Le Contrôle de l'industrie par l'Etat en Russie pendant la guerre, par
M. Simon O. ZAGORSKY.

Les Effets de la guerre sur quelques industries :

a) Les Mines de charbon, par M. Boris N. SOKOLOFF.

b) L'Industrie chimique, par M. Mark A. LANDAU.

c) L'Industrie du lin et de la laine, par M. Serge N. TRETIAKOFF.

d) Le Pétrole, par M. Alexandre M. MICHELSON.

Les Effets de la guerre sur les questions ouvrières :

a) Les Salaires, par Mlle Anna G. EISENSTADT.

b) Les Modifications survenues dans la composition des classes ouvrières, par Vladimir T. BRAITHWAITE.

Effets de la guerre sur le commerce et les échanges :

Le Commerce russe durant la guerre, par M. Paul A. BOURYSHKINE.

La Russie et la guerre économique, par le baron Boris E. NOLDÉ.

Les Transports en Russie pendant la guerre, par M. Michel B. BRAIKEVITCH.

Les Institutions universitaires russes pendant la guerre, par M. Paul J. NOVGORODZOFF.

L'Enseignement primaire et l'enseignement secondaire en Russie durant la guerre, par M. Dimitry M. ODINEZ.

L'Histoire sociale de l'Ukraine pendant la guerre, par M. Nicolas M. MOGILANSKY.

Statistique de la vie publique en Russie pendant la guerre, par M. S. S. KOHN.

La Russie et la guerre mondiale (synthèse historique) (en préparation).

SÉRIE GRECQUE

Effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce, série d'études :

Les Finances de guerre et la Grèce, par M. A. ANDRÉADÈS.

La Vie économique en général, questions monétaires, le commerce, le ravitaillement, etc., par M. K. VARVARESSOS.

Les Effets de la guerre sur les industries grecques, par M. G. CHARITAKIS.

Les Effets de la guerre sur la question ouvrière et la législation sociale, par M. D. KALITSUNAKIS.

Les Effets de la guerre sur la population de la Grèce, par M. A. A. PALLIS.

Les Conséquences de la guerre sur les communications intérieures, par M. M. KORONIS.

L'Économie rurale grecque et la crise de la guerre mondiale, par M. B. SIMONIDÈS.

La Marine marchande grecque et la guerre, par M. A. ANDRÉADÈS.

SÉRIE HOLLANDAISE

Effets économiques et sociaux de la guerre dans les Pays-Bas :

L'Effet de la guerre sur le ravitaillement, par M. F. E. POSTHUMA.

L'Industrie hollandaise, par M. C. J. P. ZAALBERG.

Le Commerce et la navigation hollandais, par M. E. P. DE MONCHY.

Prix, salaires et coût de la vie, par M. H. W. METHORST.

Banques et circulation, par MM. VISSERING et J. Westerman HOLSTYN.

Les colonies hollandaises, 1914-1922, par MM. J. H. Carpentier ALTING et DE COCK-BUNING.

Les Finances de guerre dans les Pays-Bas, de 1918 à 1922. Le Coût de la guerre, par M. H. W. C. BORDEWYK.

Les Effets de la guerre sur le problème du logement, 1914-1922, par M. H. J. ROMEYN.

*Les Finances de guerre des Pays-Bas, jusqu'en 1918, par M. J. van der FLIER.

SÉRIE SCANDINAVE

Les Effets de la guerre en Suède, série de monographies :

- a) La Vie et le travail du peuple suédois. Introduction générale, par M. Eli F. HECKSCHER,
- b) L'Agriculture suédoise et l'approvisionnement alimentaire, par M. Carl MANNERFELT.
- c) L'Industrie suédoise, par M. Olaf EDSTROM.
- d) Les Classes ouvrières, par M. Otto JARTE.

Le Problème du logement en Suède pendant la guerre, par M. K. G. THAM.

Le Travail en Suède et la guerre, par M. Olof EKBLOM.

Effets de la guerre sur les finances et le commerce suédois :

- a) La Circulation et les finances, par M. Eli F. HECKSCHER.
- b) Le Commerce suédois, par M. Kurt BERGENDAL.

La Norvège et la guerre mondiale, par M. Wilhelm KEILHAU.

Les Effets économiques de la guerre sur le Danemark, par M. Einar COHN, avec une étude sur l'Islande, par M. Thorstein THORSTEINSSON.

SÉRIE JAPONAISE

Influence de la guerre sur la production des matières premières au Japon, par M. KOBAYASHI.

Influence de la guerre sur l'industrie japonaise, par M. OGAWA.

Influence de la guerre sur le commerce japonais et les échanges, par M. YAMASAKI.

Influence de la guerre sur les transports au Japon, par M. MATSUOKA.

Influence de la guerre sur les finances japonaises et le marché monétaire, par M. ONO.

Influence sociale de la guerre au Japon, par M. KOBAYASHI.

SÉRIE BULGARE

Les effets économiques de la guerre en Bulgarie, par M. G. T. DANAILOV.

SÉRIE TCHÉCOSLOVAQUE

*Problèmes financiers et politiques en Tchécoslovaquie pendant la première année d'après-guerre, par M. A. RASIN.

Les Effets de la guerre sur le peuple tchécoslovaque. Volume d'études rédigées sous la direction du président MASARYK.

SÉRIE YOUGOSLAVE

Situation économique de la Serbie avant la guerre et pendant la première année de la guerre, par M. Velimir BAJKITCH.

Effets économiques et sociaux de la guerre en Serbie, par M. Dragoliub YOVANOVITCH.

Effets de la guerre, série d'études (en préparation).

SÉRIE ROUMAINE

La Révolution agraire en Roumanie et dans le sud-est de l'Europe, par M. D. MITRANY.

Conséquences économiques de la guerre en Roumanie :

Les Effets de l'occupation ennemie en Roumanie, par M. G. ANTIPA.

Les Effets de la guerre sur la santé publique en Roumanie, par M. J. CANTACUZÈNE.

Les Effets de la guerre sur la vie économique roumaine (volume en préparation).

Les Finances de guerre de la Roumanie, par M. Vintila BRATIANU.

L'Agriculture roumaine pendant la guerre, par M. Innesco SISESTI.

L'Industrie roumaine pendant la guerre, par M. BUSILA.

SÉRIE TRADUITE ET ABRÉGÉE

(Publiée en anglais en Amérique, mais en vente aussi en Europe.)

*Histoire des Industries françaises pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE.

L'Agriculture et le Contrôle du ravitaillement en France pendant la guerre, par MM. Michel AUGÉ LARIBÉ et Pierre PINOT.

Les Finances et les Dépenses de guerre en France, par MM. Henri TRUCHY et Gaston JÈZE.

Les Formes du gouvernement de guerre en France, par M. Pierre RENOUVIN.

L'Organisation du travail dans les régions envahies de la France pendant l'occupation, par M. Pierre BOULIN.

« Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle union économique, par MM. GRATZ et SCHÜLLER.

Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph REDLICH.

Autres volumes en préparation.

III

LISTE DES MONOGRAPHIES PUBLIÉES ET DES ÉDITEURS

(La publication des monographies est faite sous la direction générale de la *Yale University Press*, avec le concours d'éditeurs dans les différents pays. Chacun des volumes se trouve donc ainsi non seulement à la *Yale University Press*, mais dans tous les pays, chez les éditeurs de l'*Histoire économique et sociale de la guerre*).

Les ouvrages suivants ont paru ou vont paraître prochainement :

SÉRIE AUTRICHIENNE ET HONGROISE (*en allemand*)

Bibliographie des documents imprimés, par M. Othmar SPANN.

Les Finances austro-hongroises pendant la guerre, par M. Alexandre von POPOVICS.

Le Ravitaillement en charbon de l'Autriche pendant la guerre, par M. von HOMANN-HERIMBERG.

Le Travail en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Ferdinand HANUSCH.

« Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle Union économique, par MM. GRATZ et SCHÜLLER.

Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph REDLICH.

Le Contrôle de l'alimentation et de l'agriculture en Autriche pendant la guerre, par M. LÖWENFELD-RUSS.

Etudes sur la santé publique en Autriche pendant la guerre, par les docteurs HELLY, KIRCHENBERGER, STEINER, RASCHOFKY, KASSOWITZ, BREITNER, VON BOKAY, SCHACHERL, HOCKAUF, FINGER, KYRLE, ELIAS, ECONOMO, MULLER-DEHAM, NOBEL, WAGNER, EDELMANN et MAYERHOFER, avec une introduction par le docteur PIRQUET.

SÉRIE BELGE (*en français*)

La législation et l'administration allemandes en Belgique, par MM. J. PIRENNE et M. VAUTHIER.

Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Albert HENRY.

Le Secours de chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Ernest MAHAÏM.

L'Industrie belge pendant l'occupation allemande (1914-1918), par le Comte Charles DE KERCHOVE DE DENTERGHEM.

SÉRIE ALLEMANDE

(en allemand)

Effets de la guerre sur la morale et la religion :

- a) Les effets de la guerre sur la morale, par M. G. BAUMGARTEN.
- b) Les effets de la guerre sur la religion, par MM. Erich FOERSTER et Arnold RADEMACHER.
- c) Les effets de la guerre sur la jeunesse, par M. Wilhelm FLITNER.
- d) La guerre et le crime, par M. Maurice LIEPMANN.

Les finances allemandes pendant la guerre, par M. Walter LOTZ.

SÉRIE ANGLAISE

(en anglais)

Le Contrôle des Alliés sur la navigation maritime ; une expérimentation d'administration internationale, par Sir Arthur SALTER.

Le Gouvernement de guerre dans les Dominions, par M. A. B. KEITH.

Prix et salaires dans le Royaume-Uni (1914-1920), par M. A. L. BOWLEY.

Manuel de l'administration des Archives, par M. Hilary JENKINSON.

La Commission de contrôle du coton, par M. H. D. HENDERSON.

Bibliographie, par Mlle M. E. BULJKLEY.

Archives britanniques de paix et de guerre, par M. Hubert HALL.

L'Organisation du travail et son contrôle, par M. Humbert WOLFE.

L'Industrie britannique du charbon et la guerre, par Sir Richard REDMAYNE.

Production des denrées alimentaires, par Sir Thomas MIDDLETON.

Les Organisations ouvrières par ateliers, par M. G. D. H. COLE.

Le Trade-Unionisme et les Munitions, par M. G. D. H. COLE.

La main-d'œuvre dans l'industrie britannique du charbon, par M. G. D. H. COLE.

Mécanisme de certains contrôles de l'Etat, par M. E. M. H. LLOYD.

Les Industries de la Vallée de la Clyde pendant la guerre, par M. W. R. Scott et M. J. CUNNISON.

L'Ecosse rurale pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. W. R. SCOTT : Pêcheries écossaises, par M. D. T. JONES ; Agriculture écossaise, par M. H. M. CONACHER ; Le Travailleur agricole, par M. J. S. DUNCAN ; La Réforme agraire, par M. W. R. SCOTT ; Appendice sur le jute, par M. J. P. DAY.

Les Budgets de guerre et la politique financière britannique, par MM. F. W. HIRST et J. E. ALLEN.

Histoire générale de la marine marchande britannique pendant la guerre, par M. C. Ernest FAYLE.

SÉRIE ITALIENNE

(en italien)

Statistique de la Santé publique en Italie, pendant et après la guerre, par M. Giorgio MORTARA.

Les Répercussions de la guerre sur la vie économique et sociale du Piémont, par M. Giuseppe PRATO.

- La Législation économique de la guerre, par M. Alberto DE 'STEFANI.
L'Alimentation et la politique du ravitaillement en Italie, par M. Riccardo BACHI, avec un appendice sur le Réapprovisionnement en vivres de l'armée italienne, par M. Gaetano ZINGALI.
Les Finances de guerre, par M. Luigi EINAUDI.

SÉRIE TCHÉCOSLOVAQUE

(en anglais)

- Problèmes financiers et politiques en Tchécoslovaquie pendant la première année d'après-guerre, par M. A. RASIN.

SÉRIE HOLLANDAISE

(en anglais)

- Les Finances de guerre des Pays-Bas, jusqu'en 1918, par M. J. VAN DER FLIER.

SÉRIE AMÉRICAINE

(en anglais)

- Recueil des sources américaines pour l'histoire économique de la guerre, par M. Waldo G. LELAND et M. Newton D. MERENESS.

SÉRIE TRADUITE ET ABRÉGÉE

(en anglais)

- Histoire des industries françaises pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE.

SÉRIE FRANÇAISE

(en français)

- Bibliographie méthodique de l'Histoire économique et sociale de la France pendant la guerre, par M. Camille BLOCH.
Le Problème du régionalisme, par M. Henri HAUSER.
L'Industrie française pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE.
Les Industries textiles, par M. Albert AFTALION.
Les Forces hydro-électriques pendant la guerre, par M. Raoul BLANCHARD.
L'Agriculture française pendant la guerre, par M. Michel AUGÉ-LARIBÉ.
Le Contrôle du ravitaillement de la population civile, par M. Pierre PINOT.
Lyon pendant la guerre, par M. Edouard HERRIOT.
La Vie économique à Bordeaux pendant la guerre, par M. P. COURTEAULT.
Tours et la guerre. Etude économique et sociale, par MM. Michel LHÉRITIER et C. CHAUTEUPS.
Marseille pendant la guerre, par M. P. MASSON.

- Rouen pendant la guerre, par M. J. LEVAINVILLE.
 Bourges pendant la guerre, par M. C. J. GIGNOUX.
 Paris pendant la guerre, par MM. H. SELIER, BRUGGEMAN et POETE.
 Les Formes du gouvernement de guerre, par M. P. RENOUVIN.
 Le Mouvement des prix et des salaires durant la guerre en France, par M. L. MARCH.
 La Main-d'œuvre étrangère et coloniale, par M. B. NOGARO et M. le lieutenant-colonel WEIL.
 Les Dépenses de guerre de la France, par M. G. JÈZE.
 Les Finances de guerre de la France, par M. H. TRUCHY.
 La Santé et le travail des femmes pendant la guerre, par M. Marcel FROIS.
 La Navigation intérieure en France pendant la guerre, par M. POCARD DE KERVILER.
 Politique et fonctionnement des transports par chemins de fer, par M. M. PESCHAUD.
 L'organisation du travail dans la région envahie de la France pendant l'occupation, par M. P. BOULIN.
 L'Afrique du nord pendant la guerre, par M. Augustin BERNARD.
 L'Organisation de la République pour la paix, par M. H. CHARDON.
 La Lutte contre la cherté par les organisations privées, par MM. Ch. GIDE et DAUDÉ-BANCEL.
 Chômage et placement, par M. A. CRÉHANGE.
 Les Bois d'œuvre pendant la guerre, par le général CHEVALIER.
 Le Problème du logement, son influence sur les conditions de l'habitation et l'aménagement des villes, par MM. H. SELIER et A. BRUGGEMAN.

*
* *

Les éditeurs et les dépositaires de ces volumes sont les suivants :

- AMÉRIQUE : *Yale University Press*, New Haven (Connecticut).
 AUTRICHE-HONGRIE : *Holder-Pichler-Tempsky, A. G.*, Vienne (Autriche).
 FRANCE : *Les Presses Universitaires de France*, 49, Boulevard St-Michel, Paris (France).
 ALLEMAGNE : *Deutsche Verlags-Anstalt*, Berlin et Stuttgart.
 GRANDE-BRETAGNE : *Oxford University Press, Amen House*, Warwick Square, Londres, E. C. 4.
 ITALIE : *Casa Editrice Laterza*, Bari (Italie).
 SUÈDE : *Norstedt und Söner*. Stockholm.

Toute personne qui désirerait avoir des renseignements sur les volumes parus ou à paraître doit s'adresser à l'éditeur de son pays.

